

idées

SOCIÉTÉ

D'une hiérarchie à l'autre

par DANIEL BERTAUX (*)

QUE font de leur argent les titulaires de hauts et moyens revenus ? C'est sans doute aux statisticiens qu'il incombe de nous communiquer les éléments de réponse dont ils disposent. Mais qu'il soit permis à un sociologue d'attirer l'attention sur un aspect particulier qui ne peut qu'échapper aux mesures statistiques : à savoir le lien entre le niveau de revenu d'une famille et les chances des enfants qui y sont élevés.

On sait que la réussite scolaire d'un enfant dépend très fortement de son origine sociale. Mais on attribue généralement ce phénomène à l'influence « culturelle » du milieu familial.

Cette thèse, dite de l'« héritage culturel », est-elle exacte ? Proposée au cours des années 60 par les sociologues Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, elle connaît très vite une large diffusion dans les milieux étudiants, enseignants et intellectuels au sens large. Or avec le recul, cet engouement apparaît quelque peu suspect. Remarquons d'abord ceci : que la théorie soit vraie ou fautive, on a mollement conduit pratiquement à la passivité. Si, en effet, c'est le niveau culturel des parents qui détermine les chances scolaires des enfants, alors que pourrait-on imaginer de changer pour combattre l'inégalité des chances ? Rien, n'est-ce pas, puisque l'on ne peut guère songer à agir sur les niveaux culturels des parents.

Mais supposons, au contraire, que ce soit le niveau de revenu des parents qui conditionne la carrière des enfants. Tout change alors, car tout pourrait être changé.

Où est la vérité ? Il suffit de regarder autour de soi pour se convaincre que le niveau de revenu ne peut rester sans conséquences. On pense tout d'abord aux achats de livres, d'encyclopédies, fascicules, ou aux le-

çons particulières. Mais ceci n'est que de la menue monnaie, face aux aspects structurels du mode de vie tel que le quartier de résidence (et donc la qualité de l'établissement scolaire), la taille du logement, le type de loisirs et, surtout, la possibilité de convertir financièrement les frais d'entretien d'un(e) ou plusieurs adolescents (es) après la fin de la scolarité obligatoire.

L'influence de l'argent est d'ailleurs établie globalement par les meilleures enquêtes sur la question, comme celles réalisées par l'INED (1), sous la direction de M. Alain Girard. Ces enquêtes ont montré que si le facteur « culture » influe encore au niveau de l'enseignement primaire, l'argent, devient de plus en plus déterminant au fur et à mesure que l'enfant avance le long du cursus scolaire.

Pourtant le rôle de l'argent n'est pas facilement accepté dans les milieux intellectuels. On vous citera invariablement le cas de tel « gros créancier » (variantes entendues : charcutier, grossiste aux Halles, marchand de biens, ou tout autre type social réputé riche et inculte...), dont toute la fortune ne fera jamais entrer le fils à l'école normale supérieure. Preuve éclatante, semblait-il, que c'est bien la culture et non l'argent qui font la décision.

Or ces exemples sont toujours choisis parmi des types sociaux propriétaires de (gros) « moyens de production ». Croit-on vraiment que l'ambition suprême de ces catégories (d'ailleurs point si « incultes » qu'on voudrait le croire) soit d'amener leur fils jusqu'à la rue d'Ulm — qui à long terme conduirait, on le sait, au mirifique état de professeur de lycée ? Soit dit sans intention d'offense pour nos enseignants, on peut aspirer à autre chose si on en a les moyens.

La logique des propriétaires de capitaux

En fait, la logique des propriétaires de capitaux est très différente de celle des salariés. Les premiers ont construit leur vie autour de l'argent, et ils sont assurés que par l'éducation, l'héritage (en général anticipé) leurs enfants continueront, diplômés ou pas, à faire vivre l'entreprise et à en vivre. En fait, la trop grande réussite scolaire d'un enfant risquerait même de gêner l'accomplissement des projets à long terme des parents.

Les salariés, au contraire, dans la mesure où ils n'accumulent pas, n'auront pas de capital à transmettre à leurs enfants. Il ne leur reste que l'espoir scolaire. D'où l'importance pour eux de la réussite à l'école, qu'ils sont prêts à financer de leurs deniers.

On comprend mieux, dès lors, que de nombreux cadres supérieurs refusent d'envoyer une bécote de leur pouvoir d'achat. C'est que ce « pouvoir » ne sert pas seulement à payer la télévision en couleurs, la haute fidélité ou les résidences, mais à « acheter », en quelque sorte, à chacun de leurs enfants, sinon un certain niveau social, du moins, les conditions d'accès à ce niveau à travers la médiation du diplôme. Le débat sur la hiérarchie des salaires (et des revenus) ne met pas seulement en jeu les niveaux de consommation en soi mais aussi et surtout l'avenir social des lignées familiales.

Cependant les temps changent et les diplômes ne sont plus ce qu'ils étaient. Ce n'est d'ailleurs pas l'Université qui en est responsable, mais la crise structurelle, chronique, de notre type de croissance. Il n'y a plus assez de

places dans notre économie malade pour assurer à tous les enfants de cadres, d'enseignants, de médecins, etc., un niveau social équivalent à celui de leurs parents. Et se pose alors le spectre de ce qu'on pourrait appeler la « démotion » sociale (le contraire de la promotion). Déjà, aux États-Unis, une génération entière s'y trouve confrontée.

Regardons les choses en face. On s'apercevra alors que la « démotion » sociale n'est pas un malheur en soi ; elle est seulement d'autant plus difficile à digérer et à vivre que la société environnante est fortement hiérarchisée. Si pas un curieux paradoxe, c'est donc ceux-là mêmes qui s'opposent aujourd'hui à une redistribution des « pouvoirs d'achat » (croyant assurer par-là, individuellement, le salut social de leurs enfants) qui leur préparent pour demain des destinées difficiles. Car la hiérarchie n'est une bonne chose que pour ceux qui sont au sommet. Plus la pyramide est haute et plus le sommet est étroit, plus douloureuse est la dégringolade le long de ses échelons.

Les luttes autour de la hiérarchie des revenus sont aussi des luttes pour ou contre l'égalisation des chances au sein de la nouvelle génération ; mais dans le contexte actuel, le maintien du statu quo pourrait bien n'être qu'une victoire à la Pyrrhus.

(1) Institut national d'études démographiques.
Chargé de recherches au C.N.R.S., auteur de *Destins personnels et structures de classes* (FUP 1977).

Les déviants ne font plus recette

par J.-P. BADIN (*)

TOUTES les grandes catégories sociales sont visées par les appels électoraux. Tel parti, dont ce n'est pas la coutume, se découvre un intérêt subit pour le travail manuel ; tel autre, dont ce n'est pas la ligne, prend fait et cause pour les travailleurs agricoles. Les minorités, quant à elles, sont l'objet d'une attention toute particulière. Chacun sait, et les sondages le confirment, qu'une majorité et opposition tout pourrait se jouer à 1 ou 2 % des voix. Les catégories sociales minoritaires pourraient donc la victoire à l'un des deux camps. Il s'agit donc de les séduire. Les vieux dont on veut accroître les ressources, les handicapés dont on assure l'insertion, les déviants, les déviants dont on loue les aspirations, les chômeurs qu'on promet d'employer : on s'attendait que toutes les minorités deviennent ainsi l'objet de surenchères. Or deux événements viennent de se produire.

Le premier est le rapport de Mme Pelletier sur le drogisme. On connaît l'importance qu'il prit ce que l'on appelle les toxicomanes mineurs, au hashisch surtout. Pour une partie des jeunes gens et des jeunes adultes, « fumer » a pu entre amis n'être que d'un bon coup de vidée de bonnes bouteilles. Les études médico-sociologiques de par le monde ont montré la benignité de cette pratique et nombreux sont les pays à l'avoir libéralisée. En 1976, en France, on attendait d'une

Le droit à la différence

commission d'enquête sur ce sujet des conclusions voisines, consistant à modifier dans un sens libéral le statut des toxicomanes mineurs, d'une part parce que les constatations médico-sociologiques y incitent, d'autre part dans un but électoraliste. Au lieu de cela, c'est la fermeté qui domine l'orientation du rapport, et les toxicomanes ne seront moins pénalisés sur le plan judiciaire que s'ils acceptaient de se reconnaître comme malades. Quant aux protestations et aux contre-propositions des partis de l'opposition, le moins qu'on puisse dire est qu'elles sont d'une remarquable discrétion.

Le second événement concerne ce qui vient d'arriver aux homosexuels parisiens. La presse nous apprend que, comme chaque année, un festival de films homosexuels se déroulerait pendant quinze jours. Rien que de très banal par rapport aux programmes de nombreuses salles de cinéma. Coup de théâtre : alors que ni l'absence apparente d'irrégularité dans l'organisation de cette quinzaine ni la teneur des films choisis ne le laissent présager, la plupart de ces derniers furent interdits une fois le festival commencé,

la salle occupée par des policiers venant « surveiller » mais laissant une agression et un vol. André Ghectmann et Guy Hocquenghem (le Monde du 7 février 1978) nous apprennent que le ministre de la culture a écarté leur démission venue demander une explication, mais aussi que le P.S., contacté, a fait la sourde oreille.

Ces deux événements montrent que toutes les minorités ne sont pas l'objet des séductions politiciennes. Il y a eu sélection dans le choix des partis des deux bords, pour une fois réunis dans une même attitude. Les minorités « économiques » ont été mises sur un piédestal, les rois mages des grandes formations politiques venant leur promettre un avenir meilleur. Les minorités de « mœurs » ont été à l'inverse reléguées au rang de catégories intéressantes, avec pour conseil, en vue d'obtenir leur reconnaissance, d'accepter le statut de malades. Or ces « déviants », qui ne demandent pas d'argent mais le droit à la différence, votent, et dans les années précédentes leurs voix étaient cherchées, englobées qu'ils étaient dans la masse de ceux à qui l'on promettait une société plus libre. L'heure n'est plus à la promesse libertaire mais à la promesse redressement économique ; du coup,

les déviants, en eux-mêmes, ne font plus recette.

Un choix de facilité

Mais à l'inverse, pour séduire la base de l'électorat, ila deviennent très utiles. Les récents faits divers, enlèvements et violences, ont été utilisés pour rassurer Monsieur Tout-le-monde du laxisme. Il ne s'agit plus de défendre mais de dramatiser pour promettre un redressement par la fermeté tous azimuts. Tenter de gagner quelques voix de minorités gênantes (car elles exigeraient la réalisation des promesses faites) ne paraît plus rentable face au risque de perdre une grande partie de l'électorat lassé (qu'on a lassé) d'un prétendu excès de libéralité.

Ce choix, qui est un choix de facilité car le langage de la fermeté est plus facile à tenir que celui de la liberté, doit nous faire réfléchir pour le remettre en cause. L'atmosphère de suspicion, de délation et d'inquiétude qui marque cette période électorale ne doit pas effacer nos aspirations démocratiques derrière l'importance exacerbée du problème économique. Contrairement aux rappels à l'ordre dont on nous inonde actuellement, ce que font les déviants par leur existence même c'est un constant rappel à la liberté.

(*) Internes des hôpitaux psychiatriques.

REVUE DES REVUES

Folie d'État

par YVES FLORENNE

Sur la couverture de *Change*, un disque de feu que j'entre une grille noire. Soleil rouge de la folie où sont inscrites des poésies. Sade, Foucault, Cooper, Fainberg. Ce cahier (1) est une réflexion si riche et folsonnante qu'on ne peut faire ici que l'effleurer : sur cela que communément on entend — mais qu'entend-on ? — par « folie ». D'ailleurs largement débordé, puisque cette réflexion s'étend au grand enfermement salarial et s'enfonce au-delà de la Grande Muraille. En effet, Viktor Fainberg est amené à évoquer soudain cet « cri aveugle » que promènent en Chine tant de regards éblouis devant le même spectacle qu'ils ont fini par voir dans l'Union soviétique, après des décennies d'aveuglement.

Nous voici donc ramenés au centre de notre soleil : la folie, le fou, d'abord nommé, afin d'être ornés, encadrés, incarcérés, réduits, traités, psychiatriés, « psychiâtrés ». Pour quoi ? Tout de suite, de Jean-Pierre Faye, une formule éclair : « La folie, cette insurpassable, le droit à la folie, cette insurpassable ». David Cooper, inventeur de l'anti-psychiatrie, ou du moins introducteur du mot, s'attache à dépolluer ce mot-là des mythes dont il se palait qu'on l'aït reconstruit. L'anti-psychiatrie et la non-psychiatrie, parties de la névrosation sociale, sont des formes de lutte politique, s'exerçant contre la répression et la mise en condition. La folie n'est que le nom donné, par la classe régnante, à la subversion. Le fou est le subversif. Jamais rien d'autre.

Cette vue absolue n'est pas sans provoquer chez Fainberg, dans leur dialogue, une résistance qui, venant de lui, ne saurait être suspecte. Il parle de ses compagnons d'hôpital (pour qui il ne lui était pas moins, les « vrais malades »). L'expression est mal reçue. On sent qu'il s'obstine : « Je voudrais qu'on les salue vraiment, qu'on les « salue » ; et à voir une différence entre leur « subversion » et la sienne. Dans mon enfance, j'ai connu un ancien général, très pittoresque et fort singulier, qu'on « on » : la « classe régnante », évidemment ! à fini par enfermer : il était descendu dans la rue avec son revolver d'ordonnance pour, proclamait-il, « tuer la révolution sociale ». Subversif — mais de quoi ?

David Cooper excelle à réduire, avec parfois un peu trop d'autorité, ce qui peut sembler peu compatible ou au moins différent. Il à réponse à tout, sans que ces réponses, toujours assurées, soient toujours totalement convaincantes. Et le n'importe pas beaucoup certain décalage tranchant pour ce qu'il appelle la « romanisation » de la folie. Quelle folie ? Subversion ? Réalité ou métaphore ? — Dans une revue (2), justement, je trouve ce mot de J.-L. Borges : « Il ne faut pas chercher la folie. C'est la folie qui nous cherche ». Précaution contre la « romanisation », la « surréalisation » ? Sagesse, sans doute. Mais la folie est aussi une sagesse.

La voix saisisante est évidemment celle de Fainberg. Il sait de quoi il parle ; ou si on préfère, il parle de ce qu'il sait : de science, négligé expérimentale ; bref, de ce qu'il a connu, éprouvé. Et aussi, de ce qu'il a vu, partagé. On l'interroge sur Vladimir Borisov, libéré sans condition après l'appel retentissant de Sakharov ; puis réincarcéré, sans aucun fait nouveau, ce qui apparaît à Fainberg comme un « énorme défi à l'opli-

nion mondiale ». D'autant qu'on a enfermé Borisov dans le même hôpital où, par les mêmes médecins, « il avait été soumis à d'horribles tortures, par exemple l'immobilité forcée et longue sous « manteau chimique », qui est une chose terrible ». Mais pourquoi ce « défi » n'a-t-il pas été relevé ? Parce que, dit Fainberg, Borisov n'est qu'un ouvrier ; et, qui pis est : socialiste, marxiste.

Il révéla aussi un joli trait de confraternité psychiatrique. Boukovsky (3) avait mis à profit sa seule année de liberté pour recueillir et faire parvenir à l'Ouest une documentation sur le traitement de la folie contestataire. Le dossier fut renvoyé par certains psychiatres occidentaux à leurs confrères soviétiques, aux fins de « réhabilitation et de pronostic ». L'expertise échoit, bien entendu, au K.G.B. Ainsi ces psychiatres apportèrent-ils leur contribution à la détente, et, accessoirement, au lourd verdict qui fut prononcé.

A propos de traitement, Fainberg évoque une autre expérimentation qui a changé l'esprit humain ou la pensée : qui permettrait d'extirper la pensée « autre » ; d'opérer le dissident de sa dissidence maligne, ou même de son désaccord bête ; d'obtenir ainsi l'« unanimité ». « Tous les problèmes ne seraient-ils pas résolus ? ». Nous sommes encore provisoirement dans la psychiatrie-fiction. Bornons-nous à la réalité, au diagnostic communiqué à Fainberg sur son propre cas : « Une schizophrénie avec syndrome paranoïaque exprimé sous sa forme de dissidence politique ». Admirable mot de comédie noire. Fainberg suggère qu'il apparaît pour être pour tel aux responsables et de commencer par ceux qui prononcent en se pinçant pour ne pas rire. Comment savoir ? Ce qu'il faut savoir, c'est que « les mots en Union soviétique ont une très grande puissance. Si vous n'acceptez pas les mots officiels, vous pouvez en mourir ».

Mais quoi ! Il convient que l'œil si clairvoyant n'ait pas pour pendant cet autre « œil aveugle ». Michel Foucault est là pour nous rappeler que la psychiatrie a toujours été, et partout, une fonction sociale, c'est-à-dire d'ordre social ; « Nous autres psychiatres, nous sommes les fonctionnaires de l'ordre social » : chargés de rappeler à l'ordre ceux qui dérangent la société. Pas seulement la société : les lettres de cachet à usage privé ayant été, elles aussi, malheureusement abolies, il fallait bien trouver un autre moyen « pour que les familles puissent faire enfermer les gens qui les embêtent ». Le problème s'était posé après que la Révolution avait en ce geste unique et véritablement fou : désenchaîner et libérer les fous. Folie d'un instant, il va sans dire. C'est ici que Sade — dont *Change* publie un inédit « carcéral » — est exemplaire : embastille sans relâche, sous l'ancien régime, « dans l'intérêt des familles », il ne fut libéré que juste le temps de pouvoir être interné, sous le nouveau, pour raison — déraison — politique (4).

On en revient à ce que l'hôpital psychiatrique est un hôtel de police universel, en attendant de pouvoir être vraiment le saint lieu de la conversion politique. Universel : à

l'Est et ailleurs. Pas seulement au Chili et autres Amériques du Sud ; et pas seulement du Sud. Mais encore, en Asie, en Afrique, en Europe même. Reste qu'une bonne part des pays concernés ne prétendent nullement, comme l'Union soviétique, « acheter la Révolution française ». A moins qu'il ne faille entendre « acheter » comme s'appliquant à une blessée.

N'empêche : telles sont bien, dira Foucault, la nature et la fonction de la psychiatrie ; et tel son « projet fondamental » auquel l'Union soviétique n'a fait qu'ajouter un éclat et un champ d'application qui passent toute espérance.

Si ce n'est pas tout à fait le socialisme, c'est du moins le progrès. Car il fut de temps où le fou était marqué d'un signe sacré. La Renaissance éclairée a commencé de changer tout cela. Par exemple, Le Tasse n'a-t-il pas été enfermé, comme tout, pour ne s'être pas trouvé confortable et content, après des principes qui le choquaient ? N'a-t-il pas fait au point de les injurier. Alors, chez lui, refus d'un ordre où il n'entre pas ; par lequel il se sent, l'ingrat, réellement persécuté ? Allons donc ! Ce sont là imaginations des romantiques, « légendes » détruites par la critique moderne, tré comme pour Rousseau : vous pourriez avec soulagement ce double diagnostic d'un ineffable et très usuel dictionnaire de littérature. Et savez-vous pourquoi ? Tasse et votre Rousseau étaient fous ? Vrais et seule cause de leur folie, ce fut nous le dit, « l'intensité de la vie intérieure ». Dangereuse, évidemment ; sur pour les intellectuels.

Bref, de l'une à l'autre des deux grandes époques des Lumières, et après le fol moment révolutionnaire, on le signe sur les fous fu repris pour être en quelque sorte libérés, le progrès, qui n'avait cessé de marcher, se repartit d'un train accéléré. Et c'est à nous qu'il aura été donné de voir la vieille raison d'État accoucher publiquement, comme une reine, de la folie d'État.

- (1) N° 32-33, Seghers-Lafont éd.
- (2) Livre est entré dans le Borge avec Sade, Leloup dans *Question de* (Reiz, 114, Champ-Élysées).
- (3) Qui fut interviewé par *Le Monde* (5 janvier 1977).
- (4) Voir l'indispensable volume *Sade* de la revue *Oblique* (B.P. n° 1, Les Filles, 9610 Nyons). Notamment sur la politique (J.-P. Faye), l'embastillement (G.Lévy et les inédits), Charenton (J.-P. Meyers).

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie de « Monde », 5, rue des Italiens, PARIS-IX.
1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

SEUIL

Marc Oraison

Au point où j'en suis...

« Une réflexion non conformiste sur l'amour et la mort. » (Le Monde)

192 pages 35 F

مكتبة الشامل

هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

L'ÉVOLUTION DU CONTINENT AFRICAIN

LA GUERRE DE L'OGADEN

Les livraisons d'armes à la Somalie demeurent modestes par rapport à l'aide reçue par l'Éthiopie

Tandis que les principaux combats entre troupes somaliennes et éthiopiennes paraissent se dérouler sur le front sud de l'Ogaden, dans la province du Sidamo, un communiqué de la Maison Blanche indique que le président Carter a reçu l'assurance personnelle du colonel Mengistu, chef de la junte d'Addis-Abeba, que les forces éthiopiennes ne franchiront pas la frontière somalienne au terme de leur contre-offensive. Selon ce communiqué, le gouvernement éthiopien a, en outre, fait savoir à Washington

qu'il donnerait prochainement son accord à la nomination d'un nouvel ambassadeur des États-Unis à Addis-Abeba.

Les diplomates somaliens à Paris se déclarent surpris et irrités par les déclarations de M. de Gubinsaud. Interrogé, mardi, sur une éventuelle aide militaire de la France à Mogadiscio, le ministre des affaires étrangères avait dit que Paris ne pouvait en fournir à un pays qui « entreprenait une agression contre un de ses voisins ». — (A.F.P., A.P.)

De notre envoyé spécial

Mogadiscio. — Dans toutes les guerres, interviennent de brèves périodes d'accalmie, qui s'accompagnent de feintes préparatoires militaires et d'une intense activité diplomatique. Le conflit somalo-éthiopien n'échappe pas à cette règle, du moins si l'on s'en tient aux développements de ces derniers jours.

S'adressant à des journalistes, le 21 février, le président Syad Barre a confirmé cette impression en déclarant que les pays occidentaux n'avaient pas encore accepté de lui livrer des armes, mais qu'il en avait obtenu le droit de la part de l'Éthiopie. Il a ajouté que les troupes somaliennes présentes en Ogaden y étaient « en nombre insignifiant », que l'application de la décision de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies « reportée pour éviter des complications supplémentaires », qu'il acceptait la médiation offerte par le président Nyerere du Soudan, mais que l'adversaire se préparait à lancer de nouvelles attaques, y compris contre l'axe Har-gesa-Berbera dans le nord du territoire somalien. Bref, M. Syad Barre s'est montré prudent au moment où le jeu se resserre de plus en plus.

Le président Syad Barre a dit qu'il avait demandé aux capitales occidentales de lui fournir des armes égales « en quantité et en qualité » à celles de l'adversaire. « Un soldat demande toujours l'équivalent de ce dont son adversaire est capable de disposer »,

a-t-il déclaré avant de préciser que ses requêtes n'avaient pas encore été entendues. Face au formidable arsenal livré par l'Union soviétique à l'Éthiopie, les achats somaliens d'armes à l'étranger demeurent en effet bien modestes. Outre le pont aérien égyptien — qui permet l'acheminement d'armes et de munitions — la Somalie commence à recevoir un premier lot de trois cents blindés légers commandés à la firme italienne Fiat : il s'agit de V.T.T. (véhicules tout-terrain) et de petites auto-mitrailleuses.

Le « feu clignotant » de Washington

L'Iran fournirait de son côté cent vingt chars de fabrication américaine d'un modèle démodé — de vieux M-41 ou M-48 — et jugés « utilisables seulement pour des opérations défensives ». La Somalie se serait en outre procurée au moins six cents missiles légers antichars et anti-aériens de fabrication française, considérés comme les équivalents des AIM-9 et des Redeye américains. On ignore en revanche si elle a pu acheter des hélicoptères de combat montés en Italie par la firme Bell Augusta. Enfin, Mogadiscio a moins de mal à se

ravitailler en armes légères et véhicules de transport, notamment sur des marchés d'Europe occidentale.

La livraison de ces fournitures militaires serait, en partie au moins, la conséquence d'une réunion, le 22 janvier à Washington, des cinq pays occidentaux (États-Unis, Royaume-Uni, France, Grande-Bretagne et Italie). Selon des sources diplomatiques, les Américains auraient alors donné un « feu clignotant » à ceux de ses alliés désireux de faire un geste à l'égard de Mogadiscio. Cette nouvelle « souplesse » américaine correspondrait à deux soucis : d'une part, faire comprendre aux Soviétiques que les échecs peuvent être placés assez haut et, d'autre part, se donner les moyens d'indiquer la position de Mogadiscio en vue d'une solution diplomatique par l'entremise de l'Organisation de l'Unité africaine. En raison de l'importance de l'intervention malaise et soviétique aux côtés de l'Éthiopie, la Somalie dispose en effet d'un capital appréciable de sympathie au sein de l'O.U.A. Quand le président somalien a annoncé mardi une « médiation raisonnable » à propos de l'offensive soudanaise et évoqué « une solution honorable pour les deux camps et non pas seulement pour nous », la « petite phrase » n'est pas passée inaperçue.

J.-C. POMONTI.

Sénégal : la démocratie à l'essai

(Suite de la première page.)

En acceptant dès 1974, contre l'avis d'une bonne partie de son entourage, la remise en cause du monopartisme de fait exercé depuis 1960 par l'Union progressiste sénégalaise (rebaptisée parti socialiste en décembre 1976),

M. Senghor a fait un pari qui a modifié singulièrement les règles du jeu politique national. La résiliation majeure des élections qui vont permettre à 1 650 000 Sénégalais de désigner le 28 février un président de la République et cent députés (1).

Il faut rappeler deux dates-clés : 31 juillet 1974 : M. Wade annonce la création du P.D.S. (Parti démocratique sénégalais), ancien doyen de la faculté de droit de Dakar, il a milité, dans les rangs du P.S.F., désapprouvant bien vite d'y imposer ses vues. C'est un nouveau venu sur la scène politique. Tout en aspirant à la présidence, il entend amener, contre le gouvernement, une « opposition constructive ». En janvier 1976, le P.D.S. tient son premier congrès à Kaolack, capitale du Sine-Saloum.

17 mars 1976 : la Constitution est révisée. Son article 3, amendé, dispose notamment que « les partis politiques (...) sont au nombre de trois ». La loi du 8 avril précise que ceux-ci « doivent être : libéral et démocratique ; socialiste et marxiste-léniniste ». Régression vis-à-vis d'une loi fondamentale qui — en théorie — laissait le champ libre aux affrontements politiques ? Progrès par rapport à la pratique constante du parti unique ? Cette controverse paraît accessoire.

Le parti de M. Senghor s'est approprié d'office l'étiquette « socialiste et démocratique ». Soudain, le P.D.S. n'est plus un parti légal, le P.D.S. tout en affirmant « travailler », accepta l'épithète « libéral ». Quant à l'appellation « marxiste-léniniste », la plus difficile à porter

dans le contexte sénégalais, elle est revenue au parti africain de l'indépendance (P.A.I.), après sa légalisation en août 1976. Effectivement, son secrétaire général, M. Mahemout Diop, se proclame marxiste du « socialisme scientifique ».

Pour l'élection présidentielle, deux candidats sont en lice : M. Senghor et Wade, le P.A.I., qui ne s'estime « pas prêt », n'ayant présenté aucun postulant. Il participe, en revanche, aux législatives. Le chef de l'État a personnellement veillé, semble-t-il, à la répartition du scrutin. Une entreprise française, spécialisée dans le traitement par ordinateur des cartes, a assuré la tenue du fichier électoral. Des représentants de chaque parti ont participé aux commissions de distribution des cartes. Ils assisteront à toutes les opérations de vote, puis au dépouillement, sur place. Moyennant une caution, qui sera remboursée aux partis ayant recueilli plus de 5 % des voix, l'État a pris en charge les frais de campagne des candidats. L'administration a reçu de strictes consignes de neutralité.

On ne se délivre pas, de galeté, de certains de ces habitudes — bourrage de urnes, truquage des résultats — qui datent de l'époque coloniale. Élevant des doutes sur l'honnêteté de certaines pratiques locales, M. Wade a dénoncé publiquement plusieurs cas de double inscription sur les listes électorales. Mais il s'est efforcé d'ajouter que, en acceptant toutes les garanties exigées pour l'opposition, le gouvernement avait manifesté sa « bonne foi » et son

« courage ». Paredis compliments sont plutôt rares en terre africaine.

Scrupule quant à l'efficacité des élections, nombre de Sénégalais en âge de voter ont omis — notamment à Dakar et dans la région du Cap-Vert — de s'inscrire avant la clôture des listes en mai 1977. Beaucoup paraissent le regretter. Ce sont les jeunes qui ont manifesté le plus vif intérêt pour la compétition. Plus de 80 % des électeurs potentiels de la tranche des vingt et un-trente ans, sont inscrits. Afin d'assurer l'opposition une représentation convenable, il a fallu, à l'échelon national, instaurer le scrutin à la proportionnelle. On tient pour probable, dans les milieux gouvernementaux, que le P.D.S. remportera au moins une vingtaine de sièges (sur cent). Le P.A.I. est gratifié, quant à lui, selon les estimations, de un à trois sièges. La réélection du président Senghor est évidemment acquise.

Le P.A.I., soucieux d'améliorer son caractère « prolétarien », souligne l'origine socio-professionnelle des candidats. La liste socialiste rassemble cinquante-neuf « grands cadres » (administrateurs civils, hauts fonctionnaires, membres des professions libérales) et vingt-cinq enseignants. Nul paysan, aucun ouvrier. Le P.S.D. présente seize-neuf employés et fonctionnaires — dont trente et un instituteurs — mais seulement trois ouvriers et deux agriculteurs. La liste du P.A.I. regroupe quinze ouvriers, douze paysans et trois hauts fonctionnaires.

Le parti des mécontents

En se lançant à l'assaut de la citadelle socialiste, le P.D.S. menace les fiefs d'une bonne dizaine d'élus habituels à leur réaction automatique. Les luttes d'influence qui ont marqué la confection de la liste du parti socialiste, dont les dirigeants manifestent, il est vrai, un certain désir de renouvellement. Ainsi trente-neuf députés sortants n'ont-ils pas été réinvestis. A cet égard, il n'est pas douteux que le P.D.S. s'est enrichi de transfuges ayant perdu au fil des ans la confiance des responsables de la formation au pouvoir. Cette transfusion contribue à accentuer le rôle majeur du P.A.I. d'« élui du « parti des mécontents ».

S'ils reconnaissent avoir « joué le jeu du régime en place », les animateurs du P.D.S. se défendent de cautionner par autant le « multipartisme limité » prévu par la loi. Senghor et contestent la loi « sédatrice » dite « des trois courants ». « Nous ne pouvons pas attaquer le pouvoir par la loi », déclare M. Wade, secrétaire général adjoint du P.D.S. Tous ceux qui essayèrent, dans le passé, ont échoué, généralement, parce qu'ils sous-estimaient le rôle du P.A.I. Nous avons préféré blesser, en obligeant le gouvernement à appliquer sa propre législation. Au début, il ne nous a pas pris au sérieux. Maintenant, nous avons placé cinq cent mille cartes, il sait que nous sommes dangereux. Il y a dans le pays un profond désir de changement. Le parti socialiste ne se refuse pas à servir de la démocratie. Nous gagnerons ces élections ».

Au-delà de ces certitudes, la doctrine « travailliste » du P.D.S. ne brille pas par son originalité. Sur le plan théorique, le rapport de M. Wade devant le deuxième congrès de son parti (décembre 1977) est assez flou. Bien que le P.D.S. rejette la qualification « libéral », certaines de ses propositions, notamment dans le domaine économique, le situent plutôt à droite du parti gouvernemental. Le président Senghor compare publiquement M. Wade à « Léon le Jeune ».

Le grand absent

A l'extrême gauche, il y a aussi le Rassemblement national démocratique (R.N.D.), tenu à l'écart du jeu électoral. Grand absent dont l'ombre a plané sur la compétition, Arguant de son refus de s'aligner avec précision sa ligne politique — celui-ci a récusé l'appellation « marxiste-léniniste » — le gouvernement s'est opposé à sa légalisation. Prétexte ? Le président Senghor n'aurait-il pas rejeté le R.N.D. dans l'illégalité parce qu'il redoutait sa combativité ? C'est, bien entendu, l'avis de son fondateur, le professeur Cheikh Dia Diop, chercheur de renommée internationale et directeur du laboratoire de Carbone 14 à l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN) de Dakar. Si le R.N.D. paraît exercer un certain attrait sur une fraction de la jeunesse intellectuelle de Dakar, il est moins sûr de susciter son influence sur le « pays profond ». Ses thèmes — restriction du pouvoir aux communautés de base, nationalisme économique intransigent, promotion des langues nationales — lui permettent-il d'élargir rapidement son audience ? En le maintenant en marge, pour lui donner le rôle du persécuteur. Après avoir refusé d'apporter son soutien à M. Wade, le R.N.D. a demandé à ses membres de se tenir, le 28 février. Obéiront-ils à cette consigne ou préféreront-

ils voter « utile » ? C'est l'une des inconnues du scrutin. Défenseur d'un « socialisme autogestionnaire », M. Mamadou Dia, ancien président du conseil, déplore l'émiettement de l'opposition. Condamné en 1963 à la détention perpétuelle, libéré en 1974, puis amnistié, il a lancé, l'an dernier, un mensuel *Andé Sopi* (s'ouvrir pour changer), qu'il anime en compagnie notamment de M. Maguette Thiam, dirigeant de la fraction « libérale » du P.A.I. et secrétaire général du SUDRS (2), syndicat très influent en milieu enseignant. Pour lui aussi, l'ouverture démocratique est un « mot d'ordre ». Pourtant, face au socialisme officiel, il ne peut dissimuler que la gauche sénégalaise — légale ou non — cherche encore sa voie.

JOAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Parmi ces électeurs, 800 000 choisissent en outre les membres de 107 communautés rurales et de 28 communes urbaines.

(2) Syndicat unique et démocratique des enseignants du Sénégal.

Prochain article :
UNE HEUREUSE EXCEPTION

nt plus recette

d'État

Namibie

CENT DIX-NEUF ÉCOLIERS ONT ÉTÉ ENLEVÉS PAR DES GUÉRILLEROS

Windhoek (A.F.P.). — Cent dix-neuf écoliers noirs de la mission d'Odibo, située dans le nord de la Namibie, près de la frontière d'Angola, ont été enlevés dans la nuit du mardi 21 au mercredi 22 février par un groupe de quatre-vingts guérilleros nationalistes appartenant à l'Organisation du peuple pour la libération de la Namibie (SWAPO). L'annonce officielle a été faite mercredi, M. Marthinus Steyn, administrateur général de Namibie. Il s'agit de l'enlèvement le plus important effectué au cours de ces dernières années en Namibie. En juillet 1976, les guérilleros avaient enlevé un professeur et cent dix-sept élèves d'une autre école de la région frontalière de l'Angola.

(En Rhodésie, en 1976, des nationalistes noirs avaient enlevé trois cent cinquante étudiants et employés de la mission catholique Saint-Albert, dans le nord-ouest du pays, et tenté de les conduire de force au Mozambique, mais la majorité d'entre eux — trois cent vingt-cinq — étaient parvenus à s'échapper. En janvier 1977, quatre cents écoliers africains avaient été emmenés par des guérilleros rhodésiens au Botswana, où une partie d'entre eux étaient restés, les autorités de Gaborone ayant soutenu qu'ils avaient fui volontairement le territoire rhodésien.)

Tchad

M. Jean François-Poncet s'est rendu à Tripoli pour exposer la position française sur le cessez-le-feu

Après que le Soudan et la Libye ont lancé, mercredi 22 février, un nouvel appel au cessez-le-feu au Tchad, les présidents Kadhafi (Libye) et Moulloum (Tchad) se rencontrent ce jeudi 23 février, à Sebha, dans le sud de la Libye. Le président Seyni Kountché (Niger), et M. Abdoulkader Mohamed Ibrahim, premier vice-président du Soudan, représentant le général Némery, doivent assister à cette rencontre.

Par ailleurs, M. Jean-François Poncet, secrétaire général de la présidence de la République, s'est rendu, mercredi, à Tripoli, où il a été reçu par le colonel Kadhafi.

Le président de la République, a déclaré, mercredi, M. André Arnaud, porte-parole de la présidence, ayant reçu du colonel Kadhafi une réponse à la lettre qu'il lui avait adressée sur l'intervention d'un cessez-le-feu au Tchad, a chargé M. Jean François-Poncet d'aller exposer au colonel Kadhafi la position française sur l'application de ce cessez-le-feu.

M. Jean François-Poncet est accompagné de M. Guy Georgy, directeur d'Afrique au ministère des affaires étrangères, ancien ambassadeur de France à Tripoli.

Visite à un poste menacé du Borkou

Koro-Toro (A.F.P.). — Forces gouvernementales tchadiennes et rebelles du FROLINAT restent sur leurs positions après la chute de Faya-Largeau, dans le Borkou — Emment-Tibesti.

A Koro-Toro, cantonnement militaire tchadien, à 650 kilomètres au nord-est de N'Djaména, au cœur du désert aride du Borkou, le commandant de cet avant-poste affirme que les rebelles, qui ont récemment reçu des armes très modernes de leurs bases du Tibesti, ne seraient qu'à quelques kilomètres. La défense de Koro-Toro a été organisée pour faire face à d'éventuels assauts.

Les soldats des forces gouvernementales ont été renforcés par un convoi de deux cents hommes repartis d'Ouadja-Kebir, au nord de l'Emment, et sont déterminés à faire front. Armés de fusils AK-47 soviétiques et de MAS-36 Français, gardes nomades et soldats organisent la défense de Koro-Toro.

Trois blindés AMX, et des mortiers de 82 ont été disposés autour du fortin, construit en torchis, qui fait face au nord. A quelques centaines de mètres, les soldats bivouaquent. Certains, épuisés par

le long trajet d'Ouadja-Kebir à Koro-Toro, dorment enveloppés dans leurs couvertures, tandis que les gardes nomades préparent le thé sur les feux de bois. Un DC-3 de l'escadille tchadienne s'est posé, mardi 21 février, sur la piste en terre battue, déchargeant les sacs de mil et de riz.

Le commandant Damia Ramadan, qui commandait la place d'Ouadja-Kebir, tenue camouflée, portant le turban sur sa casquette « Elgeard » rose contrastant à « Mes hommes, déclare-t-il, sont prêts à affronter les rebelles, malgré la puissance des armes que leur ont fournies les moyens ».

De petits détachements de gardes nomades quittent le poste, en éclaireurs, sans toutefois s'engager trop pour éviter les embuscades. La focalisation de l'adversaire reste le premier objectif, mais la tâche n'est pas facile, les rebelles s'intégrant aux populations des campements nomades, où ils peuvent aisément dissimuler leurs armes.

Dès la tombée du jour, un dispositif de sécurité est mis en place autour du poste. C'est, en effet, la nuit que les rebelles lancent généralement leurs attaques.

■ A Lagos, la mère de l'otage français Christian Masse, capturé avec le Suisse André Krumholz par des rebelles tchadiens le 18 janvier, n'avait encore obtenu, le jeudi 23 février, aucune nouvelle de son fils. D'autre part, le père dominicain Julien Houdey,

frère de Mme Masse, qui s'était rendu la semaine dernière dans la région de Maiduguri au nord-est du Nigeria, pour tenter de prendre contact avec les rebelles, aurait échoué dans sa tentative. — (A.F.P., Reuters)

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne République fédérale d'Allemagne

● MANIFESTATIONS INTERDITES. — Usant des pouvoirs que lui confère la loi de 1936 sur l'ordre public, le commissaire de police principal (chef de l'ordre public) responsable du Grand Londres, Sir David McNee, a décidé d'interdire le défilé organisé samedi 24 février par le parti d'extrême droite, Front national, à l'effort, dans la grande banlieue de Londres, où une élection partielle a lieu la semaine d'aujourd'hui. Cette décision concerne aussi toutes les manifestations sur la voie publique (à l'exception des processions religieuses, des défilés de l'Armée du Salut, des boy-scouts, et autres associations inoffensives) pendant une durée de deux mois à partir de vendredi 24 février. Le risque d'affrontement est grand dans la mesure où les organisations antiracistes ont décidé de ne pas tolérer la « provocation » du Front national dans un quartier qui compte de très nombreux électeurs juifs ou de couleur. — (Correspondant.)

Indonésie

● DJAKARTA A ACCUEILLI FAVORABLEMENT UNE PROPOSITION DE RENOUVELLEMENT DE RELATIONS diplomatiques entre les deux capitales, interrompues après la chute du régime du maréchal Soekarno, en avril 1965. La proposition indonésienne a été transmise par le ministre thaïlandais des affaires étrangères, en visite en Indonésie. — (A.F.P.)

Tunisie

● LA GREVE DES COURS déclenchée le 6 février en signe de protestation contre la répression des manifestations du 26 janvier se poursuit dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur de Tunisie. Après les mises en garde du ministre de l'éducation nationale à l'adresse des grévistes, demeurées lettre morte, les responsables des facultés de droit, de lettres, de sciences et de l'école nationale des ingénieurs, ont le plus largement servi, ont lancé ces derniers jours des appels aux étudiants. L'absence persistante de ceux-ci pourrait entraîner leur exclusion des examens de fin d'année. — (Corresp.)

AMÉRIQUES

Brésil

ACCUSÉ D'AVOIR PARTICIPÉ A DES OPÉRATIONS
DE L'« ESCADRON DE LA MORT »

Le commissaire Sergio Fleury a été arrêté à Sao-Paulo

Brasilia (A.F.P., A.P.). — Le commissaire de police Sergio Fleury, directeur du service des enquêtes de Sao-Paulo, a été arrêté le mercredi 22 février dans cette ville et accusé d'avoir participé à trois assassinats attribués à l'« Escadron de la mort ».

Le commissaire, qui a déjà été acquitté lors de trois procès similaires, où il était accusé d'appartenir à cette organisation, doit être jugé prochainement, en compagnie de trois autres policiers, accusés d'avoir assassiné trois détenus en 1968.

M. Fleury s'est particulièrement distingué dans la lutte contre les organisations subversives brésiliennes d'extrême gauche. Il a personnellement dirigé les opérations ayant abouti, au cours d'un affrontement armé avec la police, à la mort des dirigeants communistes Joaquim Ferreira et Carlos Marighella.

Organisation clandestine spécialisée dans l'exécution des délinquants, l'« Escadron de la mort » a surtout développé ses activités dans les États de Sao-Paulo et de Rio-de-Janeiro. Bien que la police dément son existence — attribuant les assassinats de délinquants à de simples règlements de comptes entre bandes rivales — plusieurs policiers accusés d'appartenir à l'« Escadron de la mort » ont déjà été condamnés à de lourdes peines de prison.

D'autre part, une campagne en faveur de l'amnistie se développe au Brésil. Un des buts de cette campagne est d'obtenir la libération de M. Fleury mis en avant par la presse : celui d'un ancien capitaine de

parachutistes, M. Sergio Miranda, qui avait été exclu de l'armée, il y a dix ans, pour avoir protesté contre l'ordre reçu par son unité de « tirer pour tuer » des manifestants.

Le cas de M. Miranda est resté enterré dans les archives de la justice militaire, jusqu'à ce que, à l'occasion d'une conférence de presse, le 14 février, un général en retraite, M. Fery Constant Bevilacqua, réclame la réhabilitation de cet ancien parachutiste et l'amnistie de tous les opposants condamnés par la justice qui avait pris le pouvoir en 1964.

M. Miranda, qui est âgé de trente-six ans et travaille dans les relations publiques, faisait partie d'une unité de quarante parachutistes. En 1968, lorsque les étudiants manifestaient contre la justice militaire, cette unité a été affectée à l'armée de terre et à la police politique, et chargée de missions « antisubversives ».

Trente de ces parachutistes ont reçu l'ordre de s'insérer dans les manifestations d'étudiants à Rio-de-Janeiro, et de leur offrir des boissons et des cigarettes, ce qui leur a permis de pénétrer dans les locaux des forces de l'ordre depuis les fenêtres des immeubles.

M. Miranda a protesté auprès de ses supérieurs contre l'utilisation de son unité comme brigade d'assassinats politiques. Il a alors été envoyé dans un hôpital militaire de Recife, dans le nord-est du pays. Un an plus tard, bien qu'il ait bénéficié d'un non-lieu de la part de la justice militaire, il a été exclu de l'armée.

L'hebdomadaire Veja et le Journal do Brasil ont révélé que, parmi d'autres opérations « antisubversives » prévues à l'époque, mais non exécutées, figuraient l'enlèvement d'une quarantaine d'opposants civils et militaires, qui devaient être largués d'un avion dans l'océan Atlantique.

Canada

LA GENDARMERIE ROYALE
EST MISE EN CAUSE
DANS UNE AFFAIRE
D'ESPIONNAGE

Ottawa (A.F.P.). — Un ancien agent du F.B.I. (service de renseignement américain) a été « prêt » à la gendarmerie royale canadienne (G.R.C.) pour espionner un ancien soldat général du Canada (responsable des prisons et de la police militaire canadienne), M. Warren Allmand, a révélé, mercredi 22 février, devant la Chambre des communes, M. Elmer Mackay, député conservateur de la Nouvelle-Écosse.

M. Mackay a présenté un document dans lequel M. Warren Hart, l'ancien agent du F.B.I., reconnaît sous serment ces faits, en précisant qu'il a obtenu de « grandes richesses » et qu'il n'a pas reçu de rémunération. Il précise, dans une lettre adressée à M. Mackay, que cette surveillance, expressément demandée par la G.R.C., était motivée par le fait que « la plupart des membres de la gendarmerie royale avaient l'impression que M. Allmand était communiste ».

M. Hart pourrait être appelé à témoigner dans l'enquête actuellement menée sur les activités illégales de la G.R.C. Ce service est notamment accusé de pose d'écoutes électroniques, de détournements d'avions, de perquisitions dans les locaux du parti québécois (indépendantiste) en 1973, d'incendies, et de violation du secret de la correspondance.

**afrique
asie**

Le plus fort tirage, la plus grande diffusion des journaux du tiers monde

Cette semaine, dans les journaux

SOMALIE

La montée des périls

SENÉGAL

Chéikh Anta Diop parle

TUNISIE

La mise en jeu

ALGÉRIE

La tactique de Giscard

TCHAD

Les « mirages » de la France

Libre, autonome, unifiée

AFRIQUE - ASIE

6, rue d'Aboukir, Paris 2

PROCHE-ORIENT

La rupture entre Le Caire et Nicosie

(Suite de la première page.)

Les bons offices proposés par Athènes, comme l'offre de M. Kyprianou de rencontrer M. Sadate, n'avaient pas infléchi ce dernier, qui paraît personnellement très affecté par l'affaire de Larnaca.

La rupture de relations diplomatiques accompagnée du retrait de l'État n'a guère de précédents en dehors des cas où un État tiers choisit entre deux personnalités politiques se disputant la direction d'un même pays. Il y a toutefois le cas égypto-libyen : l'Égypte a rompu (en 1977) avec Tripoli, qui considère, pour sa part, que le régime du raïs n'est plus légitime, bien qu'il soit le seul gouvernement égyptien existant.

L'Égypte va-t-elle maintenant soutenir les prétentions des Chypriotes turcs, soutenus par Ankara, de vivre dans un État fédéré sur une partie de l'île ? « Le prix de la perfidie de Chypre doit être payé », a déclaré mercredi le raïs. Quant au journal Al-Ahram, il a décidé de demander des dommages et intérêts à Nicosie pour l'assassinat de son président, Youssef Sebail.

Si les responsables égyptiens ne croient pas vraiment à la « coexistence » entre les autorités de Nicosie et les deux terroristes palestiniens, ils n'ont en revanche aucun doute quant à la « lâcheté » des dirigeants chypriotes grecs qui, selon eux, auraient fait tirer sur le commando égyptien de peur que celui-ci ne s'empare des assassinats de M. Sebail et ne les ramène au Caire pour les juger.

Le président Kyprianou a suspendu mercredi de ses fonctions le directeur adjoint de la police « pour avoir fourni de fausses informations et commis des négligences ». Il a également demandé l'ouverture d'une enquête en vue de poursuivre en justice le journaliste britannique John Bierman du Guardian, qui avait écrit avoir vu un membre de la garde nationale courir le fusil sur un soldat égyptien fait prisonnier.

Les entretiens entre le président Assad et les dirigeants soviétiques ont pris fin, a annoncé l'agence Tass mercredi 22 février. Selon l'agence, « des actions conjointes et parallèles de la Syrie et de l'U.R.S.S. ont été discutées. L'objectif en est de renforcer la coopération soviéto-syrienne dans tous les domaines et de consolider la paix universelle et la sécurité des peuples ».

ce dont certains groupes palestiniens auraient pu tirer argument pour nuire à Chypre.

L'isolement du Caire

Cependant dans l'environnement diplomatique égyptien, la position de Chypre est marginale. Malgré le soutien apporté par l'opinion publique internationale au voyage du raïs à Jérusalem en novembre dernier, l'isolement de l'Égypte sur le plan politique mondial a rarement été aussi grand. Les États-Unis livreront peut-être des armes au Caire, mais ils ne paraissent pas vouloir, du moins pour le moment, contraindre Israël à assouplir ses positions. L'Europe occidentale est impuissante. La Chine ne peut donner que des bonnes paroles et quelques pièces de rechange militaires. Les relations avec l'Union soviétique sont exécrables.

Enfin, même les rares pays arabes, comme le Soudan, qui soutenaient le raïs, paraissent de moins en moins enthousiastes. Le rapprochement de Khartoum d'une part avec Tripoli, d'autre part avec Addis-Abeba, est de mauvais augure pour Le Caire.

L'arraisonnement par le Kenya, il y a quelques jours, d'un avion égyptien apportant des armes à la Somalie — pour le récupérer, il a fallu que l'Égypte s'empare de deux appareils des lignes régulières kenyanes — constitue le premier accrochage sérieux entre le gouvernement de M. Sadate et un régime modéré d'Afrique noire.

La fin d'une longue amitié

De notre correspondant

Nicosie. — Les relations amicales entre Chypre et l'Égypte remontent à 1955. Au mois d'avril de cette année-là, lors de la conférence de Bandouna, le président Makarios, à l'époque jeune chef de la communauté chypriote grecque, rencontrait pour la première fois le président Nasser. Une amitié s'établissait aussitôt entre les deux hommes : elle devait durer de longues années. Le colonel Nasser soutenait activement la lutte que Mgr Makarios livrait pour l'indépendance de Chypre.

Lors de l'accession de l'île à l'indépendance, en 1960, cette amitié personnelle se transforma rapidement en relations très étroites entre l'Égypte et la jeune République. L'Égypte fut d'ailleurs l'un des premiers pays à établir des relations diplomatiques avec Chypre. Nasser et Makarios, comme le maréchal Tito et Nehru devaient jouer un rôle décisif dans l'essor du mouvement des pays non alignés. En 1963, après les sanglants événements de Chypre, l'Égypte avait appuyé Mgr Makarios sur les plans diplomatique et militaire. Aux Nations unies, l'Égypte a joué un rôle de premier plan dans la lutte livrée par les Chypriotes grecs pour la reconnaissance de Mgr Makarios

et pour l'envoi dans l'île de la force de l'O.N.U., chargée de sauvegarder l'indépendance de l'île, son intégrité territoriale et sa souveraineté. Sur le plan militaire, Le Caire fournit une aide technique pour l'entraînement de nombreux Chypriotes grecs.

En 1967, les armes reçues à Chypre, par l'intermédiaire de l'Égypte, ont été fort utiles au gouvernement de Nicosie pour faire face aux nouveaux désordres dans l'île et à la menace d'intervention de la Turquie. À la mort du président Nasser, un deuil officiel de sept jours avait été déclaré et Mgr Makarios avait assisté aux obsèques.

Avec l'arrivée au pouvoir du président Sadate, la chaleur des rapports égypto-chypriotes n'était plus la même. Un certain pléonisme était même sensible dans les relations entre les deux pays. L'Égypte continuait cependant, aussi bien aux Nations unies qu'aux conférences des non-alignés, à voter en faveur des thèses du gouvernement chypriote grec de Nicosie. En juillet dernier, Mgr Makarios, une dizaine de jours avant sa mort, assista à une réception à l'ambassade d'Égypte à Nicosie : ce fut sa dernière apparition en public. — D. A.

Israël

M. Arié Dulcin, député du Likoud est élu président de l'Organisation sioniste mondiale

De notre correspondant

Jérusalem. — Au troisième jour du 23^e congrès sioniste, réuni à Jérusalem, M. Arié Dulcin, député du Likoud, a été élu président de l'Organisation sioniste mondiale. « Votre élection est la preuve que l'union sioniste peut accéder aux plus hautes fonctions », a déclaré le premier ministre, M. Menahem Begin, en faisant l'éloge de M. Dulcin et du président sortant, M. Yossef Almogul.

M. Arié Dulcin, qui a soixante-cinq ans, est né à Lod. Il a émigré en Israël en 1956. Membre du parti libéral, il a occupé, après la guerre de six jours, aux côtés de M. Begin, la fonction de ministre sans portefeuille du Galil (l'union libérale) dans le gouvernement d'union nationale.

L'élection de M. Dulcin, député du Likoud, reflète au sein de l'Organisation sioniste mondiale le mouvement politique vers des élections législatives. C'est en effet la première fois que l'Organisation sioniste est dirigée par une personnalité non travailliste. En compensation, les travaillistes ont le poste de trésorier de l'Agence juive que leur dispute le Likoud. La lutte s'annonce serrée puisque les travaillistes et le Mapam, alliés à la Confédération des sionistes généraux et à quelques petites formations, regroupent 48 % des membres du congrès.

La représentation des communautés sépharades est d'autre part l'un des sujets les plus brûlants abordés par le congrès. Le président de la Fédération sépharade mondiale, M. Nissim Geon, exige au moins quatre représentants au sein de l'exécutif sioniste. « Sinon, nous nous retirons », a-t-il dit. Les élections auront lieu la semaine prochaine.

La lutte entre les courants conservateur et réformé du judaïsme américain constitue également l'un des thèmes les plus controversés de ce vingt-neuvième congrès. Seul le judaïsme orthodoxe a droit de cité à part entière en Israël. Les mouvements conservateur et réformé, très puissants aux États-Unis, ne sont pas reconnus en Israël. Le chef de file du mouvement ré-

formé américain, le rabbin Alexandre Shindler, a réclame un statut égal pour les rabbins réformés et conservateurs en Israël. « Si notre ardeur et notre soutien politique sont bons pour l'État d'Israël, il serait naturel que nous disposions des mêmes droits que les juifs orthodoxes », a-t-il déclaré. Le mouvement Mizrachi (religieux orthodoxe) a annoncé qu'il quitterait le congrès si ce dernier répondait favorablement à l'appel du rabbin Shindler.

La question des implantations en Israël et dans les territoires occupés sera à l'ordre du jour la semaine prochaine. Depuis 1967, cent dix nouvelles localités ont vu le jour de part et d'autre de la « ligne verte » (la frontière avant 1967). Au cours des six dernières années, l'Agence juive a créé soixante-trois points d'implantation, dont quarante-quatre dans les territoires occupés et vingt-neuf en Israël même. Plusieurs projets seront soumis au congrès. Il est question en particulier de la création de quarante nouveaux points de peuplement, quinze villages « industriels » en Galilée et vingt-cinq localités dans la dépression du Jourdain. Un projet définitif sera voté et soumis au gouvernement.

(Interfax.)

● L'hebdomadaire américain « Newsweek » publie, dans son numéro en date du 27 février, les résultats d'un sondage de l'Institut Gallup portant sur le soutien que le public américain apporte à la politique d'Israël, en en tirant la conclusion qu'« Israël perd du terrain ». C'est ainsi que, à la question : « Dans la situation du Proche-Orient, vos sympathies vont-elles à Israël ou aux pays arabes ? » 33 % des personnes interrogées ont répondu « Israël » et 14 % pour les pays arabes. En octobre dernier, avant la visite de M. Sadate à Jérusalem, les pourcentages étaient de 46 % et 11 %. En outre, 48 % des personnes interrogées estiment que l'Égypte est le pays « le plus disposé à parvenir à un règlement », et 26 % que cette intention doit être attribuée à Israël.

AU CHOIX.

Tout le Proche Orient Arabe en direct.

ABU DHABI ... 4 fois par semaine	DJEDDAH ... 3 fois par semaine
AMMAN ... 2 fois par semaine	DOHA ... 2 fois par semaine
BAGDAD ... 4 fois par semaine	DUBAÏ ... 5 fois par semaine
BEYROUTH ... 7 fois par semaine	KHARTOUM ... 1 fois par semaine
DAMAS ... 4 fois par semaine	KOWEÏT ... 3 fois par semaine
DHAHRAN ... 4 fois par semaine	LE CAIRE ... 6 fois par semaine
SHARJAH dernière escale ouverte le 1 ^{er} novembre ... 1 fois par semaine	

En plus Air France vous offre :

- un service spécial pour hommes d'affaires : le service Proche-Orient Conseil,
- un réseau d'hôtels. Le « Méridien » à Damas, Khartoum et bientôt Abu Dhabi, Sharjah, Djeddah et Koweït.



سكوتات الامم المتحدة

DIPLOMATIE EUROPE

En Allemagne fédérale

Les sociaux-démocrates tempèrent leur opposition à la bombe à neutrons

De notre correspondant

Bonn. — La controverse sur la bombe à neutrons qui couvait depuis bien des semaines en Allemagne fédérale vient d'être au grand jour. De façon inattendue, le groupe parlementaire chrétien-démocrate, en effet décidé, mardi 21 février, de prendre ouvertement position en faveur de la production de cette arme nouvelle par les Américains et de son intégration dans l'arsenal de l'Otan en Europe.

La discussion avait été amorcée par les libéraux. En fait, on s'attendait même que le F.D.P. donne ces jours-ci son assentiment à ce type de bombe, ce qui aurait provoqué l'embarras du gouvernement. Aussi le chancelier Schmidt et les dirigeants sociaux-démocrates ont-ils apparemment exercé de fortes pressions sur le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, qui est aussi le président du parti libéral. Le F.D.P. a fait quelque peu machine arrière, se contentant après avoir réuni son groupe parlementaire dans la journée de mardi de répondre par un « oui mais » à la question de savoir si la « bombe N » doit être également stockée sur le vieux continent.

Le texte adopté par les libéraux amorce un compromis entre partisans et adversaires de la nouvelle bombe. Il estime en particulier que si les États-Unis décident d'entreprendre la fabrication de la bombe N, deux ans s'écouleront encore avant que le problème soit vraiment posé du point de vue européen. Il convient donc, d'ici là, d'élargir les négociations entre l'Est et l'Ouest sur le désarmement.

Si la résolution des libéraux ne le dit pas ouvertement, il est néanmoins permis de penser qu'il s'agit, selon eux, d'obtenir ainsi la réduction, voire la suppression des stocks de fusées soviétiques à moyenne portée qui, par milliers, menacent avant tout l'Europe occidentale. Encore le parti de M. Genscher ne semble-t-il pas croire totalement au succès d'un tel marchandage avec le Kremlin : le texte adopté mardi conclut que l'emploi éventuel de la « bombe N » devrait dépendre d'une décision politique de l'Otan, et que la voie du premier pays intéressé, la République fédérale, devrait avoir dans ce cas « un poids exceptionnel ».

Les chrétiens-démocrates ont pris une position beaucoup moins

ambiguë. Le groupe parlementaire de la C.D.U. et de la C.S.U. invite le gouvernement à se joindre à ses alliés occidentaux pour approuver la décision américaine de fabriquer la « bombe N ». M. Kohl et ses amis sont unanimes à déclarer que la nouvelle arme renforcerait la puissance de dissuasion de l'Occident à l'égard des divisions blindées soviétiques, et que, loin d'accroître le danger d'un conflit nucléaire, elle aurait pour conséquence de diminuer les risques encourus par les populations civiles.

Les dirigeants chrétiens-démocrates acceptent ainsi l'argumentation des spécialistes militaires selon laquelle les « batteries à bombes N », qui peut-être établies de façon relativement simple, seraient en mesure d'arrêter complètement une avance des blindés soviétiques en Europe. Certains, comme le commentateur de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, soutiennent en même temps que les vingt et un mille tanks dont dispose le Kremlin ne constituent pas seulement une menace stratégique, mais qu'ils sont aussi dans les mains de M. Brejnev « un moyen de pression politique » dont l'efficacité serait considérablement réduite en face d'un arsenal de bombes N.

Les pressions exercées par les libéraux, d'abord, et maintenant par les chrétiens-démocrates, ont déjà amené le S.P.D. lui-même à assouplir son attitude. Il y a quelques semaines encore, le secrétaire général des sociaux-démocrates, M. Egon Bahr, condamnait catégoriquement la « bombe N », dans laquelle il ne voulait voir que le « symbole de la perversion de la pensée ». Aujourd'hui, il admet qu'en dehors d'un tel « jugement philosophique », il faudrait tenir compte aussi d'un « problème politique et stratégique ». Le secrétaire d'État au ministère de la défense, M. Andreas von Bülow, a été plus précis en expliquant que la majorité du S.P.D. n'était pas hostile à la « bombe N », mais qu'elle fondait ses espoirs sur les négociations de désarmement. Face au « oui » très clair de la C.D.U. et de la C.S.U. et au « oui mais » des libéraux, il semble donc qu'à l'heure actuelle les sociaux-démocrates répondent par un « non mais » à la « bombe N ».

JEAN WETZ.

A Copenhague

LA FRANCE SUR LA SELLETTE

« La Princesse et le Petit Poucet » conte d'Andersen... C'est par ces mots que le ministre danois des affaires étrangères, M. Knud Bourge Andersen, homonyme du célèbre conteur, introduit au cours d'un dîner, dimanche dernier à Copenhague, un compte rendu image des rapports entre la France et ses partenaires des Neuf. M. Andersen recevait, en tant que président en exercice du conseil des ministres de la Communauté, les membres de la Commission politique du Parlement européen avant de tenir avec eux, lundi 20 et mardi 21 février, un des « colloques » qui font désormais partie des institutions communautaires.

De l'avis des témoins, la France a été sérieusement malmenée d'un bout à l'autre de ces entretiens confidentiels. M. Andersen donna le ton mais il ne fut pas le seul à lui décocher ses traits.

La France est la princesse du conte, jeune personne qui ne manque pas d'attraits, mais, capricieuse et difficilement supportable, elle se prétend indisposée et passe une nuit effreuse parce que quelqu'un a glissé un petit pois dans son lit. En l'occurrence, ce minuscule jeune est un rapport — le rapport Blumenthal — adopté en janvier par le Parlement européen. Dans ce document, les parlementaires demandent à être plus intimement associés aux rencontres de coopération politique des Neuf. Lors de la dernière réunion de Copenhague, le 14 février, seul parmi les ministres des Neuf, M. de Giscard d'Estaing s'opposa à la mise en œuvre du rapport Blumenthal — explique M. Andersen.

Le ministre danois ne fut pas tendre non plus pour l'attitude de la France à la conférence de Belgrade. Il lui reprocha d'avoir rompu la solidarité communautaire en présentant seule un projet de document de clôture (le *Monde* date 18 et 19-20 février). L'initiative de la France — dit-il — était une opération électorale qui ne pouvait qu'échouer parce qu'elle n'avait pas le soutien des partenaires européens de la France, et qu'elle semblait la perturbation dans tout le camp occidental.

Tous les parlementaires présents approuvèrent. Des personnalités danoises de l'entourage du ministre estimèrent cependant que la France avait perloie des idées judicieuses, mais son attitude « dogmatique » et « chlo-nière » — dirent-ils — rebute ceux qu'elle pourrait séduire.

Personne ne prit la défense de la diplomatie française, et pour cause : les six membres français de la Commission politique — ceux de la majorité comme ceux de l'opposition — étaient absents (1).

(1) Les membres français de la commission politique sont : MM. Ansart (P.C.), Colin (C.D.S.), Durieux (P.S.), Maréchal (M.R.P.), de La Motte et Alain Terrenoire (R.P.R.).

Grèce

RESSERREMENT DES LIENS ENTRE ATHÈNES ET MOSCOU À L'OCCASION DE LA VISITE D'UNE DÉLÉGATION SOVIÉTIQUE

(De notre correspondant.)

Athènes. — Une importante délégation soviétique séjournera dans la capitale grecque elle doit examiner les possibilités de développer la coopération entre les deux pays sur le plan commercial, industriel et de créer des sociétés mixtes.

Ces entretiens ont lieu au moment où M. Panayotis Papaligouras, ministre grec des affaires étrangères, vient d'accepter de se rendre en Union soviétique, à une date qui reste à déterminer. Sa visite pourrait précéder à celle du premier ministre, M. Karamanlis, elle-même suivie par celle de M. André Papandréou, président du parti socialiste (Pasek). Une visite de M. Karamanlis mettrait un terme à une situation pour le moins curieuse : solennité après la reconnaissance de l'État soviétique, la Grèce demeure l'un des rares pays occidentaux dont le premier ministre ne se soit pas rendu officiellement à Moscou. L'invitation acceptée par M. Papaligouras illustre donc une vigoureuse relance des relations diplomatiques qui jusqu'ici, étaient, certes, mais sans plus, particulièrement active en Turquie, la diplomatie soviétique l'était beaucoup moins en Grèce.

Le 10 janvier, un accord commercial, en suspens depuis juillet 1977, a été signé à Moscou. Il avait été précédé par un nouvel accord commercial — de l'ordre de 300 millions de dollars — signé le 29 avril 1977. L'an dernier, l'Union soviétique occupait le septième rang pour les importations et le sixième pour les exportations grecques. Le gouvernement d'Athènes encourage vivement le développement de la coopération avec l'Union soviétique, et, déjà, une commande de deux cent cinquante trolleybus a été passée. Divers projets concernant de grands travaux, dont des centrales thermiques, sont à l'étude.

La collaboration s'étend aux transports maritimes, avec la participation d'armateurs grecs. Les échanges deviennent plus nombreux sur le plan culturel. Une « Semaine du théâtre soviétique » à Athènes et à Thessalonique a été organisée, et diverses manifestations artistiques ont marqué l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Moscou négocie un accord culturel plus étendu et souhaiterait des échanges directs avec les universités et les organismes culturels grecs.

Sur le plan politique, plusieurs journaux grecs soutiennent que l'U.R.S.S. pourrait prochainement avoir à Grèce une aide économique sur le modèle de celle accordée à la Turquie, mais aussi un soutien efficace dans l'affaire de Chypre et les problèmes de la mer Égée. Ces journaux ont mis en relief l'intérêt qu'aurait la Grèce à collaborer plus étroitement avec l'Union soviétique. Le renouveau de l'Otan, dans l'affaire chypriote, le différend entre la Grèce et la Turquie à propos de la région de l'Égée, l'attitude souvent embarrassée des Américains et la lenteur de la procédure d'adhésion de la Grèce à la C.E.S. créent une situation que la diplomatie soviétique pourrait mettre à profit.

MARC MARCEAU.

Italie

ON DEMANDE DES JURÉS...

(De notre correspondant.)

Rome. — Le procès des Brigades rouges, qui doit s'ouvrir à l'un le 19 mars, s'annonce difficile. Si les principaux accusés sont bien sous les verrous, on manque en revanche de jurés. Sur les cinquante citoyens choisis par tirage au sort, quarante-trois ont déjà fait savoir qu'ils n'étaient pas disponibles, pour les motifs les plus variés : certains sont malades, d'autres ont des obligations familiales, d'autres encore invoquent des engagements professionnels. Combien en restera-t-il le jour du procès ?

Bref, personne n'a envie de juger Renato Curcio, chef présumé des Brigades rouges, les quarante-huit camarades. Adoptant les méthodes de la Mafia, ces terroristes ont menacé de mort à diverses reprises des jurés et des avocats. Plusieurs procès ont dû être reportés.

Pour que la justice fonctionne malgré tout, le gouvernement vient de promulguer un décret, dont le Parlement a commencé l'examen, mercredi 22 février. Selon les termes de la nouvelle loi, on choisira les jurés parmi un échantillon plus large, on remplacera immédiatement les personnes indisponibles, et le jury pourra désormais compter davantage de femmes, que d'hommes.

Il ne restera plus qu'à affecter un garde du corps à chacun des malchanceux — que le sort aura désignés... R. S.

LA RECHERCHE

le numéro de mars est paru



Cette image est extraite d'un ouvrage imprimé à Bâle en 1476, le « Miroir du salut humain ». Pendant des siècles, on s'est interrogé sur l'exactitude du récit de la Genèse : le Déluge fut-il ou non universel ? Comment a-t-il été déclenché ? L'arche était-elle assez grande pour que toutes les espèces puissent s'y embarquer ?

Ces questions ont suscité des controverses théologiques. Mais elles ont aussi amorcé, de façon plus surprenante, de nombreuses spéculations scientifiques dans le domaine de la géologie, de la zoologie et des sciences humaines. Pierre Thuillier en fait l'inventaire dans son article « L'arche de Noé et la science ».

Au sommaire du même numéro, vous trouverez beaucoup d'autres articles, parmi lesquels :

Les aérosols,
par Jacques Labeyrie.

Génétique et réductionnisme,
par David L. Hull.

La fin de l'Europe ancienne,
par Marija Gimbutas.

Comportements et réflexes conditionnés,
par Ezras A. Asratyan.

L'analyse quantitative des images,
par Jean Serra.

LA RECHERCHE

57, rue de Seine 75006 Paris
abonnement : 115 F TTC (11 numéros)
vente en kiosque : le numéro 13 F TTC

L'U.R.S.S. peut fabriquer n'importe quelle arme déclare le maréchal Oustinov

Moscou (A.F.P.). — L'Union soviétique a célébré mercredi 22 février la cinquante-neuvième anniversaire de la création officielle au Kremlin, le maréchal Oustinov, ministre de la défense, a prononcé un discours. Il a affirmé que l'U.R.S.S. « a prouvé à l'évidence la capacité de fabriquer n'importe quelle arme que nos ennemis pourraient choisir comme cible ».

« Nous sommes prêts, a-t-il déclaré, à interdire tous les essais (nucléaires), à introduire un moratoire sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques, à renoncer — sur une base d'engagements mutuels — à la fabrication de la bombe à neutrons ».

L'U.R.S.S., qui ne semble pas posséder cette nouvelle arme, en condamne fermement le principe et le déploiement possible autour de ses frontières.

« Que personne n'essaie de nous faire peur avec de nouveaux types d'armes meurtrières, comme les fusées Cruise, les bombes à neutrons ou quelque chose dans le même genre », a averti le maréchal Oustinov.

Le nom de Staline acclamé
Le ministre a aussi déclaré que l'U.R.S.S. « affiche une importance particulière au succès des négociations sur la limitation des armements stratégiques » (SALT-2), ainsi qu'à un accord sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale » (M.E.P.R.). Le maréchal Oustinov a enfin dénoncé « les forces réactionnaires et agressives qui agissent énergiquement contre la détente et le désarmement ». Il a stigmatisé « la direction chinoise » qu'il a accusée « d'agir de pair avec la réaction mondiale ».

Dans son discours, prononcé en présence de M. Brejnev et d'autres dirigeants, le maréchal Oustinov

nov, a fait un historique de l'armée. A propos de la période de la deuxième guerre mondiale, il a dit notamment : « Pour la mobilisation de tous les efforts, en vue de repousser les ennemis et de les conduire à la défaite, a été créé le comité d'État de la défense (actuel conseil de défense) pour lequel a été nommé le camarade Staline. » Quand le nom de Staline a été cité, le public du palais du Congrès, qui comprend six mille places — composé de militaires, a longuement applaudi, empêchant à deux reprises le ministre de reprendre la parole. L'agence Tass a cité la phrase concernant le conseil de défense ainsi que le nom de Staline, mais omettant le terme de « camarade » qui a été remplacé par les initiales du prénom et du patronyme de l'ancien généralissime.

البنك العربي للتجارة

BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE

67, avenue Franklin Roosevelt Paris

Tél : 359.61.49 - Télex : 640340 BIAPA

Capital 100 millions de F entièrement libéré

Total du bilan en Francs

1975 : 1 080 000 000 F

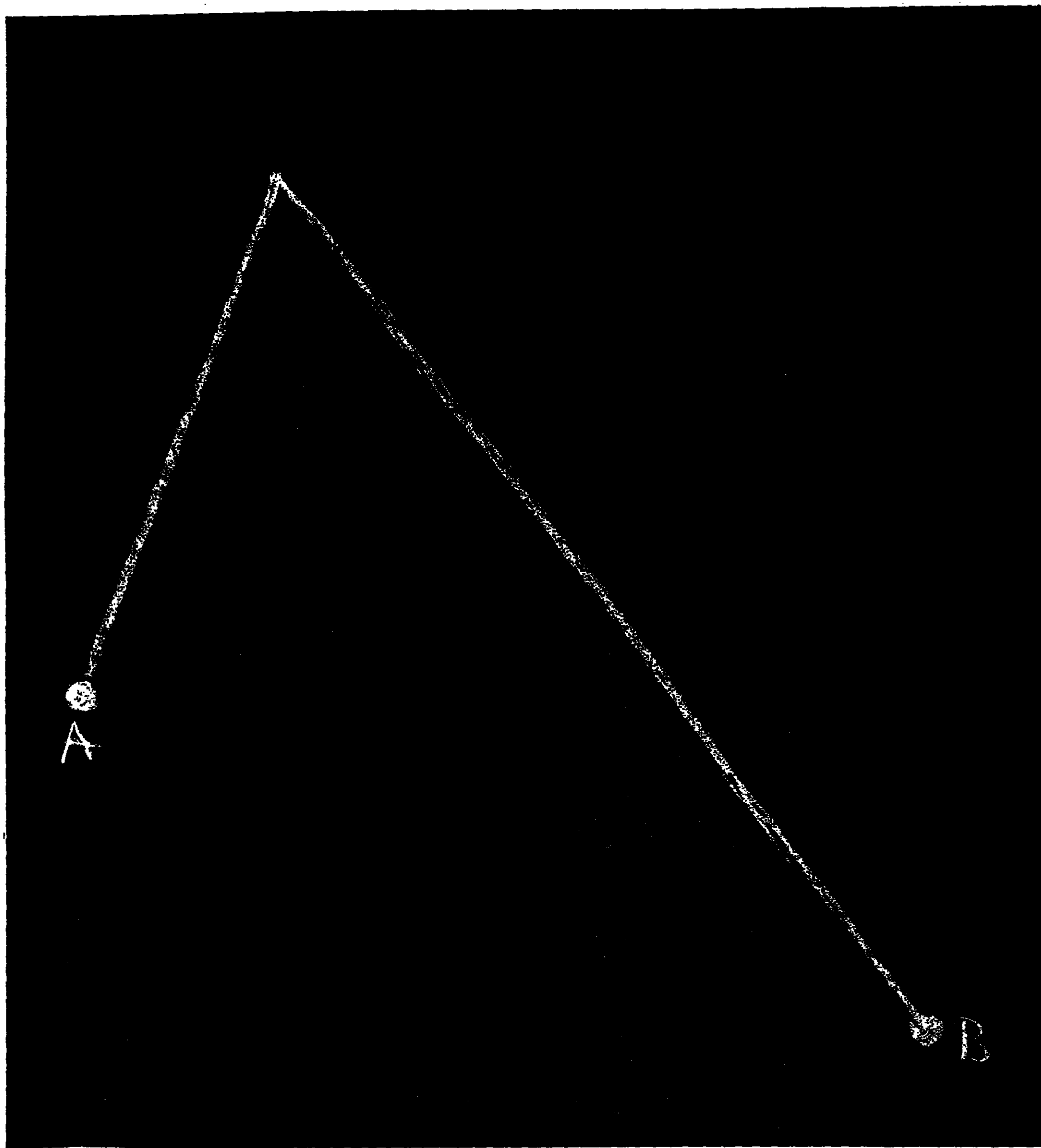
1976 : 3 209 000 000 F

1977 : 3 564 000 000 F

Le Monde Arabe est notre affaire

● La fin de la conférence de Belgrade. — Des représentants des pays neutres et non alignés, participant à la conférence de Belgrade, ont terminé, mercredi soir 22 février, la rédaction d'un projet de document final « court et sobre ». Ce texte de cinq pages ne ferait pas allusion au problème du respect des droits de l'homme pour ne pas soulever l'opposition de l'U.R.S.S. Il est présenté ce 23 février aux cinq délégations de la conférence qui se prononceront définitivement, sans doute, vendredi.

Deux droites sont le chemin le plus court d'un point à un autre.



Swissair a grandement contribué à rendre de plus en plus contestable, dans la pratique, un des célèbres postulats d'Euclide.

Euclide, en effet, n'a pas tenu compte d'un facteur qui n'est pourtant pas tout à fait sans importance: l'heure à laquelle le chemin d'un point à un autre doit se faire.

Quelques exemples: la liaison la plus courte entre Paris et Karachi passe le samedi par Zurich. Ou entre Marseille et Dar-es-Salaam le mercredi par Genève. Ou entre Nice et Hambourg tous les jours par Zurich. L'horaire de Swissair offre une foule d'exemples analogues. Et ce ne sont pas des exceptions rares qui confirment la règle. On les trouve

sur tous les vols qui relient les 89 destinations de Swissair.

Par conséquent, Swissair a raison d'affirmer: deux droites sont le chemin le plus court d'un point à un autre.

Et le plus intéressant dans ce postulat de Swissair — qui, il est vrai, n'est pas toujours exact lui non plus — réside en ceci: lorsqu'il est exact, ce n'est pas seulement en théorie. C'est même le comble du pratique.

Votre agence de voyages IATA ou Swissair se fera un plaisir de vous fournir de plus amples renseignements sur tout ce qui touche les chemins par avion entre deux points.



سكوتيا

EUROPE

POLOGNE

Une année cruciale pour M. Gierek

II. — Les écueils à franchir

De notre envoyé spécial
MANUEL LUCBERT

Dans son premier article (« le Monde » du 23 février), Manuel Lucbert expliquait comment M. Gierek est confronté à une opposition qui a lancé une action éducative et se situe en dehors des clans. Le chef du parti tente peu à peu de reprendre le contrôle des actions gouvernementales, sans dramatiser la situation. S'il obtient la « coopération » de l'Eglise, il lui faudra encore présenter des résultats économiques spectaculaires pour redonner du moral à la nation.

Varsovie. — « Mais où nos dirigeants trouvent-ils donc les raisons de leur optimisme ? » S'ils ne doivent pas porter à un pessimisme excessif, les résultats des deux premières années du plan quinquennal n'en justifient pas moins cette remarque que nous fit un journaliste polonais.

L'analyse de la situation économique de la Pologne amène à poser deux questions de type très différent. D'abord : pourquoi les dirigeants polonais ont-ils suivi pendant si longtemps la politique d'investissements massifs lancée en 1971-1973 ? Ensuite, comment améliorer l'efficacité d'une gestion désespérément inefficace, dans l'agriculture et dans l'industrie, en dépit de la modernisation des moyens de production ?

La première question est de nature stratégique. Le choix fait il y a six ans par M. Gierek et Jaroszewicz, les chefs du parti et du gouvernement, en faveur d'un vaste programme d'industrialisation était sans doute bon, étant donnée la stagnation relative des années précédentes. Ils furent, en revanche, moins avisés de poursuivre cette politique alors

que des événements internationaux inattendus — la crise de l'énergie, avec ses conséquences sur les économies occidentales — perturbèrent les belles prévisions.

L'erreur des dirigeants polonais fut alors, semble-t-il, de ne pas croire — ou de ne pas vouloir croire, ce qui en fin de compte revient au même — au caractère durable de la crise. M. Gierek, parce qu'il a la mystique de la construction industrielle, en bon réalisateur qu'il est et qui a fait ses preuves jadis en Suède ; M. Jaroszewicz, parce qu'on lui prête la fâcheuse habitude de voir délibérément la vie en rose.

Jugeant donc, en 1973-1974, que la crise se limiterait à des difficultés passagères d'approvisionnement en pétrole, ils continuèrent à investir à tour de bras, alors qu'il aurait déjà fallu songer à donner des coups de frein. Ce fut qu'ils devaient l'aggravation de l'inflation et du chômage à l'Ouest et à la suite de la demande soviétique de relever plus fréquemment les prix au sein du Comecon que commença le processus de révision de la stratégie économique : à la fin de 1975, fut alors amorcée une politique déflationniste. Entre-temps deux précieuses années avaient été perdues.

La fin des grands projets

Loin d'être appliquée avec rigueur, cette « manœuvre » fut conduite de manière souple et un peu incohérente. Ainsi les rabais de prix annoncés en juin 1976, s'ils répondaient à la logique économique dans l'absolu, n'étaient sans doute ni opportuns, ni justifiés dans leur ampleur. Aux difficultés économiques, on ne fit qu'ajouter un malaise social, qui empêche no-

tamment, cette année-là, les entreprises de limiter comme elles l'auraient souhaité les augmentations de salaires. Si l'on tient compte, en outre, du fait que, depuis 1973, les récoltes ont été plus catastrophiques les unes que les autres, on aura une idée des problèmes qui se posent aux dirigeants polonais.

Un certain nombre de décisions prises l'année dernière, et qui se reflètent dans le plan de 1978, permettent de dire que le tableau a été enfin pris par les cornes, mais il est bien tard. Pour la deuxième année consécutive, les investissements resteront pratiquement au niveau atteint. Les contrôles seront plus sévères, et il ne sera accordé, insiste-t-on, aucune dérogation en cours d'année. De 33 % en 1976, le taux d'accumulation doit descendre à 24 %, alors qu'au début de la « manœuvre » on envisageait encore pour 1978 un taux de 28 %.

En même temps, le gouvernement va tenter de renforcer la surveillance des salaires. Alors qu'en 1976 et 1977, les revenus monétaires globaux de la population ont augmenté au total de 26 %, la progression prévue pour cette année n'est que de 15 %. Les salaires, quant à eux, auront une croissance encore bien plus faible : le plan la chiffre à 1,5 % pour le salaire moyen dans l'industrie.

L'objectif est de se rapprocher, dans un délai de trois ans, d'une situation d'équilibre sur le marché grâce à une pression sur la demande et à un élargissement de l'offre. En ce domaine, trois priorités ont été fixées. Il s'agit d'améliorer radicalement la situation du marché des biens de consommation, de développer l'industrie alimentaire et d'accroître la construction de logements. Ce dernier secteur doit recevoir 23 % des investissements contre 21,5 % initialement. Une grande attention est également apportée à la progression des exportations, une certaine reconversion se manifestant d'une façon générale en faveur du commerce avec les pays de l'Ouest et de l'échange avec l'Union soviétique, notamment.

doivent augmenter plus vite que la moyenne (+ 18 % en 1977 ; + 27 % en 1978).

Si la récolte est bonne

L'importance attachée à la normalisation de la situation sur le marché est soulignée par la création en janvier, auprès du conseil des ministres, d'un comité pour les questions du commerce intérieur. Il est dirigé par M. Tadeusz Ryka, l'un des vice-premiers ministres. Les livraisons pour le marché doivent augmenter de près de 10 %. Des progrès ont déjà été accomplis l'an dernier : ainsi deux cent quarante mille machines à laver ont été produites contre seulement trente mille en 1976. Mais les listes d'attente sont toujours longues, que l'industrialisation n'est pas encore très sensible pour les acheteurs.

L'approvisionnement en produits alimentaires devrait aussi nettement progresser (plus de 8 %). Mais le chef du gouvernement a déjà fait savoir qu'en ce domaine les pénuries ne seraient pas toutes supprimées cette année. La réalisation de ce programme est en tout état de cause liée à beaucoup d'inconnues : le niveau de la prochaine récolte, l'efficacité de l'industrie alimentaire, les effets d'un nouveau système de commerce de détail qui favorisera davantage l'initiative privée.

Le problème le plus épineux reste encore et toujours celui des prix. La conférence nationale du parti, réunie en janvier, n'a apporté à ce sujet, en tout cas officiellement, aucune révélation. En indiquant que la question serait résolue graduellement, M. Gierek a surtout montré qu'il continuait à temporiser.

La commission ad hoc créée à l'automne 1976, et dont les conclusions, toujours non publiées, ont été présentées à la conférence, aurait certes recommandé de rapprocher les prix de vente des coûts de revient, mais elle aurait conseillé aussi d'opérer avec prudence et de s'efforcer de maintenir la stabilité de l'indice du coût

de la vie, ce qui est apparemment contradictoire avec la première exigence. Cette stabilité n'existe du reste qu'en théorie pure. Les statistiques officielles reconnaissent pour l'an dernier une inflation de près de 5 %, mais nombre d'économistes la chiffrent, en réalité, entre 6 et 10 %. Autre avis de la commission : les augmentations des produits de base ne devraient pas excéder, lorsqu'elles seront décidées, 15 à 20 %.

Aussi longtemps que ce problème ne sera pas résolu, les planificateurs polonais risquent de se trouver devant la quadrature du cercle : comment parvenir à un équilibre du marché, alors que la structure des prix ne cesse de se dégrader ?

Trop tôt pour la décentralisation ?

L'autre grande question à laquelle les dirigeants et la presse consacrent beaucoup de place concerne l'efficacité de la gestion économique. En dépit d'un potentiel industriel considérablement modernisé, celle-ci reste toujours très faible. Un exemple donné récemment par le journal *Zycie Warszawy* permet d'en juger : en 1976, la valeur produite avec des moyens de production équivalant à 1 000 zlotys était de 413 zlotys ; en 1977, elle était de 438 zlotys, soit une amélioration de seulement 5,5 %. Malgré résultat, si l'on songe que de 1971 à 1975 les investissements ont augmenté en moyenne de 18 % par an.

Conséquence du problème, les dirigeants multiplient les appels en vue de « libérer les initiatives ». M. Gierek ne cesse de souligner le rôle croissant que devraient jouer, selon lui, les conseils d'auto-gestion ouvrière. Mais l'écho de

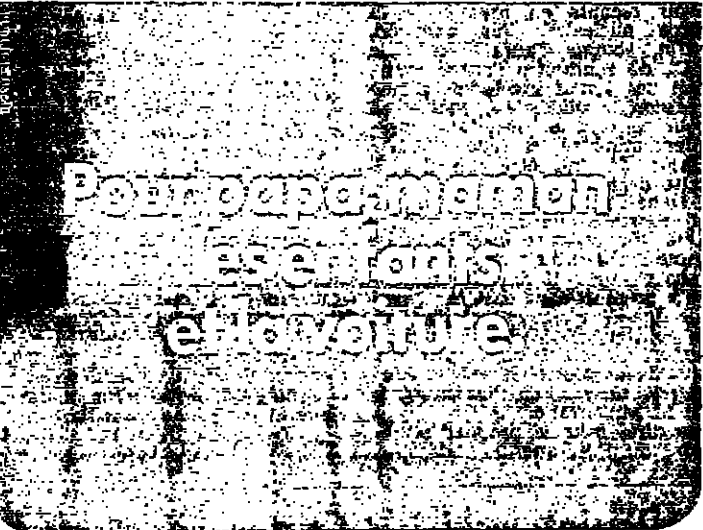
cette campagne paraît être limité : la bureaucratie syndicale ne fait rien pour l'encourager, et à la base un sentiment de méfiance domine.

C'est dans ce contexte que se situe aussi la « discussion » amorcée à la fin de l'année dernière, par voie de presse, sur la décentralisation. Lancée par l'hebdomadaire *Polityka*, le débat, après une vive passe d'armes entre M. Rakowski, le rédacteur en chef du journal, et un partisan du centralisme le plus strict, a vite tourné court. Il aurait été repris pendant la conférence nationale, plusieurs orateurs de province ayant critiqué l'excès de centralisation actuelle. Mais il est significatif que la presse ait fait un silence presque total sur ce point. De toute évidence, la question est encore loin d'être tranchée. Les compétences financières des vo-

vodites et des conseils du peuple vont cependant être élargies. Autre aspect des réflexions actuelles : l'accroissement de la planification doit consister en une programmation à plus ou moins long terme des orientations économiques, mais pas en une liste de directives et d'indicateurs à exécuter quel qu'il arrive. Mais, comme dans le cas de la controverse sur la décentralisation, cette discussion donne l'impression de rester en l'air. Il est vrai que la délicate situation économique actuelle ne favorise guère les réformes de grande ampleur.

Si M. Gierek franchit, cette année, les écueils politiques et économiques qui se dressent sur sa route, si la récolte est bonne, si l'Eglise se montre compréhensive et si la contestation n'est pas trop turbulente, alors il pourra regarder l'avenir avec plus de sérénité. Sinon, des jours difficiles l'attendent.

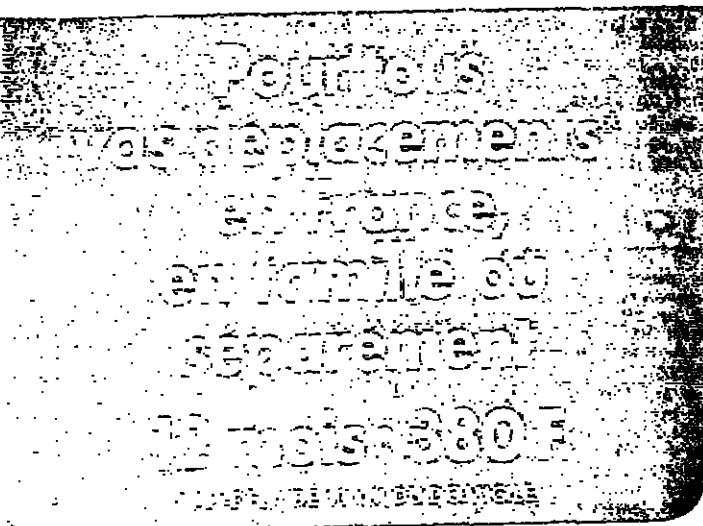
FIN



**Forfait Famille Annuel
Europ Assistance.**

Le cuir c'est Hermès.
L'ordinateur conversationnel
c'est Prime.

PRIME
9-11 rue Benoît Malon
92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92.



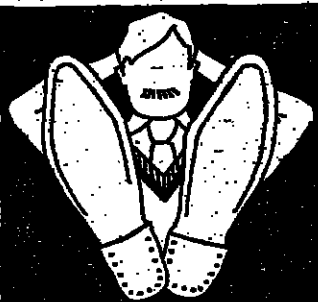
**Forfait Famille Annuel
Europ Assistance.**

Deux dossiers

Deux ouvrages aident à mieux comprendre comment est née et s'est développée la conscience dans les pays de l'Est européen. La Pologne, une société en dissidence (1) présente, à travers plusieurs documents, une diversité de pensées et d'attitudes, une certaine reconversion se manifestant d'une façon générale en faveur du commerce avec les pays de l'Ouest et de l'échange avec l'Union soviétique, notamment.

« L'Autisme » A noter que les « euro-communistes » avaient pris part à la tenue à l'été de ce colloque, qui fut d'une richesse exceptionnelle. Le dossier comporte également une partie documentaire — bibliographie et politique de l'Europe des événements de l'octobre polonais et de l'insurrection à Budapest, réprimée par les chars soviétiques. — Am. E.

(1) Textes rassemblés par Z. Ryka et G.M. Rydzar, préface de Stanislas Leszczynski, 208 pages, 38 F.
(2) Textes réunis par Pierre Kende et Krzysztof Pomian, collection *Revue de la Pologne*, 272 pages, 45 F.



**pièds grands
ou
larges
38 au 50**

Un choix unique de chaussures exclusivement pour homme, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6^e à la 11^e largeur.

PALAIS DE LA CHAUSSEURE
39, av. de la République
75011 Paris Tél. : 357.45.92
Catalogue gratuit - Parking

Le cristal c'est Baccarat.
L'ordinateur conversationnel
c'est Prime.

PRIME
9-11 rue Benoît Malon
92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92.

**A vélo, à ski, à cheval
en avion, train, auto
moto, bateau.**

**Forfait Famille Annuel
Europ Assistance.**

La voiture de sport
c'est Ferrari.
L'ordinateur conversationnel
c'est Prime.

PRIME
9-11 rue Benoît Malon
92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92.

**Dans les banques,
les agences de voyages,
chez les assureurs et
dans les Caisses
d'Epargne Ecureuil.**

**Forfait Famille Annuel
Europ Assistance.**

**M. Mitterrand ne répond pas à l'appel de M. Marchais
et ne souhaite pas un débat avec M. Barre**

Une certaine défense du gaullisme...

de Jean-Pierre Chevènement (idéologue socialiste de Belfort). Selon M. Stirn, « la profonde transformation des données de l'économie depuis 1972 » avait pourtant offert à M. Mitterrand « une chance historique de réconcilier le socialisme et la démocratie en rompant avec le programme commun ».

P.S.

La préparation des élections législatives

LA TOURNÉE DU PREMIER MINISTRE EN PROVINCE

M. Barre et les « gens d'en face »

De notre envoyé spécial

La Baule. — Mardi soir 22 février, à La Baule, où le premier ministre s'est rendu pour soutenir la candidature du maire, M. Olivier Guichard (R.P.R.), ancien ministre d'Etat, qui se représente dans la 7^e circonscription de la Loire-Saint-Nazaire, la France profonde si chère à M. Barre était politiquement coupée en deux de la façon la plus expressive qui soit. Les partisans locaux de la majorité avaient, en effet, dressé leur chapiteau sur la place des Sables, juste en face de l'entreprise Guichard-Castin — seule usine de la localité — occupée depuis le mois de septembre par quelques-uns des cent quarante-quatre ouvriers condamnés au chômage par sa fermeture.

La C.G.T. avait estimé que l'organisation de ce meeting à cet endroit relevait de la provocation, cette confrontation a donné lieu, tout au long de la soirée, à une

escalade sonore, les deux camps ayant décidé de rivaliser à coups de haut-parleurs et de déclarations. Bien avant l'heure des discours, les nombreuses forces de l'ordre entourant le chapiteau eurent ainsi l'occasion peu commune d'écouter en même temps l'Internationale et la Fête enchanter de Mozart.

Le dialogue eût peut-être été moins cacophonique, en tout cas moins bruyant, si M. Olivier Guichard avait accepté la demande qui lui avait été présentée par M. Claude Poperen, membre du bureau politique du F.C., candidat dans la 2^e circonscription, lequel avait exprimé son désir d'assister à cette réunion en compagnie de quelques amis afin de poser au chef du gouvernement « les questions qui intéressent particulièrement les travailleurs », à propos notamment des problèmes de l'emploi. L'ancien ministre d'Etat lui avait répondu : « Cette réunion est une réunion privée, sur invitation, qui se tient dans un local privé, comme toutes celles que j'ai tenues ou tiendrai le premier ministre jusqu'aux élections. Je ne pourrais donc pas vous y donner la parole. J'ajouterais accessoirement que le premier ministre n'ayant pas accepté de dialoguer avec le secrétaire général de votre parti, vous ne trouverez sans doute pas convenable qu'il le fasse avec un de ses délégués régionaux ».

Le « baron » gaulliste et le premier ministre refusant la contradiction, M. Claude Poperen et les deux autres candidats communistes du secteur, MM. Maurice Rocher (8^e circonscription) et Pierre Le Berche (7^e circonscription) étaient venus apporter leur appui aux grévistes et pendant près de trois heures le chapiteau ministériel a résonné des échos de leurs protestations. Les quelques deux mille supporters de la majorité qui avaient répondu à l'invitation du maire de La Baule et de M. Barre n'en ont manifesté que plus d'ardeur dans leurs applaudissements.

M. Olivier Guichard lui-même, d'habitude si placide, a trouvé des accents explosifs pour dénoncer les socialistes « sectaires de

l'école », « compléxés de la gauche », « toujours soucieux de ne pas paraître trahir le prolétariat qu'ils ne connaissent pas et le parti communiste qu'ils ne connaissent que trop », pour cloquer au pilori les communistes « exploités de la misère et de la haine entre Français » et reprendre, en particulier, le « Marchais, cet Ali Baba », lancé par M. Barre mardi soir à la télévision, afin de pouvoir ajouter : « Cela finira par les quarante voleurs ! ».

Dans cette ambiance passionnée, M. Raymond Barre, un instant, au début de son allocution, trouve le ton d'un tribun pour susciter les bravos de l'auditoire le plus réceptif qu'il ait eu depuis le commencement de sa tournée électorale. « Nous sommes du même côté pour le même combat », a-t-il notamment répondu à M. Guichard. Et d'ajouter à propos du fond sonore entretenu par les cégétistes rassemblés de l'autre côté de l'avenue des Noëlies : « Les gens d'en face sont en train de nous donner une démonstration de la façon dont ils conçoivent dans un pays démocratique la liberté d'association et d'expression, mais cela ne m'intimide pas (...). »

Chez M. Barre la fougue ne s'extériorise jamais longtemps. Son naturel reprenant le dessus, le premier ministre a poursuivi sur le ton doctoral qui lui est propre, sans modifier ses propos habituels. Critiquant les projets de loi, il a déclaré qu'« un gouvernement de la gauche se serait imaginé » et que « ce sont les pauvres qui sont les plus menacés par l'inflation et l'accroissement des impôts qui résultent inévitablement de mesures qui seraient prises ». « J'ai confiance », a-t-il déclaré en conclusion. « Nous sommes comptables de l'avenir de la France. L'avenir est de notre côté », M. Barre a été applaudi chaleureusement par une foule acquiescente d'avance, mais moins enthousiaste qu'au début de la réunion. A conviction sans péril... Il était 22 h. 30. De l'autre côté de la rue les « contradicteurs »

continuaient de chanter l'Internationale. Alors M. Guichard a invité la foule massée sous le chapiteau à chanter la Marseillaise « pour purifier l'atmosphère ».

ALAIN ROLLAT.

M. BARRE REGRETTE LES CANDIDATURES DE DERNIÈRE MINUTE DE LA MAJORITÉ

M. Raymond Barre, qui était jeudi 22 février invité du petit déjeuner de France-Inter à regretter « les candidatures sauvages déposées en dernière minute par les formations de la majorité », le premier ministre a souligné « le caractère regrettable de la situation ainsi créée dans des circonscriptions officielles, où des candidatures uniques étaient considérées comme seul moyen de succès ». Il a ajouté : « J'espère que le bon sens prévaudra. J'espère aussi que la loyauté républicaine se manifestera ».

M. Barre a affirmé : « Je ne fais pas une campagne tout seul. Je fais une campagne au service de la majorité ». Il a déclaré qu'on lui ait demandé de prendre la tête de l'U.D.F. et qu'il ait refusé : « J'ai dit depuis le début que, étant donné le caractère parti de la majorité, étant donné le fait que j'avais, comme premier ministre, été soutenu par toutes les formations de la majorité, je n'entendais pas, en tant que premier ministre, prendre la tête d'une formation de la majorité ».

● Quel impact sur la fortune ? — Une erreur matérielle nous a fait écrire dans certaines éditions du Monde du 23 février (p. 7) que le seuil de fortune à partir duquel la plupart des propositions de loi proposent de taxer les contribuables les plus riches était de 2 millions d'anciens francs. C'est évidemment de 2 millions de francs actuels qu'il s'agit : quelque 125 000 personnes possèdent plus que cette somme, selon M. Laffitte (la Fortune des Français).

M. Chirac prend des engagements formels envers les rapatriés

De notre envoyé spécial

Toulon. — M. Jacques Chirac a pris, mercredi 22 février, à Toulon, devant les associations de rapatriés et en réponse à un long cahier de doléances présenté par M. Louis Boutin, président du Recours du Var, un double engagement. Il a promis, au nom du futur groupe R.P.R. de la prochaine Assemblée nationale, qu'une « amnistie totale, intégrale et définitive » serait proposée pour les faits en relation avec les affaires d'Algérie. Il a également annoncé le dépôt d'une proposition de loi complétant celle du 2 janvier 1976, relative à l'indemnisation. Les représentants des rapatriés se sont déclarés à plusieurs reprises satisfaits des engagements du président du R.P.R. En conséquence d'ailleurs, M. Mario Bénéard, député sortant de la deuxième circonscription du Var, a déclaré qu'il n'aurait pas d'opposition à la loi sur l'indemnisation, a participé, dans la soirée au meeting présidé par M. Chirac, au Morillon, sous un vaste chapiteau qui abritait plus de cinq mille personnes.

Tout au long de la journée et à diverses reprises, M. Jacques Chirac a évoqué, devant des publics variés, les thèmes habituels de la campagne

du R.P.R., s'en prenant plus spécialement aux socialistes. Il a particulièrement insisté sur la vocation, spécifique selon lui, du R.P.R. en assignant à son corps électoral de « distancer la droite dès le premier tour pour battre la gauche au second ». M. Chirac, en se gardant bien de citer l'Union pour la démocratie française, a toutefois pris soin de ranger dans « la droite » ses partenaires de la majorité dont les formations ont constitué l'U.D.F. Il a insisté sur « le caractère populaire du mouvement gaulliste qui lui permet, et à lui seul, de battre la gauche ». Il a aussi réitéré la « politique de facilité et de libéralisme bon enfant » que les formations de l'U.D.F. représenteraient alors qu'une victoire de la gauche ne manquerait pas d'entraîner « le collectivisme ». Si M. Chirac a rappelé les règles du pacte majoritaire, il ne s'en est jamais pris aux autres candidats de la majorité. En revanche, M. Pierre Mazaud, ancien ministre, qui se présente pour briguer la succession d'Aymar Simon-Lorière, décédé, a fait le nom de M. Arceix, maire de Toulon, président départemental du parti républicain, qui se présente également dans cette 3^e circonscription du Var.

ANDRÉ PASSERON.

Paris-Écologie 78 critique la gestion du maire de Paris

Les responsables du groupe Paris-Écologie 78, parmi lesquels M. Brice Lalonde, ont sévèrement critiqué, mercredi 22 février au cours d'une conférence de presse, la gestion du maire de Paris, M. Brice Lalonde a déclaré : « Nous avons seulement une mairie-spectacle avec un maire spectaculaire ».

Les membres de Paris-Écologie 78 ont contesté le bilan de la gestion municipale tel qu'il a été dressé dans un numéro spécial du Bulletin municipal officiel (le Monde du 25 janvier) : ils ont notamment remis en cause l'ac-

tion du maire dans trois domaines considérés par M. Chirac comme prioritaires : le logement social, l'action culturelle et l'aide aux personnes défavorisées. En ce qui concerne le logement social, le groupe Paris-Écologie 78 a considéré que la solution résidait « dans l'utilisation à bon escient des logements qui existent, et notamment de ceux dont le loyer est régi par la loi de 1948 ». Pour les personnes âgées, il a jugé nécessaire de « les maintenir dans des logements existants et de mêler leurs activités à celles des autres habitants afin qu'elles ne soient pas coupées de la vie courante ».


défense du gaullisme

L'augmentation du SMIC à 2 400 F

M. SERVAN-SCHREIBER : le premier ministre a franchi un grand pas.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, a commenté mercredi matin 22 février, au micro d'Europe 1, les déclarations de M. Raymond Barre. Il a affirmé : « Le premier ministre a franchi un grand pas (sur la question du SMIC à 2 400 F). A mon avis cela change le cours des choses (...) Il a répondu, sur cette grande affaire, d'une manière humaine, raisonnable et compréhensible. Il a montré qu'il avait compris qu'on ne peut plus à l'heure actuelle parler aux Français uniquement un langage de techniciens (...) L'émotion qu'il a manifestée a été un événement, venant de lui, c'est-à-dire venant d'un économiste rigoureux et à qui tout le monde reconnaît le sérieux du point de vue économique ».

Mors-jeu



La Première Histoire du Peuple de France

“Sans a priori ni préjugés mais avec passion”

Nombreux sont aujourd'hui les lecteurs qui demandent à l'histoire d'être autre chose qu'une suite d'événements et d'images d'Épinal. L'Histoire de la France Contemporaine de 1789 à nos jours constitue la première collection publiée en France donnant un tableau complet du patrimoine de tout un peuple.

Histoire de la France contemporaine

Pour la première fois, en effet est proposée au public une histoire contemporaine globale de la France, pensée, conçue, comme une totalité. L'étude des phénomènes historiques permet de mieux saisir la véritable personnalité de notre pays, ses traditions démocratiques, et de dégager les voies de notre devenir. Mais l'histoire d'un pays est faite et vécue par les hommes ; aussi, cet ouvrage aborde-t-il tous les aspects de la civilisation française, histoire économique, sociale, politique, culturelle, mais aussi histoire des idées, us et coutumes, évolution des mentalités.

Écrite par des historiens qui n'hésitent pas à remettre en cause les notions établies pour découvrir le fait historique dans son authenticité, l'Histoire de la France contemporaine constitue véritablement la première histoire du peuple de France.

Realisée par un collectif d'historiens parmi les plus compétents : Jean-Paul Bertaud - Roger Bourderon - Jean Bruhat - Jean Elleinstein - Jean Gacon - Florence Gauthier - François Hincier - Claude Mazauric - Maurice Moissonnier - Albert Soboul - Danielle Tartakovski - Claude et Germaine Willard.

Coordination : Jean Elleinstein.

Co-production : Editions Sociales/Livre Club Diderot.

Présentation : Cette œuvre comprendra 8 volumes reliés soigneusement présentés. Le tome I traitant « Des origines à 1789 », le dernier de « 1968 à 1980 ». La partie encyclopédique très importante, le quart de l'ensemble, regroupera en chaque fin de volume : des biographies, 2 400 pour les 8 tomes, soit un véritable dictionnaire historique des personnages.

● une chronologie très détaillée au moyen de tableaux synoptiques faisant apparaître les concordances événementielles tant sur le plan politique, scientifique que culturel.

● des filmographies et discographies replacées dans leurs contextes historiques.

● des bibliographies commentées des titres essentiels français et étrangers sur l'époque ou le personnage.

Les sources de l'historien : Présentation par les auteurs de documents en fac-similé qui permettent aux lecteurs de suivre les méthodes de recherche et d'investigation. L'iconographie comprendra de remarquables illustrations mais aussi des croquis qui éclaireront par l'image les aspects particuliers de tel ou tel événement. L'originalité de sa présentation, l'unité et la clarté de style, la richesse de la partie encyclopédique feront de cette collection l'ouvrage de référence par excellence, le livre d'histoire de l'avenir.

BON DE DOCUMENTATION à retourner à Livre Club Diderot 13, boulevard Bourdon 75004 PARIS

Nom _____ Prénom _____ Profession _____ Adresse _____

Désire être documenté gratuitement sur l'Histoire de la France Contemporaine.

POLITIQUE

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

XIX. — LORRAINE : des

L'une des régions naguère les plus gaullistes de France (la deuxième pour le nombre de « oui » au référendum d'octobre 1962), la Lorraine est aujourd'hui de celles où la gauche peut nourrir de sérieux espoirs (1). Dès cette année, elle peut raisonnablement envisager, si les délégués jouent, d'ajouter quatre ou cinq circonscriptions aux trois qu'elle possède

déjà (sur vingt et une). Pour l'avenir, le parti communiste et le parti socialiste songent à la relève d'une majorité qui n'a pas su renouveler son personnel politique.

C'est la raison pour laquelle ministres et membres des cabinets ministériels ont été dépechés pour témoigner aux Lorrains l'attention

que leur porte le pouvoir central et le prix que mettent les membres ou anciens membres du gouvernement à représenter les habitants et à défendre les intérêts de cette région. Mme Saunier-Seïté, à Metz, M. Haby, à Lunéville, M. Stoléru, à Saint-Dié, tentent de rétablir leur « parachutage », tandis que M. Coulaud associe la gestion de Nancy aux fonctions de secré-

taire d'Etat à l'Industrie et brigue à nouveau le mandat de député qu'il détenait jusqu'à son entrée au gouvernement, en décembre 1976. Ancien ministre, le général Bigeard tente sa chance dans sa ville natale de Toul, tandis que M. Poncelet, ancien secrétaire d'Etat, devenu sénateur, suit de très près l'évolution des Vosges, et M. Messmer, ancien premier minis-

MEURTHE-ET-MOSELLE : M. Haby et le général Bigeard en campagne

La Meurthe-et-Moselle comprend, schématiquement, trois zones : au Sud, un pays à dominante rurale ; au centre, l'agglomération de Nancy ; au Nord, la vallée de la Moselle et le Pays-Haut, dont l'activité principale est la sidérurgie. Moins touchée que la Moselle par la crise de cette industrie, la Meurthe-et-Moselle comptait toutefois près de quinze mille chômeurs en décembre, dont un grand nombre (six mille selon le parti communiste) dans la vallée de la Moselle. Celle-ci est comprise dans la 1^{re} circonscription (Nancy-Nord, Pont-à-Mousson), dont le député sortant est M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical.

Depuis son arrivée mouvementée dans la région, en juin 1976, à l'occasion d'une élection partielle provoquée par la démission du député, Gilbert Souchal (U.D.R.), à la suite d'un différend sur le tracé de l'autoroute Paris-Strasbourg, M. Servan-Schreiber suscite la controverse. Réélu, en 1973, à nouveau dans une élection « triangulaire » l'opposant au candidat communiste et à M. Souchal, puis élu président du conseil régional de Lorraine en 1976 et en 1977, le président du parti radical doit disputer cette année les voix de la majorité à M. Claude Huriet, conseiller général de Nancy-nord. M. Huriet s'était porté candidat à Nancy, contre la municipalité sortante de M. Marcel Martin, après avoir envisagé d'être le premier ou le second d'une liste qu'aurait menée M. Claude Coulaud, député de la 2^e circonscription jusqu'à son entrée au gouvernement comme secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie.

M. Huriet, vice-président départemental des R.I. puis du P.S., avait été encouragé à se présenter par M. Poniatowski, alors ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, et sa candidature était appuyée à un niveau plus élevé encore. Mais M. Servan-Schreiber voyait d'un mauvais œil l'ascension de ce professeur de médecine. Ainsi, après avoir laissé entendre qu'il pourrait être lui-même candidat à la mairie, obtint-il de M. Coulaud qu'il se retirât, ce qui amena M. Huriet à se retirer de la compétition.

C'est donc une revanche qui se joue maintenant entre les deux hommes. La candidature de

M. Huriet, soutenue par le bureau départemental du P.S., a été désavouée par M. Jean-Pierre Solson, secrétaire général du parti républicain, mais, depuis, a reçu l'appui du R.P.R. (« l'homme qui s'imposait », a dit de lui M. Chirac) et celui du C.N.R.F.

Cette concurrence sur sa droite peut avantager M. Servan-Schreiber qui, élu de l'opposition centriste en 1970 et en 1973, pourrait avoir de la peine à retrouver, depuis son ralliement à la majorité, les voix du centre gauche dans cette circonscription où la gauche détient deux des quatre cantons (un socialiste et un communiste), mais où elle n'a, il est vrai, emporté qu'une moitié l'an dernier, celle de Biéville-Pont-à-Mousson (quatre mille habitants).

M. Roland Favaro, secrétaire de la fédération de Meurthe-et-Moselle-Sud, membre du comité central du P.C.F., remplace, cette année, M. Michel Antoine, conseiller général et maire de Frouard, qui devient son suppléant. Si le parti communiste peut augmenter sa représentation en Meurthe-et-Moselle, c'est d'abord à Longwy, nous le verrons, mais aussi ici. Le parti socialiste, dont le candidat est M. Yvon Tondou, conseiller général et conseiller municipal de Pont-à-Mousson, n'a désigné pas toutefois de devancer le parti communiste. Il est vrai que le résultat obtenu, en 1973 (9,49 %), par M. Patrick Gassenbach, candidat radical de gauche, soutenu par les socialistes, mais « parachuté », n'est guère significatif de ce que peut espérer, cette année, le P.S.

A l'extrême gauche, MM. Henri Begorre (Front autogestionnaire), conseiller municipal de Maxéville, et Bernard Thiery (L.C.R.), et Mmes Michèle Lanchon (L.O.) et Marie-Thérèse Chiffolle (Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne) ne paraissent pas en terrain très favorable, alors que les électeurs sont requis par le débat qui oppose le P.C. et le P.S. sur la dédémocratie. M. Patrick Kélebe (U.G.P.), et Mme Régine Denis-Judis (Nouvelle Action française), conseiller municipal d'Épinal, semblent devoir se heurter à la même difficulté, tandis que M. Jean Dupuy de Méry, rendu célèbre par son action contre l'anti-militarisme, sollicite les suffrages de l'Ordre et de la discipline.

Le district urbain de Nancy

A Nancy-Ouest (9^e circonscription), M. Claude Coulaud (P.R.) tente de conserver son siège face au parti socialiste, dont il avait battu le candidat de mille cent voix, sur plus de soixante-quatorze mille électeurs inscrits, au second tour des élections de 1973. Cette année, le P.S. lui oppose M. Job Dupont, conseiller général et maire de Tomblaine, membre du C.E.R.E.S. Un différend local oppose les deux hommes à propos de la constitution du district urbain de Nancy, dans lequel Tomblaine avait été intégrée par arrêté préfectoral, décision cassée par le Conseil d'Etat en novembre.

Le parti communiste présente M. Gino Capolungo, ancien maire de Neuves-Maisons où sa municipalité, qui l'avait emporté dans une élection triangulaire en 1971, a été battue l'an dernier. Le can-

didat du P.S. risque cependant d'être gêné par M. Gérard Michel (M.R.G.), tandis que M. Coulaud, qui avait enlevé le siège à l'U.D.R. en 1973, doit compter avec M. Alain Albert (R.P.R.), conseiller municipal de Saint-Nicolas-de-Port. M. Marcel Cordier (U.G.P.) vice-président, lui aussi, l'électorat gaulliste. M. Michel Boutevinet (Front autogestionnaire), membre du P.S.U., Dominique Barlin (L.O.), et Daniel Claisse (Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs) sollicitent les suffrages de l'extrême gauche. M. Hugues Paterna (P.F.N.) ceux de l'extrême droite.

Dans la troisième circonscription, M. Pierre Weber, député (app. P.R.) depuis 1958, se représente sous l'étiquette U.D.F., qu'il partage avec M. André Rossinat (rad.), deuxième adjoint au maire de Nancy. Ayant voté contre les réformes proposées depuis mai 1974, M. Weber ne compte que sur les soutiens dont il dispose parmi les notables de la circonscription. Or, la population a changé. De nombreux jeunes cadres sont venus s'installer dans ces quartiers, et M. Rossinat

compte que le style « schreibe-rin » de sa campagne devrait lui attirer les électeurs de cette catégorie.

Ce sont aussi ceux que vise M. Daniel Groscolas, conseiller général de Nancy-Est, premier secrétaire (C.E.R.E.S.) de la fédération socialiste, qui compte sur la gauche pour compenser par des voix rurales celles qui lui manquent à Lunéville. Multipliant, depuis maintenant un an et demi, les « interventions » de toute sorte au sein des divers locaux ou des simples citoyens, le ministre de l'Éducation, présent chaque semaine dans la circonscription, du jeudi soir au lundi matin, fait à présent partie du « paysage ».

A Lunéville (4^e circonscription), où M. Jean Bichat, député sortant (P.R.), soixante-neuf ans, ne se représente pas, M. René Haby, ministre de l'Éducation, n'a pas été découragé par son échec attendu aux élections municipales. Originaire de Dombeval, au sud de Nancy, M. Haby, qui se présente sous l'étiquette U.D.F. et bénéficie du soutien de toutes les formations de la majorité, compte sur les voix de la gauche rurale, celles qui lui manquent à Lunéville. Multipliant, depuis maintenant un an et demi, les « interventions » de toute sorte au sein des divers locaux ou des simples citoyens, le ministre de l'Éducation, présent chaque semaine dans la circonscription, du jeudi soir au lundi matin, fait à présent partie du « paysage ».

En face du ministre, M. Jean Lhommée (P.S.), instituteur en retraite, maire de Lunéville depuis mai 1977, a le double avantage d'avoir battu M. Haby à la première manche et de n'être pas candidat au second tour. En 1973, par des candidats du centre gauche, cette situation lui permettait-elle, à la différence de 1973, de devancer le candidat communiste qui était alors M. Jean-Claude Marchal ?

Sont également candidats, Mme Martine Gillet (L.O.) et M. Jean-Jacques Chappaz (P.F.N.).

Après avoir renoncé à se pré-

A Lunéville et à Toul

sentier à Verdun, le général Marcel Bigeard, ancien secrétaire d'Etat à la Défense, est parti en campagne à Toul (5^e circonscription), sa ville natale. M. André Piquot, suppléant de M. Christian Fouché, ne se représente pas. Le décès de Mme Claire Leclerc, conseiller général et maire de Colombey-les-Belles, qui était à nouveau candidate après avoir proposé au général Bigeard d'être sa suppléante, a amené celui-ci à répondre à l'appel du président de la République. Or, M. Jacques Gosot (R.P.R.), conseiller général et maire de Toul, qui se présente sur les rangs et ne s'attendait pas, semble-t-il, à voir surgir pareil rival. De toute évidence, la situation est devenue plus difficile.

A gauche, M. Jean-Paul Chagnon (P.S.), jeune assistant à la faculté de droit de Nancy, candidat « bio-humaniste », ne paraît pas en mesure de troubler le jeu.

La gauche dans le Nord

La situation est très différente dans le nord du département, où la gauche est en position nettement dominante. A Briey (6^e circonscription), le député sortant, M. Gilbert Schwartz (P.C.), maire de Briey, qui avait battu en 1973 M. Hubert Martin, maire de Briey, devenu sénateur (rep. ind.) en septembre 1974, ne se représente pas. Le P.C., qui détient trois des quatre cantons, dont celui de Briey, présente Mme Colette Gouriou, élue dans ce canton en 1976 et devenue, un an plus tard, à la tête d'une liste d'union de la gauche, maire de Jœuf. Cette insistance de trente-huit ans est l'une des candidatures communistes qui semblent bien placées pour entrer à l'Assemblée nationale. Le parti socialiste, qui est loin derrière le P.C. dans cette circonscription, présente un militant syndical de la sidérurgie, M. Hubert Aubriot, adjoint au maire de Jœuf, qui, comme son prédécesseur en 1973, doit compter avec un candidat autogestionnaire, M. Alain Ratillard (Front autogestionnaire).

Le candidat du parti socialiste démocrate, M. Pierre Gosot, semble plutôt en concurrence avec le candidat de l'U.D.F., M. Jacques Leclerc (rad.), tandis que M. Norbert Georges (L.O.) dispute à Mme Gouriou les voix de l'extrême gauche.

M. Leclerc, conseiller général et maire de Vézéville, dans la circonscription de Toul, époux de

Claire Leclerc, avait obtenu le soutien des partis non gaullistes et la bienveillance du R.P.R., qui se bornait à appuyer M. Roland Faisit (C.N.R.F.). Au dernier tour de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saaviem, d'apparition comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le candidat de ce parti se pose comme son principal adversaire dans l'avenir.

Le vide de la majorité a conduit M. Bernard Labbé, président-directeur général de Saunier-et-Gorcy et de Châtillon-Gorcy, administrateur d'Usinor, président de l'Union métallurgique de Longwy et maire de Gorcy (cf. Le Monde du 23 février), à monter en ligne dans la 7^e circonscription (Longwy) pour tenter de déloger M. Robert Drapier (non-inscrit). Ce dernier avait battu de 63 voix, sur près de 60 000 électeurs inscrits, en 1973, le candidat communiste, M. Antoine Porcu, secrétaire de la Fédération de Meurthe-et-Moselle-Nord, qui se présente à nouveau cette année. L'affrontement entre le dirigeant local du P.C. et l'héritier d'une des plus grandes dynasties de sidérurgistes de la région, auquel on prête l'intention d'aurait décidé d'ouvrir à privilégier Longwy par rapport à Thionville, résume assez bien la situation politique de la circonscription. Le candidat socialiste est M. Bernard Lefort (C.E.R.E.S.), employé de la S.N.C.F., âgé de quarante-neuf ans.

M. Jacques Dellièvre (R.P.R.) tente de retrouver les voix gaullistes qui s'étaient reportées, au second tour en 1973, sur M. Drapier. M. Daniel Genard (L.O.) et Christian Jost (U.G.P.F.) contestent au P.S. et au P.C. le monopole des solutions socialistes à la crise. Enfin, M. Jean Philippe, maire de Benyville, se présente sans étiquette.

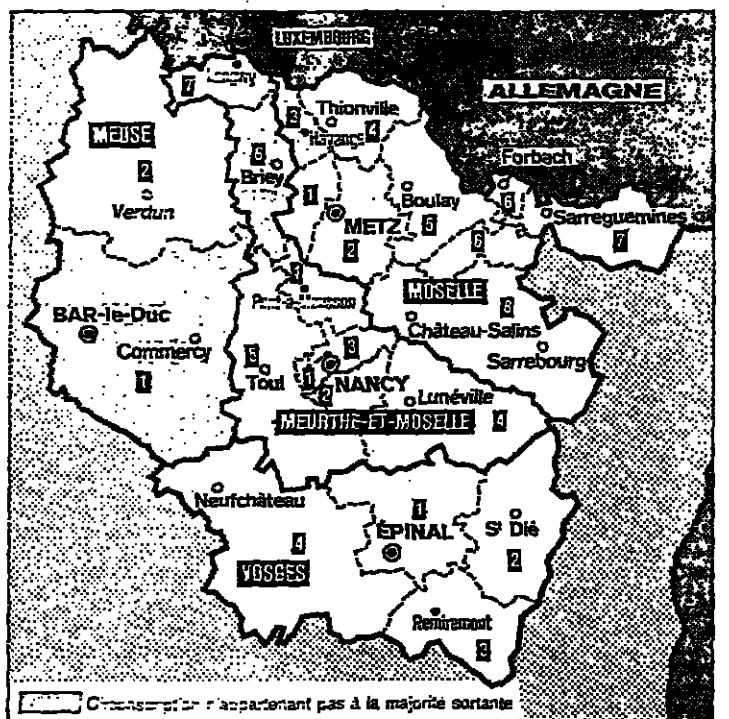
DEMAIN : la suite de la situation dans la région lorraine avec les départements des Vosges et de la Meuse.

La préparation

MOSELLE : les

Le bassin sidérurgique à l'ouest, le bassin houiller à l'est, partagent la Moselle en deux zones dont l'une renait au moment où l'autre dépérit. La crise de l'énergie a conduit à fermer certaines usines de charbon, alors que la fermeture des hauts fourneaux de Thionville prive trois mille personnes de leur emploi. En outre, l'arrivée de travail de tranches d'âge particulièrement nombreuses contraindra beaucoup de jeunes à émigrer vers les régions voisines, tandis que le nombre des deman-

Marie Rausch (cent.), devenu sénateur, et M. Jean Laurain (P.S.), bénéficie cette fois du soutien de tous les partis de la majorité. Présent au meeting du R.P.R. à Paris le 11 février, M. Kiffer, qui a choisi comme suppléant le général Charles Morel, ancien commandant de la 7^e région militaire, gaulliste de toujours, semble toutefois devoir être mis en ballottage par M. Maurice Demange, maire de Maizières-lès-Metz, qui se présente sous le sigle de la Croix de Lorraine. Dans



deux d'emploi était, au mois de décembre, de plus de dix-neuf mille. Cette situation n'affecte pas seulement la région sidérurgique, mais aussi l'Est, où l'embarcadere reprend lentement, faute, en particulier, d'un encadrement que les fermetures de la fin des années 60 ont empêché de former.

La 1^{re} circonscription (Metz I et II), qui associe une partie du bassin sidérurgique aux quartiers résidentiels de Metz et au canton rural d'As, avait été taillée à la mesure de Raymond Mon-don, député de 1946 à 1969, maire de Metz de 1947 à sa mort, en 1970, secrétaire général des républicains indépendants. La croissance de Metz a accru la part de l'électorat rural, et la gauche, qui obtenait 27,3 % des voix au second tour en 1973, a toutes chances d'améliorer ce résultat. En mars dernier, Wolfgang Rombas, Saint-Marcel, secrétaire des mines, a été élu député de Metz, mais le P.S. avait conquis le canton de Metz II et le P.C. celui de Maizières-lès-Metz.

M. Jean Kiffer (C.N.I.P.), conseiller général de Rombas et maire d'Amnéville, qui l'avait emporté au second tour de 1973 devant le maire de Metz, M. Jean-

la lutte passionnée, et parfois violente, qui oppose M. Kiffer aux communistes, ceux-ci ne paraissent pas mécontents de la candidature de M. Demange, dont les électeurs pourraient hésiter, au second tour, entre la majorité et l'opposition.

M. Jean-Paul Anderbourg, enseignant âgé de trente et un ans, a fort à faire pour se faire connaître dans cette circonscription, où le candidat du P.C. était traditionnellement M. Arthur Buchmann, secrétaire fédéral, et s'agit pour lui de devancer M. Laurain, conseiller général de Metz II, lui aussi enseignant, et s'il ne parvient pas à battre M. Kiffer, de prendre date, du moins pour l'avenir. M. Laurain, auquel on reproche de ne pas s'être suffisamment manifesté lorsque la crise de la sidérurgie éclata, alors que M. Kiffer menaçait de « prendre le maquis », a la tâche difficile de défendre les positions du P.S. face au libéralisme effréné du député sortant et à la nationalisation préconisée par le P.C. M. Michel Dubat (Front autogestionnaire), et Alain Monniaux (L.O.) présenteront la mesure de la « radicalisation » d'une frange des travailleurs touchés par la crise.

Mme Saunier-Seïté fait des mécontents

La 2^e circonscription (Metz III) présentait, en 1973, la particularité d'être la seule de France où il y ait trois candidats de la majorité au second tour. Cela n'empêcha pas M. Pierre Kédinguer (U.D.R.) d'être réélu, avec 39,2 % des voix, devant M. Joseph Schaff (C.D.P. « rattaché »), maire de Montigny-lès-Metz, auquel il avait été battu au premier tour. Le député centriste détenait depuis 1946. Le responsable de cette situation était M. Jean Walgenwitz (centre démocrate), conseiller général et maire de Solgne, qui est, cette année, le suppléant de Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités, tandis que M. Kédinguer ne se représente pas. Le choix de ce suppléant est considéré par certains comme maladroit, M. Schaff ayant apporté son soutien à Mme Saunier-Seïté.

L'arrivée du ministre des universités dans la capitale régionale a suscité des sentiments divers. Soit parce qu'il est appelé, par le maire, M. Rausch, Mme Saunier-Seïté a d'abord séduit les Messins, qui trouvaient en elle la forte personnalité qui leur manquait depuis la mort de Raymond Mon-don. Mais ce « parachutage » a naturellement mécontenté les candidats locaux. Mme Marie Judin, d'abord, déléguée régionale à la condition féminine, qui a proclamé bien haut qu'elle ne se laisserait pas séduire par les propositions qu'on lui faisait. Mme Judin, qui a démissionné du parti radical après que l'investiture de l'U.D.F. lui avait été accordée à Mme Saunier-Seïté, a résisté aux pressions de toutes sortes qui se sont exercées, et renouvelées. On lui aurait proposé,

notamment, de devenir la suppléante de Mme Saunier-Seïté. Autre mécontent, M. Jean-Louis Masson, jeune polytechnicien, ingénieur des mines, conseiller général de Vion depuis mars 1976, entré en août dernier au R.P.R. Ceint-ci a investi, après quelques hésitations, sachant que le style de Mme Saunier-Seïté n'est pas fait pour déplaire aux militants et aux électeurs gaullistes. Enfin, M. Kiffer est passé de la méfiance à la franche hostilité depuis que le ministre des universités a tenu des propos peu amènes sur l'objet des études du département.

A gauche, on observe la situation avec intérêt. Certes, le candidat socialiste n'avait obtenu, au second tour de 1973, que 28,5 % des voix, mais M. Mitterrand en recueillait 44,8 % un an plus tard, et cette progression se confirmerait aux élections cantonales et municipales, sans permettre toutefois à la gauche d'enlever des sièges. M. Jean-Pierre Masseret (C.E.R.E.S.), pour le parti socialiste, et M. Jacques Anthoine, pour le parti communiste, tentent de prolonger cette avancée. Lutte ouvrière présente M. Jean-Paul Soula, et M. Roger Vuillaume, conseiller municipal de Oplin, se présente sans étiquette, tandis que M. Roger Boun, s'affirme « gaulliste authentique ».

Dans la 3^e circonscription (Hayange, Moyeuvre-Grande, Florange), M. César Depletri (P.C.), tente de conserver le siège qu'il avait reconquis, avec deux mille voix d'avance sur plus de soixante-dix mille électeurs inscrits, au second tour, en 1973, devant

VIENT DE PARAÎTRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE
enjeu politique

En vente partout - 10 F

TRACTS EN 24 HEURES		
Format 21x29,7 cm	Deux couleurs recto seul	Deux couleurs recto verso
10 000 exemplaires	1 100 F	1 800 F
le mille à la suite	42 F	43 F
25 000 exemplaires	1 730 F	2 445 F
le mille au-delà	32 F	33 F

Ces prix et ces délais s'entendent H.T. composition, photogravure et papier compris, pour des tirages de 10 000 à 1 000 000 d'exemplaires.

circulaires, bulletins, affiches, dépliants, journaux, brochures : nous consulter pour devis et délais

IMPRIMERIE L'AVENIR GRAPHIQUE
325, rue de Charenton - PARIS 12^e. Tél. : 345-44-45 poste 247

سكزى الاول

POLITIQUE

des élections législatives

ministres aux avant-postes

par PATRICK JARREAU

tre, élu président du conseil régional, celle de la Moselle.

Ces deux départements sont les plus frappés par la crise industrielle qui a atterri la sidérurgie de plein fouet l'an dernier et mine le textile vosgien depuis une dizaine d'années. Le débat sur la politique industrielle prend donc ici, un tour particulièrement concret. Entre

l'opposition et la majorité d'abord, la gauche réclamant un contrôle accru de l'Etat.

Mais la crise divise aussi socialistes et communistes, les premiers privilégiant le contrôle par rapport à la prise de possession, les seconds préconisant la nationalisation « franche » et immédiate. Ce dernier mot d'ordre a une portée incontestable dans une population

ouvrière qui, surtout dans le nord de la région, ne peut admettre la soudaineté d'une « restructuration » décidée par le patronat.

Face aux progrès de la gauche, la majorité croit l'heure venue de serrer les rangs. Les rivalités entre gaullistes et centristes s'atténuent du moins les responsables politiques tentent-ils de les réduire — et l'élection de

M. Messmer en est une preuve. M. Servan-Schreiber, dont l'entrée fracassante en juin 1970 sur la scène locale avait suscité l'espoir des élus centristes et gaullistes, risque de faire les frais de cette réconciliation. Sans le dire, ou parfois en le disant, les notables prennent leurs distances.

Rien n'est joué pour autant.

conséquences de la crise de la sidérurgie

M. Léon Arnold (R.I.), maire de Florange. Président départemental du P.R., M. Arnold, qui avait été battu par un socialiste aux élections cantonales de mars 1976 à Florange, est à nouveau candidat, cette année, tandis que, pour la première fois depuis 1968, le mouvement gaulliste, qui avait perdu le siège en 1967 au profit de M. Depleitri, présente un candidat, M. Roger Gauthier, conseiller municipal d'Hayange, auquel est venu s'ajouter, in extremis, M. Jean-Paul Cavajani (C.N.I.P.). M. Depleitri retrouve, d'autre part, son adversaire socialiste des élections municipales à Moyenvic-Grande, M. René Drouin (C.R.E.S.), qui a été désigné par les sections du P.S. à la place de

M. Victor Madelaine, conseiller général, maire de Nilvange, candidat du P.C.U. en 1968 et du P.S. en 1973.

Si l'avance de M. Depleitri en 1973 était relativement faible, en revanche, M. Mitterrand obtenait 60,6 % des voix, dans cette circonscription en 1974. Mais le P.S. défient deux des quatre cantons et trois candidats d'extrême gauche — Mme Annie Jolivet (L.O.), MM. Yvon Viry (Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs) et Alphonse Laux (Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne) — peuvent modifier sur l'électorat communiste. L'issue de la vive rivalité qui oppose le P.S. et le P.C. n'est pas jouée d'avance.

cueillir les voix des électeurs hostiles à ce projet. Dans un cas comme dans l'autre, le report des voix entre les deux partis de gauche paraît compromis par les divergences qui les opposent à propos de la sidérurgie. En outre, l'attitude des électeurs qui auront porté leurs voix sur MM. Dominiqueabellie (L.O.) et Marcel Colquhoun (Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne), mais aussi sur M. Joseph Pellibary (M.D.S.F.), candidat de la F.O.D.S. en 1967, sera décisive. M. François, conseiller d'ascension en retraite, candidat indépendant, ne paraît pas promis à un grand rôle dans ce jeu.

s'il ne s'était divisé, voici un an, à l'occasion de la constitution d'une liste d'union de la gauche à Saint-Avold. Le candidat socialiste de 1973, M. André Podsiadko, hostile à l'union, menait une campagne qui a quitté le P.S. pour le M.R.G. M. Lucien Chevalier (C.R.E.S.), candidat cette année, doit effacer les traces de

cette scission. Quant au parti communiste, avec M. Marcel Zieder, il entend accroître son audience au détriment de M. Schwartz, qui, du fait des positions qu'il a prises, notamment sur les compagnies pétrolifères, n'est pas un adversaire facile. L.O. présente M. Serge Sapin.

quette « majorité » et avait déjà affronté M. Seldinger en mars 1976, dans le canton de Rohrbach-les-Bains, le député enlevait le siège.

A gauche, MM. Pierre Fournel (P.S.), et Fernand Beckrich (P.C.), espèrent l'un obtenir les 12,5 % de voix par rapport aux inscrits nécessaires pour se maintenir au second tour, l'autre atteindre les 10 % de suffrages qui lui seront dispensés par M. Alain Deliquadry (L.O.).

A Sarrebourg (5^e circonscription), la situation a le mérite de la clarté. Elu au premier tour, en 1973, avec plus de 72 % des voix, dans une circonscription où M. Giscard d'Estaing en obtenait 73,4 % en 1974, M. Pierre Messmer (R.P.R.) n'a guère de soucis. Le parti radical a bien posé l'impérative jusqu'à faire mine d'opposer un candidat à l'ancien premier ministre, M. Oscar Gérard.

Conseiller général et maire de Phalsbourg, s'est maintenu, bien qu'il n'ait pas obtenu l'investiture de l'U.D.R. et il peut espérer retrouver les 16,8 % de voix qu'il avait obtenus contre M. Messmer, en 1974, à l'occasion d'une élection partielle. Mais il disposait alors de l'appui logistique de son parti. Sa présence éteinte les espoirs aux candidats de la gauche. MM. Jean-Marie Schach (P.S.) et Nino Perrin (P.C.), dont les prédécesseurs, en 1973, n'avaient pas totalisé 13 % des voix. La situation de Mme Nicole Brondel (L.O.) ne paraît guère enviable, pas plus que celle de M. Robert Wagner (P.S.D.).

Mme Fritsch et la gauche

A Forbach (6^e circonscription), Mme Anne-Marie Fritsch (U.D.F.-rad.), députée sortante, affronte à nouveau M. Jean-Eric Bousch (R.P.R.), avec lequel elle s'était mesurée dans une série d'élections cantonales, dues à des invasions successives. Victorieuse en 1973 et en 1975, Mme Fritsch est arrivée en troisième position, en 1976, derrière le candidat socialiste, M. Gérard Communelet, et devant M. Bousch emporté par l'élection.

Médecin très populaire dans l'arrondissement, Mme Fritsch avait été élue, en mars 1968, grâce aux voix de la gauche, le P.C. et le P.S. n'ayant pas pu se maintenir au second tour. Or les deux partis ont progressé aux élections municipales, enlevant Behren-lès-Forbach et Cochen, et M. Communelet, qui avait obtenu 38,4 % des voix aux élections cantonales, à Forbach, est le candidat du P.S. Il peut espérer devancer le candidat communiste, M. Jean-Marie Colle, qui tente, lui aussi, d'arriver en tête au premier tour. Mais l'extrême gauche présente plusieurs candidats :

Dans la 7^e circonscription (Sarrebourg, Bitch), M. Jean Seldinger avait battu, au second tour, son adversaire, M. Robert Pax (centre républicain), maire de Sarrebourg. M. Seldinger retrouvait ainsi le siège qu'il avait occupé de 1958 à 1968. Cette année, il bénéficie du soutien de M. Pax, tandis que deux candidats se disputent les suffrages gaullistes. M. Théophile Roellinger, conseiller général de Volmunster et conseiller municipal d'Oberfallbach, est officiellement investi par le R.P.R. Mais les sympathies de certains adhérents du mouvement gaulliste vont à M. Olivier Kirsch, un étudiant qui se présente sous l'étiquette « majorité ».

D'UN DÉPARTEMENT A L'AUTRE

COTE D'OR. — M. Jean-Philippe Lecat, ancien ministre, chargé de mission auprès du président de la République, a indiqué, mardi 21 février, au cours d'un débat radiodiffusé par Europe 1, que, s'il est élu député, il demandera au chef de l'Etat de le décharger de ses fonctions de porte-parole de la gauche.

M. Lecat, qui avait été élu en 1968 dans la 3^e circonscription de la Côte-d'Or et réélu en 1973, avait pu retrouver, son siège, après s'être présenté comme « candidat d'unité de la majorité » et membre du R.P.R. ».

HAUTES-DE-SEINE. — L'Union des jeunes pour le progrès (U.J.P.) a annoncé, mardi 21 février, qu'elle avait constitué un comité de soutien « Jeunes - Florent d'Arnaud » pour appuyer le député sortant (R.P.R.) de la 6^e circonscription des Hauts-de-Seine, face à M. Robert Hersant, candidat unique de la majorité.

arrondissement), dont le député sortant, M. Gilbert Gantier (P.R.) se représente.

D'autre part, M. Yves Lancelin, secrétaire de la fédération de Paris du R.P.R., a confirmé, mercredi 22 février, que M. Jean Ailland, candidat dans la 11^e circonscription (dixième arrondissement) sous l'étiquette « majorité » avec le R.P.R., a fait l'objet d'une procédure d'exclusion devant le comité départemental. Le R.P.R. soutient en effet la candidature de M. Paul Perrin (C.D.S.), conseiller de Paris. Le député sortant, Charles Magaud (R.P.R.) ne se représente pas.

Enfin, M. Georges Sarre (P.S.), candidat de la 9^e circonscription (onzième arrondissement) dont le député sortant, M. André Fanton, se présente dans la Vienne) a imputé à M. Alain Devaquet, candidat du P.R., la responsabilité de l'annulation d'un débat public contradictoire prévu pour le mercredi 22 février, et organisé par le *Quotidien de Paris*. Ce journal a indiqué que le débat a été annulé « contrairement aux engagements pris par M. Devaquet ». M. Devaquet a participé le même jour à un débat avec Mme Dominique Bénédict, candidate du P.C. et M. Bernard Tiéba (rad.-U.D.F.).

VAL-DE-MARNE (8^e circ. Nogent-sur-Marne). — Mlle Dominique Vanhove, présentée comme candidate C.O.T., L.C.R. et C.O.A. (le Monde du 23 février), est la candidate du département pour le socialisme autogestionnaire et le pouvoir aux travailleurs. Sa candidature est soutenue par l'O.G.T. et le P.S.U.

YVELINES. — Mme Jenny Consigny (rad.), candidate dans la 2^e circonscription, dont le député sortant, M. Pierre Régis (R.P.R.), ne se représente pas, a le soutien des instances nationales du C.D.S. et du P.R. Mme Consigny est désormais candidate sous le sigle U.D.F.

Dans la 3^e circonscription, dont le député sortant, M. Gérard Godon (R.P.R.), se représente, le Front autogestionnaire présente M. Patrice Andrieux, membre du P.S.U.

Dans la 4^e circonscription, le Mouvement des démocrates est représenté par M. Bernard Georges Nicolais, administrateur civil, et le collectif Ecologie 78 par Mlle Adeline Corbeau. Le député sortant, M. Marc Lauriol (R.P.R.), se représente.

Dans la 5^e circonscription, le Mouvement de la démocratie chrétienne a pour candidat M. Etienne Tremblay, médecin. Le député sortant, M. Bernard Destreux (R.P.R.), se représente.

Enfin, le Front autogestionnaire présente deux autres militants du P.S.U. M. Michel Arnaud, dans la 6^e circonscription (dont le député sortant, M. Robert Wagner, R.P.R. se représente), et M. Denis Baise, dans la 7^e circonscription (dont le député sortant, M. Pierre Ribes, R.P.R., se représente).

Division à Thionville

La 4^e circonscription (Thionville-est, Metzervisse, Sierck), qui comprend Thionville et son agglomération, est celle qui a été le plus durement frappée par la restructuration de la sidérurgie. La fermeture du haut fourneau d'Usinor a entraîné la suppression de trois mille emplois, et le nombre des chômeurs, à Thionville, est de six mille. M. Henri Ferretti (P.S.), député sortant, avait été élu en 1973 comme suppléant de Maurice Schnebelen, qui avait succédé en 1962 à Robert Schuman, député du département depuis 1919. La gauche, qui détenait déjà Thionville, a conquis en mars dernier Thionville, Yutz et Guemange; le parti socialiste occupe deux sièges de conseiller général et le parti communiste un, sur un total de cinq. Faut-il ne voir dans ces résultats, et surtout dans ceux des élections municipales, qu'une réaction passagère aux menaces de crise, puis à la crise elle-même ? C'est ce que paraît penser la majorité, qui se présente en ordre

dispersé. Outre M. Ferretti, qui s'est efforcé de compenser le handicap de n'être que le suppléant et de faire oublier la faiblesse qu'il avait commise en présentant une liste contre la municipalité sortante, à Thionville, et en favorisant ainsi la victoire de la gauche, on compte une candidate centriste et un représentant du R.P.R. Mme Sylvie de Selancy (C.D.S.), soutenue par la démocratie chrétienne et le parti radical, maire de Manom, candidate à chaque élection législative depuis 1967, a refusé de s'inscrire, cette année, devant la décision des partis non gaullistes, qui ont accordé à M. Ferretti l'investiture de l'U.D.F.

M. Thierry Burhard (R.P.R.) est le premier candidat officiellement investi par le mouvement gaulliste dans cette circonscription depuis 1968. Sous direction de l'action culturelle au ministère de la coopération, âgé de trente-sept ans, M. Burhard voudrait retrouver les voix gaullistes qui s'étaient comptées en 1968 sur le nom de M. Paul Dahmar, candidat à titre individuel, et y ajouter les suffrages des électeurs que l'action de M. Chirac a pu séduire.

Cette division de la majorité peut-elle profiter à la gauche ? M. René de Mattels (P.C.), conseiller général de Yutz, maire de Tervilly, qui a pour suppléant M. Paul Souffrin, maire de Thionville, semble bien placé pour devancer à nouveau le parti socialiste au premier tour. Mais, en l'absence d'une candidature écologiste, M. Jean-Claude Bouillé (C.R.E.S.), qui a pris position contre le projet de centrale nucléaire à Lattendon, peut espérer, si le Conseil d'Etat, saisi de l'affaire, donnait un avis favorable avant le 12 mars, re-

Le parti socialiste aurait pu espérer susciter un courant analogue à celui qui avait donné 49,3 % des voix de la circonscription à M. Mitterrand en 1974.

M. Julien Schwartz (R.P.R.) conseiller général et maire de Bonlay-Moselle, député de la cinquième circonscription (Saint-Avold, Boulay, Bouzonville, Faulquemont) depuis 1962, retrouve, cette année, les deux thèmes qui ont dominé sa campagne de 1973 : la fermeture du puits de Folschviller (en 1973, c'était celui de Faulquemont), qui sera compensée par la réouverture des puits de Sainte-Pontaine et de la Houve, et l'environnement, mis en péril cette année, par la construction d'une centrale thermique à Carling. Le candidat du C.D.S. M. Armand Nau, investi par l'U.D.F. et soutenu en particulier par le parti radical, avait été élu conseiller général de Saint-Avold, en mars 1974, en étant campagne sur ce thème. Maire de Carling, M. Nau doit compter, cette année, avec un candidat écologiste, M. Roger Lanynowicz (Front autogestionnaire).

FREDERIC DELOFFRE
GUIDE DU PROGRAMME COMMUN
préface d'Alain Peyrefitte
30 000 ex
J.-J. PAUVERT

FREDERIC DELOFFRE
GUIDE DU PROGRAMME COMMUN
préface d'Alain Peyrefitte
30 000 ex
J.-J. PAUVERT

1978: les non-pelliculeux auront la majorité.

Shampooing anti-pelliculaire
ACTIV
Ca marche, c'est prouvé.

FREDERIC DELOFFRE
GUIDE DU PROGRAMME COMMUN
préface d'Alain Peyrefitte
30 000 ex
J.-J. PAUVERT
VIENT DE PARAITRE
Un dossier du Monde
L'ÉCOLOGIE enjeu politique
En vente partout - 10 F

Le Connetable
Deux immeubles qui ont du panache
13-15, av. du Maréchal Joffre
CHANTILLY Centre Ville
DU STUDIO AU 6 PIECES.
BEAU DUPLEX.
Quelques appartements et parkings encore disponibles.
PRX FERMES ET DÉFINITIFS. LIVRAISONS EN COURS.
cogeor
Mme Hunziker, 50, rue d'Aumale (15.4) 457.05.13.
Pour recevoir cette documentation, adressez ce bon à : COGEOR, 30, av. George V, 75008 PARIS. Tél. 261.51.86.
Nom _____ Profession _____
Adresse _____ Tél. _____

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

TRIBUNE DU 12 MARS

Le renoncement ou la grandeur de la France

par PHILIPPE SAINT-PROT (*)

JUSQU'OU glisserons-nous sur la pente fatale de la décadence et du renoncement ? Nous sommes déjà revenus aux errements détestables de la triste IV^e République. M. Mitterrand a été quitte d'un certificat de bonne conduite et de bonnes mœurs auprès de M. Carter ; M. Defferre a affirmé (le 14 novembre) à M. Hartman, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, que le parti socialiste était tout prêt à placer la France sous la protection américaine en ouvrant le port de Marseille à la 7^e Flotte, ce qui n'est qu'une étape vers le retour à l'OTAN ; M. Schwartzberg (M.R.G.) a déclaré à une manifestation sioniste (le Monde du 1^{er} novembre 1977) que l'une des raisons qui ont justifié la rupture entre les signataires du programme commun a été le refus des radicaux et des socialistes de reconnaître les droits du peuple palestinien ; M. Marchais a servi de caution à M. Boumediène au plus fort de la mauvaise querelle franco-algérienne ; de nombreuses formations de gauche apportent leur soutien aux séparatistes extrémistes qui veulent briser l'unité nationale.

Le régime des partis est pleinement le règne de l'étranger. La gauche rouge son frein depuis vingt ans et elle poursuit le gaullisme d'une rancune tenace, la voici prête à brader l'indépendance nationale de la même façon que les nostalgiques de la collaboration, que les centristes du V^e-M.R.P. et que les « indépendants » qui ont tout fait pour persuader l'Elysée qu'il fallait rejeter le R.P.R.

On devrait s'interroger plus profondément sur les motivations de l'alignement, ne s'agit-il pas d'une hostilité maladroite au nationalisme, c'est-à-dire au fait que la France soit indépendante des Etats-Unis, qu'elle ait sa propre défense nucléaire et qu'elle joue un rôle à sa mesure dans le monde en collaboration avec d'autres nations qui veulent sauvegarder leur liberté ?

Il y a dans l'antigaullisme un aspect véritablement malsain : c'est qu'il ressemble tous ceux qui, un jour ou l'autre, ont désespéré de la nation.

Et puisque l'on nous parle du « bon choix », répétons qu'il n'y a qu'un choix digne et conséquent : celui qui privilégie la France aux idéologies et aux « magouilles » des partis. Ceux qui ont cru à une possibilité de gouverner au centre gauche devront reconnaître leur erreur : ils ont placé le pays dans la situation de 1958 mais le général n'est plus à Colombey... L'Etat est faible, les factions s'agitent, l'indépendance est menacée : voilà les véritables problèmes actuels.

Comment croire que la gauche pourra régler alors qu'une majorité de socialistes et de radicaux est atlantiste, que de nombreux dirigeants de gauche rêvent de restaurer la IV^e République et que le parti communiste est prêt à saboter l'action d'un gouvernement socialiste où il n'y aurait pas de ministres communistes ?

En vérité pour ceux qui choisissent la France, les forces collectivistes ne peuvent être une bonne solution. Mais les hommes qui nous ont conduits à cette situation depuis près de deux ans méritent-ils notre confiance ? Assurément non.

Il n'y a donc d'autre possibilité pour les patriotes que d'accorder leur confiance aux hommes qui, à l'exemple de Jacques Chirac, invitent les Français à se « rassembler sur la France », à condition toutefois que cette politique se traduise tout à fait dans la continuité du renouveau de 1958 et selon un programme de salut public dont les principaux thèmes sont les idées-forces du gaullisme :

- Maintien de l'indépendance nationale et renégociation des conditions d'élections de l'Assemblée parlementaire européenne de façon à exclure toute menace supranationale.
- Augmentation du budget de la défense et de son environnement qui doivent être parfaitement autonomes.
- Collaboration avec toutes les nations qui refusent les deux grands impérialismes modernes et élaboration d'une politique non alignée avec les Etats méditerranéens, arabes et africains.
- Coopération avec les Etats francophones et les minorités ethniques françaises.
- Lutte contre les menées séparatistes et affirmation de l'unité nationale.

Ces cinq points fondamentaux de la politique d'une France en essor exigent la restauration de l'autorité de l'Etat car c'est la condition de l'indépendance comme l'affirmait le général de Gaulle : « Toute notre histoire, c'est l'affirmation des immenses douleurs d'un peuple dispersé et des fécondes grandeurs d'une nation libre groupée sous l'égide d'un Etat fort. »

C'est l'alternative qui se présente aux Français : le renoncement ou la grandeur.

* Directeur politique de « La Pensée nationale », revue d'études pour l'indépendance nationale.

Vu de l'étranger

Moscou : pour de bonnes relations avec Paris quel que soit le vainqueur

Dans une dépêche diffusée jeudi 22 février, l'agence Tass affirme que les informations et les commentaires de journaux occidentaux, selon lesquels l'U.R.S.S. souhaiterait la défaite de la gauche en France, relèvent de la provocation. L'agence précise : « Ainsi, l'hebdomadaire américain « Newsweek », content dans son dernier numéro, des invectives provocantes concernant l'attitude de représentants diplomatiques soviétiques à Paris, qui auraient sollicité l'indiqué à « certaines personnes françaises », que l'on préférerait en Union soviétique, un revers des forces

de gauche aux élections de mars. En fait, le peuple soviétique n'a jamais caché qu'il suivait avec sympathie la lutte des travailleurs dans les pays capitalistes. Et même temps, l'U.R.S.S. ne s'est jamais immiscée et ne s'immiscera pas dans les affaires intérieures d'autres Etats. Nous sommes pour un nouveau renforcement, dans tous les domaines, de relations amicales et mutuellement avantageuses entre l'Union soviétique et la France, quelle que soit la situation politique intérieure, et en particulier, quel que soit le vainqueur des élections de mars. »

Moscou. — Pour les Soviétiques, qui ne sont pas informés que par la presse nationale — ils sont cependant de plus en plus nombreux à écouter les radios occidentales, — les Français sont appelés à voter dans une situation de crise telle que la France « n'en a jamais connue ». Les journaux et la télévision peignent un tableau catastrophique de l'économie française : le chômage, qui touche plus d'un million six cent mille travailleurs, est en augmentation constante, les prix ont crû de 50% en trois ans, le niveau de vie baisse, trente-quatre petites et moyennes entreprises ont failli tous les jours, dix-sept millions de personnes, soit un tiers de la population, « vivent au bord de la misère ».

La conclusion logique de ces considérations serait que le changement « impose ». Mais les milieux d'information soviétiques se gardent bien d'aller jusque-là, même s'ils dénoncent « les promesses démagogiques de la majorité actuelle ». L'U.R.S.S. n'entend pas s'exposer aux reproches d'ingérence dans les affaires intérieures françaises. Elle ne veut pas renouveler le faux pas de 1974, quand son ambassadeur à Paris était allé rendre visite à M. Giscard d'Estaing « en sa qualité de ministre des finances » entre les deux tours de l'élection présidentielle. Au contraire, les diverses déci-

De notre correspondant

raisons américaines contre la participation des communistes à des gouvernements d'Europe occidentale, ont donné à la presse une occasion facile de s'indigner.

La prédilection des dirigeants de Moscou pour la stabilité, leur crainte des situations nouvelles et imprévisibles, les pousseraient sans doute à préférer le maintien au pouvoir de la majorité actuelle. Les communistes français n'ont pas été les derniers à interpréter comme une caution apportée au gouvernement de M. Giscard d'Estaing l'accueil réservé à l'automne dernier à M. Barre et à M. Bourges, qui ont tous les deux été reçus par M. Brejnev. Depuis, les Soviétiques n'ont pas laissé paraître ce qui, à leurs yeux, est « le bon choix » pour la France.

Pourtant, au cours des dernières semaines, les critiques de la politique étrangère des « milieux dirigeants » sont devenues de plus en plus fréquentes et de plus en plus sévères. Ces milieux « ne cessent de mettre en doute la politique de détente, renforcent les accents atlantiques de leur politique et entravent la coopération avec l'U.R.S.S. », écrit l'hebdomadaire Temps nouveaux. Dans le même temps, la presse soviétique rend compte, d'une manière somme toute sévère, des discussions au sein de la gauche, en reprenant la thèse du P.G.F., mais

en évitant d'attaquer de front le parti socialiste.

La seule crainte exprimée ouvertement est celle d'une solution « à la portugaise », une situation entre les socialistes et les divers centristes qui, croit-on à Moscou, placerait complètement la France dans le camp atlantique.

Il est clair, en tout cas, que les communistes soviétiques qui ne font que répéter les pensées de la direction, n'excluent plus une victoire électorale de la gauche, qu'ils s'y préparent, ou tout au moins ne disent rien qui pourrait hypothéquer leurs relations avec un éventuel gouvernement de gauche. Cette évolution récente ne les empêche toutefois pas de lancer quelques piques au parti frère. La presse n'oublie pas de citer M. Marchais quand il reconnaît que « les communistes ont, à certaines périodes, péché par opportunisme de droite » dans leurs relations avec les socialistes (1) et regrette que « les forces progressistes (françaises) ne donnent pas toujours une réponse digne aux excès de l'antisoviétisme ».

DANIEL VERNET.

(1) Attention à la déclaration de M. Marchais le 12 janvier sur la décision de ne pas publier son rapport devant le comité central en 1972, au lendemain de la signature du programme commun, rapport dans lequel il critiquait déjà sévèrement le parti socialiste.

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les USA.

New York sans escale.

Le premier 747 de la journée. Départ: 12 h 00 - Arrivée: 13 h 55

Boston sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 13 h 45 - Arrivée: 15 h 35

Chicago

Le seul vol direct quotidien. Départ: 13 h 45 - Arrivée: 19 h 14

Washington

Le seul service quotidien. Départ: 12 h 00 - Arrivée: 16 h 30.

Los Angeles San Francisco

747. Vol direct quotidien via le Pôle. Départ: 11 h 40 - Arrivée Los Angeles: 18 h 15 Arrivée San Francisco: 18 h 53

TWA No.1 sur l'Atlantique

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

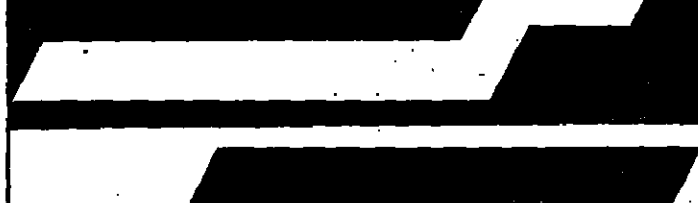
PARIS HELSINKI

en DC-9-51

VOL QUOTIDIEN

départ Orly-ouest 12 h 50

de HELSINKI, LENINGRAD et MOSCOU



toute agence de voyages et

11, rue Auber 75009 Paris

réservations 742.33.33

la ligne de l'hospitalité finlandaise



LA CENTRALE DES SPECIALISTES DE L'AUTOMOBILE.

* Garantie conventionnelle du vendeur selon le véhicule choisi

حسب ما في الأصل

**RASSEMBLEMENT
MADISTE**
POUR L'ABSTENTION
organisé par le groupe pour la
fondation de l'Union des Com-
munistes de France (Maoïstes-
Léninistes (U.C.F.M.L.))
Expositions, débats, 6 forums :
+ parlementarisme + maoïsme
+ français-immigrés égalité des
droits + crise + nucléaire-cam-
pagne + situation internationale
MUTUALITÉ
SAMEDI 25 FÉVRIER 14 h. 30

**Paris
Montréal
1390F**
Départ Paris aller-retour
ATHÈNES 700 F
ALGER 830 F
NEW YORK 1 485 F
NAIROBI 1 900 F
DELHI 2 350 F
TOKYO 3 400 F
Départ Genève aller-retour
LIMA 2 480 F
* avec prestations
à vol V.A.R.A.
VOLEZ À DATES FIXES
**Tunisie
980F**
à Nabeul 15 km
d'Hamamet
1 semaine
toutes les semaines
du 1-2 au 31-3

**NOUVELLES FRONTIÈRES
TOURAGÉRIE**
66, boulevard Saint-Michel
75006 PARIS
Tél. 329.12.14
30, rue des Lois
31000 TOULOUSE
Tél. 21.03.53
119, rue Solferino
59000 LILLE
Tél. 54.24.04 et 54.38.05

Les Editions Ouvrières
12, avenue Saint-Roch
75007 Paris Cedex 13
**LES INSTITUTIONS
DE LA FRANCE**

**LE RECOURS
RÉPUBLICAIN**
numéro 2 (février)
est consacré aux conditions
modernes de l'indépendance.
Un sondage S.O.F.R.E.S.

des Textes de :
— Jean Charbonnel ;
— Général Gallois ;
— Louis Baillet ;
— Charles Hernu ;
— Abdelkrim Ghersieb,
président de l'Amicale
des Algériens en Eu-
rope
Demandez ce numéro :
105, rue de Grenelle,
75007 PARIS. Tél. : 705-82-79

Les Editions Ouvrières
12, avenue Saint-Roch
75007 Paris Cedex 13
**la grève
ouvrière**

POLITIQUE

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le nombre des jeunes demandeurs d'emploi a diminué de 6,8 % souligne M. Beullac

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 22 février, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié.

STATUT DES UNIVERSITAIRES

Sous proposition du ministre des universités, le conseil des ministres a adopté deux décrets concernant le statut des universitaires. Ces textes, qui dérogent au statut général de la fonction publique, introduisent d'importantes dispositions destinées à favoriser l'ouverture des universités, la mobilité des enseignants qui font de la recherche et les services de coopération internationale. Le premier texte permet aux universitaires d'effectuer, dans l'intérêt du service, des séjours pouvant durer jusqu'à un an dans d'autres établissements d'enseignement supérieur, en conservant leur rémunération et en poursuivant normalement leur carrière. Par ailleurs, les universitaires détachés conservent leur emploi dans leur établissement pendant quatre ans et sont réintégrés en priorité à leur retour. Pour donner à ces dispositions leur plein effet, le projet de décret prévoit des garanties particulières. Les fonctionnaires qui se trouvent en position de détachement, de congé parental, ou sous les drapeaux, ne peuvent, sauf exception, être remplacés par des enseignants associés ou sur la base d'enseignements complémentaires, ce qui permet leur réintégration dans leur emploi. Enfin, ce texte confère expressément la règle selon laquelle les mutations ne peuvent être prononcées qu'à la demande des intéressés.

Le second texte concerne les règles de classement des fonctionnaires qui entrent dans l'enseignement supérieur ou qui passent d'un corps à l'autre, en leur permettant de conserver leur ancienneté.

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1979

Le conseil des ministres a défini, comme chaque année à pareille époque, les modalités de la première phase des travaux de préparation du budget de 1979. Cette première phase, de caractère purement administratif, devra être achevée le 7 avril prochain.

CONSEIL DES COMMUNAUTÉS

M. Boulin a rendu compte de la dernière réunion du conseil des mi-

nistres de l'économie et des finances des pays de la Communauté à Bruxelles le 20 février.

Il a été convenu que les ministres se prononceraient sur les modalités définitives des nouvelles facilités d'impôt communautaire lorsque l'avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission aura été recueilli.

L'étude pour la relance de l'union économique et monétaire sera poursuivie.

Enfin, la réunion de lundi a permis de constater qu'il y a unanimité de tous les pays membres pour soutenir la candidature de M. de Larosière au poste de directeur général du Fonds monétaire international.

DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES

Le ministre de l'agriculture a fait une communication sur les conditions de développement des industries agricoles et alimentaires et sur l'orientation, au cours des prochains mois, de l'action du délégué.

Malgré les efforts accomplis, tant par les entreprises que par les pouvoirs publics, l'importance des industries agricoles et alimentaires, dans l'économie nationale, n'est pas encore à la mesure des potentialités de développement qui résultent de ses ressources en produits agricoles.

Cette situation est due à un certain nombre de difficultés spécifiques qui conduisent à une rentabilité globalement insuffisante et ne permettent donc pas la mise en œuvre d'une politique de modernisation des équipements, d'expansion à l'étranger et de recherche suffisamment ambitieuse.

Le développement des industries agricoles et alimentaires est un enjeu essentiel de la valorisation des richesses agricoles de la France. Il dépend, notamment, d'un retour progressif à la liberté des prix suivant un calendrier tenant compte des conditions de concurrence propres à chaque branche, ainsi que de la disparition des distorsions entraînées par les correctifs monétaires de la politique agricole commune.

Indépendamment de ces mesures de caractère général, un ensemble d'orientations concernant plus spécifiquement le secteur des industries agricoles et alimentaires a été retenu pour permettre la réalisation d'opérations exemplaires, le délégué disposera d'un crédit d'intervention de 50 MF : la prime d'orientation agricole sera attribuée en fonction des critères d'attribution actuellement retenus pour les aides ; un effort sera fait pour adapter l'offre de services aux besoins des entreprises ; les conditions de qualité, conditions de transport, formation des vendeurs.

Des liens étroits doivent être créés par ailleurs entre les industriels et le secteur de la distribution. L'industrie des équipements des industries agricoles et alimentaires fera l'objet d'une action prioritaire comportant des objectifs de production et d'exportation.

L'enseignement pour la technologie des industries agricoles et alimentaires sera fortement renforcé. Les actions concerneront, notamment, l'école nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires de Douai, les grandes écoles d'ingénieurs ainsi que l'enseignement commercial et de la gestion. L'aide à la recherche sera fortement accrue.

A partir de ces orientations générales, seront mises en œuvre un certain nombre d'actions d'ordre sectoriel. Le développement du secteur agro-alimentaire doit être envisagé et réalisé dans le cadre d'une politique générale de l'alimentation qui doit veiller notamment à la qualité des produits et à l'équilibre de la nutrition. Un groupe interministériel de politique alimentaire sera créé auprès du ministre de l'agriculture à cette fin.

D'autre part, en application des orientations arrêtées par le conseil des ministres du 17 août 1977, le ministre de l'agriculture a également présenté de nouvelles mesures tendant à la réduction de la dépendance nationale dans le secteur des produits destinés à l'alimentation animale.

L'objectif est de ramener d'ici à 1982 notre taux de dépendance à 65 % malgré l'augmentation prévisible des besoins.

Ces mesures s'articulent autour de deux axes : d'une part, une réduction accélérée du programme d'action prioritaire du VII^e Plan pour développer une production nationale de matières riches en protéines, d'autre part, une politique active dans le domaine des investissements et du développement, permettant de réduire la consommation de protéines importées sans diminuer la compétitivité de notre élevage.

Parallèlement, il est souhaitable que soit mise en œuvre une politique communautaire de réduction de la dépendance de la C.E.E. et que soit recherchée une diversification de nos sources d'approvisionnement à partir des pays tiers, notamment dans le cadre de notre politique de coopération avec les pays africains. A cette occasion, le ministre du commerce extérieur a informé le conseil des travaux du Conseil supérieur des exportations agricoles, créé lors de la dernière conférence annuelle agricole.

COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE SOLAIRE

Le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat et le secrétaire d'État à la recherche ont présenté une communication sur la création d'un commissariat à l'énergie solaire, annoncée par le président de la République, le 26 janvier 1978. (Voir page 32.)

Le commissariat à l'énergie solaire sera le responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de l'énergie solaire. Il pourra exercer lui-même les programmes de recherche, de développement et d'industrialisation, ou en confier l'exécution à des organismes extérieurs et notamment à ceux qui se sont engagés dans ce domaine d'action.

Il exercera donc un rôle de conception, d'animation et de coordination de l'ensemble des interventions en énergie solaire, qu'elles concernent la recherche ou les applications, le développement des techniques de transformation et d'emploi de cette énergie ou de ses formes dérivées, ou le soutien de l'industrialisation d'équipements nouveaux.

Le Commissariat à l'énergie solaire sera doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Son président, nommé par décret en conseil des ministres, sera placé à la tête d'un conseil d'administration de treize membres, qui regroupera les principaux animateurs publics et privés de l'effort engagé en matière d'énergie solaire. Il sera assisté par un conseil scientifique composé d'experts.

Le président de la République a souligné, à cette occasion, que le développement de l'énergie solaire constitue une des priorités de la politique à long terme de l'énergie, car cette forme d'énergie présente trois avantages : elle permet de diminuer la dépendance énergétique de notre pays ; elle est peu polluante et fait donc partie de la politique nationale pour un meilleur respect de la nature et de l'environnement ; elle ouvre enfin des perspectives nouvelles à l'industrie française dans une technologie de pointe susceptible d'entraîner d'importantes créations d'emplois.

Le président a rendu hommage à l'action menée jusqu'à présent, sous l'impulsion du délégué aux énergies nouvelles. Il a exprimé le souhait que la création du Commissariat à l'énergie solaire se traduise par un engagement aux tout premiers rangs du monde, dans cette technique d'avenir.

SITUATION DE L'EMPLOI

Le ministre du travail a dressé le bilan du pacte national pour l'emploi des dix dernières années, entre juillet 1972 et janvier 1978.

Le nombre des jeunes embauchés au cours du programme de formation a dépassé le demi-million. Au total, 600 000 postes de travail ou stages de formation rémunérés ont été offerts à des jeunes et 545 000 ont été effectivement pourvus. Ces postes ont été offerts dans le cadre d'un emploi délégué puisque 338 000 jeunes, soit près des deux tiers du total, ont des embauches fermes dans les entreprises ou des contrats d'apprentissage. Les stages pratiques seront quant à eux, dans leur grande majorité, transformés ultérieurement en embauches, selon une enquête effectuée auprès des employeurs.

L'application de ces mesures a porté un coup d'arrêt important à l'évolution du nombre des demandeurs d'emploi. Les données de janvier, qui se situent au niveau de 1 million de demandeurs d'emploi en données corrigées des variations saisonnières, confirment à nouveau le recul continu observé depuis août 1977.

Cette amélioration intervenue notamment chez les jeunes demandeurs d'emploi : en chiffres absolus, leur nombre en janvier 1978 a diminué de 6,8 % par rapport à janvier 1977.

M. Beullac a souligné que les mesures choisies se sont révélées efficaces : les embauches, d'un caractère social ont permis de dégager des emplois latents, notamment dans l'artisanat et les P.M.E. Les stages pratiques correspondent bien au besoin profondément ressenti de combler le fossé qui existe entre l'école et la vie active.

Il a indiqué ensuite que ces résultats ont été obtenus grâce à un dispositif opérationnel qui a été mis en place. Celui-ci comportait une décentralisation aussi grande que possible des opérations et reposait sur la confiance et la participation de tous les intéressés, et non sur la contrainte.

En définitive, ces résultats sans précédent doivent donc être mis à l'actif de la solidarité nationale. Le président de la République a marqué son approbation de l'effort accompli par le gouvernement, l'administration et les entreprises pour atteindre les objectifs du pacte national pour l'emploi, et a répondu ainsi à l'angoisse de nombreux jeunes et de leurs familles.

(Lire page 30.)

SECURITE DU TRAVAIL

Le ministre du travail a présenté un bilan de la politique de prévention des accidents du travail.

Les statistiques provisoires établies par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés font apparaître pour l'année 1976 un suc-

ces important de la lutte contre les accidents de travail. En effet, pour une population de salariés en légère augmentation (0,13 %), le nombre total des accidents a baissé de 3,55 % tandis que le nombre des accidents graves diminuait de 1,97 % et celui des accidents mortels de près de 4 %. La fréquence des accidents avec arrêt de plus de six semaines a diminué de 1,97 %.

Le conseil des ministres a, sur proposition de M. Christian Boniface, ministre du travail, pris les décisions suivantes :

Un renforcement de la médecine du travail résultera de l'application de quatre mesures complémentaires. Des dispositions législatives assureront mieux la protection des médecins du travail et définiront les conditions d'exercice de leurs fonctions dans l'entreprise. Un décret réorganisera les services de médecine du travail. Il aura notamment pour objet de les rapprocher des usagers, d'assurer une plus complète association des partenaires sociaux à leur gestion et de faciliter le contrôle de leur fonctionnement. Le service de l'inspection médicale du travail sera doté de nouveaux moyens en vue de développer son rôle de conseil de l'inspection du travail, des services de médecine du travail et des entreprises ; son statut sera, par ailleurs, révisé. L'effort entrepris en faveur de l'enseignement de la médecine du travail sera poursuivi.

La connaissance des risques du travail sera améliorée par un renforcement de la recherche en matière de médecine du travail, une nouvelle impulsion sera donnée à l'étude des causes des accidents du travail, sous l'égide de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT), qui présentera un premier rapport dans un délai de deux ans ; la formation à la sécurité, notamment dans l'enseignement technique, sera mieux assurée.

Les conditions de travail des salariés titulaires de postes de travail comportant des risques particuliers seront améliorées : une protection plus efficace de ces salariés résultera de la fixation par décret de seuils à ne pas dépasser en matière notamment de bruit, de poussières et de vibrations ; ces normes nouvelles, qui modifieront sensiblement les conditions de travail dans les ateliers, tiendront compte des législations européennes en la matière, entraineront progressivement en vigueur et seront périodiquement révisées en fonction des progrès des connaissances. Le gouvernement prendra dans le même temps l'initiative d'inciter les partenaires sociaux des branches intéressées à négocier, compte tenu de la taille et de la nature des entreprises, d'autres améliorations des conditions de travail. Celles-ci concerneront notamment la réduction des différentes formes de travail au rendement, lorsque cette forme de rémunération peut conduire à négliger les règles de consignation de sécurité, l'aménagement de la durée du travail aux postes de travail à risques et les aménagements spécifiques du travail organisé en continu.

Un projet de loi reformera le régime des maladies liées au travail et complètera le système existant de réparation des maladies professionnelles.

Les victimes d'accident de travail seront mieux protégées contre les licenciements ; elles bénéficieront, dans certaines conditions, d'une suspension du contrat de travail pendant la période d'incapacité.

Une large action d'information de l'ensemble des Français sur les risques du travail et sur les moyens de les prévenir sera engagée par les pouvoirs publics, notamment par le canal de la télévision.

Le ministre de la santé et de la Sécurité sociale et le ministre du travail mettront à l'étude la création d'un centre d'information et de démonstration sur les risques professionnels, qui pourra accueillir toutes les personnes intéressées (salariés, étudiants, élèves, etc.).

Cette politique en faveur de la prévention des accidents du travail sera conduite en liaison avec les caisses de Sécurité sociale et les organismes qui, comme l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (I.N.R.S.), en dépendent.

Cette action sera engagée dès 1978 ; simultanément l'entrée en vigueur des textes d'application de la loi du 6 décembre 1976 sera poursuivie ; les partenaires sociaux réunis au sein du conseil supérieur de la prévention des risques professionnels qui sera instauré au début de mois d'avril, seront notamment consultés sur trois importants projets de décrets relatifs au contrôle coordonné des produits chimiques, à la conception des machines et à la formation des salariés à la sécurité.

(Lire page 30.)

CAMPAGNE ELECTORALE

Le président de la République a indiqué qu'il n'avait cessé de donner, la campagne électorale pour les élections législatives s'étant ouverte à la date normale.

Il a invité les membres du gouvernement à se conformer, dans leur participation à cette campagne, aux traditions républicaines.

VIENT DE PARAITRE

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS

L'ÉCOLOGIE enjeu politique



84 PAGES — EN VENTE PARTOUT 10F

50.000.000

Le Monde DES LIVRES

Un Père-Lachaise dessiné par le facteur Cheval

● Dans une encyclopédie fourmillante, Philippe Ariès restitue toutes les attitudes occidentales devant la mort.

EN ce gros livre, l'Homme devant la mort, Philippe Ariès détaille, sans nous faire grâce d'un cran ni d'un tibia, les thèmes qu'il avait superbement résumés voici quelques années dans son opuscule de Baltimore (paru aux États-Unis en 1974 sous le titre *Western Attitudes toward Death* (*Attitudes occidentales devant la mort*, du Moyen Âge à l'époque actuelle) (1). L'Ariès de 1977 est surabondant de données, fertile en artères qui masquent quelquefois la forêt profonde. Par moments, on aimerait que l'éditeur se soit fait bûcheron, qu'il ait élagué cette masse vivante. N'importe, l'Homme devant la mort propose une chronologie dont séduisent la simplicité. Rien n'est, en histoire, une bonne périodisation. Et là, on la tient.

Premier stade : la mort appropriée. Elle caractérise le neuvième siècle de Charlemagne et les paysannes traditionnelles. On n'y triche pas. On sait qu'on va mourir. Roland, Olivier, les villageois de Tolstol et de Soljenitsyne sont mystérieusement prévenus, avec un peu d'avance, au nom d'une intuition naturelle, de l'heure et du lieu de leur décès. Malade ou blessé, sentant sa fin prochaine, le chevalier carolingien se couche de tout son long, joint les mains, tourne sa calotte crânienne vers Jérusalem, adresse un bref regret aux choses de la vie, demande pardon à ses amis pour les fautes qu'il a commises à leur égard, reçoit l'absoute et remet son âme à Dieu. Son corps ira reposer sous le paré d'une église ou dans la cimetiériste de celle-ci (cette pratique médiévale qui place le cimetière au centre ecclésial du village, comme la mort est au centre de la vie, se traduit par une rupture avec les anciennes traditions romaines : elles exaltaient les cadavres, devenus ta-

bons, loin du cœur de la cité, dans les banlieues extérieures et parmi les tombeaux des voles extérieures...). Le corps du chevalier ne perdra rien pour attendre : après quelques décennies de sépulture sous le pavé du sanctuaire, sera rejeté au charnier commun, son âme sera brièvement errante ou revenante auprès des vivants. Elle ne tardera pas à s'immerger au repos, dans lequel elle séjournera jusqu'à la fin du monde et jusqu'au jugement dernier.

Au niveau des « élites », les choses changent tôt : une première mutation culturelle intervient à partir du douzième siècle. Elle intéresse la lente érosion de l'individu, et des biographies particulières ; elle évoque, par contrecoup, la mort de soi. Non plus « tous-qui-meurent » ; mais « soi-qui-meurt ». C'est là où le bât blesse. Cet individualisme en plein essor s'affirme d'abord, selon Ariès, dans la nouvelle conception du jugement : non plus la fin du monde, mais l'ultime justice. Le Christ, la Vierge,

saint Jean et les Anges allés s'éteignent en souverain juge et en intéressés. Ils s'arment de gigantesques balances. Ils font le tri des élus et des damnés. La scène s'individualise davantage quand la grande parade de justice, avec les balances et tout l'édifice, se transporte personnellement dans la chambrette du malade, au-dessus du lit de mort de l'agonisant ; on dispose, à ce sujet, d'une abondante iconographie médiévale. L'intéressé a tout loisir de faire un bilan presque commercial de sa biographie, de ses faits et gestes, bons ou mauvais. En même temps, la tombe se personnalise. Elle émerge enfin des charniers qui bordaient l'église. L'épitaphe était un usage romain, oublié pendant le haut Moyen Âge. Elle revient à la mode à la fin de l'époque gothique. Les dalles funéraires se couvrent de statues ou de bas-reliefs.

Aux quatorzième et quinzième siècles, l'homme des classes supérieures ne considère plus son existence comme une destinée. Se coucher pour mourir au terme



Hans Baldung : « La Mort et la Femme »

d'un destin inéluctable, c'était bon pour Olivier ou Roland. MANUEL LE ROY LADURIE. (Lire la suite page 18.)

New-York, rendez-vous du désarroi

● La chronique d'un désastre intime.

NEW-YORK est la meilleure ville pour les naufrages. Déjà, Mustapha Tili, écrivain tunisien, avait situé son premier roman, *La Rêve aux tripières* (1), dans un Manhattan crépusculaire, devenu au vingtième siècle le rendez-vous du désarroi. Nous assistons dans *Le bruit d'or* aux derniers jours d'un vieil homme, solitaire et vaincu, Albert Neill, écrivain d'origine française, prisonnier de New-York, et pour qui le bruit de la vie s'est éteint. Il ne parvient à calmer ses tourments qu'en se mêlant aux vieillards assis à Washington Square. Là, « les traces du cauchemar sur nos visages ne se distinguent point des rides naturelles du temps ». Mais trop souvent, dit-il, « des montagnes de tristesse m'oppriment la cœur ». « Je ne suis plus qu'un vieux souvenir de moi-même. »

Séparé de sa femme et de sa fille, exilé de sa vie, Albert Neill tient le journal de sa déchéance, la chronique de son désastre intime. On aime le ton de cette confession mélancolique : cette manière nuancée, parfois brillante, de transcrire les variations d'une conscience malheureuse. Mustapha Tili dépeint, avec beaucoup de sensibilité, la détresse de la décadence, le naufrage des espoirs : « Bâtons d'acier, statues de marbre qui s'enlèvent dans la nuit froide, mais rien n'est là à posséder : comprenez-le ? Ni à toucher, sinon le marbre glacé, et l'on voudrait tant que ce soit éternité de deux corps qui se calment, dans l'un l'autre, l'autre, dans le soleil du désert... »

D'autres personnes — d'autres « paumés » — s'agitent, se débattent dans cette histoire : Adel Saï, qui cherche l'absolu, et son amie Tara Matheson, « mystérieusement assassinée » à Forest Hills. Albert Neill, qui les a connus, en fait les acteurs d'un roman, qu'il intitule *Karla*, et dont nous pourrions lire seulement les deux premiers chapitres.

tres, car la fiction s'interrompt, laissant place au monologue du vieil écrivain. L'illusion littéraire se trouve ainsi dévorée.

Nous sommes pris dans « une fiction sentimentale ». La vie n'est qu'un songe à New-York, comme dans toutes les villes d'Occident, mais New-York à cette particularité : c'est une ville qui fait de terribles vœux, qui éclaire brutalement l'envers de l'illusion, et la montre comme le « triomphe de l'édile », le « triomphe de l'angoisse ». « Rien n'importe à New-York : depuis lors de la valeur », écrit Mustapha Tili. C'est la réalité misérable de son existence, à Manhattan, qui empêche le vieil écrivain de donner une suite à sa propre fiction. Ses personnages seront à peine esquissés : un homme et une femme égarés, qu'il abandonne pour ne décrire que son égarement. Mustapha Tili confirme, dans ce récit très attachant, l'actualité de son style et de sa vision de l'époque.

FRANÇOIS BOTT.

* LE BRUIT D'OR, de Mustapha Tili, Gallimard, 210 p., 37 F.

Le Nil du néant

● La prodigieuse résurrection du pharaon Akhenaton par un romancier finnois.

ETRANGE aventure que celle de ce roman du Finlandais Mika Waltari. Au bond furtif à travers les millénaires, ces *Mémoires d'un médecin* vers l'an 1350 avant J.-C. ajoutent, chez nous, un retard réel de traduction (mais quelle traduction !) de près de trois siècles. Enfin brisé, le sceau de la nécropole s'ouvre sur la chambre aux trésors. Voici l'un des rares livres qui, avec les *Mémoires d'Hadrien*, fassent revivre le monde antique avec une troublante magie divinatoire et lui rendent l'évidence transparente et familière du vécu (1).

Sinuhé trompe l'ennui de l'exil en contant sa trop longue vie. Comme Moïse, il a été recueilli par des parents d'adoption dans le panier de jonc tressé. Le secret de sa naissance, son premier chagrin, s'éclaircira un jour d'une lueur de tragédie. Mais le petit garçon qui n'est pas dupe des singeries des prêtres, l'adolescent faussement docile qui joue le jeu du système en place, le médecin à l'œil sagace, traversent l'une des plus grandes aventures spirituelles de l'histoire du monde : l'hérésie du pharaon qui ose substituer à

Amor la divinité solaire d'Aton, annoncer l'Unique, maître de justice, dispensateur universel de la bénédiction que symbolisent les mille mains figurées au bout des rayons de l'astre.

Durant cette révolution, dans la confidence des grands qu'il soigne, mêlé aux missions politiques, aux guerres lointaines, aux déchirements de la cité, Sinuhé mène une vie plus sanglante que beaucoup d'autres et tout aussi vaine. Dans le récit de ses aventures, l'égyptologue de profession s'effraie sans doute des erreurs ou des licences. Mais quelle prodigieuse fresque pour tous les autres lecteurs !

A la lumière de la modernité, un autre médecin trop lucide, le Zénon de Marguerite Yourcenar, souffrait de ne plus croire à une Révélation dont commençait l'agonie. La torture de Sinuhé ne tient pas à la mort de Dieu mais à la conscience qu'il ne pourra jamais naître. Lorsque, six ans après avoir coiffé la double couronne, Aménophis IV, dans l'enthousiasme d'une conversion sans exemple, devient Akhenaton, « le serviteur d'Aton », il décide, dans le beau portrait qu'en fait Mika Waltari, de sombrer dans la folie de la fraternité, de la justice et de l'amour. Son calvaire commence et se « faîte » le rongera jusqu'à la mort où Sinuhé lui tendra la coupe du suicide purificateur.

Paillote de l'idéalisme ? La tristesse inconsolable qui habite ce livre n'est pas celle, banale, de la désillusion. En ce monde damné, Hadrien et d'autres pourront bien mettre l'ordre provisoire mais habitable de l'intel-

ligence au pouvoir. Qu'importe ! Ils ne peuvent toucher à l'essence même de la perversité d'un univers sans rédemption où nul, mourût-il sur la croix, ne sera jamais en droit de se prévaloir la vérité et la vie. Comme Flotkin, cet autre fils du Delta, Sinuhé le solitaire a compris que le mensonge et la déraison sont inscrites dans les structures de la matière et dans la tragédie de l'individualisation et que « le principe du mal dans l'univers est de vouloir être soi ».

L'homme est seul, enseigne dans cette odyssée pessimiste l'égyptien, docteur en amertume. Par deux fois, il tente d'échapper à la malédiction, et les deux femmes qu'il aime lui sont arrachées. La première, entraînée dans le labyrinthe crétois du Minotaure, est sacrifiée à la cruauté de la tradition. La seconde, tuée dans la flamme destructrice de la foi nouvelle, est assassinée par l'espérance. Que reste-t-il, sinon, comme l'écrivait Schopenhauer, de « retrouver son essence vraie en s'appropriant la douleur universelle » ? Sinuhé en mourra.

« Comme homme, je vivrai éternellement dans l'homme et je n'ai pas besoin d'offrande sur ma tombe ni d'immortalité pour mon nom. » Tels sont les derniers mots de cet admirable roman, puissant et poétique, qui coule entre les villes fugaces et les sépultures éternelles, NI du néant, dans la jeunesse déjà flétrie de l'histoire.

P.-J. FRANCESCHINI.

* SINUHÉ L'ÉGYPTIEN, de Mika Waltari, traduit du finnois par Jean-Louis Perret. Olivier Orban, 336 p., 64 F.

Guy Lardreau, Robert Linhart

L'ange et la bête

SONT-ILS de droite ? Sont-ils de gauche ? La distinction, paraît-il, n'est plus de mise. Il faudra pourtant bien nommer un jour ce qui est en train de diviser radicalement les intellectuels issus du gauchisme de 1968. Ce sera malaisé, car leurs divergences portant moins sur des questions de fond que sur des priorités. D'un côté, ceux qu'on nomme les « nouveaux philosophes » estiment que la dénonciation du Goulag et de ses germes théoriques doit primer, voire exclure, la critique du libéralisme. De l'autre, des anti-soviétiques tout aussi farouches jugent que le marxisme peut encore servir, notamment à l'analyse de nos sociétés, coupables à leurs yeux de triser, elles aussi, la barbarie.

Le hasard veut que paraissent la même semaine deux textes symptomatiques de cette coupure selon l'urgence et la sensibilité.

« NOUVEAU philosophe », Guy Lardreau l'était bien avant que fleurisse l'étiquette. Dès 1976, il se demandait avec Christian Jambet, dans *L'ange*, quelle figure d'éternel rebelle opposer aux maîtres penseurs qu'il estimait glorieux. Trois ans plus tôt, son *Singe d'or* soupçonnait déjà le marxisme de régression, et toute pensée de visées policières.

La Mort de Joseph Staline se veut le prolongement de cette défiance systématique, sous forme de comédie bouffonne. L'auteur explique dans une préface qu'il compte sur le dialogue pour stimuler sa pensée et sur la dérision pour mieux déconsidérer son héros.

Le second objectif ne paraît pas atteint. Très vite, la mise en farce d'un Staline amoureux de fillettes cède la place à des échanges de vues statiques sur la philosophie et le pouvoir. Là où il aurait fallu de la démesure à la manière d'Aristophane et de Jarry, ou une dialectique serrée à la Brecht, Lardreau, qui se réclame bizarrement d'Offenbach sans prendre

par Bertrand Poirot-Delpech

exemple sur sa vis comice, tombe dans le piège de l'afféterie rhétorique où se perd souvent le théâtre d'universitaire, y compris celui d'un grand, à qui, finalement, on pense le plus. Nous ne sommes pas, semble-t-il, un nouveau dramaturge. Ce qu'il a à dire n'a pas assez besoin de la scène pour s'y enrichir et l'enrichir.

LE philosophe a raison, en revanche, de recourir au dialogue et de s'apprêter à récidiver. Sa langue se dépouille ainsi des fices à la mode dont elle s'encombre ailleurs : témoin, dans l'avant-propos, les « se décider de », « se légitimer de », « bougonner de », et autres locutions manifestes, auxquelles l'ange n'a pas étendu sa rébellion contre le « Maître ».

Son raisonnement, surtout, gagne à l'échange entre plusieurs voix une netteté qui a fait ses preuves en philosophie, de Platon à Sartre. Certaines formules lapidaires telles qu'il incline le théâtre moraliste français se marquent dans la mémoire : sur la prétention du marxisme à faire coïncider nature et conscience ; sur la dimension pédagogique que le Goulag apporte à l'honneur nûs des nazis ; sur la liberté que ménage la marge d'incertitude des religions, « par rapport aux systèmes philosophiques ; sur le rêve ahurissant de rébellion, non de l'homme, mais d'un troupeau qui le reconnaît ; sur le passage de la théorie aux camps, que Marx n'a certes pas voulu, mais qui n'a pas eu lieu au nom de Spinoza, et qui ne saurait donc se réduire, en bon marxisme, à une « mauvaise plaisanterie de Thistoire ».

Lardreau clarifie son propos à plus long terme : ne pas se contenter de démythifier le marxisme en tant qu'il s'est approprié la représentation de la misère et s'est changé en force matérielle, déployer une pensée qui n'ait plus besoin de lui, de définir une morale.

On devine enfin le secret de son ressassement acharné contre le dogme communiste. Il y a cru lui-même. Il s'agit pour lui d'exorciser un cauchemar, de plâtrer le manteau de cuir qu'il portait alors, et qui a fallu habiller un bourreau.

ROBERT LINHART n'a pas de tels comptes à régler. Agrégé de philosophie comme Lardreau, il n'ignore pas les difficultés théoriques que pose l'avant soviétique ; il a même contribué brillamment à élucider les origines du despotisme russe et de l'adoption du taylorisme par l'U.R.S.S. « prix à payer », pensait Lénine, pour que le prolétariat dégage le temps de gérer ses affaires (Lénine, les paysans, Taylor, Le Seuil, 1976). Mais il est de ceux pour qui ces spéculations et la dénonciation des oppressions lointaines ne dispensent pas de témoigner sur nos propres tares.

Il se trouve qu'il a éprouvé ces tares dans sa chair. Comme pas mal de dirigeants gauchistes après l'échec de mai 1968, il s'est « établi », c'est-à-dire qu'il a épousé volontairement la condition des prolétaires les plus défavorisés. Pendant plus d'un an, jusqu'à son licenciement en juillet 1969, il a été employé, à la chaîne ou comme magasinier, aux usines Citroën de Choisy. C'est le Journal de cette descente aux enfers du travail posté qu'il livre, sans théorie ni commentaire, sous le titre de *L'établi*, dans la collection « Documents », où, symbole, les Éditions de Minuit ont publié naguère la Question, sur la torture en Algérie. Après la spéculation brillante, retour à la réalité oubliée de la lutte de classes ; après l'ange, la bête !

(Lire la suite page 18.)

Nouveautés

COCO PERDU. — Dans cet « essai de voix », Louis Guitou met à nu le cœur brisé d'un vieil homme qui soliloque en un pudique lamento. (Gallimard.)

LE CŒUR À L'AISE. — Un roman du cinéaste Jean Renoir où l'auteur de la Règle du jeu retourne dans une farouche sensualité les étapes de la vie de Clément Bourdeau, allège centenaire. (Plammarion.)

MONTAUE. — Max Frisch, qui reçut en 1958 le Prix Georg Büchner, donne cette « déclaration d'amour » où le narrateur évoque, à la faveur d'une drôle rencontre, les compagnes de sa vie. (Gallimard.)

LES LACHES. — En une semaine, en 1945, les « sous » du Tchèque Josef Skvorecky passent de l'adolescence à l'âge adulte et connaissent le visage de la défaite et de la mort. Publié en Tchecoslovaquie en 1958, ce roman valut à son auteur l'interdiction de publier durant cinq ans. (Gallimard.)

LE FAIT FÉMININ. — Sous la direction d'Evelyne Sullerot, la réponse de biologistes, de psychologues, d'historiens et de sociologues à la question : quel est ce qu'une femme ? Un ouvrage de référence désormais indispensable. (Ed. Fayard.)

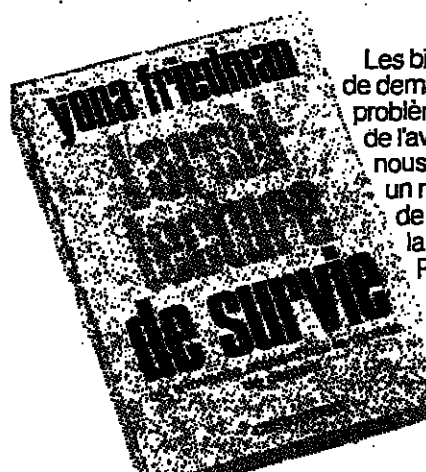
PRIX FEMINA

Régis Debray

La neige brûle

roman

Construire pour survivre demain.



Les bidonvilles, architecture de demain? Inséparable des problèmes de survie, l'architecture de l'avenir devra se préparer, nous préparer, à vivre dans un monde différent, le monde de demain : le monde de la pauvreté?

Plus qu'un essai sur l'architecture, le dernier livre de Yona Friedman est l'esquisse d'une éco-technique de la survie. 172 pages. 39 F.

L'architecture de survie.
Yona Friedman.

casterman

NOUVELLE REVUE DE PSYCHANALYSE

dirigée par
J.-B. Pontalis

- I - Incidences de la psychanalyse
- II - Objets du fétichisme
- III - Lieux du corps
- IV - Effets et formes de l'illusion
- V - L'espace du rêve
- VI - Destins du cannibalisme
- VII - Bisexualité et différence des sexes
- VIII - Pouvoirs
- IX - Le dehors et le dedans
- X - Aux limites de l'analysable
- XI - Figures du vide
- XII - La psyché
- XIII - Narcisses
- XIV - Du secret
- XV - Mémoires
- XVI - Ecrire la psychanalyse

à paraître :
L'idée de guérison

GALLIMARD

GEORGES SADOUL
JOURNAL DE GUERRE
39-40

C'est l'odyssée d'un peuple par un homme pris dans l'histoire vivante. Un beau et grand livre qui s'adresse à toutes les générations.

(Jacques Siclier
Le Monde)

LES ÉDITEURS FRANÇAIS RÉUNIS
21, rue de Richelieu 75001 PARIS

39 F

NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES
Enfin au format 16 x 24 et toujours à l'échelle du monde

Les États et la mer

Le nationalisme maritime. Une étude de Laurent Lucchini et de Michel Voelckers, qui, avant la prochaine conférence des Nations-Unies, en diversifiant les approches, vise à atteindre les comportements nationaux.

no 445/152, 468 p., 42 F

L'organisation judiciaire en France

La presse en parle chaque jour. Une synthèse sur les problèmes qu'elle pose et les réformes à accomplir, d'urgence.

no 445/3, 140 p., 14 F

LA
DOCUMENTATION
FRANÇAISE

29-31 quai Voltaire 75340 Paris Cedex 07
165 rue Garibaldi 69401 Lyon Cedex 03

la vie littéraire

Heurs et malheurs posthumes de George Sand

Si près de son centenaire, voir une œuvre immense réduite à quelques titres, toujours les mêmes, c'est un des malheurs posthumes de George Sand.

C'en est un autre que de connaître pour la publication de sa *Correspondance*, entreprise en 1964 par Georges Lubin aux Éditions Garnier dans l'enthousiasme général, de telles difficultés que, à la sortie d'un tome, on doute toujours pour le suivant, tant le prix monte et les acquéreurs se raréfient.

Mais soulever des passions collectives comme celle qui a saisi la municipalité communiste et dauphinoise d'Échirolles, cela est un bonheur.

Là-bas, si loin du Berry, on a fait sienne la cause de la bonne dame de Nohant. Avec le concours de l'université de Grenoble-III, une association pour l'étude et la diffusion de l'œuvre de George Sand y est née. Elle a organisé colloque, exposition. Elle va tenir du 19 au 20 avril une Quinzaine George Sand. Elle fait étudier dans les classes la *Petite Fadette* et *Mauvais*. Soucieuse de voir paraître le tome XII de la *Correspondance*, elle a envoyé à Paris une délégation qui s'est fait confirmer par le directeur du Centre national des lettres la sortie du volume en avril, avec une avance de 70 % dudit centre.

Elle vient enfin de se donner un bulletin ; on y lit que les Éditions des Femmes ont réédité pour les fêtes un des *Contes d'une grand-mère*. Fort bien. Mais, sans crier gare, le *Zéphir* qui en était le héros a été métamorphosé en *Erise* ! L'écritain féministe pourrait-il prévoir ce nouveau malheur ?

La philosophie malgré tout

Le numéro de février de la revue *Critique* pose la question de la philosophie. Qu'est-elle au fond ? A quoi peut-elle prétendre ? Quand sort-elle de son domaine ? Jean Piél,

qui dirige la revue, précise le contenu du « malgré » qui accompagne le titre du numéro. « La philosophie malgré tout » : « Malgré les impatiences trop habiles ; malgré les prisonniers du dogme et de la secte, malgré le malaise paralysant qui s'empare de certains philosophes quand on les interroge sur leur travail, malgré les conditions dans lesquelles est conçu, notamment en France, l'enseignement de la philosophie. »

De jeunes philosophes comme Clément Rosset, Yves Michaud, d'autres plus chevronnés comme Jacques Bouveresse, François Châtelet, Gilles Deleuze, Emmanuel Levinas, répondent en deux pages ou en vingt. Cela fait un numéro exceptionnel où loin de la polémique on remet la philosophie sur ses pieds, en évitant de la confondre avec ce qu'elle n'est pas : la politique.

Un peintre officiel du « rêve américain »

Si Norman Rockwell n'avait pas existé, l'Amérique ne serait sans doute pas ce qu'elle est ! Paradoxe gratuit ?... Que non. Car l'imagerie des États-Unis du vingtième siècle doit tout à cet homme qui a été le plus célèbre des illustrateurs américains et qu'on retrouve partout : depuis les couvertures des magazines à grand tirage — il travailla pour le *Saturday Evening Post* pendant quarante-sept ans — jusqu'aux calendriers de boy-scouts, aux cartes de vœux de Hallmark, aux publicités pour des cafés solubles ou des assurances sur la vie, à l'exaltation bienveillante du sportif, du G.I., du cosmopathe ou du candidat à la présidence des États-Unis d'Amérique.

On peut dire de Norman Rockwell qu'il fut de facto le peintre officiel du « rêve de l'Amérique ». Une affiche qui annonçait à New-York l'exposition Soixante ans de rétrospective de Norman Rockwell résumait en peu de mots les raisons de son

succès : « Il a peint l'Amérique comme elle était et comme nous aimons à penser qu'elle était... »

Un petit album largement illustré vient de paraître en France qui donne un bon aperçu de l'œuvre d'un homme tout entier dévoué à la chronique de l'Amérique nostalgique, gentiment réactionnaire, patriote, méfiant envers le modernisme dans la vie des hommes ou dans l'éducation des enfants, l'auteur inventé de la religion et des vertus qui ont fait l'Amérique, et toujours prêt à se muer en croisé des « bonnes causes », dans un graphisme exaltant et radieux qui vise tellement à rapprocher les hommes, loin des idéologies, qu'on ne sait plus très bien quelle différence il peut y avoir entre « réalisme social » et « réalisme socialiste ». — N. Z.

* SOIXANTE ANS DE RETROSPECTIVE, de Norman Rockwell. Chêne, 157 p., 160 ill., dont 90 en couleurs, 75 F.

Sartre en images

Liliane Sedyk-Siegel a réuni les images, toujours intéressantes, parfois émouvantes, de la vie de Sartre : Sartre enfant, avec ses boucles, Sartre entouré de ses classes de philosophie au Havre et du lycée Pasteur à Neuilly, Sartre avec Nizan, Sartre au champ de tir, en uniforme, conversant avec Simone de Beauvoir, avec Boris Vian ; Sartre en train d'écrire, de se promener, de lire, de sourire, devant Fidel Castro ; Sartre durant ses voyages... Cet album nous fait pénétrer dans la vie intime et nous rappelle la vie publique de ce philosophe qui a été tant lié à son époque. Quelques documents complètent le volume, notamment ce savoureux bulletin scolaire où un professeur portait ce jugement sur le jeune Sartre : « Très irrégulier. Ne fait presque jamais une réponse juste du premier coup. Doit s'habituer à penser davantage. » (Sartre, images d'une vie, Gallimard.)

en bref

vient de paraître

Romans

RENAUD ROSSET : *Parce que c'était lui, parce que c'était moi*. — Dans son second roman, Renaud Rosset trace le portrait de deux hommes, deux amis, des descendants d'un même type, d'un même type. (J.-C. Lattes, 257 p., 44 F.)

BEATRICE BECK : *Nak*. — L'histoire d'un amour impossible entre deux jeunes femmes dans un pays lointain et froid. Un roman « féminin » de l'auteur de *Les Morts*, préface. (Sagittaire, 126 p., 32 F.)

BOILEAU-NARCEJAC : *L'âge bête*. — Deux adolescents tentent leur jeune et folle professeuse de mathématiques. La tentation s'en mêle... (Denoël, coll. « Sœurs froides », 224 p., 30 F.)

Poésie

JAMES SACRE : *Figures qui bougent au poeu*. — Dans ce sixième recueil, l'auteur cherche l'œuvre et l'endroit du monde à travers la répétition des « formes figurantes ». (Gallimard, 96 p., 32 F.)

Nouvelles

JEAN MOUTON : *Nouvelles nouvelles exemplaires*. — Un recueil de six nouvelles où, selon Cervantes, « il n'en est aucune de laquelle on ne puisse tirer un exemple profitable ». (Denoël de Brouwer, 160 p., 35 F.)

Lettres étrangères

GONZALO SUAREZ : *Dobla dos*. — Le chassé-croisé des rendez-vous avec l'histoire d'un héros paillard où l'auteur nous fait découvrir l'Espagne et l'Espagne par Albert Besson. (Gallimard, 238 p., 45 F.)

Philosophie

W.V.O. QUINE : *La Mot et la Chose*. — La première traduction française d'un célèbre philosophe américain, dont l'œuvre est en prise directe sur la science actuelle, spécialement la linguistique et la mathématique. Trad. de l'américain par P. Gochet. (Éd. Flammarion, coll. « Nouvelle bibliothèque scientifique », 391 p., 110 F.) Chez le même éditeur, Paul Gochet publie *Quine en perspective* (229 p., 65 F.), étude d'ensemble des travaux du chef de file de la philosophie américaine.

JACQUES D'HONDT : *Platologie de la rupture*. — Paradoxalement, la rupture absolue se suscite-elle pas des idéologies paralysantes ? (PUF, coll. « Philosophie d'aujourd'hui », 189 p., 42 F.)

Psychanalyse

ERNST KRIS : *Psychanalyse de l'art*. — Une contribution majeure de la psychanalyse à la psychologie de la création artistique. (PUF, coll. « La fil rouge », 432 p., 110 F.)

Polémique

FREDERIC GRENDIOL : *Reynaud Barre*. — Le premier ministre épinglé par un gaulliste de gauche. (Éd. Régine Deforges, « Nos grands hommes », 126 p., 16 F.)

Humour

ROLAND TOPOR. — Jacques Sternberg trace un portrait et propose des extraits de Roland Topor, peintre, dessinateur et aussi écrivain. (Seuil, coll. « Humour », 192 p., 19,50 F.)

Arrabal. — Présenté par Jacques Renard et proposé par les *Cahiers du silence*, une revue sur Arrabal, où textes, collages, illustrations se mêlent. (Kailash, 126 p., 32 F.)

Histoire

MICHEL MESLIN : *L'Homme romain*. — Un essai d'anthropologie historique. (Hachette, 296 p., 48 F.)

Economie

OTA SIK : *Pour une troisième voie*. — Version abrégée et plus accessible du précédent ouvrage de cet économiste tchécoslovaque, compagnon de Dubcek et théoricien de la réintroduction du marché dans l'économie socialiste. (Presses universitaires de France, 254 p., 54 F.)

Société

MICHEL MARIE et JEAN VIARD : *La Campagne présidentielle*. — Les rapports entre les citoyens, leurs communautés et l'environnement urbain dans quatre villages d'un pays de la moyenne Provence. Un essai d'écologie sociale. (Éditions Actes/Sud, 126 p., 30 F.)

en poche

« Le Nazisme et la Culture »

C'est beaucoup plus qu'une réédition. Non seulement de nombreux documents — les seuls accessibles en français — se sont ajoutés aux essais, mais les analyses elles-mêmes ont été complétées et enrichies. Alors qu'il existe en Italie et en Allemagne d'importantes études consacrées à l'art et à la littérature sous le III^e Reich, ces problèmes n'ont fait l'objet en France d'aucune analyse systématique. *Le Nazisme et la Culture* rassemble ce que l'on a pu, au niveau des lettres, la barbarie nazie que certains s'obstinent à imputer à la bêtise de quelques fonctionnaires.

Citant les textes, L. Richard montre qu'il n'en est rien : la vie culturelle du III^e Reich, les autodidactes, les expositions d'art dégénérées, la médiocrité qui caractérise les arts plastiques, l'arrestation des écrivains furent la mise en pratique des principes déjà édictés dans Mein Kampf par Hitler. Aussi analyse-t-il les valeurs, les idéaux politiques et raciaux qui ont présidé à ce démantèlement de la culture de Weimar. Si les nazis ont été incapables d'inventer un style, une esthétique, ils ont largement puisé dans tous les courants antérieurs — du réalisme du dix-neuvième siècle au kitsch en passant par le prussienisme, les idéaux petits-bourgeois, les thèmes rustiques qui constitueront le courant Sang et Sol.

Ce que montre aussi L. Richard, c'est que les productions de l'époque hitlérienne n'ont pas été ensevelies avec elle : de nombreux écrivains qui collaborèrent ou se rendirent complices du nazisme sont réhabilités et traduits en français. La littérature de gare qui, sous prétexte d'écrire l'histoire du fascisme, alimente le sadisme petit-bourgeois, certaines productions de la « culture du musée » sont encore imprégnées des idéaux nazis. Tout cela souligne la justesse de la phrase de Max Horkheimer, qui avait été mise en exergue à l'exposition de Francfort sur l'art nazi : « Celui qui parle du fascisme ne doit rien taire du capitalisme. »

J.-M. P.

* LE NAZISME ET LA CULTURE, de Lionel Richard, Maspéro, 353 pages, 22 F.

● Parmi les rééditions : *L'Ancre de miséricorde*, de Pierre Mac Orlan (Presses Pocket) ; *Les Soulèvements populaires en France au dix-septième siècle*, de Boris Porchnev (« Champs », Flammarion).

● LE PRIX OSSIAN 1978 doté de 20 000 marks (environ 45 000 F.), a été attribué à Hambourg par la Fondation « F.V.S. » (Freiherr von Stein), un docteur Francesco de B. Molit, avant et écrivain catalan.

Ce prix récompense des personnalités ou des sociétés qui œuvrent en faveur de la survie des langues et des communautés culturelles menacées. Le docteur Molit, responsable du « Diccionari Catala-Valencia-Baleares » en dix volumes, s'est, selon la Fondation « F.V.S. », particulièrement engagé pour la sauvegarde de la langue catalane, en particulier aux Îles Baléares.

● LE PRIX DU MEILLEUR LIVRE ÉTRANGER pour 1977-1978 vient d'être décerné à deux auteurs italiens, Mario Pomilio et Mario Frazz.

Mario Pomilio, cinquante-six ans, reçoit ce prix pour son livre « Le Cinquième Évangile » paru en Italie il y a deux ans, et traduit en français chez Fayard par Henri Loebl. J.E. Armengol a été, dans « Le Monde des livres » du 4 mars 1977, l'importance de cet ouvrage.

Mario Frazz, célèbre critique italien, partage ce prix pour son essai de 400 pages sur le « romanisme noir » en France, en Italie et en Angleterre, intitulé « La Chair, la Mort et le Diable », paru chez Denoël, et traduit par Constance Thompson « Pasquali » (« voir » le Monde des livres » du 9 septembre 1977).

● LE PRIX LITTÉRAIRE DE LA VILLE DE CERN a été décerné à Catherine Rihoit pour son roman « Portrait de Gabriel » (Gallimard).

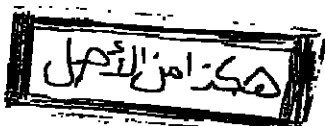
● LE PRIX DES ROUTIERS a couronné le livre de Gaston Martineau « Chien perdu en Arabie » (Éd. Cadrat).

● LE PRIX FRANÇOIS-VILLON, qui couronne chaque année un recueil de poèmes inédits, a été décerné à Georges Rose pour son manuscrit intitulé « Passages ». Le prix Jeune Poésie, réservé aux moins de trente ans, a été décerné à Colette Klein pour son manuscrit « Cécités ».

● MAURICE MALOUX recevra, le 28 février, le prix Scaillon pour son livre « L'Esprit à travers l'histoire » (Albin Michel).

● L'HERBETIER DE JEAN-JACQUES ROUSSEAU AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS. — En guise d'ouverture aux manifestations du bicentenaire de la mort de Rousseau, le Musée des arts décoratifs expose un des herbiers du promoteur solitaire. Ce volume de poche, dans un état étonnant de conservation, avait été légué au musée en 1912 (bicentenaire de la naissance) par le comte de Rambuteau. Il est entouré de dessins et d'objets évoquant Jean-Jacques et le goût de son temps pour la botanique. (Entrée libre, jusqu'au 2 octobre.) À signaler l'excellente présentation de Gérard Mahille, vendue 1 F. à l'entrée de la salle, et qui reproduit un article des « Cahiers de l'Union centrale des arts décoratifs » (n° 1, mars 1978).

● LE ROMAN DE 1945 A NOS JOURS, tel est le thème du colloque international qui se déroulera à la faculté des lettres de Pau les 3, 4 et 5 mars. Il réunira des professeurs, des romanciers français comme André Pierre de Mandiargues, Alain Robbe-Grillet, et des romanciers d'Amérique latine, en particulier Juan Carlos Onetti.



lettres étrangères

Les débuts d'une littérature amérindienne

● Quatre générations d'Indiens Washos, ou quatre personnages en quête de pouvoir.

AVEC *Rabbit Boss*, on assiste — on participe à la naissance du roman amérindien. On connaît les autobiographies (*Geronimo*), les visions (*Elan noir*), les contes et poèmes (curieusement négligés par l'édition française) (1), les mémoires (*Un siècle de désespoir*), les chroniques historiques (*Entier mon cœur à Wounded-Knee*), les épopées d'un peuple qui s'éveille (*Vine Deloria parmi tant d'autres*) — point de roman, ou presque. Sans doute la spécificité indienne rendait-elle difficile l'insertion dans un genre occidental et

bourgeois fortement marqué. Thomas Sanchez relève le défi : c'est un roman qu'il écrit — le roman de l'altérité absolue.

Les personnages. Gayabuc, le Washo. C'est l'hiver 1848. Des hommes blancs perdus dans les neiges du Nevada. La famine. L'anthropophagie. Gayabuc observe à travers les arbres. Il les voit manger le chair de leurs corps. Dans la moelle de ses os, le ruissellement de sa force se tarit. Il perd son pouvoir — sa « Musege ». Il perd la raison. Il ne peut plus chasser le lapin — le « pellet ». La Sète Blanche est entrée dans la Maison de la Montagne. Le Renard de la terre est lâché. Le Maître des lapins est devenu gibier.

Birdsong. Un siècle plus tard. Le dernier des Washos. Les Blancs l'appellent « Joe ». Ses frères « l'exterminateur ». Ce Rabbit Boss des temps modernes est payé par l'homme blanc pour anéantir les lapins qui creusent des terriers où les chevaux se prennent les pieds. Mais la machine à exterminer

les lapins est commandée. Elle arrive l'année suivante. Le Maître des lapins est au chômage.

Capitaine Rex, le fils de Gayabuc, le représentant de la seconde génération. Pour survivre, il collabore avec l'ennemi : il ramasse l'herbe à cochon qui entrave la voie ferrée. Il imite l'envahisseur : il s'attache aux jaunes qui posent les rails du transcontinental. Il tue l'un d'eux et vole 50 dollars. Il découvre que son pouvoir est illusoire : à la ville, l'homme blanc récupère l'argent et la foule le juche ; dans la plaine, l'homme jeune viole sa femme. Il meurt vers 1899.

« Hallelujah Bob » — encore un nom ridicule donné par celui qui a pouvoir sur les choses et sur les mots. À la troisième génération, le descendant du Maître des lapins essaie de retrouver sa force : il « suit pour la seconde fois ». Avec son haut-de-forme sur la tête et son évangile sous le bras, il prêche son peuple. Il achète une Ford — car un prédateur sans voiture, c'est comme un Jésus sans croix. Lorsqu'il retrouve enfin la « Musege de l'Antilope », le pouvoir des rêves, la vision ancestrale, deux foudres de police l'interpellent et l'emmenent — lui et le reste de son peuple : douze hommes, cinq femmes, six enfants.

Quatre personnages en quête de pouvoir. Quatre générations d'hommes privés de leur puissance, pathétiques, désolés. On glisse sans transition de la première à la quatrième génération, puis à la seconde, puis à la troisième, et on recommence.

Insectes minuscules et passagers à la surface d'une terre où le daim est perçu comme le frère de l'homme, ces hommes et ces femmes ne sont pas résignés : au-delà des violents et des humiliations, des tueries de personnes et d'animaux, au-delà du pouvoir blanc qui exploite et mutilé et détruit, ils perçoivent — à certains moments de leur existence — leur réalité, leur vision, leur pouvoir. Ils savent que la femme est nuage et l'homme foudre et que l'on ne peut pas détruire le tonnerre avec une hache.

Rabbit Boss est le récit de la vie quotidienne de quatre générations d'Indiens détruits. C'est aussi la vision d'une autre relation aux hommes et au monde. C'est enfin le cri d'un peuple qui affirme et réaffirme sans cesse des « racines » qu'il n'a jamais perdues. À la différence du roman afro-américain, le tout jeune roman amérindien s'installe d'emblée dans l'altérité —



* Dessin de Capnat.

eux et nous. Ainsi évitera-t-il, sans doute, la vaine étape de l'intégration.

PIERRE DOMMERGUES.
* *RABBIT BOSS*, de Thomas Sanchez, traduit de l'amérindien par Guy Durand. Le Seuil, collection « Fiction », 324 pages, 54 F.

roman

Une journée dans la mort de François Fydal

● André Rollin et son « beautiful » livre

Il y avait autrefois dans chaque village, chaque petite ville de France un original qui ne faisait vivre son cercueil à domicile et venait y dormir les surs de spleen ou d'érudition. André Rollin (ou François Fydal son double) imagine et décrit son cortège funéraire traversant la ville, sa ville rose, dans un corbillard 1925 spécialement construit par son père avant, pour le même usage, cortège qui avance-vance déambule-bulle vagabonde-bonde, au hasard des souvenirs, au gré des étapes, vers le cœur-cœur de la cathédrale où l'attend la foule de ceux qu'il

a conviés sur bristol, à ce rendez-vous macabre, son « beautiful day ».

Cette promenade brisée, à rebours du souvenir, où les réminiscences, les évocations anciennes, la mémoire immédiate se mêlent à la mise en scène de l'auteur-héros décrivant son livre, aux réflexions et divagations que cette entreprise lui suggère n'est pas d'une démarche simple.

L'art, la science presque surnaturelle (le surnaturel étant la forme achevée du naturel) par lesquels ce romancier débutant se joue de tous les obstacles surprennent autant que la maîtrise avec laquelle il incorpore et assimile les innovations les plus modernes et audacieuses en matière d'écriture et de composition.

Ce livre déconstruit donne l'impression du coussin main, et son équilibre est fait de légers déséquilibres successifs, comme la démarche d'un ivrogne ou d'un somnambule à la recherche de sa mémoire et de ses rêves. Mais ces considérations techniques ne doivent pas faire oublier que derrière la construction romanesque se dissimule une vie, comme, dans le corbillard 1925, repose un homme. Un homme jeune encore, qui a une histoire. Et qui la retranche, d'amertume, de désespoir. Un homme qui n'a pas réussi à se guérir de son enfance et de ces chocs que sont la mort d'une mère, d'un père, d'une grand-mère, ni de ces révolutions qu'apportent à un regard en éveil les premières déchirures du corps familial et social.

Un fauteuil vide d'où est tombé un livre ouvert. Un lit de fer où gît une agonisante... Une femme morte allongée sur le canapé d'une pièce grise que regarde un enfant en longue chemise de nuit. Un collège de jésuites. Une machine à écrire sur fond de vigne vierge où un écrivain écrit tous les mardis le livre en train de se faire, ce livre d'un homme qui enterre sa vie comme un enfant rageur qui mêle les pleurs aux sarcasmes, les sanglots, aux ricanements.

Un livre qui règle des comptes et ne respecte rien d'autre que lui-même. Un livre fantasque qui débouche sur le fantastique de la détresse. Un livre qui salue et nous fait saluer. Un « beautiful » livre.

PAUL MORELLE.
* *CORTÈGE DANS LA VILLE*, d'André Rollin. Le Seuil, 140 p., 39 F.

sciences humaines

Lou Salomé, génie de la vie

AURAIT-ELLE exercé semblable fascination sur ses contemporains, Lou Salomé, si elle n'avait cessé de déjouer l'emprise — physique ou intellectuelle — qu'ils cherchaient à exercer sur elle ? Et comment expliquer qu'aujourd'hui encore elle nous interpelle, sinon par cette affirmation brutale et constante de son Moi, qui la conduisit à transformer sa vie en un champ d'expérience pour ses idées ? On comprend que Nietzsche, blessé, ait comparé cette héroïne stérilienne au saccage, ce vent mauvais qui rend fou...

François Guéry, dans un essai intempestif qui bouscule allégrement les genres (biographie, psychanalyse, philosophie, histoire), interroge cette puissance fécondante que symbolisa Lou, non pas femme de génie, mais « génie de la vie ».

S'il s'est limité, et c'est dommage, aux relations qu'elle entretenait avec Nietzsche et Rée, son livre abonde néanmoins en aperçus originaux sur cette jeune Russe qui sut enflammer l'imaginaire des intellectuels européens de la fin du dix-neuvième siècle, sans pour autant se prendre au jeu de leurs fantasmes. — R. J.

* Ed. Calmann-Lévy, 240 p., 45 F.

Le travail amoureux

ÉLOGE DE L'INCERTITUDE, tel est le sous-titre de cet ouvrage attachant, mais inabouti, où Max Pagès, professeur de psychologie sociale à l'université de Paris-Dauphine, tente de rapprocher et de mêler des genres considérés habituellement comme incompatibles : le journal intime, le poème, la réflexion théorique.

S'il s'élève contre la fiction mystifiante qui veut que nous séparions notre intellect de nos émotions, de notre corps, de nos amours et de nos peurs, il ne va pas jusqu'au bout de son projet : mettre en rapports réciproques la pensée et la vie. Certains chapitres (sur Freud, sur Reich, sur le changement social) sont d'un universitaire rompu aux débats d'idées à la mode, cependant que ses confessions souvent émouvantes piquent notre curiosité — notre voyeurisme ? — sans lui donner suffisamment matière à s'embeller.

L'auteur reconnaît honnêtement, il est vrai, qu'il ressent encore sa pensée rationnelle et son expression personnelle comme deux blocs hétérogènes, deux personnes étrangères qui prennent pour et se tuent...
ROLAND JACCARD.

* Ed. Dunod, 194 p., 49 F.

Jean Cayrol

de l'Académie Goncourt

Les enfants pillards

« Un roman qui plaira tout de suite, par sa vigueur dure et sauvage, et qui restera en chacun de nous comme une musique aimée. » Dominique Fernandez / L'Express

« Un merveilleux album d'images... Un livre de tous jours... Qui, faites la promenade dans le jardin de Cayrol, allez à la découverte des souvenirs d'un homme qui n'a jamais perdu le sens inouï de l'enfance. » Françoise Xenakis / Le Matin

« Merveilleux, direct, simple, transparent... Sa flûte mozartienne, savante et naïve, a rarement produit un chant aussi pur et qui va si loin. » J. P. J. / Le Monde

« Jean Cayrol retrouve la parole libre, audacieuse, qui est toujours à l'origine du roman. » Daniel Oster / Les Nouvelles Littéraires

« Une évocation du passé vivante et vibrante. » Robert Kanters / Le Figaro

Récit 182 pages 37 F

ANNÉE POÉTIQUE 1977 SEGHES

ANNÉE POÉTIQUE 1977 SEGHES

deux romancières / JULLIARD

Henriette Jelinek

Ann Lee rachète les âmes

Raymonde Vincent

Les Terres heureuses

L'ange et la bête

(Suite de la page 15.)

De telles expériences soulèvent toujours la même objection de principe, à laquelle n'ont pas échappé les prêtres-ouvriers, après Simone Weil, ni le Christ lui-même : la condition qu'on épouse par choix, et avec la possibilité de s'y arracher, n'a rien à voir avec celle que subissent les « vrais exploités ».

Linhart en est conscient. Il ne tente d'ailleurs pas l'épreuve en bourgeois honteux et soucieux de réforme personnelle ni en missionnaire, mais en militant politique curieux des possibilités d'action à la base. Il n'empêche que la machine ne tarde pas à annihiler la réserve de forces physiques et morales dont il disposait. En quelques semaines, il est engourdi, enlaidi, par la seule nécessité de survivre. Il s'agit d'économiser gestes, minutes, paroles, désirs, sous peine de « couler » en aval de la chaîne, de « craquer », de se retrouver à l'asile ou à la rue. Le plaisir de s'appartenir, en rentier, le temps d'une cigarette se paie d'une matinée entière.

Si un conflit survient, la pression anonyme de l'organisation s'accroît encore. Ainsi lorsque la direction prétend récupérer en heures non payées les avantages qu'elle a consentis en mal 68 dans la peur. A la moindre

veillé de rigueur ouvrière, les interprètes cloisonnent et sermonnent les nombreux étrangers, les contremaitres brandissent la liberté du travail, on repère, on brime, on mène.

C'est le cas avec Linhart. Avant de le licencier en plein été pour « compression de personnel », on l'isole dans un magasin de pièces détachées, puis à une tâche de manœuvre à tous les vents, on cherche à payer un mouton pour l'impi-

par Bertrand Poirot-Delpech

quer dans une bagarre. Il ne reste plus alors d'autre consolation, même pour un aggrégé qui sait qu'il regagnera bientôt le paradis des nantis, que la fraternité de la chiourme.

Les visages des compagnons défilent, d'une vérité évidente. Voici le petit Breton tuberculeux qui ne vit que de projets, l'O.S. noir qui pousse la coquetterie jusqu'à quitter l'usine avec un attaché-cas. Primo le Sicilien, Ali le fils de

marabout qui nettoie les latrines du quai de Javel et qui, dans la veine des fangars, parle en seigneur de la culture arabe. Voici l'histoire insupportable du retoucheur dont on change brutalement l'établi, dont la main, la veille si sûre, se met alors à balbutier devant les chefs, et qui rougit de honte, et qui en tombera malade.

Par instants, le normalien se souvient de son état et des sortilèges de l'écriture. En une phrase bouillonnée comme une chaîne de montage, il fait sentir le poids de temps broyé que pèsent les carcasses de tôle, l'écrou des odeurs de suint et de graisse, l'immense vacarme sous les verrières.

Mais aussitôt l'établi reprend le ton du constat, d'autant plus poignant que glacé. Je n'ai rien lu de plus atroce, de plus accusateur, dans la nudité, depuis *Une journée d'Ivan Denissovitch*, de Soljenitsyne. Avec cette circonstance, que chacun peut trouver aggravante ou pas, que cela ne se passe pas en Sibirie mais sous nos fenêtres, ni vu ni connu, à un jet de bouillon.

* LA MORT DE JOSEPH STALINE, de Guy Lardreau, coll. « Figures », Grasset, 124 pages, 38 F.

* L'ETABLI, de Robert Linhart, coll. « Documents », Editions de Minuit, 150 pages, 22 F.

histoire

Le cas Babeuf

● Controverses autour d'un révolutionnaire français.

Tous les Français ne savent pas que Gracchus Babeuf, personnage secondaire de leur révolution, est aujourd'hui encore une vedette internationale. En Union soviétique, particulièrement, sa notoriété est grande, et double.

Du côté de chez Marx, l'histoire officielle du socialisme voit en Babeuf le génial précurseur de Lénine. Il est en 1796, sous le Directoire, le chef et l'inspirateur de la conjuration des Egaux, « premier parti communiste existant », selon l'expression de Marx. Babeuf est alors champion de la justice sociale, de la défense des « centres creux contre les ventres dorés ». Cent vingt ans avant les bolchéviques, il prépare la transformation égalitaire de la société par un coup d'Etat révolutionnaire organisé par un « directoire secret ». Il conçoit et propose l'absorption du secteur privé par l'Etat.

Du côté de chez Ivan Denissovitch, les dissidents soviétiques sont encore plus impressionnés par le personnage. Dans son programme de 1936, Babeuf n'a-t-il pas révisé toute l'histoire future de l'Union soviétique : dictature de transition qui n'en finit pas, fermeture des frontières, assignation à résidence des étrangers, contrôle du commerce extérieur par l'Etat, expulsion des dissidents avec privation de nationalité, camp de travail forcé et militarisation sociale ? L'anachronisme prophétique du personnage de Babeuf déclenche chez les dissidents le rire nerveux des entêtements. Igor Chabatovitch, l'un des plus brillants intellectuels soviétiques, mathématicien et historien, lui consacre, dans le *Phénomène stalinien* (Le Seuil, 1977), ses pages les plus critiques et les plus drôles.

C'est une biographie ortho-

doxe, une hagiographie précise et sentimentale, que nous donne Jean Bruhat, historien spécialiste du mouvement ouvrier, plus inspiré par les travaux officiels des historiens soviétiques, Doline, Volguine et Markov, que par les interprétations hérétiques de Chabatovitch. Mais il restitue bien, par les textes, le style humain très particulier de la période, le mélange de froideur et de passion, de rationalité et de guillotine, qui enveloppe l'esprit des acteurs politiques du temps. Les lettres de Babeuf à son fils, tracées de sa belle et géométrique écriture d'arpenteur, frappent par leur tendresse abstraite. On y voit le théoricien révolutionnaire entretenir son enfant, âgé de moins de neuf ans, de « ce système d'égalité parfait qui assurera une félicité d'autant plus ravissante qu'elle sera basée sur des dispositions qui la rendront invariables ». Et il conclut : « Un papa s'embrasse, G. Babeuf ».

La conspiration débouche sur un suspense digne d'un roman policier. Une course de vitesse se livre entre le Directoire et les Egaux. Trahi par un mouchard, Babeuf est pris au moment où il achève l'« *Exécution* », sa proclamation révolutionnaire : « Le peuple exerce, la tyrannie n'est plus. Vous êtes libres... ».

Malheureusement pour le suspense, nous savons d'expérience que le capitalisme règne toujours en France. On ne peut donc raisonnablement comparer Gracchus Babeuf à Arsène Lupin et Jean Bruhat à Maurice Leblanc.

Emmanuel Todd.

* GRACCHUS BABEUF ET LES EGAUX OU LE PREMIER PARTI COMMUNISTE AGISSANT, de Jean Bruhat, Librairie académique Perrin, 247 pages, 50 F.

Un Père-Lachaise dessiné par le facteur Cheval

(Suite de la page 15.)

Le marchand flamand ou parisien de la fin du Moyen Age voit plutôt sa trajectoire comme une promesse de bonheur possible et de liberté créatrice donnée d'une âpre sève. La mort, en cette affaire, est une gêneuse, une casseuse. D'où l'amertume de l'échec, l'heure du bilan final. De là découle aussi l'horreur fascinée qu'on éprouve pour le cadavre décomposé : elle s'empare de la culture et de la peinture du bas Moyen Age, si éprouvé par la peste en masse.

La plus grande réussite de l'âge baroque

Au dix-septième siècle s'impose la mort baroque, probablement l'une des plus grandes réussites esthétiques, quant à l'art de mourir et d'être enterré, qu'ait mises au point l'Occident. L'inhumation baroque unifie l'individu et le social ; elle accepte les faits macabres, mais pas dans leurs versions névrotiques, centrées sur les pourritures. Elle répond aux soucis qui se font jour, pour le salut de l'âme du décadent. Au son des cloches, elle reconstitue l'ordre social de la ville, des pauvres aux privilégiés : cet ordre est pompeusement reconstruit au fil de la procession funéraire qui accompagne le corbillard de luxe, derrière les têtes de mort et les larmes d'étoffe brodée.

La sinistre chouette prend son vol

Hélas, l'oiseau qui semblait si bien apprivoisé finit par s'échapper de sa cage. La sinistre chouette va prendre son vol. Le dix-neuvième siècle sur ce point commence vers 1780, au temps de Graue et des autres larmoyants : ce n'est pas encore l'époque de la mort sauvage. Mais les temps sont déjà porteurs d'un certain désordre romantique ; il l'est, passionnellement, émotionnellement, hystériquement vécu par les proches du disparu. Bref, ce n'est plus la mort de sol, la mort de l'autre, frère, conjoint, être aimé. L'émotion devant la mort d'autrui peut aller jusqu'à l'écriste macabre, préparé par toute une tradition qui va de Baldung à Sade.

Dès avant la révolution, les tableaux de Grenz donnent le ton. Ils sont pleins de pleurs. Un fantasmagorie culte familial et civique des morts, où commencent les chrétiens de tous bords et les positivistes laïques, se met en place dans les cimetières monumentaux après 1850, dont le Père-Lachaise est l'archétype. En attendant que surgissent les monuments aux morts des guerres mondiales...

La pornographie de la mort

Dernier stade : le nôtre. Il se caractérise, déclarent gravement les spécialistes, par la pornogra-

phie de la mort. Relégué à l'hôpital, hérisse d'appareils tubulaires, le mourant est évacué du social. Il cesse de présider (comme il l'avait toujours fait jusqu'alors, de Charlemagne à

Poincaré) à la mise en scène de son agonie et de son décès. Les derniers instants, la messe funéraire, l'inhumation, sont bécés ; sauf à gauche, où l'on sait toujours, à défaut d'autre

chose, « s'unifier » dans le défilé d'un beau cortège d'entêtement, derrière le char funéraire d'un grand leader. L'extrême onction fut une préparation solennelle à l'au-delà ; elle devient le simple « sacrement des malades » : un antibiotique de plus, mais spirituel. Les familles continuent à se rassembler autour des tombes largement fleuries lors de la Toussaint. Mais, déjà, les présidents de la République, signe des temps, refusent d'y inaugurer les chrétiens.

Un livre décadent mais formidablement lucide de Baltimore, qui avait tracé, pour l'essentiel, les grandes lignes de la périodisation d'Ariès, se visitait en un tour de main, comme un cimetière de campagne. L'auteur nous a donné cette fois-ci, en six cent quarante-deux pages, un gigantesque Père-Lachaise, dessiné par et à la par le facteur Cheval. (Qu'on ne prenne pas cette remarque pour une critique. Amoureux de la Drame, je suis un fanatique du facteur.) On y va et vient dans tous les sens, du charnier au columbarium, de la voirie au serment de mains. Une encyclopédie formidable ! Par moments, elle donne le tournis et envie de mourir, ou de s'y préparer avec bonne conscience.

Une succession d'images culturelles

Je connais d'avance les objections qu'on pourra lui faire : Ariès a vu trop long, ou trop large. Les médiévistes le chicaneront sur ses théories. Il confond l'art de mourir de l'homme de la rue en général, bien mal connu de nous, avec la culture mortuaire d'une minuscule élite occidentale, communément révisée par de nombreux textes. Mais, justement, le film d'Ariès est une succession balayante d'images culturelles. Avec brio, il introduit l'ordre souverain de la raison historique dans un paysage de très longue durée, où n'avait régné jusqu'alors que l'alignement désolé des files de squelettes et de transis.

Emmanuel Le Roy Ladurie.

* L'HOMME DEVANT LA MORT, de Philippe Ariès. Le Seuil, « Points », 640 pages, 65 F.

Mourir à Paris Mourir à Londres au XVII^e siècle

Deux livres récents complètent utilement les réflexions sur la mort de Philippe Ariès. Pierre Chaunu propose, dans *La Mort à Paris, XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles*, un supplément de « discours sur la mort ». Ce gros volume combine plusieurs approches. D'abord, une présentation des débats récents, allant de Gorer à Ariès, de Vovelle à Thomas, mais oubliant l'histoire réelle du débat. Sylvia Anthony, auteur des 1838 d'un ouvrage pionnier intitulé *The chief's discovery of death* (la découverte de la mort par l'enfant), Chaunu rappelle ensuite l'évolution du « discours chrétien » sur la mort. Il débouche sur une analyse quantitative des testaments parisiens de l'ancien Régime, dépeuplé par sondage inspiré des travaux de Michel Vovelle. Ce livre, débordant de faits et de chiffres, s'achève par des considérations rapides et discutables sur les rapports entre l'accroissement du suicide et l'abandon de la religion chrétienne.

Les *Observations naturelles et politiques* de John Graunt, citoyen de Londres, sont à la fois un document et une analyse. L'Institut national d'études démographiques vient de publier en français, dans une très jolie édition imitant la présentation anglaise d'époque, ce texte pittoresque et capital du premier des démographes. Car Graunt est aux statisticiens et aux sociologues ce que Galilée est aux physiciens, l'artisan d'une révolution mentale. En 1662, il met la mort en chiffres et en tableaux, brisant de nombreux mythes concernant les causes de décès. Il compare les morts de peste, de jaunisse, de vérole, d'hydrophobie, de chagrin et de peur ! Il conçoit la régularité statistique de la mort, évinçant l'intervention divine de chaque mort particulière. L'introduction et les notes remarquables du traducteur, Eric Vilquin, permettent à chacun de saisir le rôle décisif de cette percée intellectuelle. — E. T.

* LA MORT A PARIS, XVI^e, XVII^e, XVIII^e SIECLE, de Pierre Chaunu. Fayard, 543 p., 99 F.

* OBSERVATIONS NATURELLES ET POLITIQUES. SEULES BULLETINS DE MORTALITE, de John Graunt. Institut national d'études démographiques, 172 p., 27,50 F. (En vente à l'INED, 27, rue du Commandeur, 75055 Cedex 14.)

ANDRÉ FROSSARD

LES 36 PREUVES DE L'EXISTENCE DU DIABLE

C.S. Lewis

APHRODITE CLASSIQUE

Tous les chefs-d'œuvre de la littérature érotique

Antica de Norcia
Faldia ou mes traductions

Minotaur
Le roman érotique

Paris-Louis
De la mythologie à la sexualité

eurédif

2 bis, rue de la Baume
75008 PARIS - 25614 80.

Nom _____

Adresse _____

BON POUR CATALOGUE GRATUIT

FRANK TENOT

**radios privées
radios pirates**

« décrit avec minutie, précision et exhaustivité, ce tableau retraçant l'univers de la radio des origines à nos jours sera très précieux à quiconque voudrait comprendre l'importance de ce média et son rôle dans l'information. »

JOURNAL DE LA PRESSE

denoël

ANNÉE POÉTIQUE 1977

SEGHES

ANNÉE POÉTIQUE 1977

SEGHES

DES CRÉATIONS GRAPHIQUES QUI FONT VENDRE

Pour rendre plus efficace la présentation de vos annonces, imprimées, catalogues, conditionnements, etc., consultez-nous. Le conseil et la collaboration d'un spécialiste graphique publicitaire.

5, rue de la République
75002 PARIS - 752-40-00

MULTIPLIÉS RÉFÉRENCES

ANNÉE POÉTIQUE 1977

SEGHES

romans pol

Peter

ANNÉE POÉTIQUE 1977 SEGHES

FRAN Les les

5021111111111

romans policiers

Peter Cheyney, le revenant

● Ses héros ne sont pas fatigués.

C'EST UNE vie que celle de cet Anglo-Irlandais, une vie à tenter un biographe. Etudiant en droit, puis acteur à seize ans, un vaste théâtre attend Peter Cheyney et sa génération. Nous sommes en 1914. Cheyney a dix-huit ans. A dix-neuf ans, il sera le plus jeune capitaine de l'armée britannique. Blessé à la tête, comme Apollinaire, comme tant d'autres, le voici hors-jeu. Il écrira des poèmes, fera du journalisme, en vivra fort mal, fondera une agence de police privée. Cette expérience ne sera pas perdue. En 1936, il va relever un défi : écrire un roman policier à l'américaine. Comme Vian. Résultat : *Cet homme est dangereux*, un triomphe.

De nouveau la guerre. Cette fois, Cheyney la fera dans l'intelligence Service. Beaucoup de choses changent, à l'époque. Les V-1 s'écrasent sur Londres. Cheyney en tirera l'argument d'un roman d'espionnage : *Sinistres rendez-vous*. Il poursuivra dans la même veine avec l'histoire du démantèlement d'un réseau nazi en Bretagne, *Sombre Interlude*.

Et cette fois, c'est la guerre froide. Cheyney l'évoque dans *Ces dames n'ont pas attendu l'été*, où s'affrontent réseaux russes et anglais. L'enjeu : l'échange d'un agent occidental contre un savant allemand.

Les héros de ces récits, Kell's, O'Mara, Guevalda et leur chef, le « vieux », sont peu connus du grand public français. C'est que « Cheyney » sera découvert à la libération, dans l'euphorie qui suit une longue pénitence. Il va lancer, sur un marché avide de tout ce qui est américain, un personnage dur, le célèbre Lemmy Caution. Placé d'abord sous les couleurs de Sven Nielsen, aux Presses de la Cité, il bénéficiera ensuite, dans la « Série noire », des soins de Marcel Duhamel, qui saura traduire ses tics verbaux en argot percutant, et faire du banal : « Vous voyez ce que je veux dire ? » le fameux « Vous piquez ? » Donc place à Caution.

Pourtant, Vallon, le « privé » de *Gare-tot, beauté*, n'est pas mal non plus. Il sait éclaircir une histoire d'héritage diaboliquement obscure. Mais le client reste fidèle aux marques déposées.

A chaque nom, son cliché. Dites : Cheyney ? On vous répondra, comme dans la chanson, cigarettier et whisky et petites pépées... Les cigarettées, soit. Mais les pépées ne semblent guère là que pour le décor. Cheyney est un chaste, au fond. Il décrit plus volontiers les robes que les corps, à l'exception des chevilles, dont il vante invariablement la finesse, et quand il dit qu'une

fillette a du « ça », il a tout dit. Ces étres de convention sont là pour la parade, comme la comtesse de Montecarlo sur la place Montée. Belles, dangereuses tant que vous voulez, ce ne sont que des faire-valoir de luxe. Il y a donc peu d'érotisme dans Cheyney. On trouve bien un baiser dans *Gare-tot, beauté* ! mais c'est pour précéder le rouge à lèvres de la suspecte d'expertise !

La véritable héroïne, c'est l'action elle-même, rapide, imprévisible, qui n'exclut pas ni l'humour ni la lucidité. Ni la violence, certes, mais sans excès. Le pire supplice envisagé reste celui de la goutte d'eau. Nous en étions encore à l'époque où un gentleman pouvait atteindre des tirages fabuleux simplement par la qualité des péripéties.

Reste le whisky. Dire que c'est la faiblesse des héros de Cheyney relève de la litote. Ils boivent. L'action l'exige : « Et ça ne sert à rien de faire semblant d'être saoul, il faut se saouler vraiment ! alors, les autres y croient. » (Kell's, dans *Sinistres Rendez-Vous*). O'Mara devra même devenir alcoolique, par devoir, dans *Sombre Interlude*. Plus, il miniera à bien cette mission avec une infecte graille française. Vallon boit par nécessité, pour y voir clair.

Ce whisky qui trempe ses créatures, Cheyney ne s'en est pas privé. Devenu l'écrivain le mieux vendu de l'époque, il lui faut fournir des rasades d'imaginaire



★ Dessin de Bernice Clever.

à des amateurs avides, il les fourrera. Sourd depuis sa blessure, il n'a pas perdu le verbe. Il va dicter en marchant, dicter une soixantaine de romans, qui garderont une unité de ton, ce rythme inévitable du soliloque. Cheyney y va franc jeu et pour cela il boit comme ses personnages. Il constate : « L'impossible, ça n'existe plus. On aura tout vu et, d'un sens, ça simplifie l'existence. Ça abrège aussi, parfois. » (*Ces dames*.)

Nous sommes en 1951. Il a cinquante-cinq ans. Il est usé. Pour lui, c'est la fin de la route. Mais ses héros ne sont pas fatigués, puisque les revols par lui nous.

CLAUDE COURCHAY.

★ SINISTRES RENDEZ-VOUS, SOMBRE INTERLUDE, CES DAMES N'ONT PAS ATTENDU L'ÉTÉ, KELL'S, O'MARA, GUEVALDA, ÉD. TYPOLITHON, 206 p., 29,50 F. chaque volume relié.

science-fiction

La révolution à la portée de toutes les bourses

● Une mise en équation du dérisoire.

POUR Philippe Goy, docteur en sciences, chercheur en physique au C.N.R.S., les mots apparaissent comme des outils rangés sur un établi, des éprouvettes dans un laboratoire ; le style n'est donc qu'une manière mathématique d'opérer avec le vocabulaire, sans se préoccuper des modèles culturels. Ainsi peut-il passer sans transition du récit paysan à l'improvisation psychanalytique, utiliser l'arsenal sémantique des linguistes ou celui, plus restreint, des radio-amateurs.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que son dernier livre soit un recueil de nouvelles : déjà, ses deux premières œuvres, *Le Père éternel* et *Le Livre machine*, traduisaient cette nécessité de se renouveler sans jamais se répé-

ter. Sa forme de recherche le conduit naturellement à changer d'inspiration, tant sur le plan de la forme que celui du contenu. Toute solution aboutie ne peut lui servir qu'à être transcendée pour servir de base à un nouveau travail.

Plus qu'une œuvre spéculative où l'extrapolation à partir du réel serait prétexte à de savants développements thématiques, ce recueil de nouvelles est inclus dans un avenir où la S.P. serait prise en charge par la société, où ses tabous et ses tics tendraient lieu de référence, où le futurible serait devenu un nouvel avatar du passéisme. Ce décalage subtil produit par l'insertion de notre futur dans notre psychologie et dans nos mœurs d'aujourd'hui confère à *Vers la révolution* ce piment d'absurde, ce relevé d'humour qui fait de ce livre l'un des plus insidieux qui soient.

Qu'il s'agisse de « Larzac », où les valeurs culturelles inversées produisent un conflit ubuesque entre militaires et écologistes, de « Q.S.O. sur 21 mégahertz », où se vulgarisent de façon réjouissante les clichés diffusés par les médias, de « Un but dans l'existence », remise en question subversive de nos motivations existentielles, ou de « Vers la révolution », dernière des nouvelles de ce volume, qui constitue une sorte de mode d'emploi pour accéder à la révolution grâce à la science amusante, tous ces textes frappent par leur dissemblance et leur inventivité ; ils sont le fruit d'une véritable mise en équation du dérisoire.

Si la science-fiction française existe, c'est grâce à des œuvres comme celle-ci qu'elle s'exprime de manière originale.

PHILIPPE CURVAL.

★ VERS LA RÉVOLUTION, de Philippe Goy. Éditions « Devenir », collection « Présence du futur », 251 pages, 15,50 F.

ANNÉE POÉTIQUE 1977

SEGHERS

« LE MAUVAIS ŒIL »

P ARCE qu'elles poussent à la campagne, le voyageur pressé confiera aux petites villes des vertus à la mode en leur attribuant volontiers de la douceur de vivre quand d'autres n'y verraient que de l'ennui. La ville de sept mille âmes où nous transporte le roman d'Yvon Tousseint est une de ces bourgades du Sud endormies au creux d'une vallée et bercées par les ronds discours des notables. Une « erreur de programmation » s'est-elle glissée quelque part ? Toujours est-il que la ville, saisie d'une soudaine frénésie de sui-

cides, s'abandonne à la fascinante horreur de mourir.

« Chaque homme possède au moins autant de raisons de ne suicider que de ne pas le faire », dit le personnage principal, un commissaire de police revenu dans sa ville natale au soir de sa vie, à l'heure du bilan. Le Mort est dans la ville comme la maladie s'empare d'un corps qu'on croyait sain. Les transfuges étant aussi frappés, le gouvernement fait appel à l'armée — ce prestigieux cordon sanitaire — pour isoler la cité empestée du reste du pays.

Le rationnel et l'illogique

« Si, un peu partout dans le monde civilisé, des collectivités allaient prendre de vitesse ceux qui, notant en passant, flirteraient également avec le suicide, mais sur un grand échelle, cette fois, puisqu'il s'agirait du suicide... Si donc ces collectivités-là, les unes après les autres, se suicidaient ? », alors les habitants de la petite ville seraient l'avant-garde du milléisme collectif. Ces « si » et ce rôle de « précurseurs » ne les réjouissent pas du tout et ils se rabiffent comme l'agonisant s'insurge à l'approche de la mort. Incendies, foules en furie, barricades, charges policières, sont la dernière rébellion avant l'acceptation de la Faucheuse.

Puis, dans un lent reflux, les vagues de suicides disparaissent. Les morts gardent leurs secrets et le livre un certain mystère.

BERNARD ALLIOT.

★ LA MORT EST DANS LA VILLE, d'Yvon Tousseint. Albin Michel, 275 pages, 35 F.

Librairie GUÉNÉGAUD 10, rue de l'Odéon - Paris VI

Nos deux derniers catalogues de livres, neufs et anciens, consacrés aux

PROVINCES DE FRANCE

viennent de paraître

Ils seront envoyés contre la somme de 15 Francs (par timbre ou chèque) remboursable dès le premier achat.

AUBIER MONTAIGNE 13, Quai Conti - Paris 6

Récit de la vie de Mrs Jemison enlevée par les Indiens en 1755 à l'âge de douze ans

Préface d'Yvon Simanis collection Étranges étrangetés 35 F

Jean-Thierry Maertens

Ritologiques Le dessein sur la peau 39 F

Edgar Poe

Poèmes

Introduction de G. Richard Traduction de Henri Pourcel Collection Bilingue 48 F

Schopenhauer

Le fondement de la morale

Introduction d'Alain Roger Bibliothèque philosophique 48 F

Marcel Légaut

Prières d'homme 15 F

ANNÉE POÉTIQUE 1977

SEGHERS

LISEZ LA SUITE.

Les meilleurs auteurs de la bande dessinée d'aujourd'hui écrivent de véritables romans. Ils ont enfin un mensuel pour s'exprimer librement au rythme de leur imagination. Voici le N° 2. Avec la suite de la grande légende celtique d'Auclair et Deschamps ; la suite de l'épopée de Corto Maltese en Sibérie par Hugo Pratt ; le second chapitre de « Ici même », roman fantastique de la petite propriété, écrit par Tardi et Forest. La propriété, c'est aussi le sujet du Dossier avec Emmanuel Le Roy Ladurie, Régis Debray, Robert Jaulin. Et puis encore, la bande dessinée vue par un Goncourt, Didier Decoin. A suivre, le magazine du récit, 108 pages, 10 F, chez votre marchand de journaux. En France, en Belgique et en Suisse.



Aujourd'hui, le roman s'écrit aussi en bande dessinée.

ANNÉE POÉTIQUE 1977 SEGHERS

ROBERT LAFFONT

Un bouquet que tout amateur du court récit se devra de lire.

Le Figaro

Une prose vive, transparente, malicieuse.

La Quinzaine Littéraire

Une pointe de nostalgie pour le temps passé, un délire farceur sur l'ordre du monde.

Les Nouvelles Littéraires

FRANÇOIS CLÉMENT

Les moyens les plus simples

Nouvelles

Le socialisme réunifiera-t-il le continent ?

Huntzinger invite donc avec force les Européens à conjurer les démons de la décadence et de la résignation et à ne plus se satisfaire d'une division qui a d'autant moins de raisons d'être que les déchirures véritables « ne

A l'Europe de l'Ouest, il appartient donc de faire la preuve que ce qui jusqu'à maintenant n'a jamais été possible s'est devenu réalisable. Or, alors qu'on cherchait à trouver, dans la célèbre formule de ce genre "si nous n'arrivons pas à nous unir, nous mourrons", jusqu'à présent réussi, la synthèse du socialisme et de la liberté. Pour y parvenir, Jacques Hainberger ne fait guère confiance, malgré le phénomène de l'eurocommunisme, qu'il analyse attentivement, aux P.C. occidentaux. Pour lui, « le communisme peut très difficilement retrouver la vérité du socialisme sans se renvoyer lui-même. Ce n'est pas la faute de Marx, c'est la faute de ceux qui ont tenté de le transformer en une doctrine socialiste ». « Ce sont les partis socialistes occidentaux, malgré leurs défaits, malgré leurs limites, qui sont occasion à remettre le socialisme à l'heure du temps présent. » L'auteur appelle de ses vœux une sorte d'« euro-socialisme » qu'il définit comme le développement d'une dynamique entre l'ensemble des partis socialistes occidentaux, pour renforcer les chances de construction d'un socialisme occidental à la fois spécifique et universel.

De toute manière, c'est seulement en réaction contre ce passé que l'Europe a une chance de s'arracher, comme Jacques Huntington l'y invite opportunément, aux tentations de l'abandon. Comment d'ailleurs les Européens, avec les fantastiques ressources matérielles et intellectuelles dont ils disposent, pourraient-ils se résigner, eux qui depuis deux millénaires ont écrit, notamment par leurs idées, l'histoire du monde, à s'abstraire en quelque sorte de la suite de cette histoire ?

que vous recherchez

Autre exemple de légèreté d'analyse : la modernisation et la rationalisation de l'économie soviétique, à quoi les Américains ont effectivement choisi d'aider depuis Nixon *à court* ! It-ou.

Je doute du remède et je soigne ceux qui ramènent. Olivier Germain-Thomas, dans l'admirable essai qu'il consacre ces jours-ci aux rats-capitaines : « Dans une saison ocre à Athènes, au cours d'un colloque sur l'avenir de la démocratie, je me souviens de Perroux-Jupiter. Il tonnait : « Les mutilations politiques peuvent donc être traitées », qu'illes, après avoir entendu d'honorables hommes de gauche expliquer comment tout s'allait se régler par les vertus du socialisme. » On mettra sur le compte des manies bien connues du signataire de ces lignes le soin qu'il prend de rappeler que, jusqu'à nouvel ordre, seul le « fait de la guerre, spécialement en France, et sans doute, pourrait encore déranger la politique, ou l'absence de politique, américaine... »

★ ILLUSIONS DANS L'EQUILIBRE DES PUISSANCES, de Zbigniew Brzezinski, préface de Jean-Pierre Cot. Editions de l'Herne, 48 F. 284 pages.

« Angoisse et certitude »

Le troisième récit, consacré à « la liberté promise » s'ouvre par le Mythe de la femme de char-mille, du philosophe Jules Le-quier, penseur tragique, mort à

L'angoisse, c'est la dignité de l'homme. La certitude, l'espérance, pour Maurice Schumann, l'est sa foi chrétienne, une foi qui exprime dans le beau cri de l'homme : « Seigneur, aide-moi à croire ! » *Un Dieu, pas de maître, et qui est la réponse à la question de Malraux : « Quelle signification peut avoir l'histoire de l'homme s'il n'y a pas de Dieu ? »* Au contraire, l'angoisse, ou envie sa certitude, ou envie sa réserve son espérance. Nous allons bien loin, n'est-ce pas, des mandats des ministères, des parages de la politique. L'humanisme recense un philosophe spinoziste. Il n'est pas beaucoup pardonné parce qu'il a beaucoup vu et beaucoup espéré.

★ ANGOISSE ET CERTITUDE,
de Maurice Schumann. Flammarion,
15 pages. 28 F.

un volume de 224 pages, aux éditions Ramsay, 45 F.

VIENT DE PARAÎTRE

Un dossier du *Monde*

L'ÉCOLOGIE

enjeu politique

En vente partout - 10 F

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

Vous y trouverez peut-être

L'APPELLEMENT

à s'inscrire

COTE VAROISE

FACE A LA MER

RECHERCHONS APPARTEMENT

LOIN DE LA FOULE DANS UN GRAND PARC FLEURI - stop

LIVRABLE IMMEDIATEMENT - stop - POSSIBILITE DE LOCATION - stop

PINEDE ST GEORGES A ST MANDRIER NOUS INTERESSE - stop

Bon à retourner à la Pinède Saint-Georges,
B.P. 9 83430 SAINT-MANDRIER
pour recevoir une documentation en couleur



M 8

Georges Bishol-Guyard

Nom

Adresse

on peut apprécier le site sur place 7 jours sur 7 (face au port de Saint-Mandrier). Tél : (94) 94 97 03

هكذا من العمل

Le Monde

culture

LE JOUR
DU THÉÂTRE

Suspense à Saint-Étienne

Le metteur en scène Jean-Louis Thamin (l'Éclair) et l'Amie Rose au Théâtre national de Strasbourg, l'île de la raison à la Comédie-Française) a été présenté par M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, pour succéder à partir de juillet 1978 à Daniel Bova et à Guy Lemaire, codirecteurs du Centre dramatique de Saint-Étienne. M. Joseph Sangues, maire (P.C.) de Saint-Étienne, a fait connaître son opposition à ce choix et s'est déclaré « attaché à la continuité de direction, car un changement porterait atteinte à la qualité du travail et au bon fonctionnement de l'entreprise ». La question est soumise au conseil des adjoints ce jeudi 23 février.

Mission d'études
à Nancy

Alain Crombecque, ancien directeur artistique du Festival d'automne, a été présenté par Jack Lang pour succéder à Michèle Kokosowski, à la direction du Festival mondial de Nancy, en accord avec le maire M. Claude Collias (P.R.). Jack Lang, fondateur du Festival, a annoncé son départ, ainsi que Michèle Kokosowski qui a été chargée, avec Alain Crombecque, d'une mission d'études en vue de la réorganisation du Festival, dont les conclusions doivent être présentées le 15 avril.

Pour sauver
Romain-Rolland

L'Association des amis du théâtre Romain-Rolland de Villejuif organise ce 23 février, à 20 heures, une assemblée-débat au cours de laquelle seront exposées les difficultés de ce lieu de création et de diffusion, qui existe depuis quarante ans, a touché plus d'un million de spectateurs et est financé par la seule municipalité sans aide de l'État.

On chante Milhaud
à Marseille

Pour la première fois de son histoire, le Mini-Théâtre de Marseille se lance dans l'opéra. Il présente le 24 février, les 2 et 4 mars, une légende médiévale de Pierre Lantier sur un poème de Marc Berthomieu, Vers la lumière, et le Pauvre Matelot, de Jean Cocteau et Darius Milhaud. Récompensé par le théâtre et la musique, détruit par les clichés caricaturaux de la trille et du contre-ut, faire connaître les compositeurs de notre siècle et prospecter le répertoire de notre temps, tels sont les objectifs du Mini-Théâtre, qui n'abandonne pas pour autant l'art dramatique et présente jusqu'au 18 mars une pièce d'Irène Hovavitz — abécédaire d'amour grimpant — dans une adaptation de Claude Roy (créée au Théâtre de Poche) : le Premier.

Douai
interroge l'Allemagne

Au centre d'action culturelle de Douai, on interroge le quotidien, le nôtre et celui de l'Allemagne — modèle de puissance et de discipline, terre de violence — pour comprendre ce qui se passe au-delà des légendes. Le 24 février, à la maison des jeunes, une lecture spectacle de Concert à la carte — description minutieuse et muette de la vie machinale d'une femme que la solitude amène tout doucement au suicide — prépare aux représentations de cette pièce de Kravitz qui auront lieu les 23, 24 et 25 mars. Elles seront suivies de débats et le 30 mars, le choral allemand Volker Schlöndorff est attendu, il portera de la société allemande aujourd'hui.

La directrice du Théâtre de Douai, comme sous le nom d'Odette, et morte mardi soir 21 février, dans un théâtre, d'une crise cardiaque, l'âge de soixante-quinze ans. Préoccupée du spectacle pendant toute sa vie, elle avait succédé à son mari, Raoul Armand, mort il y a dix ans, à la direction de l'établissement.

RECTIFICATIF. — « Le Grand vire du cirque » (Belle, Bouquet), et nous avons publié un compte rendu dans le Monde du 24 février, coûté 297 francs, et non 27 francs, comme une erreur matérielle nous l'a fait écrire.

Théâtre

« En attendant Godot », à l'Odéon

Depuis combien de temps Roger Blin a-t-il fait découvrir à l'Odéon « En attendant Godot » ? Le sens de la question se défait sous les coups que Beckett porte au temps. Son œuvre stagne dans l'attente d'un monde « qui n'en finit pas de finir ». Aujourd'hui on abrège, on dit Godot comme s'il n'était même plus besoin de prononcer le mot-clé : attendre. « L'acte d'attendre en tant qu'aspect essentiel et caractéristique de la condition humaine » est le thème de la pièce. L'attente, le temps immobile tandis que les corps s'usent, que les cellules meurent, que l'oubli déforme le passé, tandis que l'énergie s'épuise en gestes obsessionnels, en phrases répétées au cœur d'un cercle fermé, un désert de Tartares.

On dit Godot parce qu'il faut bien donner un nom au mystère, à ce qui est ailleurs, inaccessible, pour ne pas sombrer. Dieu, l'amour, la mort, le pouvoir, le paradis. L'attente, chaque jour Godot qui ne ressemble à aucun autre. Et peu importe quel est celui de clochards de Beckett.

ils ont cessé d'espérer, ils ne font plus que s'interroger. Criboulés, arrivés au milieu du jeu sans savoir s'ils doivent avancer ou reculer.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que le pessimisme pervers de Beckett ait d'abord été refusé : l'instinct de conservation à l'œuvre. Quel de plus mutilant qu'une vérité fragmentaire, mais douloureuse comme le feu ou la froid sur un nerf à vif, mais indélébile, universelle ? Il n'y a rien d'étonnant, donc, que « En attendant Godot » se soit insinué dans la mémoire collective, ait fini par devenir un classique. Rien d'étonnant que la Comédie-Française de mande à Roger Blin de le lui offrir. Elle pourrait ne pas s'arrêter là, continuer avec les Nègres et tant d'œuvres qui seraient moins bien nées sans lui. Elle pourrait se fier à lui pour découvrir ce répertoire contemporain qu'elle envisage à l'Odéon.

Le luxe n'a pas détourné Roger Blin de sa rigueur aristocratique. Le décor de Matthias, c'est encore

et seulement, dans un univers gris, un arbrisseau sec aux branches grêles et tordues, des doigts de vieillards arthritiques. Sur ce gris de pierre tombale s'inscrivent les comédiens. Francis Chautau, Pozzo-Pickwick, cabotin enluminé et habileur. Georges Riglier, Lucky, marionnette jaunâtre, parolier, jadis dégoûté. Jean-Paul Roussillon et Michel Aumont sont Estragon et Vladimir, ils comme un couple très ancien chez qui la résignation est une forme d'amour. Leur complicité s'évalue jusque dans leurs différences. Ils ont des gestes décomposés, cassés, qui poussent le naturel du quotidien jusqu'à celui d'une danse barbare et pulsante, juste à côté du grotesque. On pourrait dire parallèle au jeu clownesque. Ils en suggèrent le dessin, comme s'ils le prenaient pour le dévier dans le tragique. L'un envers l'autre, les deux ont l'un envers l'autre des danses d'une tendresse irrésistible qui se rétracte, repoussée par une ombre ironie, des qu'ils s'entraiment, un couple trop ancien, trop digne encore du pouvoir de l'amour sur l'angoisse.

Il faut voir Jean-Paul Roussillon assis, le buste penché, les mains pendantes, endormi d'un sommeil sans repos, corps abandonné, fœtus lourd flottant dans d'épaisses eaux mortes. Il faut voir Michel Aumont fur les rêves, embrassé d'une force inutile, vieux dans un corps jeune, hacher ses phrases comme s'il voulait briser sa peur. Ils portent en eux un désespoir cynique d'éternels orphelins qui se jouent des courtes et d'adultes. Tout ce que la vie impose, les allers-retours des rapports de forces dans tous les domaines, les passions, affectives, sociales, politiques, les affrontements, avec une sécheresse déconcertante. Le pathétique n'a pas droit de cité, ni le mépris. Estragon et Vladimir démontrent, corde à la main, pétrifiés par la lumière glaciale de la Lune tandis que le rideau se baisse, c'est la dignité indétruite des hommes.

Alors on est rejeté violemment en soi-même. On sort sans trop savoir, sur le point d'être déçu. Et dehors, rue de Rivoli, passe une image : trois clochards assis, serrés l'un contre l'autre. Le seigneur de l'église, pour être ensemble, pour avoir moins froid, tout simplement pour regarder rouler les voitures. Beckett.

COLETTE GODARD.

* Odéon, 20 h. 30.

SARAH BERNHARDT AU T.P.N.

Un spectacle « chichois »

Sarah Bernhardt, vieille dame impérieuse, retourne le temps comme un long pant, et fabrique avec ses soupirs, des bouquets d'artifices et de sincérité. L'idole de nos aïeux dans sa gloire immortelle, le dernier des monstres sacrés et le premier des saints, reine du pacotille à la charnière de deux siècles, sous le regard de la Belle Époque et sous celui de Marx, vient vers nous portée par les vagues de la comédie musicale style rock.

Peut-être parce qu'il s'agit d'elle, la dame du temps jadis, ressurgit un vieux mot, plus qu'un employé, « chichois ». Aujourd'hui on dirait plutôt « ringard » mais la différence est sensible. Si, aujourd'hui, l'étriquette « ringard » peut prendre une connotation de marginalité arrogante, à l'origine le mot désigne le comédien dont tout le monde oublie le nom, qui se déçoit dans les tournées poussées

reuses et les matinées chaalées en attendant sa chance. C'est le Michel Simon à Pontivy, le Michel Simon à Pontivy, c'est à dire le Michel Simon, en haut de l'affiche, motus l'émertume.

A l'origine, la connotation première de ringard est « naïveté », tandis que « chichois » véhicule quelque chose de plus trouble, la contrefaçon appliquée, pauvre, maladroite de modes plus ou moins démodées. Les M. Perrichon, les bourgeois de vaudeville qui s'empressent dans les belles manières, et révoltent de leurs mérites pour leurs enfants, sont des caractères de chichois. Sarah Bernhardt d'Alexis Tkoval et de Claude Chastrier qui balance entre la contrefaçon des idoles de marionnette et de l'originalité T.S.P. est un spectacle chichois. — C. G.

* Théâtre Paris-Nord, 20 h. 30.

Notes

Cinéma

« IL ÉTAIT UNE FOIS... LA LÉGION » de Dick Richards

Le romantisme de la légion étrangère, dont les hommes perdus se rachètent dans les combats, n'est pas rebelle, c'est moderne. Il faut au cinéma pendant les années 30, Dick Richards a reconstruit ce romantisme comme, dans « Adieu ma jolie », il avait reconstruit, avec son atmosphère d'époque, celui du film noir.

Cela ne l'a pas empêché de transformer quelque peu la mythologie du genre, en portant, sur ce monde « rétro », un regard moderne. Au Maroc, en 1919, un officier légionnaire (américain, il est vrai) chargé de protéger un chantier archéologique s'oppose au colonialisme culturel de la France, pour sauver la paix, tandis qu'El Krim, le chef dissident, réalise l'union des tribus arabes. Les rapports de ces deux personnages, interprétés par Gene Hackman et Jan Holm, constituent ce qu'il y a de plus original dans le film. Par ailleurs, Dick Richards retrouve la tradition hollywoodienne dans l'atmosphère du chantier, « marceau de braves » superbe.

Le reste, l'histoire du voleur engagé dans la légion et devenant un vrai soldat, des détails aux clichés, mais Terence Hill n'est pas précisément romantique. Catherine Deneuve, blonde ambiguë et troublante, apporte la part du rêve amoureux, mais Terence Hill n'est pas précisément romantique. Catherine Deneuve, blonde ambiguë et troublante, apporte la part du rêve amoureux, mais Terence Hill n'est pas précisément romantique.

JACQUES SICLIER.

* U.G.C. Odéon (V.O.) : Berlin, Montparnasse 33, Gaumont Ambassade, Gaumont Convention, Wepier Pathé, Gaumont Gambetta (V.I.).

« HARO ! » de Gilles Béhat

Les producteurs français prenant de moins en moins de risques, Gilles Béhat, comédien passé à la réalisation, a tenté son premier long métrage en coopération, avec ses techniciens et ses acteurs. Le système est tel qu'il ne laisse guère aux cinéastes que quelques chose de personnel à dire d'autre façon de s'exprimer.

Lois des modes parisiennes, « Haro ! » est un film où se manifeste le style lyrique d'un conteur populaire. Un village du centre de la France, dans les années 30, l'éclat de la guerre pesant sur des hommes algiers ou mutilés et des

hommes en deuil, la difficile réadaptation à la vie « normale » : Voilà, retrouvés, tous les pouvoirs du roman régionaliste où des personnages affamés de liberté et d'amour s'opposent à l'ordre établi, et à la fois s'y adaptent harmonieusement à la nature et leurs instincts.

Personnes sur certaines faiblesses dues au manque de moyens. La description des personnages et l'atmosphère d'un milieu paysan, sont rendues avec une force convaincante. Laurent Malet, jeune acteur en pleine ascension, s'empare avec adresse de Jean-Claude Béraud, Valérie Mairesse et Nathalie Courval. — J. B.

* Panthéon, Balzac, Madeleine, Studio Raspail, Cluys-Pathé.

Photo

« ILES » de Janie Gras

Janie Gras présente à la Galerie Contrejour une série de photos auxquelles elle a donné un titre général : « Iles ». Janie Gras, dans un voyage à Gênes et au Portugal, pour importer, et comme les gens qui voyagent, elle a emporté son appareil photo et elle a appuyé sur le déclencheur quelques choses frappées au vu : objets à déplaçer, mouvements humains, rassemblements et dispersions ; quand, en regardant dans son viseur, il lui semblait possible de dépasser un espace et d'y faire surgir un semblant de situation, soit anecdotique (le marchand ambulancier sur un quai de gare, la femme qui prend un bain de soleil sur sa terrasse), soit graphique (le linge blanc tendu). Le soleil rendait toute surface écarlate. Et l'œil était aux aguets, pour un quel, pour un rien : et de toutes pièces « le déplacement » de l'exceptionnel.

Se pose au retour de vacances le problème du choix : sur les places-chaises-concrètes, que garder, que faire tirer ? Et, si l'on a suffisamment bonne opinion de son carnet de voyage, pourquoi pas le montrer ? Pourquoi ne pas l'exposer ?

NERVE GUERIN.

* Galerie Contrejour, 19, rue de l'Œuvre, Paris (14^e).

En hommage au chanteur Woody Guthrie, mort il y a onze ans, un spectacle est organisé au Studio les 23 et 24 février, à 21 heures, et à la maison de la culture du Havre, le 25 février, en matinee et en soirée, avec la participation de Graham Allwright, Steve Warin, Roger Mason, Derek Adams, Sammy Walker.

Variétés

EMMYLOU HARRIS

Devenir en date des grandes chanteuses américaines, Emmylou Harris, qui dans l'après-midi au Théâtre Mogador, avait déjà présenté un concert l'an dernier au Théâtre des Champs-Élysées, et on connaît bien ses chansons, c'est-à-dire sa collaboration avec le jeune chanteur de country-rock Gram Parsons mort prématurément il y a deux ans.

Emmylou Harris a été un espace musical très riche, mais sans être, pour le moment, à l'apogée de sa carrière. Elle a écrit et composé des chansons dans les années 30 qu'aux Beatles et au rock-country qu'aux Beatles. Très belle, la chanteuse-guitariste fait du beau travail dans la chanson folk, celle de country comme dans la ballade limpide, chantée soûlement, avec parfois un accompagnement réduit à la guitare acoustique, à un harmonium, à une seule voix. Pour Emmylou Harris ne doutez que du plaisir et de l'émotion.

CLAUDE FÉLOUTER.

* Dernier album : « Quarter moon in a ten cent town » chez W.E.A. Philips Music 5942.

OLYMPIC ENTREPOT

« Un film rare, précieux, inoubliable » P. COLLIN ELLE



GILIAP

un film de ROY ANDERSSON

Donne

Le « Roméo et Juliette » de Youri Grigorovitch

Curieuse idée qu'a eue l'Opéra de demander à Youri Grigorovitch, le chorégraphe soviétique de « Spartacus » et de « Ivan le Terrible », de remonter une version prétendue toute neuve pour le « Roméo et Juliette » de Prokofiev. Car la soirée du mercredi 22 février nous a présenté un énorme pensum, d'une indigence chorégraphique insigne, abominablement mélo dans la forme et sans aucun respect dans le fond pour l'inspiration shakespearienne, ce qui est tout de même le comble pour la plus universellement connue des légendes d'amour. Je me souviens avoir vu et revu, avec une émotion chaque fois plus forte, la version originale signée Léonide Léonov, que le Bolchoï avait venue à l'Opéra en 1958, et je garde encore sur la scène la vision de rêve de l'admirable Galina Oulianova cambrée à bout de bras par son partenaire Youri Idanov. Pourquoi, vingt ans après, ce laborieux « remake » devant des rideaux noirs où les « masques » supposés être de Vénus ne sont jamais les siennes, consacrant une tragédie. Quant à M. Denard, aussi peu latin que possible quand la mémoire évoque un Attio Labe ou un Paolo Borluzzi, il ne m'a paru aucunement bouleversé par le fameux coup de foudre du lui, restant étrangement clos sur lui-même. Ce sont deux seconds rôles qui « ramassent tout » : M. Jean Guizarik en Tybalt, inquiet, au fond d'une cuve. La deuxième partie commence par la scène des duels : d'abord la demi-finale Tybalt-Roméo, ensuite la finale Tybalt-Roméo, sans autre relief que les agonies interminables des deux victimes et leur bizarre trépas les jambes en l'air. Des volets en noir et des gardes en crêpe s'empressent d'effacer de la scène les cadavres : la pompe funèbre de M. Grigorovitch est sans doute motorisée.

Ici se placent les deux seuls temps chorégraphiques qui peuvent se soutenir : l'adage à la nuit d'amour (ce n'est pas le jour,

non ce n'est pas l'olouette) et la longue variation de Juliette avant son mariage avec le tout beau Paris. Mais la mort de Roméo sur un plan incliné du lointain lieu de scène chez les chorégraphes, voir « Ivan le Terrible » est absolument incompréhensible, l'anecdote du Frère Jean et de sa dévotion maudite ayant été « sacrée », de même que la réconciliation finale des deux maisons, d'un « moment shakespearien » essentiel.

Cette grande fresque vide où la pantomime est nulle et la danse entêtante a été défendue avec un cœur admirable par le corps de ballet. Côté solistes, je n'ai pas été le moins du monde ému, à ma propre surprise, par l'interprétation de Mlle Dominique Khavoumi en Juliette et M. Michael Denard en Roméo, tous deux d'ailleurs obnubilés par leurs variations qu'habitent par leur roman d'amour. Mlle Khavoumi, assez transparente dans les expressions mutines du rôle, s'est pourtant transformée, si belle avec ses cheveux de jadis, dans le désespoir — c'est décidément une tragédie. Quant à M. Denard, aussi peu latin que possible quand la mémoire évoque un Attio Labe ou un Paolo Borluzzi, il ne m'a paru aucunement bouleversé par le fameux coup de foudre du lui, restant étrangement clos sur lui-même. Ce sont deux seconds rôles qui « ramassent tout » : M. Jean Guizarik en Tybalt, inquiet, au fond d'une cuve. La deuxième partie commence par la scène des duels : d'abord la demi-finale Tybalt-Roméo, ensuite la finale Tybalt-Roméo, sans autre relief que les agonies interminables des deux victimes et leur bizarre trépas les jambes en l'air. Des volets en noir et des gardes en crêpe s'empressent d'effacer de la scène les cadavres : la pompe funèbre de M. Grigorovitch est sans doute motorisée.

Ici se placent les deux seuls temps chorégraphiques qui peuvent se soutenir : l'adage à la nuit d'amour (ce n'est pas le jour,

OLIVIER MERLIN.

Le FIC sept ans après

Les Cahiers de la culture et de l'environnement, mensuel publié par le ministère, consacrant un numéro spécial au Fonds d'intervention culturelle, organisme interministériel créé en 1971 pour lancer ou soutenir des expériences nouvelles en matière culturelle, en coopération avec les différents ministères intéressés, d'une part, et les collectivités locales de l'autre.

Doté d'un budget annuel de l'ordre de 15 millions de francs, il a financé en sept ans cinq cent cinquante-cinq opérations (dont cent trente pendant deux ans, cent vingt pendant un an, et cent vingt pendant six mois). Il a versé environ 96 millions de francs, soit 24,6 % du budget global de ces actions, les ressources complémentaires provenant des divers ministères (36 %), des collectivités locales (25,9 %) et de fonds privés (10,7 %).

Si l'on exclut l'année 1977, 10 % seulement des opérations ont échoué, 15 % sont en cours de réalisation, 85 % vivent encore. Paris et la région parisienne ont financé cinquante-trois interventions, 23 millions. Rhône-Alpes (cinquante-deux interventions, 7,2 millions), Provence-Côte d'Azur (64 interventions, 6,2 millions) ont été les principaux bénéficiaires.

Dans un éditorial, M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, rappelle que depuis 1977 les nouvelles orientations du FIC s'ordonnent autour d'une triple perspective : l'accès de chacun à la culture, la reconnaissance du pluralisme culturel, le développement concerté au niveau local.

Lors de sa dernière session, mardi 21 février, le comité interministériel, qui se réunit trois fois par an pour attribuer les subventions, a approuvé cinquante-cinq opérations (dont cinquante-quatre nouvelles), dont le budget global est d'environ 36 millions de francs, la participation du FIC étant de 6,5 millions, soit 25,5 % du total. Ces opérations répondent aux trois orientations définies en 1977.

Trente-sept se proposent de « favoriser la démarche de chacun vers la culture » : c'est le cas notamment de l'introduction d'ateliers d'expression artistique dans des centres de loisirs et de vacances (Essonne, Charente-Maritime) et dans des musées (Ariège, Paris), de tentatives d'animation dans des bibliothèques (Cant, Cambray, Castres, Chaville, Evry, Metz, Bas-Rhin) et des musées (objets gallo-romains dans l'Oise, arts et traditions populaires en Basse-Normandie), de la création d'un centre d'initiation à l'art lyrique pour les jeunes à l'Opéra de Paris.

Vente

POUR L'ÉGLISE DE LE CORBUSIER A FIRMINY

Des œuvres données par Miro, Dubuffet, Léonor Fini, Étienne Martin, Le Moai, Massier, Stahl, Vasarely, César, Arman, seront vendues aux enchères en nocturne à Beaubourg, le 25 février prochain, pour l'achèvement de l'église de Le Corbusier, à Firminy (le Monde du 14 janvier).

L'architecte avait travaillé à cette œuvre, dont les plans étaient terminés en 1963, jusqu'à sa mort en août 1965. Interrompu l'année même de sa disparition, le chantier a été repris récemment par la ville de Firminy qui possède déjà un ensemble architectural de Le Corbusier avec, notamment, une maison de la culture et une unité d'habitation. Deux millions et demi de francs sont nécessaires pour mener à bien la construction de l'église.

D'autre part, la Bibliothèque de la Fondation Le Corbusier, square du Docteur-Blanche, à Paris, est fermée provisoirement au public pour des raisons de réorganisation. Toutefois, la villa Le Corbusier, construite par Le Corbusier en 1923, reste ouverte au public les mardis, mercredis et jeudis, de 14 heures à 17 heures, sauf les jours fériés, au 10, square du Docteur-Blanche, à Paris-16.

CONNAISSANCE DU MONDE

L'INDE DES AHURISSANTES REALITES
UN NOUVEAU VOYAGE
LES GRANDES ENIGMES DE L'INDE ETERNELLE Temples-séjours pour
vaches, moutons et rats. Mariage de pigeons. Fête du dernier repas pour
cobras. Les vêtus d'espace. UNE REVELATION : la vie quotidienne des paysans.

La critique salue le triomphe de « la Mouette », de Tchekhov à l'Atelier :

« A l'Atelier, le charme presque inexprimable de la Mouette a, magiquement, une fois de plus, agi, sur nous. Et c'est le pur miracle de Tchekhov... »

JEAN-JACQUES GAUTIER (« Le Figaro »)

« Il faut entendre Pierre Michaux auquel cette représentation fournira l'occasion d'un triomphe... »

FRANÇOIS CHALAI (« France-Soir »)

« A l'Atelier, dans une distribution excellente, et équilibrée, la Mouette module une plainte douce, grave et couverte. Il faut prêter l'oreille : cela en vaut la peine... »

DOMINIQUE JAMET (« Journal du Dimanche »)

« Pas de petits rôles chez Tchekhov. Pour le jouer il faut une troupe. Nous l'avons. D'où le coulé du spectacle... »

HENRY RABINE (« Le Croix »)

« Marie-Hélène Brillat est ici remarquable. Que la Mouette Brillat vole longtemps place Charles-Dullin... »

JAN MARA (« Minute »)

« Une mise en scène qui n'étouffe pas les acteurs, un théâtre qui les laisse vivre, c'est reposant, parfois... »

MATTHIEU GALEY (« Quotidien de Paris »)

« Judith Magre est née pour être Arkadina, l'actrice, elle en a l'élégance, l'ironie, la violence et l'intelligence. Prenez vos billets ! Allez à l'Atelier du côté de chez Tchekhov ! »

FRANÇOIS TUDEAU (« Pariscope »)

« Tout est exactement en place dans cette représentation... »

ROBERT KANTERS (« L'Express »)

« Une musique de chambre où chacun est à sa place, on joue la partition et on ne se permet aucune licence, c'est ce parti qu'a pris Pierre Franck et qu'il a parfaitement réussi... »

PHILIPPE TESSON (« Le Concord enchaîné »)

« Un des signes de la justesse de la mise en scène de Pierre Franck est que l'on rit comme le souhaitait Tchekhov... »

GEORGES LERMINIER (« Le Parisien libéré »)



RUFUS HALLER

du 21/2 au 26/2 du 27/2 au 4/3
du 7/3 au 12/3 du 13/3 au 18/3
du 21/3 au 26/3 du 27/3 au 1/4

en alternance
1 semaine sur 2

Palais des Arts

325 rue St-Martin 75003 PARIS

278.04.68 et 272.62.98

CINEMA
INTERDISCIPLINAIRE
LE THEATRE
LE CINEMA
LE DANSE
LE MUSIQUE
LE LITTÉRAIRE
LE VISUEL
LE SON
LE THÉÂTRE
LE CINÉMA
LE DANSE
LE MUSIQUE
LE LITTÉRAIRE
LE VISUEL
LE SON

STUDIO LOGOS
OLYMPIC ENTREPOT

UN FILM SUR
LES PATRONS

LA VOIX
DE SON MAÎTRE

le Grand Nord
et Michel Philibert

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h. 30 : les
Astruc de bonne foi ; On ne
badine pas avec l'amour.
Châtelet, 20 h. 30 : Les
Mouettes ; dans la cathédrale.
Gémeil, 20 h. 30 : Candide.
Petit Odéon, 18 h. 30 : les Inqui-
études de M. Delumet.
T.E.P., 20 h. 30 : Films : Chariot,
gentilhomme vagabond ; Une vie
difficile.
Petit T.E.P., 20 h. 30 : Libre par-
cours variétés.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 21 h. : le Théâtre
ou les Frères ennemis ; Salle
Pénel, 20 h. 45 : Yiddish Story ;
21 h. 30 : le Solitaire Eden.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Inti
Mimani ; 20 h. 30 : Ensemble
intercontemporain.

Les autres salles

Alce libre Montparnasse, 18 h. 30 :
la Maison de l'homme.
Antoine, 20 h. 30 : Raymond Devos.
Arts-Hébertot, 20 h. 45 : Si l'es beau,
l'es com.
Atelier, 21 h. : la Mouette.
Athénée, 21 h. : l'Alce à deux têtes.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : le Petit-
Fils du chapeau.
Cartouches, Théâtre du Soleil,
20 h. 30 : David Copperfield.
Don Juan, 20 h. 30 : la Tempête.
Centre culturel du X^e, 20 h. 30 :
Penalty ; 22 h. : l'Étalon, net.
Centre culturel anglais, 20 h. 30 :
Charlie McDeath.
Clôt internationale, la Galerie,
Huchette, 20 h. 45 : les Femmes sa-
vantes ; les Femmes savantes.
La Ressource, 21 h. : Britannicus.
Grande salle, 21 h. : les Pâques à
New-York.
Comédie des Champs-Élysées,
20 h. 45 : le Bateau pour Lipari.
Espace Cardin, 20 h. 30 : Cripure.
Fontaine, 21 h. : le Roi des cons.
Gymnase, 21 h. : Coluche.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice
chaude ; la Leçon.
Le Théâtre, 20 h. 30 : Louise la
Bruyère, 21 h. : Angèle.
Le Lucernaire, Théâtre noir, 18 h. 30 :
les Baux et les Forêts ; 20 h. 30 :
les Baux de Laura.
Théâtre
rouge, 20 h. 30 : Boite Mao boîte
à feu Story.
Mithras, 20 h. 45 : La ville dont
le prince est un enfant.
Moulin, 20 h. 30 : Lundi la fête.
Michodière, 20 h. 30 : les Rustres.
Montparnasse, 21 h. : Trois lits pour
huit.
Gare, 21 h. : Éclairage indirect.
Orsay, grande salle, 20 h. 30 : Rhino-
céros ; Petite salle, 20 h. 30 :
les Fous du soleil.
Palais des arts, 18 h. 30 : les Jeanne ;
20 h. 45 : Rufus.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 23 février

Palais-Royal, 20 h. 30 : le Cage aux
folies.
Porte-Saint-Martin, 21 h. : Pas
d'orchestre pour l'été.
Studio des Champs-Élysées, 21 h. 15 :
les Dernières Illusions.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : l'Espoir
grave.
Théâtre-en-Rond, 21 h. : Marie
de verre.
Théâtre de l'École normale supé-
rieure, 20 h. 30 : Marchande
d'œuvres.
Théâtre du Marais, 20 h. 45 : Tueur
sans pitié.
Théâtre Marie-Stuart, 18 h. 30 :
Ahmed Ben Dhahab ; 20 h. 45 :
Gotha ; 22 h. 30 : Just Hamlet.
Théâtre Molière, 18 h. 30 : l'Innocent
et le For ; 21 h. : la Lèvre.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 30 : Sarah
Bernhardt.
Théâtre la Pépiche, 20 h. 30 : le
Psychopompe.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 :
Nefertiti.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : la Tour
de Nesle.
Théâtre des Quatre-Cent-Cent-Cent,
21 h. 30 : la Goutte.
Théâtre Saint-Médard, 20 h. : Cen-
dillon.
Théâtre 13, 20 h. 45 : Barouffe à
Chigaglia.
Théâtre le 35-Rue-Duval, 20 h. 30 :
Claudine, les enfants pleurent.
Théâtre 347, 20 h. 30 : la Ménagerie
de verre.
Troglodyte, 21 h. : l'Améthyste.
Variétés, 20 h. 30 : Père de Broadway.

Les comédies musicales

Châtelet, 20 h. 30 : Volga.
Mogador, 20 h. 30 : Valse de Vienne.
Palais des congrès, 20 h. 30 : Porgy
and Bess.

Les concerts

Porte de la Suisse, 20 h. 30 : Boris
Gouffier (C. Lacombe et R. Es-
tange).
Salle Gaveau, 21 h. : Hommage à
Ferdinand Sor.
Salle Pleyel, 21 h. : D. Wagners,
piano (Chopin).
Eglise Saint-Georges, 20 h. 30 :
Ensemble instrumental Ars Lutea
(Vivaldi, Bach, Mozart).
Salle de la Gare, 22 h. : Plantons
sous la suite.

Les chœurs

Caveau de la République, 21 h. : Ce
soir on actualise.
Doux-Aire, 21 h. : AUX ANS citoyens.
Dix-Huit, 22 h. : Mars ou crève.

Jazz, pop, rock, folk

Palais de la découverte, 18 h. 30,
20 h. 45 et 22 h. : Laurent, rock.
Moufflard, 20 h. 30 : le Groupe
Gilles Hottot.
Théâtre la Pépiche, 22 h. : Steve
Lucy et Steve Pott.
Stadium, 21 h. : Hommage à Woody
Guthrie : Graeme Allwright, Steve
Waring, Roger Mason, Derroll
Adams, Sammy Walker.
Porte de la Suisse, 20 h. 30 : Alister
dame c'est l'heure, jazz.
Gibus, 24 h. : Bougaloo Band.
Musée d'art moderne, 20 h. 30 :
Raga-jazz, improvisations.

TH. MONTPARNASSE

PEINES DE COEUR
d'une
CHATTE
ANGLAISE
PAR LE GROUPE TSE
LOCATION OUVERTE
Théâtre-FRAC-CROUS-Agences
musées (sauf les lrs dimanches 15 h.)
PREMIERE le 1^{er} MARS

théâtre de gennevilliers

**marionnettes
nobespierre**
11 av. 25
février

DROUOT

Rive Gauche

Cie des Commissaires Priseurs de Paris

GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE
75007 PARIS - Tél. 544-38-72 - Téléc 270906

LUNDI 27 FÉVRIER (Exposition samedi 25)
S. 1. - Dessins, tableaux anc.
mobili. 17^e et 18^e s. Boisclair,
de Heeckeren, MM. Lemonnier,
Lepic.
S. 3. - Livres anc. et mod., autogr.
M^{re} Oger, Mme Vidal-Mégret.
S. 4. - Tableaux : Charchoune,
Meubles, bibelots, M^{re} Robert.
S. 6. - Dentelles, linage, jouets.
MARDI 28 FÉVRIER (Exposition lundi 27)
S. 8. - Dessins et tableaux anc.
M^{re} Ader, Picard, Tajan, MM. F.
Antonioli, G. Herdhebaud.
MERCREDI 1^{er} MARS (Exposition mardi 28 février)
S. 1. - Objets d'art et d'ameubl.
des 18^e et 19^e s., instrum. scientifi.
M^{re} Ader, Picard, Tajan, MM. J.
Antonioli, Ch. Bernard.
S. 2. - Ameublement, obj. de vitr.
M^{re} Boisclair, de Heeckeren.
S. 3. - Vols, mob., M^{re} Oger.
S. 4. - Meubles, M^{re} Chambelland.
S. 7. - Timbres-poste mod., epr.
de luxe, monnaies et antiques.
JEUDI 2 MARS (Exposition mercredi 1^{er} mars)
S. 9. - Dessins anc., peintures
ant. lre Époque, M^{re} Godeau,
Soland, Audap, M. Roudillon.
S. 12. - Provenant Succession
A. Dunoyer de Segonzac et de la
collect. Sacha Guitry et apparcon.
JEUDI 2 MARS
S. 7. - Coll. d'affiches de cinéma : La femme au cinéma, films
bouts d'essai, M^{re} Chayette.
VENDREDI 3 MARS (Exposition jeudi 2)
S. 1. - Dessins et tableaux mo-
dernes, M^{re} Ader, Picard, Tajan,
MM. F. Antonioli, Marchoux, Jeanne.
S. 6. - Argentierie anc. et mod.
M^{re} Laurin, Guillaud, Buffetaud,
Tailleur, M. Baur.
S. 8. - Objets d'art et d'ameubl.
principalement des XVIII^e et XIX^e.
S. 11. - Objets de vitrine, M^{re} Cham-
belland.
S. 12. - Objets de vitrine, M^{re} Cham-
belland.
S. 13. - Art d'Asie, M^{re} Laurin,
Guillaud, Buffetaud et Tailleur,
M. Beurdely.
S. 19. - Mobil. anc. et de style,
objets de vitrine, M^{re} Couturier,
Nicolas.
S. 20. - Bibelots, mobilier anc. et
principalement des XVIII^e et XIX^e.
S. 21. - Objets de vitrine, M^{re} Cham-
belland.
S. 22. - Vins et alcools grands
millésimes, M^{re} Godeau, Soland,
Audap.
S. 23. - Bibelots, mobilier anc. et
principalement des XVIII^e et XIX^e.
S. 24. - Objets de vitrine, M^{re} Cham-
belland.
S. 25. - Objets de vitrine, M^{re} Cham-
belland.
S. 26. - Objets de vitrine, M^{re} Cham-
belland.
S. 27. - Objets de vitrine, M^{re} Cham-
belland.
S. 28. - Objets de vitrine, M^{re} Cham-
belland.
S. 29. - Objets de vitrine, M^{re} Cham-
belland.
S. 30. - Objets de vitrine, M^{re} Cham-
belland.

PALAIS D'ORSAY, 7, quai Anatole-France (75007)

MARDI 28 FÉVRIER à 21 h.
(Exposition lundi 27 de 21 à 23 h., mardi 28 de 11 à 17 h.)
Dessins et tableaux modernes par Degas, Chagall, Renoir, Dufy,
Pissarro, Sisley, Soutine, Utrillo, M^{re} Ader, Picard, Tajan,
MM. Durand-Ruel, Pacitti, Marchoux, Cézanne, Jeannelle.

Etudes annonçant les ventes de la semaine

— ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 72-95-77.
— BOISCLAIR, DE HECKEREN, 2, r. de Provence (75009), 770-81-38.
— CHAMBELLAND, 1, rue Rosini (75009), 770-16-18.
— CHAYETTE, 10, rue Rosini (75009), 770-33-39.
— COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 555-85-44.
— DEUBERGUE, 262, boulevard Saint-Germain (75007), 556-13-43.
— GODEAU, SOLAND, AUDAP, 22, rue Drouot (75009), 770-15-23.
— LAURIN, GUILLAUD, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement
RHEIMS-LAUREN), 1, rue de Lili (75007), 260-24-11.
— OGER, 21, rue Drouot (75009), 823-20-66.
— PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, 16, rue de la Grange-
Battière (75009), 770-88-38.
— ROBERT, 5, avenue d'Alsace (75016), 72-95-34.



Un film de WIM WENDERS

FAUX MOUVEMENT

Scénario de Peter HANDKE d'après le roman de Goethe
"Les années d'apprentissage de Wilhelm Meister"

STUDIO
GIT-LE-CŒUR
320.80.25

RENCONTRE
DU PREMIER TYPE
Observation d'un OVNI!

RENCONTRE
DU SECOND TYPE
Evidence Physique

RENCONTRE
DU TROISIEME TYPE
Contact

NOUS NE SOMMES PAS SEULS

RENCONTRES
DU TROISIEME TYPE

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES 70% VF • FRANÇAIS 70% VF • HAUTEFEUILLE VF
ST-GERMAIN HUCHETTE VF • MARIGNAN VF • GAUMONT RICHELIEU VF
GAUMONT RIVE GAUCHE VF • WEPLER VF • GAUMONT SUD VF
SON STEREOGRAPHIQUE DANS TOUTES LES SALLES

مکان التمثيل

Le Monde

Société

DEUX VERDICTS

● ROUEN : douze ans de réclusion pour une « mère indigne »

De notre correspondant

Rouen. — Hugo, Camus, Kafka : les références littéraires ont été nombreuses au cours du procès de Sylvie Joffin, qui se tenait mardi 21 et mercredi 22 février devant les assises de la Seine-Maritime. La gravité des faits, leur absurdité, leur complexité autorisaient, si on était loin de la fiction romanesque lorsque les jurés, rendant leur verdict, ont condamné Sylvie Joffin à douze ans de réclusion criminelle.

Sylvie Joffin a donc été reconnue coupable du meurtre de ses deux enfants, François-Xavier, quatre ans, et Sébastien, deux ans, qu'elle avait laissés seuls quinze jours durant dans son étroit appartement de Dieppe (le Monde du 6 avril 1977). Coupable, en tous les cas, de « privations à enfants de moins de quinze ans avec intention de donner la mort et l'avoir entraîné », comme l'indiquait l'acte d'accusation. Coupable, comme l'avait souligné l'avocat général, M. Charles Michon, de n'avoir pas eu « ce sentiment inné que l'on trouve même chez les animaux et qui conduit les mères à se battre pour protéger leurs petits ».

Coupable ? Jamais au cours des deux jours d'audience, Sylvie Joffin n'a dit ce qu'elle en pensait. Silencieuse, prostrée sur son banc, sans émotion apparente, elle a seulement « asséni » à l'audience. Aux questions du président, M. Michel Svahn, elle a expliqué sa rencontre avec Fabrice Letellier, le père de ses enfants. Elle avait alors seize ans. Un an plus tard naissait François-Xavier. Puis, en 1975, arrivait Sébastien.

Elle était une « bonne mère », disent les voisins. Mais à Noël 1976, alors qu'il était en Allemagne depuis trois mois, son mari lui annonce par lettre qu'il a décidé de rompre. Elle se retrouve seule, sans ressources, sans emploi, dans un logement où l'électricité a été coupée depuis longtemps, où le chauffage a toujours été inexistant et où les meubles ont été vendus. Le 18 mars 1977, elle quitte son appartement en y abandonnant ses deux enfants, leur laissant pour toute nourriture une bouteille d'eau et de la grenadine, après avoir fait disparaître « tous les objets qui pourraient les blesser ».

Le père, libre

Le président Svahn cherche à comprendre. Réponse de l'accusée : « François-Xavier était très débrouillard. Je pensais qu'il n'y avait pas de danger. » Mais le 4 avril lorsqu'elle revient, parce qu'une rencontre avec sa belle-mère « a joué comme un déclic », les deux enfants sont morts. « A cause du manque de tout », dit Sylvie.

« Et ce le comportement d'un monstre ou d'une folle ? », s'interroge le président. « Elle n'était pas armée pour une rupture sociale ou affective, en raison sans doute de son immaturité considérable. Mais elle ne présente pas de signes de maladie mentale », répond le docteur Leyrie, expert psychiatre.

L'interrogatoire sans complaisance des responsables des services sociaux apporte d'importantes précisions. Pour les quatorze mille habitants du secteur dont dépendait Sylvie, il était bien prévu un poste d'assistante sociale. Mais il était vacant. Seule une retraitée du service, Mme Anquetil, assurait le « dépannage ». « En tant que remplaçante vacataire, je ne pouvais prendre aucune initiative. Je n'avais pas le droit de me rendre chez Mme Joffin », déclare Mme Anquetil. Je ne l'ai pas convoquée, car elle ne dépendait pas de moi.

Et la famille ? A la barre, Fabrice Letellier ne paraît pas gêné. S'il a abandonné sa concubine, c'est « parce qu'il n'avait plus envie d'elle ». S'il ne s'est pas inquiété des enfants, c'est « parce que c'était à elle de s'en occuper ». S'il ne lui a pas envoyé d'argent, c'est « parce qu'il pensait qu'elle travaillait ». Pendant ce temps, Sylvie ne touche plus que 160 F par mois pour vivre. Elle n'a plus droit au salaire unique. Comme elle n'a pas demandé le renouvellement du secours à l'enfance, on le lui a automatiquement supprimé.

VIEN DE PARAÎTRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE

enjeu politique

En vente partout - 10 F

● BEAUVAIS : vingt ans de réclusion pour un violeur

De notre correspondant

Beauvais. — La cour d'assises de l'Oise, présidée par M. Emile Courdet, a prononcé, mercredi 22 février, une peine de vingt ans de réclusion criminelle à l'encontre de M. Lakhdar Setti, trente-cinq ans, un ouvrier algérien, accusé de trois viols, d'une tentative de viol et d'un vol avec armes. Tous ces faits ont été commis au cours de l'été 1976.

Le ministère public avait réquis une peine d'au moins quinze ans de réclusion criminelle en demandant cependant les circonstances atténuantes. Sur ce dernier point, les jurés ont suivi l'avocat général puisque le vol avec armes est puni, aux termes de la loi, de la peine de mort, tandis que le viol est sanctionné par une peine maximum de vingt ans de réclusion criminelle.

Les cinq agressions, qui ont fait six victimes, se sont toutes déroulées selon le même scénario. Une jeune fille fait de l'auto-stop, porte de la chapelle, en direction de la province. Une voiture conduite par un Nord-Africain s'arrête.

Après quelques kilomètres sur l'autoroute, sous prétexte de prendre de l'essence, le véhicule s'égare sur des chemins forestiers et se dirige vers une maison plus mystérieuse de ses intentions. A chaque fois la portière avant droite est condamnée de l'intérieur par de l'adhésif noir. L'agresseur exhibe un couteau pour soumettre la passagère prisonnière.

MARC LECARPENTIER.

Faits et jugements

Guignol contrefait Guignol

La troisième chambre civile du tribunal de grande instance de Lyon a décidé, dans un jugement rendu mardi 21 février, que le titre *Allô Lyon*, qui Guignol, sous lequel a été mis en vente à partir du 4 janvier 1978, dans la région lyonnaise, un hebdomadaire « humoristique et satirique », constitue une contrefaçon de la marque Guignol (le Monde du 13 janvier 1978). Le titre, moyen d'identification d'une revue ou d'un journal, explique en substance le jugement, peut constituer une marque, et le terme Guignol représente « une appellation fantaisiste suffisamment originale pour constituer un signe distinctif ».

La société Allé, editrice du journal, le gérant de celle-ci, M. Christian Crouzet, et le directeur de la publication, M. Roland Rolland, sont condamnés à faire des dommages et intérêts et au versement de 1500 francs à M. Jean-Joachim Bertin, ancien gérant de la société Editions Guignol, propriétaire de la marque Guignol, déposée à l'Institut national de la propriété industrielle depuis le 29 janvier 1976. Le tribunal a ordonné, en outre, la suppression, sous astreinte, de la dénomination contrefaite, la destruction immédiate de toute

édition du journal et d'une manière générale, de tout document relatif à la publication en question et enfin la publication du jugement dans cinq journaux. — (Corresp. rég.)

Le licenciement d'un éducateur.

Une instance en référé engagée par le directeur du foyer des jeunes, qui n'était pas revenu au foyer le 21 février et n'avait pas l'intention de s'y représenter tant que la juridiction prud'homale n'aurait pas statué sur la légalité de son licenciement. Les magistrats ont décidé de donner acte à M. Benamor de ses déclarations, réservant au requérant la possibilité de formuler un besoin une nouvelle demande et l'éducateur renvoyant au foyer malgré son engagement de n'y point revenir.

M. Jean Burgelin est nommé directeur de l'École nationale de la magistrature.

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, le conseil des ministres a nommé, mercredi 22 février M. Jean Burgelin, vice-président du tribunal de grande instance de Paris, directeur de l'École nationale de la magistrature, en remplacement de M. Lhéris.

Le 17 décembre 1936 à Metz, licencié en droit et titulaire d'un diplôme d'études supérieures de droit privé, M. Jean Burgelin a été nommé directeur du tribunal de Nanterre, à partir du 15 septembre 1965, puis de premier juge au tribunal de Fontenay, le 13 novembre 1973. Le 25 avril 1975, il est nommé secrétaire général de la cour de Paris.

● **Nomination de magistrats.** — Par décret, publié au Journal officiel du 21 février, M. Claude Godeau, premier substitut à l'administration centrale, est nommé procureur de la République à la cour d'appel de Paris, en remplacement de M. Victor Gréffier, nommé président du tribunal de grande instance de Fontenay.

DIX ANS DE PROBABILITÉ POUR UN TABLEAU CONTESTÉ

Le 21 février 1968, à l'hôtel Drouot, les tableaux de la collection de dix-septième siècle, attribués à Apollon et Marquis, (ou à Olympe et Marquis), ont été vendus à un prix de 2 200 francs à un important marchand de tableaux parisiens, puis réclamés par le musée du Louvre, qui avait exercé son droit de réclamation.

Peu après, en mars 1968, les époux Saint-Arroman apprenant que le tableau serait en réalité une œuvre de Nicolas Poussin, et ils purent le voir, d'ailleurs, accroché en bonne place aux cimaises du Louvre.

Aussi avaient-ils réclamé l'annulation de la vente de cette toile au tribunal de grande instance de Paris, qui leur donna satisfaction le 23 décembre 1972 (le Monde du 6 décembre 1972). Mais le 2 février 1976 (le Monde du 4 février 1976), la première chambre civile de la Cour de cassation, saisie sous la présidence de M. Henri Charlier, a cassé cet arrêt. Les magistrats ont motivé leur décision en déclarant que « la cour d'appel a statué sans rechercher si, au moment de la vente, le consentement des vendeurs n'avait pas été vicié par leur conviction erronée que le tableau ne pouvait pas être une œuvre de Nicolas Poussin » et qu'ainsi elle « n'a pas donné de base légale à sa décision ».

Les magistrats ont également précisé que l'arrêt de la cour d'appel de Paris était « cassé en son entier ». Ils ont renvoyé l'affaire devant la cour d'Amiens.

VISITANT L'ÉCOLE NATIONALE DES SAPEURS-POMPIERS

M. Giscard d'Estaing annonce un renforcement des moyens de sécurité dans les grandes villes

M. Giscard d'Estaing a saisi l'occasion d'une visite, mercredi 22 février, au domaine de Nainville-les-Roches (Essonnes), qui abrite actuellement le Centre national d'études de la Sécurité civile et où l'on construit l'École nationale des sapeurs-pompiers, pour annoncer que les moyens de sécurité seraient renforcés, cette année, en particulier dans les banlieues des grandes villes.

Accompagné par MM. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, Marc Bédard, secrétaire d'État, et Christian Grandjean, directeur de la Sécurité civile, le président de la République a passé en revue un millier de sapeurs-pompiers venus de toute la France. Il a assisté à plusieurs exercices de sauvetage, dont celui qui consiste à découper, dans un minimum de temps, deux mille mètres d'une voiture accidentée pour en dégager les occupants.

Le président de la République s'est ensuite entretenu avec les inspecteurs départementaux et les présidents d'union départementales de sapeurs-pompiers, qui regroupent deux cent douze mille sapeurs-pompiers (douze mille sapeurs-pompiers communaux ou départementaux, et deux cent mille des volontaires), le reste constituant les brigades de sapeurs-pompiers militaires, à Paris et à Marseille. Une trentaine de sapeurs-pompiers particulièrement méritants ont été présentés au chef de l'État.

Dans l'allocution qu'il a prononcée, M. Giscard d'Estaing a souligné les Français et les Français apprenent plus que jamais, aujourd'hui, à la sécurité.

Il a ajouté : « La sécurité, c'est d'abord la lutte contre la violence et la criminalité. C'est pour moi un impératif. Une tâche fondamentale des pouvoirs publics aujourd'hui est de prendre les mesures nécessaires pour renforcer la sécurité des Français dans le respect des libertés. C'est l'effort qu'a poursuivi le gouvernement en s'attaquant aux racines mêmes

de la violence et de l'insécurité. Ce doit être une tâche prioritaire du gouvernement.

« Un renforcement des moyens de sécurité sera mis en place dès cette année, notamment dans les grandes zones d'urbanisation où l'insécurité est le plus vivement ressentie par la population, comme certaines banlieues des grandes villes. Il faut, en effet, assurer dans tous les quartiers d'habitation, une présence suffisante des personnels chargés de la sécurité publique, police et gendarmerie.

Le président de la République a ensuite indiqué que la « politique nationale de sécurité civile », mise en place par le gouvernement, devait être poursuivie, au premier lieu, dans le sens d'une meilleure prévention des risques. « Trop souvent encore, a déclaré M. Giscard d'Estaing, l'État se substitue aux individus dans la recherche de leur propre sécurité. Il doit même parfois la leur garantir, presque à leur place. Le souci de sécurité est un devoir de chacun de nos concitoyens. Il faut qu'il devienne une réflexe naturel. Il y a de leur propre sécurité, mais aussi de celle de leurs familles et de leurs voisins. »

Le président de la République a ensuite évoqué les missions accomplies par les sapeurs-pompiers, la nécessité de poursuivre l'équipement du corps des sapeurs-pompiers et d'améliorer les moyens propres de la Sécurité civile, et le rôle de l'École nationale, qui dispensera aux sapeurs-pompiers et à leur encadrement « un enseignement approfondi et de qualité ».

En Grande-Bretagne

Un projet conservateur vise à modifier dans un sens restrictif la loi de 1967 sur l'avortement

De notre correspondant

Londres. — A la faible majorité de 161 voix contre 175, les députés ont adopté le projet de loi visant à modifier l'application de la loi de 1967 sur l'avortement dans un sens restrictif.

La mesure envisagée concerne en premier lieu le délai au-delà duquel un avortement ne sera pas autorisé. Cette limite fixée actuellement à vingt-huit semaines serait ramenée à vingt semaines de la grossesse. Sir Bernard Braine, député conservateur, auteur du projet, a indiqué que la très grande majorité des gynécologues étaient favorables à la limite des vingt semaines et que son projet visait essentiellement à mettre fin à la « destruction d'embryons » viables en dehors de la matrice dans les limites de vingt-huit semaines.

D'autre part, le projet vise à renforcer la loi concernant le droit des médecins et du personnel hospitalier de refuser de participer à la procédure d'avortement pour raisons de conscience. Enfin, aux termes du projet, les divers bureaux et organisations informelles et bénévoles de la grossesse, qui devraient être autorisés par le ministre des services sociaux. Cela à la condition essentielle de l'attribution d'une licence, qui serait que ces organismes n'aient pas de liens financiers avec les cliniques d'avortements.

Néanmoins, Sir Bernard a indiqué que, tant que le service national santé ne pourra assurer tous les avortements légaux, les organisations charitables pourront être exemptées de l'obligation d'une licence à condition d'inscrire les avortements « à la demande ».

Un autre député conservateur, Sir George Sinclair, s'est opposé à la motion, en considérant qu'il s'agissait « de la première série d'une campagne de pression visant à restreindre l'application de la loi. Il note que les avortements accomplis au-delà de la limite des vingt semaines étaient exceptionnels, précisant que 80 % des avortements intervenaient avant douze semaines de la grossesse. Pour ce qui concerne l'objection de conscience du personnel médical, il souligne que la loi de 1967 l'avait déjà formellement reconnue et il ajoute que les femmes auxquelles l'avortement était refusé, étaient en droit de savoir si ce refus était fondé en fonction de critères médicaux ou sur des raisons de conscience.

En fait, le projet voté par les Communes à la majorité de 6 voix et, en l'absence de près de la moitié des députés, a très peu de chances de devenir loi étant donné le refus du gouvernement de le mettre à l'ordre du jour de la session parlementaire. Néan-

moins, le vote reflète assez bien le soul d'une large fraction du Parlement et de l'opinion de réviser de manière restrictive la loi de 1967.

HENRI PIERRE.

UNE ASSOCIATION POUR LES SOINS D'URGENCE PROPOSE LA CRÉATION D'UNE CARTE D'IDENTITÉ MÉDICALE

La création d'une carte d'identité médicale, annoncée officiellement mardi 21 février par l'Association pour le développement de l'information médicale d'urgence (AID), devrait permettre aux médecins qui prennent en charge en urgence un malade ou un blessé de disposer dans les plus brefs délais d'informations concernant ce patient.

Ces renseignements, donnés par les médecins traitants eux-mêmes et complétés par les antécédents essentiels, la pathologie actuelle, les traitements en cours des maladies, pourraient éviter certaines contre-indications et diminuer les risques opératoires. Un tel document, accolé à la carte nationale d'identité, apparaît donc particulièrement utile pour tous ceux qui ont eu des antécédents chirurgicaux ou médicaux qui font l'objet de traitements de longue durée.

De plus, cette initiative permet au malade éventuel de donner des instructions particulières et confidentielles sur les personnes qu'il souhaite prévenir de son hospitalisation, sur le don d'organes ou même sur le choix d'un établissement.

Pour répondre aux inquiétudes exprimées notamment par l'ordre des médecins, les dirigeants de cette association, présidée par le docteur Polveret (SAMU de Paris) ont eu le souci de soumettre cet échange de renseignements aux règles strictes du secret médical. Seul un des deux médecins de l'association sera habilité à fournir les renseignements demandés enregistrés sur informatique. Quant aux médecins de l'urgence, ils ne pourront pas obtenir d'information, directement, mais seulement après avoir fourni les coordonnées de leur cabinet médical ou du SAMU où les médecins de l'association les rappelleront eux-mêmes.

D'autre part, le médecin traitant est systématiquement informé par écrit de tout appel concernant ses propres malades.

(1) 21 bis, rue Louis-Bruno, 75010 Paris. Prix de l'inscription à l'association : 50 F.

LE GAZ CARBONIQUE : SA CONCENTRATION DANS L'ATMOSPÈRE AUGMENTE.

les forêts qui le fixent sont en voie de défrichement.

LES BACTÉRIES : ELLES COLLENT A TOUT MILIEU.

cette adhérence est la cause des infections bactériennes.

et des articles sur la prothèse du genou, l'analyse des données, la Carthage romaine, la structure du milieu interstellaire, la structure spatiale de l'ARN de transfert, l'efficacité des algorithmes, les jeux mathématiques, les expériences d'atmosphère.

POUR LA SCIENCE

édition française de SCIENTIFIC AMERICAN

MARS N°5 - en vente chez les marchands de journaux.

ÉDUCATION

Les difficultés de l'académie de Versailles

Près de deux cents enseignants et agents de service de l'académie de Versailles se sont rassemblés, le 22 février, devant la trésorerie de la ville, pour exiger le réajustement des effectifs, et pour protester contre les projets de transferts de postes entre les quatre départements de l'académie.

Cette manifestation, organisée par la Fédération de l'éducation nationale pour la « Quinzaine d'action en faveur des non-titulaires », a réuni des représentants du Syndicat national des instituteurs (SNI-P.E.G.C.), du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), du Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (SNETP-C.G.T.), du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.), et du Syndicat national des agents de l'éducation nationale (SNAEN-FEN).

La délégation est venue au recteur de Versailles, où elle a remis une motion demandant la création de postes d'enseignants et d'agents. En réponse à une lettre de M. André Henry, secrétaire général de la FEN, qui avait demandé une audience au recteur le 16 février, celui-ci a confirmé qu'il recevrait une délégation de la FEN le 10 mars.

Pour sa part, le SGEN-C.F.D.T. indique que, d'après la carte scolaire établie pour l'Essonne (groupe de travail réuni le 20 février), l'administration impose soixante-trois suppressions de postes, cinquante-sept transferts et dix-neuf compléments de service, ainsi que la suppression de dix-sept postes d'instituteurs spécialisés.

Un recteur en béton armé

« Maintenant, quand je vais au ministère demander des postes, on m'en donne », dit le recteur Albarède. Il est satisfait : on lui avait parlé de cinquante nouveaux postes d'enseignants à la prochaine rentrée. Il en aura cent quatre-vingts pour l'académie de Versailles qui regroupe, depuis 1975, les départements de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, du Val-d'Oise et des Yvelines. Un succès personnel pour cet agrégé de médecine, recteur de la plus grande académie de France.

Sa recette ? Une politique de « remise en ordre » et non d'austérité, tient-il à préciser. « J'ai des dossiers en béton armé », commente-t-il. Pour « normaliser » la situation comme le demandait le ministère, dit-il, il aurait fallu transférer autoritairement cinq cent dix-neuf postes d'agents entre les quatre départements de l'académie. J'ai préféré faire appel au volontariat. Ce sont, en effet, près de neuf cents postes d'agents (personnels ouvriers et de service des

lycées et collèges) qui sont actuellement « mis au mouvement », c'est-à-dire appelés à être transférés pour « coller » davantage aux besoins.

Explications : « Il faut se rendre compte que certains établissements sont très « surdotés » (vingt-six ou vingt-sept postes d'agents en sur-nombre par rapport au barème de 1968), alors que d'autres vivent une situation intenable. Par exemple, deux agents dont l'un tombe malade et l'autre part en congé de maternité. Il arrive que la principale fasse la valisette pour assurer la demi-pension... »

Et les transferts de postes entre les Hauts-de-Seine et les trois autres départements ? « Voilà cinq ans que les effectifs des Hauts-de-Seine baissent, tandis que ceux des trois autres augmentent » (1), explique le recteur. L'année dernière, on a supprimé cent cinquante postes dans les Hauts-de-Seine sans histoires. Cette année, à la simple lecture de la loi de finances, qui reste notre Bible, on prévoyait cent vingt transferts. En fait, avec les créations de postes que je viens d'obtenir, ce sont seulement une vingtaine de professeurs qui recevront leur avis de transfert après le 30 mars. » (2)

Normaliser

M. Albarède se défend, cependant, de jouer les tyrans dans son académie. « Pour « normaliser » la situation comme le demandait le ministère, dit-il, il aurait fallu transférer autoritairement cinq cent dix-neuf postes d'agents entre les quatre départements de l'académie. J'ai préféré faire appel au volontariat. Ce sont, en effet, près de neuf cents postes d'agents (personnels ouvriers et de service des

STAGES LINGUISTIQUES EN ANGLETERRE

BOISE Oxford Intensive School of English
pour un séjour vraiment profitable : Programme de cours individualisés, familles choisies, conditions de vie agréables, écoles, universités, adultes, programmes divers.
O.I.S.E. (Information) 16 rue de Valenciennes, 75016 Paris - Tél. 234-62-22

APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

* Maitrise parfaite et école dans le même bâtiment.
* 5 heures de cours par jour pas de limite d'âge.
* Petits groupes (maximum 8 étudiants).
* Enseignants dans toutes les langues.
* Laboratoire de langues modernes.
* Ecole reconnue par le ministère de l'Éducation anglaise.
* Piscine intérieure chauffée, sauna, etc. Situation tranquille bord de mer.
Correspondance :
RESIDENCE BARRISSE
KENT, G-8
Tél. : 01-THAMES 512-12
ou : Miss Spillman
4, rue de la Persévérance
93-CAUDRONNE
Tél. : 01-55-26-33 ou 3000

Anglo-Continental... vient en tête pour l'anglais en Angleterre



Anglo-Continental Educational Group (ACEG) est un groupe de 12 écoles de langue de première catégorie, disposant d'une expérience de plus de 25 années et travaillant avec les méthodes d'enseignement modernes.

● Cours de langue généraux, intensifs et études très intensives
● Cours préparatoires aux examens ● Cours spéciaux pour secrétaires, commerçants, personnel de banque et professeurs d'anglais ● Cours de vacances pour enfants, adolescents et adultes ● Logements choisis avec grand soin.

Demandez, sans engagement, le programme des cours ACEG.
ACEG 33 Wimborne Road, Bournemouth, Angleterre, Tél. 29 21 28, Telex 41438
ACEG Seefeldstrasse 17, CH-8008 Zurich/Suisse, Tél. 01/477 91 11, Telex 52 523

Nom _____ Prénom _____
Rue _____ No postal _____
Ville _____

RADIOSCOPIE D'UN « TREIZE ANS »

Il ne joue pas, ne court pas, ne lit pas...

Leonidas Collogeropoulos a treize ans. Il est en classe de quatrième au lycée Montaigne, à Paris. Il a une sœur de dix-sept ans, un père chercheur au C.N.R.S. et une mère psychanalyste. Et il était interviewé le 22 février par Jacques Chancel à l'émission « Radioscopie » (France Inter).

Étonnant Leonidas : il ne joue pas, il ne lit pas de sport, il ne lit pas — sauf parfois un peu de poésie (Lautréamont, Rimbaud). Il n'a même pas besoin de lire, sa famille le fait pour lui. « Je peins, je sculpte... des œuvres abstraites, à l'instar d'un « baby-sitting » à 5 francs de l'heure pour se procurer un peu d'argent de poche.

« Avant de mourir, je voudrais rendre service aux gens », dit-il. C'est pourquoi il pense à un métier « politique ». Est-il de gauche ? « Non, je suis Leonidas. Je ne

veux pas équilibrer mes pensées. » Est-il vieux avant l'âge ? Leonidas reconnaît que ses camarades le trouvent « trop sérieux ». Et il les rassure : « Le karaté, le football, la planche à roulettes, à côté du million et demi de chômeurs et des enfants qui ont faim, c'est débile. » Il préfère la compagnie des filles (« plus évoluées ») à celle des garçons (chocqués dans leur football). Et il n'a pas moins pris pour les « émissions guillottes » du mercredi après-midi à la télévision.

Leonidas reconnaît que son milieu familial fait de lui un privilégié. Il parle à ses parents, il leur fait confier, et réciproquement. Jacques Chancel : « Est-ce que tu dis tout à tes parents ? » Réponse, après un temps de réflexion : « Oui-oui, mais pas tout. » Leonidas a treize ans.

R. C.

DÉFENSE

Le malaise s'accroît au SDECE

(Suite de la première page.)

Sous la direction de M. de Marenches, qui a accompli, à ce jour, le plus long mandat de directeur général depuis la création du SDECE, le 15 mai 1971, la guerre mondiale le SDECE a absorbé le Groupement des contrôles radio-électriques (G.C.R.) qui, à l'origine, pour le compte de l'Etat, les communications intergouvernementales et les émissions radio du monde entier et de toutes origines. Il s'est lancé dans l'informatic pour le traitement des renseignements recueillis et a réaménagé sa base du Carrouvel, près d'Orléans, qui sert à la formation de la plupart des personnels et à l'entraînement des agents du service « action » à l'extérieur.

Aujourd'hui, en dépit de cette réorganisation, l'impression prévaut dans les milieux gouvernementaux que le fort accroissement continu de ses fonds — le service dispose, officiellement, de 170 millions de francs environ en 1978 — n'a pas été utilisé de service, que le travail du SDECE. On entend souvent dire, dans plusieurs administrations destinataires de la « production » du SDECE, que les recherches du SDECE n'ont pas toujours à la hauteur des investissements engagés.

Subversion et terrorisme

D'aucuns condamnent la « déviation » des activités du service tournées vers l'intérieur du territoire national, alors que ses missions, officiellement, doivent surtout s'exercer à l'extérieur. Les inquiétudes, d'ailleurs, ne cessent d'augmenter. Cette évolution tient au fait que les animateurs du contre-espionnage se déclarent persuadés que les services étrangers agissent, en France, par l'intermédiaire d'agents d'influence ou d'agents de subversion accusés d'indocilité et de « désinformation » l'opinion publique. D'ailleurs, ces sources d'indocilité à l'extérieur et à l'intérieur, le « droit de suite » avec la surveillance de leurs relais en France, c'est un processus qui, à l'origine, a été mis au point par le mouvement communiste international.

Dès lors, le contre-espionnage a été spécialement développé au sein du SDECE, celui de la recherche antisubversive et antiterroriste, dont l'activité concurrenne ou contrecarre celle des services déjà existants au ministère de l'Intérieur.

Un climat de suspicion

Comme le champ de ces recherches a une tendance naturelle à s'élargir ou à déborder, les soupçons ne cessent de s'étendre aussi à toutes les personnes jugées non orthodoxes ou trop indépendantes d'esprit, y compris à l'intérieur du SDECE. D'où, un climat général de suspicion, dont avouent souffrir quelques-uns des mille huit cents agents du service, et les risques d'une « chasse aux sorcières ». D'où, aussi, une intensification de certaines catégories d'écoutes téléphoniques (le Monde du 27 janvier) de personnalités françaises dans l'espérance, ou sous prétexte, d'obtenir indirectement des renseignements sur leurs correspondants étrangers. Des agents du SDECE travaillent au service chargé des écoutes téléphoniques, qui est indépendant du G.C.R. L'un des derniers incidents, en

RELIGION

Devant les informateurs religieux

Il faut évangéliser le monde politique et non l'utiliser

déclare le cardinal Marty

Hôte, le 22 février, de l'Association professionnelle des informateurs religieux, le cardinal François Marty, archevêque de Paris, a précisé qu'il ne quitterait pas ses fonctions prématurément comme le bruit en courait périodiquement. Le prélat aura soixante-quinze ans le 18 mai 1978, âge auquel Paul VI a invité les évêques à présenter leur démission au Saint-Siège.

Evêque depuis vingt-six ans — à Paris depuis dix ans — le cardinal égrené ses souvenirs. A sept reprises il a déjeuné en tête à tête avec le président Georges Pompidou, avec lequel il avait eu des attaches camoufflées. En septembre 1969, Charles de Gaulle l'avait reçu à l'Élysée et avait comparé « les journées de désor-

dre » du mois de mai précédent « aux crachements du barrage de Fréjus. De Gaulle lui-même — c'est toujours le général qui parle — ne peut arrêter un barrage qui s'écroule ». Il devait ajouter : « Monsieur l'archevêque, l'Eglise elle aussi aura son barrage de Fréjus. » A part son le cardinal pensait : « Ce ne sera pas tout à fait la même chose parce que l'Eglise vient d'avoir son concile et parce qu'elle a reçu de surcroît les paroles de la vie éternelle. » Avec les trois présidents de la République qu'il a connus, Mgr Marty a eu le plaisir de constater qu'ils partageaient sa conception de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Être la voix des sans-voix

L'archevêque de Paris a souligné que l'Eglise se devait de lutter « toute tentative de récupération » en ce domaine et « toute tentative de pouvoir » en ce qui la concernait. « L'Eglise a trop conscience des risques courus dans le passé par cette tentative de pouvoir. Il faut évangéliser le monde politique et non l'utiliser. »

« Je dois », a dit encore le cardinal, « être la voix des sans-voix. Le risque de se faire un plus grand que celui de se tromper en prenant position. » Rappelant sa récente déclaration sur l'Argentine (le Monde du 21 février), Mgr Marty a rappelé que « l'Eglise n'était pas neutre, et que les autorités officielles de l'Argentine devaient faire preuve de sentiments humanitaires ».

Le gouvernement français, a-t-il

« RAS-LE-BOL »

Le cardinal Marty a sans doute aperçu l'opinion de nombreux Français en estimant que la campagne électorale — au sens large de ce mot — durait depuis trop longtemps, ajoutant dans un sourire : « Je n'ai pas jusqu'à dire ras le bol, mais... »

D'autre part, l'orateur a exprimé le désir que les débats politiques soient moins violents et plus décentés tant à l'égard des personnes que des idées : « La diversité, a-t-il précisé, ne suppose pas le respect. »

Indiqué d'autre part, ne s'est pas manifesté auprès de l'archevêché à la suite de la prise de position que l'on sait.

L'archevêque de Paris place la foi au premier rang de ses préoccupations. « Je n'ai pas peur, dit-il, devant un certain éclatement de la culture théologique. Mon intuition de toujours est que l'Eglise doit sortir d'elle-même pour vivre son message. Il faut ouvrir l'œil à la différence. L'attitude de la foi n'est pas un concile pastoral et un concile doctrinal, a voulu opérer un recentrement sur le mystère du Christ. »

Enfin, se souvenant qu'il s'adressait à des journalistes, le cardinal reconnaît qu'il a peut-être été un peu lent à comprendre l'importance de la presse, mais qu'aujourd'hui il lui apparaît clairement qu'elle exerce « une influence énorme, peut-être même plus grande que les journalistes ne le pensent eux-mêmes ». Il demande aux rédacteurs chrétiens de « l'aider à faire comprendre la tendresse de Dieu, dont les hommes ont plus que jamais besoin. »

Interrogé sur l'occupation de l'église Saint-Nicolas-du-Charbonnet, Mgr Marty s'est borné à dire : « Il appartient aux pouvoirs publics de faire leur devoir. Quant à nous, nous avons à tendre la main à temps et à contretemps. D'autre part, je prie pour que Mgr Lefebvre soit libéré de son aveuglement. »

ISTH

Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
CENTRES PLURIDISCIPLINAIRES

SC.PO

PREMIÈRE PRÉPARATION PARISIENNE
ENSEIGNEMENT ANNUEL ET VACANCES

Pour préparer les examens de 1^{re} et 2^{de} années
L'ISTH met gratuitement à la disposition des étudiants intéressés

2 nouvelles brochures complètes

■ Des conseils méthodologiques sur l'organisation des études préparatoires
■ Des annales corrigées, Plans détaillés et fiches de Synthèse

Succès importants confirmés
121 étudiants entrés en AP - Oct. 77

Centre : AUTEUIL

6 avenue
Léon-Henry
75016 Paris
01-52-52-09
01-52-52-14

Centre : TOULIAC

83, 87, av.
de la République
75013 Paris
01-52-52-09
01-52-52-14

Devenir les informateurs régionaux
pour évangéliser le monde public
et non l'utiliser

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	43,10
IMMOBILIER	10,00	11,44
AGENDA	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Importante Société Industrielle du Sud-Ouest
cherche
POUR CREATION SERVICE EXPORT
Jeune Cadre Responsable
Formation E.S.C. - E.S.S.E.C. - E.A.P. ou équival.
Expérience exportation nécessaire.
Anglais indispensable - Autre langue souhaitée.
Résidence Paris ou Toulouse.
Adresser curriculum vitae manuscrit et photo, à
« Le Monde » Publicité, sous le numéro 8.634,
5, rue des Italiens - 75227 PARIS-9^e, qui transmettra.

offres d'emploi

GIXI
Filiale du groupe CISI recherche, pour
l'étude et la réalisation de données
scientifiques et industrielles,
un ingénieur réf. 01
2 à 3 ans d'expérience
un ingénieur réf. 02
débutant
Ecole d'ingénieur ou maîtrise d'informatique.
Ayant une connaissance pratique ou une formation
dans les domaines suivants :
• systèmes d'exploitation sur mini-ordinateurs,
• systèmes de gestion de fichiers,
• S.G.B.D.
Adresser C.V., photo et prétentions en précisant
la référence du poste choisi
GIXI Informatique
ZA de Courtaboult - Avenue de la Balique
B.P. 110 - 91403 ORSAY CEDEX
ingénierie informatique

emploi régionaux

SOCIÉTÉ DE SERVICE, secteur alimentaire
en expansion continue
recherche pour son SIÈGE :
ATTACHÉ
DE DIRECTION GÉNÉRALE
II. SERA CHARGÉ :
- d'assister le Directeur Général dans l'analyse
des tableaux de bord ;
- de suggérer et de conduire des études ponc-
tuaires concernant la gestion ;
- de préparer les éléments nécessaires à la prise
de décisions.
II. DEVEA :
- être âgé d'environ 27 ans ;
- avoir une formation supérieure E.S.C.-E.S.S.E.C.-
E.S.C.-SCIENTIFS Eco. ou équivalent ;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins
2 ans ;
- être ouvert aux problèmes de gestion ;
- posséder une grande rapidité d'assimilation et
un esprit de synthèse ;
- avoir un esprit très concret.
Ce poste permettra d'acquiescer une formation très
complète et offrira des perspectives d'avenir à un
candidat de valeur.
Le poste est à pourvoir dans une grande ville
universitaire de la région RHONE-ALPES.
Adresser lettre manuscrite de candidature, C.V.,
photo et prétentions, au n° 51.435, à CONTESSÉ
Publicité, 20, avenue de l'Opéra - PARIS (17^e).

offres d'emploi

Importante Société Sud-Est
recherche
CHEF DES VENTES
Produits dérivés, sous l'autorité du directeur
commercial, dirige et coordonne les ventes de ce
secteur d'activité. Doit avoir une formation supé-
rieure type E.S.C. ou E.S.S.E.C. Pour une expérience
professionnelle dans entreprises de commerce de gros
alimentaire, une connaissance approfondie
des produits dérivés est requise. Age 30 ans
maximum. Position cadre. Envoyer C.V. + photo à
PROVINCE PUBLISSE HAVAS VALENCE n° 869.

offres d'emploi

Société de comptabilité
et gestion d'entreprise
recherche pour
DROME SUD
COMPTABLE
offrant avec expérience
cabinet agréé.
Position cadre.
Ver. C.V. et prétentions au
n° P.F.4. 2000 Valence.

offres d'emploi

LA CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
DU MORBIHAN
recherche pour diriger un centre
de perfectionnement à la gestion
hôtelière un cadre responsable
des études, chargé de la concep-
tion et de la coordination des
programmes de recrutement et
du placement des stagiaires.
- Age 25 à 35 ans ;
- Niveau d'études supérieures ;
- Pratique de la gestion hôtelière
et esprit de la formation ;
- Goût du travail en équipe.
Poste à pourvoir
le 1^{er} septembre 1978.
Adresser C.V., manuscrit, photo,
prétentions à :
M. le Président de l'U.C.F.P.P.,
à 12, rue de Kerguelen,
5000 LORIENT.
Caisse primaire assurance mala-
die 18014 BOURGES recherche
sélecte psychologue orientation
infanto-juvénile, poste plein tps.
Elab. neu. S'adr. au Directeur.
Recherches
Massacris kinésithérapeutes
D.E., pour saison 1978. Ecrire
établissement thermal, Brides-
les-Bains, 73000 MOUTIERS.
Le Centre médical national
M. G. E. N. 8410 TROIS-ÉPIS
recrute des
INFIRMIÈRES D.E.
pour son nouvel établissement.
Ecrire au Directeur avec C.V.

offres d'emploi

Société d'Etudes Paris
recherche
JEUNES INGÉNIEURS
INFORMATIQUES
Grandes Ecoles ou équivalent
• 1 à 5 ans d'expérience en réalisation systèmes
temps réel.
• Applications communication téléphonique et mi-
croprocesseurs particulièrement appréciées.
INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES
ou équivalent ayant de préférence
quelques années d'expérience en :
• analyse, conception et développement de sys-
tèmes techniques complexes (transport, défense,
télécom, industrie, etc.) ;
• traitement statistique des données, relations
homme-machine ;
• modélisation, simulation et analyse numérique ;
• recherche opérationnelle (études coût-éfici-
cité, techniques d'optimisation, etc.)
Qualités d'innovation et créativité particulièrement
appréciées.
Envoyer C.V. détaillé sous n° 50.899, CONTESSÉ
Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (17^e), qui tr.

offres d'emploi

Éditeur parisien
pour la jeunesse
recherche
assistant(e)
d'édition
• de formation supérieure Lettres,
multilingue parfaitement la langue anglaise,
• ayant de préférence une expérience de l'édi-
tion ou du journalisme.
II (ou elle) devra notamment participer à la
recherche et à la sélection d'ouvrages et de ma-
nuscripts, et assurer les divers travaux rédaction-
nels concourant à leur publication.
Adresser C.V. et prétentions sous référence 653,
à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur
75002 Paris, qui transmettra.

offres d'emploi

CAP SOGETI LOGICIEL
recherche
POUR EMPLOI IMMÉDIAT
• POUR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS
PROCHE BANLIEUE SUD
UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES (Réf. 808/1)
1 à 2 ans d'expérience dans l'utilisation ou la réali-
sation de moniteurs temps réel sur mini-ordina-
teurs, pour un poste à responsabilité logiciel.
• POUR SON DÉVELOPPEMENT INTERNE
UN INGÉNIEUR COMMERCIAL (Réf. 808/2)
pour la vente de la nouvelle version du produit
programme SYST.
Expér. de la vente de produits logiciels appréciée.
20 INGÉNIEURS INFORMATIQUES (Réf. 808/3)
Grandes Ecoles ou E.N.S.I./Option informatique,
3 à 4 ans d'expérience logicielle pour assurer le dé-
veloppement de projets dans les domaines :
Temps réel industriel, logiciel de base et système.
Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
CAP SOGETI LOGICIEL
5, rue Louis-Lejeune, 92128 MONTROUGE CEDEX.
Métro : Porte d'Orléans.

offres d'emploi

HACHETTE
recherche
pour son Département TRÉSORERIE
ASSISTANT DE GESTION
Il sera chargé de la gestion de la Trésorerie de
Sociétés du Groupe, et du Contrôle et suivi des
prévisions. Il aura notamment à suivre l'appli-
cation et le fonctionnement des procédures, et à
analyser les écarts avec les prévisions.
Il aura aussi à assurer progressivement un rôle
de conseil et d'assistance auprès des Filiales.
Il devra posséder une formation E.S.C. ou équi-
valent, option Comptabilité Finances. Il peut être
débutant, ou aura 1 à 2 ans d'expérience.
Env. C.V., prêt, sous référence 1187, à SWEESTS,
BP 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

offres d'emploi

IMPRIMERIE
EXIGENCES ADRESSIVES LUXE
50 ans d'existence
Effectif 40 personnes
recherche
DIRECTEUR
Responsable organisation générale.
Contacts clients, fournisseurs.
Lancement fabrication.
Adresser curriculum vitae à HAAS S.A.,
5, rue Jacob-Petit, 77300 Fontainebleau.

offres d'emploi

LA DIRECTION GÉNÉRALE
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
recherche un
DOCTEUR EN PSYCHOLOGIE
OU EN SOCIOLOGIE
possédant une solide formation de base en sta-
tistiques et ayant eu une première expérience
dans le domaine de l'analyse de la communi-
cation (structure d'un réseau, contenu des
messages, échanges d'informations...).
Le candidat animera des études de psycho-
logie sociale liées à la planification du déve-
loppement des techniques de télécommuni-
cations.
Adresser C.V., détaillé, photographie
et prétentions sous référence 5388 à
4p
31, Bd BONNE-NOUVELLE
75002 PARIS qui transmettra

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
fabriquant partie d'un groupe multinational
recherche
pour sa description stable à BARTROUVILLE
1 COMPTABLE DE CHANTIER
2^e ÉCHELON
Ayant au minimum 25 ans et 2 ans d'expérience.
Le poste consiste à assurer au niveau d'un secteur
géographique couvrant plusieurs activités, des fonc-
tions de comptabilité générale et analytique, en
liaison permanente avec la direction financière
de la société.
Ad. C.V. + Photo + Prét. au réf. 1186 à SWEESTS
B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

offres d'emploi

JEUNES INGÉNIEURS
Débutants en Electronique
MAINTENANCE ET MISE EN ŒUVRE
D'APPAREILS DE PROTECTION
MINIÈRE À L'ÉTRANGER
Groupe Minier Français
offre à
DES INGÉNIEURS EN ÉLECTRONIQUE
Après période de formation.
La responsabilité de gestion et de mise en œuvre
des moyens techniques pour effectuer la détection
des minerais en sous-sol et en surface pour
assurer le fonctionnement des réseaux internes
de télécommunications.
Env. lettre manuscrite, curriculum vitae et photo,
sous la référence 36/179, à CECOROL,
80, boulevard Sakakini - 13005 MARSEILLE.

offres d'emploi

Importante société électronique
proche banlieue Ouest
recherche
INGÉNIEUR COMMERCIAL
- Diplômé Grande Ecole d'Ingénieurs, 30 ans mi-
nimum ;
- Anglaise parlée, rédigée, indispensable, autre lan-
gue souhaitable ;
- Expérience commerciale exigée, si possible dans
domaines composants de technologies de pointe ;
- Disponible pour missions courtes durée France
et étranger.
Ad. C.V., photo (surcouvert) et prêt, n° 51.159,
CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, PARIS-17^e, qui tr.

offres d'emploi

Société de Presse spécialisée
pour ses services Gestion
recherche
COLLABORATEUR
DECES - Ecole sup. commerce,
option gestion financière.
Ecr. au 20.02, à Media France,
85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e.

offres d'emploi

NATIONAL
SEMICONDUCTOR
Deuxième Fabricant mondial
circuits intégrés, recherche
pour son expansion :
a) **INGÉNIEURS**
TECHNIQUE-COMMERCIAUX
ATS 6 - ATP ING.
diplômés chargés orientation et
intéressés par contacts humains
Ventes - Services
b) **INGEN. D'APPLICATION**
ATP ING.
concernant dans développement
Etudes avancées
c) **AGENTS TECHNIQUES**
DE CONTRÔLE
ATP - ATS
d) **AIDES-COMPTABLES**
C.A.P. - B.E.C.
Env. C.V. + photo, sous
réf. 1187, à SWEESTS,
BP 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

offres d'emploi

COMPTABLE RME
Age minimum 25 ans, comptab.
supérieure indispensable.
Anglais niveau scolaire exigé.
2^e échelon minimum. Possibilité
promotion. Libre résident.
Vieillesse, C.V. et photo, n° 50072 à
SWEESTS, qui transmettra.
Urgent, recherche ANALYTES
PROGRAMMEURS, Connait-
GAP, Tâches : 24.044 ou C.V.,
DAVEL INFORMATIQUE,
Zone Industrielle des Richards,
c-d, allée de Clout,
93160 NOISY-LE-GRAND

offres d'emploi

CHERCHE PERSONNE SER-
POUVANT OCCUPER EM-
PLACEMENT EN
11 h. 30 à 17 h. 15, à vend.
Ecr. au 20.02, à Media France,
85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e,
qui transmettra.
Pour école de langues Paris
PROFESSEUR ALLEMAND
expérimenté, adultes. Envoyer
C.V. et photo au n° 51.173
HAYAS CONTACT,
156, Bd Haussmann, Paris-8^e.
514 engineering recherche
mécanisme étranger
ayant expérience travaux off-
shore en rapport avec pose
et bouées de charbonnet.
2) **INGÉNIEURS**
de travaux au sol, valent,
concr. montes structures
offshore et jacks.
3) **INGÉNIEURS**
débutants, techniciens supérieurs
mécanisme, génie civil,
par complément formation
travaux offshore.
Pour tous ces postes,
préciser la note demandée à
B.P. 220 - 75043 Paris Cedex 02,
qui transmettra.
Envoyer C.V. + photo, 5157 en
précisant la note demandée à
P. LICHARD S.A.,
B.P. 220 - 75043 Paris Cedex 02,
qui transmettra.

offres d'emploi

Société de négoce à MELUN
recherche pour son département
Inform. 1. Programmeur G4/2
situation stable et d'avenir.
Tél. à M. LACHENY, 42-82-82.
Niveau PUBLIC-RELATION
pour situation grand standing.
Ecr. au 20.02, à Media France,
85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e,
qui transmettra.
Recherches
COLLABORATEUR
intéressé par le publ. d'inter-
prétation et de compilation. Ecr.
au 20.02, à Media France,
85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e,
qui transmettra.
GRUPPO EUROPEO
DE CONSEILS
recherche des
COMMERCIAUX
Nous offrons :
- Formation + recyclages ;
- Salaire incitatif.
Il faut :
- Bonne culture générale ;
- Forte personnalité ;
- Etre libre de suite ;
- Auto + téléphone.
Pr plus amples renseignements
appeler M. BARROT
les 21 et 24 février, de 9 h. à
19 h., à Saint-Maur, au 885-17-27,
ou envoyer C.V. + ZENITH-
C.V. + photo, sous n° 089, au
36, avenue Hoche, 75008 PARIS.

offres d'emploi

Secrétaires
Recherches
SECRÉTAIRE
STENOGRAPHE, expérimentée
FRANÇAIS - ALLEMAND
Appointement à convenir. Place
stable. Ecrire avec C.V. à
STRANCK, 62, r. du Louvre-9^e.
STE EXPERTISE COMPTABLE
BANLIEUE OUEST recherche
SECRÉTAIRE
responsable cabinet, 4 pers.,
expérience cabinet, souhaine,
formation comptable, apprécie,
serieuses. PL. PLACE STABLE.
- Ecrire SETCAL, 9 bis, rue
Gambetta, 78000 HOUILLLES.

offres d'emploi

représent. offre
Importante imprimerie OFFSET
province, cher pour le représen-
ter P.A.R.I.S. et limiter la
HOMME DYNAMIQUE connais-
sant l'imprimerie, désirant se
faire une situation en rapport
de travail futur. Ciel s'adresse
à UN BATTANT FRANÇAIS. A
DEJA LA VENTE OU DESI-
RANT SE RECONSTRUIRE. Env.
PUBLISSE HAVAS, 75008 PARIS.
Republique, 69002 Lyon n° 3.663.

offres d'emploi

capitaux ou proposition comm.
INDUSTRIE POUR LA MISE EN BOUTEILLES
D'EAU MINÉRALE
A Vendre :
- Source, à 80 km de Barcelone, en cours d'explo-
itation, rentable.
- Actif : 47.000.000 / Passif : 3.000.000 (70 % à
longue échéance).
- L'opération de vente concerne 90 % des actions
de la société propriétaire exploitant l'actif.
- Prix : 42.000.000 (80 % en comptant, le solde
en un an).
Ecrire : à Emilio SANCHEZ, Viladomus, 185 ATG,
2A - BARCELONA - 11.

offres d'emploi

Importante Société marocaine
(Café, épicerie, engrais, dentelle)
pour la fabrication de pièces
et montage, automobiles et poids
lourds. CHERCHE SOCIÉTÉ
française ayant l'expérience de
cette branche ; propose action
à 20, 40 %
- L'opération de vente concerne 90 % des actions
de la société propriétaire exploitant l'actif.
- Prix : 42.000.000 (80 % en comptant, le solde
en un an).
Ecrire : à Emilio SANCHEZ, Viladomus, 185 ATG,
2A - BARCELONA - 11.

offres d'emploi

Importante Société marocaine
(Café, épicerie, engrais, dentelle)
pour la fabrication de pièces
et montage, automobiles et poids
lourds. CHERCHE SOCIÉTÉ
française ayant l'expérience de
cette branche ; propose action
à 20, 40 %
- L'opération de vente concerne 90 % des actions
de la société propriétaire exploitant l'actif.
- Prix : 42.000.000 (80 % en comptant, le solde
en un an).
Ecrire : à Emilio SANCHEZ, Viladomus, 185 ATG,
2A - BARCELONA - 11.

offres d'emploi

Importante Société marocaine
(Café, épicerie, engrais, dentelle)
pour la fabrication de pièces
et montage, automobiles et poids
lourds. CHERCHE SOCIÉTÉ
française ayant l'expérience de
cette branche ; propose action
à 20, 40 %
- L'opération de vente concerne 90 % des actions
de la société propriétaire exploitant l'actif.
- Prix : 42.000.000 (80 % en comptant, le solde
en un an).
Ecrire : à Emilio SANCHEZ, Viladomus, 185 ATG,
2A - BARCELONA - 11.

offres d'emploi

Importante Société marocaine
(Café, épicerie, engrais, dentelle)
pour la fabrication de pièces
et montage, automobiles et poids
lourds. CHERCHE SOCIÉTÉ
française ayant l'expérience de
cette branche ; propose action
à 20, 40 %
- L'opération de vente concerne 90 % des actions
de la société propriétaire exploitant l'actif.
- Prix : 42.000.000 (80 % en comptant, le solde
en un an).
Ecrire : à Emilio SANCHEZ, Viladomus, 185 ATG,
2A - BARCELONA - 11.

offres d'emploi

Importante Société marocaine
(Café, épicerie, engrais, dentelle)
pour la fabrication de pièces
et montage, automobiles et poids
lourds. CHERCHE SOCIÉTÉ
française ayant l'expérience de
cette branche ; propose action
à 20, 40 %
- L'opération de vente concerne 90 % des actions
de la société propriétaire exploitant l'actif.
- Prix : 42.000.000 (80 % en comptant, le solde
en un an).
Ecrire : à Emilio SANCHEZ, Viladomus, 185 ATG,
2A - BARCELONA - 11.

Le Monde

économie-régions

EMPLOI

La moitié des postes offerts aux jeunes sont des emplois nouveaux affirme le C. N. P. F.

La preuve est désormais faite que M. Christian Beullac n'a pas, à propos des statistiques du chômage de janvier, « dit la vérité aux Français », contrairement au souhait inlassablement exprimé par M. Raymond Barre. Au moment même, en effet, où le premier ministre affirmait, à la télévision, qu'il « croyait aux travaux de l'INSEE », cet institut indiquait officiellement que toutes les corrections faites, le nombre des demandeurs d'emploi avait été, le mois dernier, d'un million soixante-trois mille cent et qu'il était ainsi en augmentation par rapport à celui de décembre (« le Monde » du 23 février).

A trop vouloir prouver que le chômage avait « baissé en janvier pour le cinquième mois consécutif », à trop vouloir affaiblir, coûte que coûte, l'objectif électoral qui consistait à « descendre en-dessous du million de demandeurs d'emploi, le ministre du travail a, en la circonstance, au moins péché par omission en ne faisant pas publiquement état

des effets nouveaux qu'ont eus diverses mesures administratives sur ces statistiques de janvier. Ce n'est pas seulement une bataille de chiffres. L'erreur politique, commise par M. Beullac est une bataille de la crédibilité des données publiées par le ministère du travail, et il faut une nouvelle fois relever à ce propos qu'il est anormal que les statistiques du chômage soient officiellement établies par la rue de Grenelle, alors que la plupart des autres indicateurs économiques sont fournis par l'INSEE.

Que le chômage ait augmenté de décembre à janvier, même légèrement, ne surprend pas : le même phénomène s'était produit de décembre 1976 à janvier 1977, et l'on se demande comment il pourrait en être autrement quand l'INSEE indique que les emplois industriels ont baissé de 1,5 % en 1977 par rapport à 1976, et que les effectifs salariés n'ont augmenté que de 0,2 %, c'est-à-dire sont restés pratiquement stables. Le

« pacte national pour l'emploi » ? Son principal effet — et ce n'est déjà pas si mal — a été d'éviter, au moins temporairement, qu'une grande masse de jeunes sortis de l'appareil scolaire et universitaire en juin dernier n'aillent s'inscrire à l'Agence nationale pour l'emploi.

Très prudent pour ce qui concerne les statistiques du chômage, le C.N.P.F. affirme solennellement, en revanche, que 50 % des postes de travail offerts par le biais de la loi du 5 juillet 1977 seront définitivement convertis en embauches fermes. Mais le patronat admet aussi que la moitié de ces embauches ne constituent pas des emplois supplémentaires, des emplois nouveaux. Tout en reconnaissant que le C.N.P.F. et les chambres de commerce et d'industrie ont fait un réel effort en faveur des jeunes — au détriment des adultes ? —, il faut bien admettre aussi que l'objectif initial, qui était de « créer » trois cent mille emplois « nouveaux », n'a pas été tout à fait atteint. — M. C.

ont été moins nombreuses qu'en 1976. C'est essentiellement le parage massif et systématique de près de 200 000 jeunes dans des stages souvent sans objet qui a diminué artificiellement la statistique du chômage des jeunes (L. Rian, hélas ! ne permet de confirmer l'affirmation du C.N.P.F. selon laquelle les stagiaires en entreprises seront embauchés à 75 %). Même dans cette hypothèse, il y aura, avec ceux qui sont en centre de formation, 100 000 stagiaires qui se retrouveront chômeurs au lendemain des élections.

Le chômage dans la C.E.E. : + 3,4 % en janvier

Enfin, l'Office européen des statistiques a indiqué, mercredi à Bruxelles que le chômage dans la C.E.E. avait augmenté de 3,4 % en janvier par rapport à décembre, passant de 6 040 000 demandeurs d'emploi à 6 243 000, soit 5,5 % de la population active. Les chiffres de la C.E.E. étant ceux transmis par les différents gouvernements la France apparaît être le seul pays qui ait enregistré une diminution du nombre de ses chômeurs de décembre à janvier. En revanche, le Danemark a connu le plus fort taux d'accroissement avec 14 % (de 167 000 à 191 000), suivi par la R.F.A. avec 11 % (de 1 080 700 à 1 213 500). Viennent ensuite le Luxembourg avec 8,2 % (de 1 291 à 1 387), le Royaume-Uni, 4,8 % (de 1 480 800 à 1 548 500), les Pays-Bas, 4,1 % (de 216 000 à 224 800), l'Irlande, 1,2 % (de 109 800 à 111 100). En Italie et en Belgique, le mouvement est relativement stationnaire : le nombre des chômeurs est passé de 1 494 300 à 1 496 500 en Italie, et de 334 200 à 334 800 en Belgique.

LA C.F.D.T. : il n'y a pas eu d'emplois supplémentaires.

Pour sa part, M. Michel Rolant a déclaré, au nom de la C.F.D.T., dans un communiqué publié mercredi : « Le ministre du travail et le C.N.P.F. continuent de tromper l'opinion publique sur les problèmes de l'emploi à partir des résultats des mesures pour l'emploi des jeunes. Les chiffres qu'ils indiquent sont d'ailleurs sujets à caution. Il y avait fin janvier 30 635 jeunes de moins d'inscrits à l'AN.P.E. qu'il y a un an. C'est là le véritable et malgré résultat des 548 000 « postes » annoncés par le ministre. »

« En réalité, poursuit M. Michel Rolant, il n'y a pas eu emplois supplémentaires, et les embauches réelles

DIMINUTION EN 1976 DES ACCIDENTS DU TRAVAIL MAIS AUGMENTATION DES MALADIES PROFESSIONNELLES

La diminution des accidents du travail en 1976, selon les statistiques qui viennent d'être publiées est importante comme l'a souligné le ministre du travail, M. Christian Beullac, mardi 22 février, mais elle n'est pas exceptionnelle. Déjà en 1975, on avait noté une baisse assez forte et la réduction des accidents mortels est restée importante en 1976 qu'en 1975. En outre, le ministre du travail n'a pas évoqué les maladies professionnelles qui, elles, sont en progression et atteignent un niveau jamais atteint depuis 1970.

Alors que les effectifs des salariés assujettis à la Caisse nationale d'assurance-maladie a augmenté de 0,13 % (13 642 945 en 1976 au lieu de 13 525 708 en 1975) le nombre des accidents avec arrêt de travail a diminué de 3,6 % (1 072 345 au lieu de 1 113 124) ; celui des accidents graves est en diminution de 1,97 % (- 0,67 % en 1975), soit 116 850 au lieu de 118 996 ; le nombre des journées perdues pour incapacité temporaire baisse de 2,83 % (29 019 708 au lieu de 30 782 251) alors qu'en 1975 il avait augmenté de 1,24 %. Le nombre d'accidents mortels (1 007 au lieu de 1 085) diminue de 3,98 %, mais il avait baissé de 6,19 % en 1975. Autres indications favorables : on observe une réduction des taux de gravité (1,06 au lieu de 1,11, soit - 0,18 %) et du taux de fréquence (39 au lieu de 40, soit - 2,5 %).

En revanche le nombre des maladies professionnelles enregistrées est en hausse (4 703 au lieu de 4 578) ainsi que celui des cas mortels (35 au lieu de 18 en 1975). Les années précédentes leur nombre variait de 21 à 28. C'est dans la catégorie des maladies provoquées par le bruit que l'accroissement est le plus important.

AFFAIRES

La révolte des péri-informaticiens

Fort discret depuis la fusion entre C.I.I. et Honeywell-Bull, les vingt-cinq industriels français réunis au sein du Club de la péri-informatique sont sortis mercredi 22 février, au cours d'un déjeuner de presse, de leur réserve. Face aux ambitions de C.I.I.-H.B., qui se veut « le premier péri-informaticien de France », c'est l'union sacrée, de Logabax à Intertechnique, en passant par Sensor, Secre et les filiales spécialisées des groupes G.E. et Thomson. Il faut « montrer aux utilisateurs, à l'opinion, aux pouvoirs publics, que l'informatique française est composée de plusieurs industriels égaux par la qualité de leurs produits et qui couvrent tous dans le sens de l'intérêt national ».

« Nous ne nous opposons pas à ce que C.I.I.-H.B. s'occupe de péri-informatique », affirment les membres du Club. Mais ce qu'ils admettent mal, ce sont les aides dont cette société bénéficie et qui risquent de distordre la concurrence (« subvention forfaitaire de 1,2 milliard de francs et garantie de commandes de l'Etat de 4 milliards de francs en quatre ans). Dans leur esprit, ces aides étaient réservées à la grande informatique. Or, ils constatent, depuis un an, que tout l'effort de C.I.I.-H.B. s'oriente vers la mini-informatique. Son développement dans ce secteur sera donc, qu'on le veuille ou non, « aidé » par les crédits publics, risquant ainsi d'infliger une « concurrence déloyale ». Il serait souhaitable, pour le Club,

que l'Etat « institue un contrôle de l'utilisation des fonds publics versés à C.I.I.-H.B. pour vérifier qu'ils sont bien orientés vers la grande informatique et le développement de matériels précis ».

Second grief : la garantie de commande accordée à C.I.I.-H.B. Certes, jamais il n'a « été relevé d'intervention directe et flagrante des pouvoirs publics pour obliger les administrations à prendre du matériel C.I.I.-H.B. ». Mais « la pression est plus insidieuse ». Elle tient au principe même de la garantie de commande. Nombre d'acheteurs publics des ministères sont « psychologiquement enclins » à passer commande à C.I.I.-H.B. Ils tiennent le raisonnement suivant, pulvérisé de toute façon l'Etat paiera et donc le contribuable (si les objectifs de commande ne sont pas atteints, le Trésor verse une subvention supplémentaire) autant acheter du matériel de péri-informatique, des mini-ordinateurs à C.I.I.-H.B. Pire encore : certains utilisateurs pensent, à tort, qu'on ne les autorisera pas à prendre des produits d'autres constructeurs. Alors, ils ne s'adressent même pas à nous ».

Bref, « le tableau actuel devient dantesque quand on sait que le cheval de bataille de C.I.I.-H.B. en mini-informatique est d'origine américaine. Les fonds du contribuable sont donc orientés vers un produit conçu aux Etats-Unis pour le marché américain et qui sert à ruiner des matériels français compétitifs... ». — J.-M. G.

Le groupe PUK va entreprendre une étude sur la constitution d'un complexe d'aluminium sur la côte orientale de l'Inde. Ce complexe comprendrait

une mine de bauxite, une usine d'alumine d'une capacité de 600 000 à 800 000 tonnes par an, et une usine d'aluminium d'une capacité de 180 000 tonnes.

URBANISME

LES ARCHITECTES ÉLISENT LES CONSEILS RÉGIONAUX DE L'ORDRE

La participation des architectes aux élections professionnelles qui ont lieu actuellement est relativement importante : 85 % de votants en province et 69 % dans la région parisienne, où 2 800 architectes ont pris part au scrutin qui a été dépouillé, mercredi 22 février à Paris, après avoir été repoussé à deux reprises en raison des grèves postales.

Les nouveaux conseils régionaux qui recouvrent les régions de programme et non plus le ressort des cours d'appel, en application de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture, éliront le jeudi 23 mars prochain un conseil national.

En province, sur 286 postes à pourvoir, 245 conseillers des listes soutenues par l'Union nationale des syndicats français d'architectes (U.N.S.F.A.) ont été élus dès le premier tour, ainsi que trois architectes indépendants. Les résultats du second tour qui avait lieu le 22 février ne sont pas encore connus.

Dans la région parisienne seul M. Charles Rambert, président du conseil régional sortant, a été élu au premier tour, avec 1 315 voix sur 2 800. M. Alain Gillot, ancien président de l'U.N.S.F.A., membre du comité central de l'U.D.R. et Jean Combes, président du conseil supérieur sortant, et conseiller de Paris P.R. du 16^e arrondissement, obtiennent respectivement 1 303 et 1 299 voix. Il y avait 132 candidats pour vingt-quatre postes à pourvoir et le deuxième tour aura lieu le 8 mars prochain. On note que M. Fernand Pouillon arrive dans une position très honorable, ce qui est une sorte de reconnaissance de l'architecture, qui avait été radiée de l'ordre des architectes, après sa condamnation dans le scandale financier de la C.N.I. en 1964, avant d'être réintégrée, en 1971, par le président Pompidou et réintégré à l'ordre en 1977.

CONJONCTURE

Retenue en baisse de la croissance du P.N.B., l'administration a ramené le taux de croissance réelle pour le dernier trimestre 1977 à 4 %, au lieu de 4,3 %. Ce taux a été de 4,3 % sur toute l'année 1977, s'étant ralenti régulièrement (+ 5,1 % au troisième trimestre, + 6,3 % au deuxième, + 7,5 % au premier).

L'ARCHITECTURE DES BATIMENTS PUBLICS VA ÊTRE AMÉLIORÉE

La mission interministérielle pour la qualité architecturale des constructions publiques s'est réunie, pour la première fois, mercredi 22 février, en présence de M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement. Créée le 20 octobre 1977, cette mission est présidée par M. Bernard Tricot, conseiller d'Etat, et son secrétaire général est M. Jean-Marie Butikofer, ingénieur des ponts et chaussées, ancien chef du service régional de l'équipement de la Corse.

La mission devra notamment remettre chaque année au premier ministre un rapport sur les constructions publiques. Dix mille opérations représentant 20 milliards de francs sont menées chaque année dans les propriétés de l'Etat, soit plus de 2,5 millions d'hectares.

Afin d'améliorer la qualité architecturale des constructions publiques (hôpitaux, écoles, gendarmeries, bureaux de poste, etc.), la mission devra favoriser la création dans chaque ministère concerné de secteurs-pilotes permettant de déroger aux normes et encourager l'emploi de jeunes architectes.

Le nouveau bureau de l'AJI.B.T. de l'Association des journalistes de l'urbanisme, de l'habitat, du bâtiment et des travaux publics (AJI.B.T.), a élu son nouveau conseil d'administration lors de l'assemblée générale, réunie le mercredi 22 février. Président, Michèle Champenois (le Monde) ; vice-présidents, François Chaslin (l'Express), Philippe Madelin (le Monde) ; secrétaire général, Edouard Thévenon (le Figaro) ; trésorière, Marie-France Sorlin (la Vie française) ; membres, Jacques Chiesse (les Echos), Benjamin Costa (le Nouveau Journal), Bernard Delteil (l'Aurore), Alain Echegut (l'Aménagement), Bertrand Le Balch (l'Usine nouvelle), Alain Marilly (revue H), Claude Nancy (le Particulier), Anne de la Roche de Saint-André (l'Éclairage), Jean Audouin (l'Urbanisme), ne se représenteront pas.

LES FONCTIONNAIRES C.G.T. ESTIMENT TRÈS INSUFFISANTES LES CRÉATIONS D'EMPLOIS PRÉVUES PAR LE P.S.

Le programme du parti socialiste en matière de créations d'emplois dans la fonction publique et dans les collectivités locales est vivement critiqué par l'union des fédérations de fonctionnaires C.G.T., les fédérations des P.T.T. et des services publics C.G.T. La faiblesse des évaluations, déclarent-elles, ne s'explique que par un « sérieux retard » dans la création de deux cent dix mille emplois annoncés dans la fonction publique, qui seraient seulement ouverts pendant moins de trois mois ; ou bien par des « recrutements au plus bas niveau de salaire et même de recrutements vacataires ou temporaires payés au-dessous du SMIC qui ne permettront pas d'assurer la promotion interne de nombreux fonctionnaires ».

Le P.S. estime les cégétistes, « pourvu le recours à une main-d'œuvre de temporaires et de vacataires sévèrement condamné par l'ensemble des organisations syndicales ».

Ils rappellent avoir évalué à trois cent cinquante mille le nombre d'emplois nécessaires dans les services publics et à cent vingt mille ceux qui concernent l'enseignement public. Le parti socialiste, demandent les syndicalistes, a-t-il pris en compte le fait que le minimum de rémunération de la fonction publique actuellement supérieur de 23 % au niveau du SMIC ne saurait être assimilé à ce dernier ? Les organisations C.G.T. et C.F.D.T. réclament la fixation du minimum de rémunération à 2 500 F net au 1^{er} septembre 1977, ce qui équivaut à un niveau de 2 900 F brut au 1^{er} avril 1978.

Les ouvriers de la Néographe de l'usine de Corbeil-Essonnes, qui observaient une grève depuis six jours, ont décidé, le mercredi 22 février, d'interrompre le mouvement à la suite d'un « constat de négociations » avec la direction, entraînant notamment une augmentation de 1,75 % des salaires de base des rotativistes.

Les conséquences de la grève affecteront cependant, cette semaine encore, deux des principaux titres imprimés par la Néographe : Télé 7 jours (dont le tirage sera de 1,5 million d'exemplaires, au lieu de 2,7 million) et Paris-Match, qui ne sera mis en vente que vendredi 24 février.

ABU DHABI
BAHREIN DUBAI
DOHA MUSCAT

الخطوط الجوية الخليجية

GULF AIR

le cinq étoiles du transport aérien.

(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.

مكتبة الشامل

AGRICULTURE

L'opposition à M. Debatisse se renforce à la F.N.S.E.A.

(Suite de la première page.)

Curieusement, ce n'est pas de la salle que sont venues les objections à ces propos au récent corporatisme, mais de la tribune, par la voix de l'un des invités, M. Van Der Stree, ministre néerlandais de l'Agriculture. « Le corporatisme [entre politiques et professionnels] implique, a-t-il dit, la coresponsabilité. Or ce n'est jamais une bonne chose de mêler les responsabilités. Dans chacun des Etats membres de la C.E.E. et au nouveau communisme, les organisations professionnelles et les pouvoirs publics ont leurs propres responsabilités, ce qui est la garantie principale de leur indépendance. » Les propos du ministre néerlandais sur l'étranglement de l'Europe, les montants compensatoires monétaires, les prix agricoles et la modernisation des exploitations, lui ont néanmoins valu les applaudissements des délégués et les remerciements de M. Michel Debatisse. Puis la discussion s'est engagée sur le rapport d'activités du secrétaire général, M. Auguste Gré, avec la liste des décisions prises à chaque région. Ainsi va le congrès officiel.

Mais un autre s'est tenu, *mezzo voce*, dans les couloirs du Palais des congrès. Par petits groupes, les délégués ont beaucoup discuté des candidatures au conseil d'administration et des mérites des uns et des autres. Finalement, la liste des élus, qui a été connue tard dans la soirée, n'a apporté aucune surprise. M. Michel Debatisse renforce même sa position, avec, notamment, l'entrée de deux « jeunes », MM. Louis Laugs et Eugène Schaeffer.

C'est encore par petits groupes constitués au hasard de rencontres qu'a été commentée l'exclusion de la Fédération de la Loire-Atlantique, confirmée par le congrès, lors de sa séance, à huis clos. « Une excommunication pour ne pas avoir versé le dîner du culte et critiqué les Evangiles », a ironisé un délégué de l'Ouest.

Le centralisme de l'équipe dirigeante

L'affaire a été suffisamment révélatrice du centralisme imposé par l'équipe dirigeante de la Fédération nationale pour qu'on y revienne. Au congrès de Saint-Malo, en 1973, la Loire-Atlantique était déjà sur la sellette, mais les délégués avaient alors décidé de laisser se prononcer la commission des statuts et conflits, ainsi que le conseil d'administration de la F.N.S.E.A. Les choses ont bien changé, et la Loire-Atlantique n'a pas versé ses cotisations depuis cinq ans. Elle a toutefois réaffirmé plusieurs fois qu'elle n'entendait pas quitter la Fédération nationale.

A la fin de l'année dernière, Nantes et Paris ont échangé des lettres. La commission des statuts a renoncé à demander l'exclusion, et les représentants de la Fédération départementale ont fait un geste de bonne volonté en envoyant un acompte de 10 000 F pour leurs cot-

● **Le revenu réel des agriculteurs de la Communauté européenne a fléchi de 6 % en 1977, estiment les organisations agricoles de la C.E.E.** regroupées au sein des COFA. Compte tenu d'une diminution de 2 % du nombre des exploitants, la baisse de revenu réelle serait de 4 % par chaque agriculteur. Selon le COFA en effet, la valeur de la production communautaire a progressé de 9 % (+ 3 % en volume, - 6 % en prix) alors que le coût moyen de production a augmenté de 13 %.

ÉNERGIE

● **L'Arabie Saoudite favorable à un gel des prix du pétrole pendant deux ans.** « Notre position pour cette année et l'année prochaine est d'essayer d'obtenir un gel des prix du pétrole », a déclaré le 21 février, à Washington, M. Ghazi Al Ghasbi, ministre saoudien de l'Industrie. L'Arabie Saoudite, a précisé le ministre, s'opposera au sein de l'OPEP à toute proposition d'augmentation des prix avant la fin de 1979. — (A.F.P.)

● **La production de pétrole des pays du Golfe connaît une plus que double en 1977** grâce aux champs de la mer du Nord, indique le bureau européen de statistiques. Les 37,8 millions de tonnes produites restent cependant très largement inférieures aux importations qui se sont élevées en 1977 à 482,5 millions de tonnes (contre 610 millions en 1976). La consommation a diminué en raison de la persistance du bas niveau de l'activité économique. — (A.P.)

● **Le groupe pétrolier britannique British Petroleum va fermer pendant deux mois sa raffinerie de Rotterdam** en raison de la surabondance actuelle des produits pétroliers et de la faiblesse des prix sur le marché mondial.

leurs pairs, les responsables de la Loire-Atlantique, entourés de quelques amis, ont tenu une conférence de presse en présence du président de la commission des statuts et conflits, qui ne s'est pas privé d'intervenir. Aux grâces qui leur ont été faites, MM. Guitton et Chatelet ont répondu : « Nous avons un *relais* de cotisations en compte à la F.N.S.E.A. ; nous payons au travers des associations spécialisées — céréales, lait et viande — de lourdes cotisations à la F.N.S.E.A. ; nous avons envoyé un *chèque* en acompte ; nous ne devons plus grand-chose à la F.N.S.E.A., car nos militants ont été condamnés à de lourdes amendes après les manifestations de 1974, destinées à faire

Ne pouvant s'expliquer devant

remonter les cours de la viande », et ces amendes sont « un important tribut à la cause commune ». Ils ont donc déposé les raisons financières d'exclusions.

Restaient les autres motifs, notamment l'organisation de la manifestation des producteurs de lait à Venues au mois de décembre contre la taxe de coresponsabilité sur le lait qui avait été acceptée par l'état-major de la F.N.S.E.A. Une motion favorable à la Fédération de la Loire-Atlantique a circulé qui était signée mercredi en cours d'après-midi par onze départements. « Depuis quelque temps, l'équipe dirigeante de la F.N.S.E.A. donne l'impression de vouloir mettre à l'écart tous ceux qui expriment des points de vue jugés non conformes, plutôt que de rechercher le débat syndical », affirme cette motion, qui ajoute : « Quel que soit le pouvoir politique, le rôle de la F.N.S.E.A. est de défendre et de représenter l'ensemble des agriculteurs, ce qui suppose de garder ses distances avec le pouvoir politique. Actuellement, la F.N.S.E.A. joue objectivement le rôle de relais dans l'élaboration de l'application de la politique agricole. »

« L'ambiance est à couper au couteau », notait un délégué, mercredi soir. Selon lui, la F.N.S.E.A. en est arrivée à un double paradoxe : « D'une part, la Fédération de la Loire-Atlantique est exclue sans pouvoir s'expliquer, au moment où le congrès annonce un débat sur la démocratie économique ; d'autre part, la Loire-Atlantique est exclue pour son opposition à la taxe de coresponsabilité, au moment où la F.N.S.E.A. propose — bien discrètement, il est vrai, — une motion demandant de ramener de 1,5 à 0,4 % le taux de cette taxe, autrement dit de la supprimer. »

ALAIN GIRAUDO.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ Bas	+ Haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-D.	4,8000	4,8075	+ 130	+ 180	+ 270	+ 330	+ 750	+ 840
S. can.	4,2690	4,3190	+ 120	+ 180	+ 330	+ 380	+ 530	+ 640
Yen (100) ..	2,0130	2,0180	+ 130	+ 170	+ 260	+ 300	+ 750	+ 830
D. M.	2,3620	2,3690	+ 130	+ 170	+ 280	+ 340	+ 520	+ 1080
Finland.	2,1350	2,2110	+ 110	+ 110	+ 310	+ 330	+ 680	+ 770
F. B. (100) ..	12,1400	12,1600	+ 400	+ 580	+ 910	+ 1100	+ 2210	+ 2520
F. S.	2,6480	2,6560	+ 210	+ 250	+ 480	+ 580	+ 1280	+ 1460
L. (1 000) ..	5,5530	5,5590	+ 200	+ 280	+ 480	+ 580	+ 1280	+ 1460
S.	9,3480	9,3680	+ 210	+ 290	+ 470	+ 580	+ 1220	+ 1490

TAUX DES EURO-MONNAIES

D. M.	3 1/4	4	5	5 1/2	6	6 1/2	7	7 1/2	8	8 1/2	9	9 1/2	10	10 1/2	11	11 1/2	12	12 1/2	13	13 1/2	14	14 1/2	15	15 1/2	16	16 1/2	17	17 1/2	18	18 1/2	19	19 1/2	20	20 1/2	21	21 1/2	22	22 1/2	23	23 1/2	24	24 1/2	25	25 1/2	26	26 1/2	27	27 1/2	28	28 1/2	29	29 1/2	30	30 1/2	31	31 1/2	32	32 1/2	33	33 1/2	34	34 1/2	35	35 1/2	36	36 1/2	37	37 1/2	38	38 1/2	39	39 1/2	40	40 1/2	41	41 1/2	42	42 1/2	43	43 1/2	44	44 1/2	45	45 1/2	46	46 1/2	47	47 1/2	48	48 1/2	49	49 1/2	50	50 1/2	51	51 1/2	52	52 1/2	53	53 1/2	54	54 1/2	55	55 1/2	56	56 1/2	57	57 1/2	58	58 1/2	59	59 1/2	60	60 1/2	61	61 1/2	62	62 1/2	63	63 1/2	64	64 1/2	65	65 1/2	66	66 1/2	67	67 1/2	68	68 1/2	69	69 1/2	70	70 1/2	71	71 1/2	72	72 1/2	73	73 1/2	74	74 1/2	75	75 1/2	76	76 1/2	77	77 1/2	78	78 1/2	79	79 1/2	80	80 1/2	81	81 1/2	82	82 1/2	83	83 1/2	84	84 1/2	85	85 1/2	86	86 1/2	87	87 1/2	88	88 1/2	89	89 1/2	90	90 1/2	91	91 1/2	92	92 1/2	93	93 1/2	94	94 1/2	95	95 1/2	96	96 1/2	97	97 1/2	98	98 1/2	99	99 1/2	100	100 1/2	101	101 1/2	102	102 1/2	103	103 1/2	104	104 1/2	105	105 1/2	106	106 1/2	107	107 1/2	108	108 1/2	109	109 1/2	110	110 1/2	111	111 1/2	112	112 1/2	113	113 1/2	114	114 1/2	115	115 1/2	116	116 1/2	117	117 1/2	118	118 1/2	119	119 1/2	120	120 1/2	121	121 1/2	122	122 1/2	123	123 1/2	124	124 1/2	125	125 1/2	126	126 1/2	127	127 1/2	128	128 1/2	129	129 1/2	130	130 1/2	131	131 1/2	132	132 1/2	133	133 1/2	134	134 1/2	135	135 1/2	136	136 1/2	137	137 1/2	138	138 1/2	139	139 1/2	140	140 1/2	141	141 1/2	142	142 1/2	143	143 1/2	144	144 1/2	145	145 1/2	146	146 1/2	147	147 1/2	148	148 1/2	149	149 1/2	150	150 1/2	151	151 1/2	152	152 1/2	153	153 1/2	154	154 1/2	155	155 1/2	156	156 1/2	157	157 1/2	158	158 1/2	159	159 1/2	160	160 1/2	161	161 1/2	162	162 1/2	163	163 1/2	164	164 1/2	165	165 1/2	166	166 1/2	167	167 1/2	168	168 1/2	169	169 1/2	170	170 1/2	171	171 1/2	172	172 1/2	173	173 1/2	174	174 1/2	175	175 1/2	176	176 1/2	177	177 1/2	178	178 1/2	179	179 1/2	180	180 1/2	181	181 1/2	182	182 1/2	183	183 1/2	184	184 1/2	185	185 1/2	186	186 1/2	187	187 1/2	188	188 1/2	189	189 1/2	190	190 1/2	191	191 1/2	192	192 1/2	193	193 1/2	194	194 1/2	195	195 1/2	196	196 1/2	197	197 1/2	198	198 1/2	199	199 1/2	200	200 1/2	201	201 1/2	202	202 1/2	203	203 1/2	204	204 1/2	205	205 1/2	206	206 1/2	207	207 1/2	208	208 1/2	209	209 1/2	210	210 1/2	211	211 1/2	212	212 1/2	213	213 1/2	214	214 1/2	215	215 1/2	216	216 1/2	217	217 1/2	218	218 1/2	219	219 1/2	220	220 1/2	221	221 1/2	222	222 1/2	223	223 1/2	224	224 1/2	225	225 1/2	226	226 1/2	227	227 1/2	228	228 1/2	229	229 1/2	230	230 1/2	231	231 1/2	232	232 1/2	233	233 1/2	234	234 1/2	235	235 1/2	236	236 1/2	237	237 1/2	238	238 1/2	239	239 1/2	240	240 1/2	241	241 1/2	242	242 1/2	243	243 1/2	244	244 1/2	245	245 1/2	246	246 1/2	247	247 1/2	248	248 1/2	249	249 1/2	250	250 1/2	251	251 1/2	252	252 1/2	253	253 1/2	254	254 1/2	255	255 1/2	256	256 1/2	257	257 1/2	258	258 1/2	259	259 1/2	260	260 1/2	261	261 1/2	262	262 1/2	263	263 1/2	264	264 1/2	265	265 1/2	266	266 1/2	267	267 1/2	268	268 1/2	269	269 1/2	270	270 1/2	271	271 1/2	272	272 1/2	273	273 1/2	274	274 1/2	275	275 1/2	276	276 1/2	277	277 1/2	278	278 1/2	279	279 1/2	280	280 1/2	281	281 1/2	282	282 1/2	283	283 1/2	284	284 1/2	285	285 1/2	286	286 1/2	287	287 1/2	288	288 1/2	289	289 1/2	290	290 1/2	291	291 1/2	292	292 1/2	293	293 1/2	294	294 1/2	295	295 1/2	296	296 1/2	297	297 1/2	298	298 1/2	299	299 1/2	300	300 1/2	301	301 1/2	302	302 1/2	303	303 1/2	304	304 1/2	305	305 1/2	306	306 1/2	307	307 1/2	308	308 1/2	309	309 1/2	310	310 1/2	311	311 1/2	312	312 1/2	313	313 1/2	314	314 1/2	315	315 1/2	316	316 1/2	317	317 1/2	318	318 1/2	319	319 1/2	320	320 1/2	321	321 1/2	322	322 1/2	323	323 1/2	324	324 1/2	325	325 1/2	326	326 1/2	327	327 1/2	328	328 1/2	329	329 1/2	330	330 1/2	331	331 1/2	332	332 1/2	333	333 1/2	334	334 1/2	335	335 1/2	336	336 1/2	337	337 1/2	338	338 1/2	339	339 1/2	340	340 1/2	341	341 1/2	342	342 1/2	343	343 1/2	344	344 1/2	345	345 1/2	346	346 1/2	347	347 1/2	348	348 1/2	349	349 1/2	350	350 1/2	351	351 1/2	352	352 1/2	353	353 1/2	354	354 1/2	355	355 1/2	356	356 1/2	357	357 1/2	358	358 1/2	359	359 1/2	360	360 1/2	361	361 1/2	362	362 1/2	363	363 1/2	364	364 1/2	365	365 1/2	366	366 1/2	367	367 1/2	368	368 1/2	369	369 1/2	370	370 1/2	371	371 1/2	372	372 1/2	373	373 1/2	374	374 1/2	375	375 1/2	376	376 1/2	377	377 1/2	378	378 1/2	379	379 1/2	380	380 1/2	381	381 1/2	382	382 1/2	383	383 1/2	384	384 1/2	385	385 1/2	386	386 1/2	387	387 1/2	388	388 1/2	389	389 1/2	390	390 1/2	391	391 1/2	392	392 1/2	393	393 1/2	394	394 1/2	395	395 1/2	396	396 1/2	397	397 1/2	398	398 1/2	399	399 1/2	400	400 1/2	401	401 1/2	402	402 1/2	403	403 1/2	404	404 1/2	405	405 1/2	406	406 1/2	407	407 1/2	408	408 1/2	409	409 1/2	410	410 1/2	411	411 1/2	412	412 1/2	413	413 1/2	414	414 1/2	415	415 1/2	416	416 1/2	417	417 1/2	418	418 1/2	419	419 1/2	420	420 1/2	421	421 1/2	422	422 1/2	423	423 1/2	424	424 1/2	425	425 1/2	426	426 1/2	427	427 1/2	428	428 1/2	429	429 1/2	430	430 1/2	431	431 1/2	432	432 1/2	433	433 1/2	434	434 1/2	435	435 1/2	436	436 1/2	437	437 1/2	438	438 1/2	439	439 1/2	440	440 1/2	441	441 1/2	442	442 1/2	443	443 1/2	444	444 1/2	445	445 1/2	446	446 1/2	447	447 1/2	448	448 1/2	449	449 1/2	450	450 1/2	451	451 1/2	452	452 1/2	453	453 1/2	454	454 1/2	455	455 1/2	456	456 1/2	457	457 1/2	458	458 1/2	459	459 1/2	460	460 1/2	461	461 1/2	462	462 1/2	463	463 1/2	464	464 1/2	465	465 1/2	466	466 1/2	467	467 1/2	468	468 1/2	469	469 1/2	470	470 1/2	471	471 1/2	472	472 1/2	473	473 1/2	474	474 1/2	475	475 1/2	476	476 1/2	477	477 1/2	478	478 1/2	479	479 1/2	480	480 1/2	481	481 1/2	482	482 1/2	483	483 1/2	484	484 1/2	485	485 1/2	486	486 1/2	487	487 1/2	488	488 1/2	489	489 1/2	490	490 1/2	491	491 1/2	492	492 1/2	493	493 1/2	494	494 1/2	495	495 1/2	496	496 1/2	497	497 1/2	498	498 1/2	499	499 1/2	500	500 1/2	501	501 1/2	502	502 1/2	503	503 1/2	504	504 1/2	505	505 1/2	506	506 1/2	507	507 1/2	508	508 1/2	509	509 1/2	510	510 1/2	511	511 1/2	512	512 1/2	513	513 1/2	514	514 1/2	515	515 1/2	516	516 1/2	517	517 1/2	518	518 1/2	519	519 1/2	520	520 1/2	521	521 1/2	522	522 1/2	523	523 1/2	524	524 1/2	525	525 1/2	526	526 1/2	527	527 1/2	528	528 1/2	529	529 1/2	530	530 1/2	531	531 1/2	532	532 1/2	533	533 1/2	534	534 1/2	535	535 1/2	536	536 1/2	537	537 1/2	538	538 1/2	539	539 1/2	540	540 1/2	541	541 1/2	542	542 1/2	543	543 1/2	544	544 1/2	545	545 1/2	546	546 1/2	547	547 1/2	548	548 1/2	549	549 1/2	550	550 1/2	551	551 1/2	552	552 1/2	553	553 1/2	554	554 1/2	555	555 1/2	556	556 1/2	557	557 1/2	558	558 1/2	559	559 1/2	560	560 1/2	561	561 1/2	562	562 1/2	563	563 1/2	564	564 1/2	565	565 1/2	566	566 1/2	567	567 1/2	568	568 1/2	569	569 1/2	570	570 1/2	571	571 1/2	572	572 1/2	573	573 1/2	574	574 1/2	575	575 1/2	576	576 1/2	577	577 1/2	578	578 1/2	579	579 1/2	580	580 1/2	581	581 1/2	582	582 1/2	583	583 1/2	584	584 1/2	585	585 1/2	586	586 1/2	587	587 1/2	588	588 1/2	589	589 1/2	590	590 1/2	591	591 1/2	592	592 1/2	593	593 1/2	594	594 1/2	595	595 1/2	596	596 1/2	597	597 1/2	598	598 1/2	599	599 1/2	600	600 1/2	601	601 1/2	602	602 1/2	603	603 1/2	604	604 1/2	605	605 1/2	606	606 1/2	607	607 1/2	608	608 1/2	609	609 1/2	610	610 1/2	611	611 1/2	612	612 1/2	613	613 1/2	614	614 1/2	615	615 1/2	616	616 1/2	617	617 1/2	618	618 1/2	619	619 1/2	620	620 1/2	621	621 1/2	622	622 1/2	623	623 1/2	624	624 1/2	625	625 1/2	626	626 1/2	627	627 1/2	628	628 1/2	629	629 1/2	630	630 1/2	631	631 1/2	632	632 1/2
-------	-------	---	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de l'Énergie et des Industries Pétrochimiques
Entreprise Nationale SONATRACH

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé en vue du contrôle de la réalisation du Projet Lubrifiants Arzew 2 (Arzew, ALGERIE).

L'appel d'offres a pour but le contrôle et le suivi des travaux de l'Entrepreneur chargé de la réalisation du Projet Lubrifiants Arzew 2 dans les domaines :
— des études et travaux de conception et de réalisation ;
— de la planification et de la programmation ;
— des coûts et de la vérification financière.

Le cahier des charges sera retiré auprès du Projet Lubrifiants Arzew 2, SONATRACH, Division Engineering et Développement, 10, rue du Sabara, Hydra - ALGER.

La date limite du dépôt des offres est fixée au 30 mars 1978, à 12 heures, le cachet de la poste faisant foi.

L'offre devra être valable quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de remise des offres.

TRANSPORTS

Une initiative franco-britannique

Le comité anti-poids lourds demande une limitation du trafic routier

Le comité anti-poids lourds, créé en France sur l'initiative de la Fédération des usagers des transports et l'association britannique Civic Trust, membre du bureau européen de l'environnement, ont décidé d'unir leurs efforts « afin de stopper, voire de réduire le trafic des camions dans les pays du Marché commun ».

Pour le comité anti-poids lourds, le développement du trafic routier de marchandises qui, en France, est passé en vingt ans de 15 % à plus de 50 % du tonnage transporté, est contraire à l'intérêt général. A son avis, « les camions tuent plus de mille personnes par an à l'intérieur de l'hexagone ». Ils dégradent le réseau routier : « Un poids lourd de 13 tonnes à l'essai cause autant de dégâts à la route que quatre cent mille voitures », affirme-t-il.

De son côté, le Civic Trust se félicite d'avoir contraint le gou-

vernement britannique, en 1970, à s'opposer à un relèvement du poids total en charge des camions, actuellement fixé, outre-Manche, à 32 tonnes au lieu de 38 tonnes en France. Les représentants de cette association constatent, pour le déplorer, qu'environ trois cent mille poids lourds traversent Douvres chaque année, au lieu de dix mille seulement en 1965.

Le comité anti-poids lourds et Civic Trust réclament donc un changement complet de politique « un véritable renversement de tendance », qui, selon eux, doit se traduire par une priorité donnée au développement du rail et de la voie d'eau. Ils proposent notamment de raccorder systématiquement les zones industrielles au réseau ferroviaire, de rouvrir les lignes dites secondaires, fermées, d'augmenter le gabarit du canal du Nord de 800 à 1 350 tonnes, grâce au doublement des écluses actuelles.

Meilleur confort sur les trains de l'Ouest Un T.G.V. atlantique pour 1990 ?

De notre correspondant

Rennes. — « Les responsables socio-économiques de la région ont fait preuve d'un intérêt tout particulier pour la S.N.C.F. », il était normal que la S.N.C.F. s'intéresse à la Bretagne. Par cette phrase, M. Jérôme Marillet, directeur de la S.N.C.F. pour la région de Rennes, a souligné, le mardi 21 février, au Club de la presse de Rennes, que les améliorations prévues le 1^{er} octobre 1978 sur le réseau ouest étaient bien la conséquence des prises de position des responsables régionaux. Il est clairement apparu que les critiques adressées à la S.N.C.F. dans le Livre blanc présenté le 13 avril 1977 par le Comité économique et social de Bretagne, ont fait mouche (1).

Les mesures annoncées par M. Marillet concernent l'augmentation des fréquences et l'amélioration du confort. Ainsi, la création d'un aller-retour supplémentaire quotidien entre Paris et Rennes d'un autre côté Rennes et Brest et de deux entre Rennes et Brest et Rennes et Quimper, les suppléments « train rapide » seront supprimés.

Pour ce qui est de l'amélioration du confort, on note la généralisation des voitures Corail sur tous les trains rapides et express entre Paris et Brest et Paris et Quimper, une extension à tous ces trains de la restauration à la place, en première et en deuxième classe, s'accompagnant d'une suppression des grillages, l'apparition de voitures dotées de distributeurs automatiques de boissons et de sandwiches, la mise en service de voitures-couchettes climatisées.

Les élus du VAL-D'OISE DEMANDENT LE CLASSEMENT DE ROISSY PARMI LES « ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX »

Les conseillers généraux du Val-d'Oise ont approuvé, mardi 21 février, une motion présentée par la commission des affaires économiques sur les nuisances de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. Annonçant que la nouvelle trajectoire « plaine de France », approuvée par l'assemblée départementale en octobre 1977, sera mise en application le 7 mars 1978, cette motion réclame « que toutes les mesures appropriées soient prises pour réduire le bruit à la source ».

Les élus demandent aussi « le classement des aéroports parmi les établissements dangereux, insalubres et incommodes ; la redéfinition des zones de bruit en fonction du bruit réel ; la participation des élus et des associations intéressées à toutes les décisions à prendre concernant l'utilisation des fonds produits par les taxes ; les procédures de vol et l'entretien des équipements ; l'obtention de moyens réels en matière de police, afin de sanctionner les compagnies aériennes contrevenantes dans l'irrespect tant des procédures de décollage et d'atterrissage que des trajectoires ».

Enfin, un amendement présenté par le groupe socialiste et les radicaux de gauche demande l'interdiction des vols de nuit entre 22 heures et 7 heures.

● **Défaillance technique sur Concorde.** — Le Concorde d'Air France qui assure la liaison trihebdomadaire Paris-Washington, n'a pu décoller de Roissy, dans la soirée du mercredi 22 février. Au moment de la mise en puissance des réacteurs, les pilotes ont constaté qu'un voyant rouge s'était allumé. Aussitôt la procédure d'arrêt a été mise en marche. Les cinquante et un passagers ont, avec deux heures de retard, embarqué sur un autre Concorde.

● **Des crédits français pour le métro de Mexico.** — La France va allouer au Mexique un crédit de 960 millions de dollars pour l'extension du métro de Mexico qui est une réalisation française. Ce métro date de 1970. Son réseau, long de 42 kilomètres, doit être porté à 78 kilomètres au cours des prochaines années. — (A.F.P.)

● **Les voies navigables dans le Nord.** — Dans l'article intitulé « Une nouvelle liaison fluviale entre Paris et Lille est-elle justifiée ? » de l'édition du 23 février, il fallait lire : « Il s'agit d'un projet très coûteux (1,5 milliards de francs), soit treize fois (et non trois fois) le total de l'enveloppe... ».

Corail sur les trains de nuit Paris-Brest et Paris-Quimper.

A moyen terme, de nouvelles mesures concernant l'infrastructure du réseau ferroviaire sont envisagées. L'amélioration du tracé et de la capacité des voies et l'électrification des lignes Rennes-Brest et Rennes-Quimper devraient permettre de gagner une trentaine de minutes entre Paris et Brest. Toutefois, la rentabilité de ces investissements étant insuffisante pour la S.N.C.F., ils ne pourront être réalisés qu'avec les concours de l'Etat et de la région. Quant au train à grande vitesse (T.G.V.) Atlantique, qui mettrait Brest et Quimper en quatre heures de Paris, sa réalisation, sous réserve qu'elle soit décidée par le gouvernement, ne peut être envisagée qu'à l'horizon 1990.

YANN ENJEU.

(1) Le politique ferroviaire en Bretagne. Livre blanc du comité économique et social de Bretagne. Maison des métiers, cours des Alliés, 35100 Rennes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BIS S.A.

a acquis la majeure partie des actions de

WELLS MANAGEMENT INC.

société américaine spécialisée dans le recrutement de cadres et le travail temporaire à l'issue d'une Offre Publique d'Achat dont l'agent a été Europartners Securities Corporation

Le soussigné a initié cette opération et a agi comme conseil financier de BIS S.A.

CRÉDIT LYONNAIS

LEGRAND S.A.

a acquis une part substantielle des actions de

PIAL S.A.

leader brésilien de l'appareillage électrique d'installation

Les établissements suivants ont initié cette opération et ont agi comme conseils financiers de LEGRAND S.A.

CRÉDIT LYONNAIS
BANCO FRANCES E BRASILEIRO



ACTIVITÉS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE EN 1977

IMETAL

Les chiffres d'affaires et revenus assimilés ressortent en 1977 à 77,7 millions de francs contre 81,4 en 1976, dont, pour les revenus des participations, 48 millions de francs contre 36,2.

Les résultats non consolidés d'IMETAL se situent à un niveau voisin de celui de l'exercice précédent.

PENARROYA

L'année a été caractérisée pour le groupe par une relative stabilité des productions de métaux : 310 000 tonnes de plomb et 178 000 tonnes de zinc (contre respectivement 303 000 et 177 000 tonnes en 1976) et par une diminution du volume et des prix de vente du zinc, particulièrement sensible pendant le second semestre 1977.

Compte tenu de la bonne tenue des cours du plomb pendant l'année, le chiffre d'affaires non consolidé de l'exercice devrait se situer à un niveau inférieur à celui de l'exercice 1976.

MOKTA

Les productions des principales sociétés filiales de MOKTA se sont maintenues à des niveaux voisins de ceux atteints en 1976, soit : uranium contenu 2 800 tonnes — minerai de manganèse et manganèse métallurgique 2 millions de tonnes — agrégats pour la construction 3 700 000 tonnes — la production de minerai de fer progressant de près de 20 % avec 650 000 tonnes.

Les chiffres d'affaires et revenus assimilés de la société atteignent 42,4 millions de francs contre 38,2 pour 1976. Cette amélioration reste essentiellement due à l'augmentation des revenus des filiales productrices d'uranium.

Les résultats de la société devraient marquer une sensible progression.

COPPERWELD

Le chiffre d'affaires de la société se monte à 347 millions de dollars, en progression de 16 % sur 1976 (299 millions de dollars). Le bénéfice net s'établit à 16,3 millions de dollars contre 18,9.

LE NICKEL-S.L.N. (filiale commune IMETAL-SNEA)

L'année a été caractérisée, en raison de la situation du marché du nickel, par une diminution des productions et des ventes.

Les productions s'établissent à 3,3 millions de tonnes de minerai contre 4,1 et à 51 300 tonnes de nickel contenu dans les produits métallurgiques contre 63 000 tonnes en 1976.

Les ventes de métal s'élevaient à 20 400 tonnes contre 51 700 en 1976. Par suite des diminutions des livraisons de métal et de la baisse des prix de vente intervenus au cours du second semestre, le chiffre d'affaires de la société ressort à 1 198 millions de francs contre 1 358 en 1976.

Au total le résultat de l'exercice s'établit en perte sensible.

FONCIER INVESTISSEMENT

Au cours de sa séance du 16 février 1978, le conseil a pris acte de la démission de son président, M. Robert Biot, donnée à la suite de sa nomination comme gouverneur du Crédit foncier de France. Le conseil a exprimé sa gratitude à M. Robert Biot pour les services éminents rendus à la société, et a ensuite coopté M. Max Laxan, sous-gouverneur du Crédit foncier de France, en qualité d'administrateur et l'a désigné pour assurer les fonctions de président.

Le conseil a, par ailleurs, décidé de proposer à l'assemblée générale, convoquée pour le 6 avril 1978, la distribution d'un dividende de 15,77 F assorti d'un crédit d'impôt de 2,13 F.

BANQUE GRINDLAY OTTOMANE

La BANQUE GRINDLAY OTTOMANE a procédé à l'ouverture à ZÜRICH d'une succursale qui vient s'inscrire dans la politique de développement de ses activités internationales.

La BANQUE GRINDLAY OTTOMANE, Société de droit français, est filiale de la GRINDLAYS BANK LONDRES, elle-même affiliée à la CITIBANK NEW-YORK et à la LLOYDS BANK LONDRES.

Nous rappelons que la BANQUE GRINDLAY OTTOMANE est déjà installée, outre PARIS, à GENEVE, MARSEILLE, TOULON, GRASSE, CANNES, NICE, AIX-EN-PROVENCE et MONTE-CARLO.

BARÈME DES BRILLANTS

CODULEUR	BLANC NUANCÉ	LEGÈREMENT TEINTÉ	HAUTEUR
PUNTE	V.V.S.	V.V.S.	18° de 2°
1 carat à 8 20	16.300 F	11.300 F	8.900 F
2 carats, le carat	22.400	15.300	7.400
3 carats, le carat	25.200	18.000	6.100
4 carats, le carat	31.200	22.100	5.200
5 carats, le carat	37.400	25.400	4.500

Ce barème étant donné à titre indicatif, MM. Godechot et Pauliet se tiennent à votre disposition pour vous renseigner d'une façon plus précise sur la cote des pierres fines et leur soustraire.

GODECHOT & PAULIET

86, AVENUE RAYMOND-BOINCARE
75014 PARIS

ACHATS - VENTES - EXPERTISES - CONSEILS

PARKING FOCH MÉTRO VICTOR-HUGO Tous les jours, sauf dimanche

VIENT DE PARAÎTRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE enjeu politique

En vente partout - 10 F

Corse

● **Une importante charge explosive, dont le détonateur n'a pas fonctionné, a été découverte le mercredi 22 février à Bastia, devant le cabinet d'assurances de M. Roland Simeoni, frère de Max et Edmond. Les enquêteurs suspectent que cette charge aurait dû exploser dans le courant de la nuit, au même moment que celle qui, à 1 h. 30, a causé de très importants dégâts au domicile de la mère des trois frères Simeoni.**

Deux charges d'explosifs ont, d'autre part, été placées, dans la nuit du mardi 21 au mercredi 22 février, au pied d'un pylône de la ligne électrique Carbo-Sarde, près de Bonifacio. Une seule des deux charges a sauté, endommageant le pylône, qui est cependant resté debout.

BOURSE DU BRILLANT

communiqué

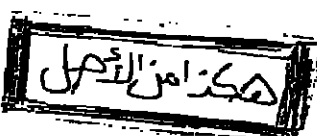
MARCHÉ DU BRILLANT

Prix d'un brillant rond spécimen BLANC EXCEPTIONNEL 1 CARAT

23 février - 68.212 F T.T.C. + commission 4,90 %

M. GÉRARD, JOAILLIERS

8, avenue Montaigne - Paris (8^e)
Tél. : 339-43-95



هكذا من الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
22 FÉVRIER

Nouvelle avance
Le mouvement de hausse s'est poursuivi mercredi à la Bourse de Paris, où dans un marché toujours très actif, la grande majorité des valeurs françaises ont de nouveau gagné du terrain. De fait, l'indice général a terminé la séance en progrès d'environ 1 %.

Comme la veille, la quasi-totalité des compartiments ont profité de ce mouvement, en tête duquel on trouve encore les titres de métallurgie et de construction électrique. Les valeurs ont subi quelques pertes après leur vigoureuse remontée des jours précédents.

Les meilleures performances ont été réalisées par Domini et Chiers (+ 5 %) et les cotations ont été retardées en raison de l'abondance de la demande.

Les compagnies d'assurances, les caisses de retraite et quelques autres organismes de placement collectif ont toujours présenté sur le marché. Mais la grande masse des petits porteurs demeure absente. « Tel était l'avis général des professionnels autour de la corbeille ».

Pour beaucoup d'entre eux, le risque d'un investissement boursier à trois semaines des élections est la peine d'être couru. D'abord parce que, en raison des querelles persistantes qui laissent les gouvernements en l'air, la perte d'assurance, parce qu'au niveau actuel, et les cours ne peuvent guère aller beaucoup plus bas. « Peut-être, mais les épargnants n'ont-ils pas déjà entendu ce refrain ? ».

Sur le marché de l'or, le lingot a baissé de 110 francs à 29 335 francs et le napoléon s'est écarté de 50 francs à 29 330 francs. Le volume des échanges est resté de 9,06 millions de francs à 7,88 millions de francs.

LONDRES

INCERTAIN
Tentative de reprise après la baisse des trois derniers jours, avec une légère progression des industries. Le marché a terminé la séance en progrès d'environ 1 %.

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Rows include various stock indices and company shares.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS
R.S.N. - GERVAIN-DANON. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe pour 1977 s'élève, provisoirement, à 13 829 millions de francs contre 12 555 millions de francs en 1976.

FINANCIÈRE DE PARIS ET DES PAYS-BAS. Le bilan net consolidé du groupe en 1977 s'élève à 514 millions de francs contre 438 millions de francs en 1976, dont 411 millions de francs contre 317 millions de francs en 1976.

CLUB MEDITERRANÉE. Le dividende global est porté de 6,91 F à 7,50 F (+ 8,54 %) et une action gratuite pour six anciennes va être attribuée.

NEW-YORK

Léger recul
Après une tentative de reprise, les cours ont légèrement fléchi à Wall Street, où l'indice Dow Jones a baissé de 12 points à 940,35. Le marché a terminé la séance en recul d'environ 0,5 %.

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Rows include various stock indices and company shares.

INDICES QUOTIDIENS
(BASE 100 : 30 DEC. 1977)
Valeurs françaises : 21 167,22
Valeurs américaines : 12 162,1

COURS DU DOLLAR A TOKYO
1 dollar (en yen) : 236,25
Taux du marché monétaire : 10 1/2 %

BOURSE DE PARIS - 22 FÉVRIER - COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. Cours, Dernier Cours. Rows include various stock indices and company shares.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. Cours, Dernier Cours. Rows include various stock indices and company shares.

MARCHÉ A TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. Cours, Dernier Cours. Rows include various stock indices and company shares.

COTE DES CHANGES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précéd. Cours, Dernier Cours. Rows include various stock indices and company shares.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
— SOCIÉTÉ : « D'une hiérarchie à l'autre », par Daniel Barthelemy ; « Les dévants ne font plus recette », par J.-P. Badin.
— REVUE DES REVUES : « Folie d'Etat », par Yves Florenne.

3. ETRANGER
4. AMERIQUES
5. PROCHE-ORIENT

527. EUROPE
— POLOGNE : « Une année cruciale pour M. Gierk » (II), par Manuel Lacort.

8214. POLITIQUE
— LA PREPARATION DES ELECTIONS LEGISLATIVES : « L'UNION REGIONALE A L'AUTRE (XIX) », LORRAINE : des tribunes aux avant-postes.
— TRIBUNE DU 12 MARS : « Le renouveau ou le grandeur de la France », par Philippe Saint-Pro.
— Les rapports entre le P.C. et le P.S.

LE MONDE DES LIVRES
PAGES 15 A 20
LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : « L'Ange et la Bête ».
HISTOIRE : L'encyclopédie sur la mort, de Philippe Ariès : Un Père Lachaise dessinée par le facteur Cheval.
LETTRES ETRANGERES : Le Nil du néant.
RELATIONS INTERNATIONALES : Le socialisme réunit-il le continent ? L'Amérique à la recherche d'une politique.

21 à 23. CULTURE
— THEATRE : En attendant Godot, de l'Odéon.

24. SPORTS

25. SOCIÉTÉ
— A Rouen, douze ans de réclusion pour une « mère indigne » ; à Neuville, vingt ans de réclusion pour un voleur.

26. EDUCATION
— Les difficultés de l'académie de Versailles.

30 à 32. ECONOMIE-REGIONS
— EMPLOI : la moitié des postes offerts aux jeunes sont des emplois nouveaux, affirme le C.N.P.F.

LIRE EGALEMENT
RADIO-TELEVISION (24)
Annonces classées (27 à 28) ; Aujourd'hui (29) ; Bulletin d'enseignement (29) ; Carnet (24) ; Journal officiel (29) ; Loterie nationale (29) ; Météorologie (29) ; Mots croisés (29) ; Bourze (32).

● Overdoses : deux morts en Corée. — Les corps de deux jeunes gens, Mlle Bernadette Kiffer, de Belfort, et M. Pascal Chappuis, de Besençon, l'un et l'autre âgés de vingt-deux ans, ont été découverts, mardi soir 21 février, dans les locaux d'une colonie de vacances de la société Alstom, à Neuville (Corée). Ces deux personnes étaient mortes des suites de l'absorption d'une dose excessive de drogue. Impliqués dans plusieurs affaires de trafic et d'usage de stupéfiants, ils étaient peu avant leur mort, en cure de désintoxication, sur ordonnance d'un magistrat dans un hôpital de Lyon, d'où ils se sont évadés. — (Corresp.)

Trois nouvelles universités créées à Toulon, Perpignan et Valenciennes

Le ministère des universités va créer prochainement trois nouvelles universités à Perpignan, à Toulon et à Valenciennes, par transformation des centres universitaires existants dans ces villes. Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (C.N.E.S.R.) examinera, pour avis, vendredi 24 février, un projet de décret soumis par Mme Alice Saunier-Setti, qui ne devrait pas rencontrer d'opposition.

La carte universitaire française va s'enrichir de trois nouveaux établissements autonomes, ce qui portera à soixante-sept le nombre des universités. Il ne subsistera désormais que quatre centres universitaires : à Avignon, à Chambéry, aux Antilles-Guyane et à la Réunion. L'an dernier, à la veille des élections municipales, deux villes avaient obtenu la transformation en universités de leurs centres universitaires : Le Mans et Mulhouse.

La différence entre une université et un centre universitaire concerne l'organisation pédagogique et le recrutement des enseignants. Les centres universitaires doivent faire approuver par une université « tutrice » leurs programmes d'enseignement et les modalités de contrôle des connaissances. Les enseignants doivent être recrutés par des commissions où siègent des membres d'une université. Ces deux points font l'objet de conventions entre centres universitaires et universités.

Les trois « promotions »

● L'université de Perpignan compte, cette année, 2 643 étudiants et 172 enseignants, répartis en trois U.E.R. : 223 sont inscrits à l'Institut universitaire de technologie, 407 en sciences, 766 en lettres et 1 242 en droit et sciences économiques. Des conventions existent avec les universités de Montpellier. Depuis 1966, les facultés de Montpellier disposent d'antennes à Perpignan, qui avaient été transformées en collège scientifique universitaire en 1958 et en collège littéraire universitaire en 1963.

● L'université de Toulon compte 2 310 étudiants dans trois U.E.R. : 670 sont inscrits à l'U.E.R. 1032 en droit, 335 en sciences économiques et 263 en sciences. Il n'existe pas d'enseignement littéraire dans cette ville. Les conventions lient le centre universitaire créé en 1970, principalement aux universités de Nice, mais aussi à celles de Montpellier et d'Aix-Marseille.

● L'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis compte 2 137 étudiants dans trois U.E.R. : 316 étudiants sont inscrits en capacité en droit, 115 en lettres classiques et modernes, 319 en sciences humaines, 439 en informatique, 188 en sciences et 789 à l'I.U.T. Un collège scientifique existait dans cette ville depuis 1964 et un collège littéraire depuis 1966. Ils avaient été transformés en centre universitaire en 1969.

DES ENFANTS MANIFESTENT POUR « LEUR » MARAIS

Manifestation inattendue, mercredi 22 février après-midi, dans les rues du Marais : une cinquantaine d'enfants de 4 à 12 ans ont défilé comme des grands, mais avec des revendications qui leur sont bien propres : « Nous voulons des terrains de jeu, une maison de jeunes ». Le quartier, c'est vrai, en pleine fièvre de rénovation, a oublié ses enfants.

Précedé par une famille « d'hommes-orchestres », le cortège, encadré par le Père Yves Bouanic, aumônier des jeunes, Jack Lang et Maurice Demassay, conseiller de Paris (socialiste), agitant des banderoles et ballons multicolores, a quitté la rue des Lions-Saint-Paul pour se diriger vers l'Hôtel de Ville, en longeant les îlots de rénovation du secteur sous le regard amusé des passants.

● Selon un sondage Publimétrie que publie le *Quotidien de Paris* ce jeudi 23 février sur les Français et la chasse, 47 % des personnes interrogées ont approuvé la chasse telle qu'on la pratique aujourd'hui en France. 24 % l'approuvent et 29 % ne se sont pas prononcées.

Les réponses des personnes interrogées varient — évidemment — selon qu'elles chassent ou non. 15 % de celles qui ne touchent jamais un fusil sont favorables à la pratique actuelle de la chasse, tandis que 70 % de celles qui chassent régulièrement y sont favorables. Ce sondage indique seulement le sentiment des Français (1 050 personnes interrogées les 16 et 17 février) sur la pratique actuelle de la chasse. Mais si certains y sont opposés, ils n'en condamnent pas pour autant le principe.

● La skieuse Fabienne Serrat a remporté le titre de championne de France de descente, jeudi 23 février, à Tignes. Elle a devancé Perrine Peien et Martine Liouche.

NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LE DOLLAR

Deutschmark et franc suisse au plus haut

Après deux jours de répit, le dollar a été victime jeudi 23 février d'une nouvelle attaque au profit des monnaies fortes. Le cours de la monnaie américaine est tombé à Francfort de 2,04 DM à près de 2,02 DM, et à Zurich de 1,620 FS à 1,61 FS, au plus bas niveau historique. Les interventions des banques centrales, essentiellement la Bundesbank, n'ont pas réussi à endiguer les ventes des détenteurs de dollars, qui manifestent ainsi leur défiance vis-à-vis de la politique menée par les dirigeants américains en matière économique et monétaire.

A Paris, le cours du dollar a également baissé, revenant à près de 4,79 F contre 4,81 F, mais moins rapidement qu'ailleurs, de sorte que les monnaies fortes ont à nouveau battu leurs records antérieurs, le cours du deutsche-mark s'élevant à 2,37 F et celui du franc suisse à 2,65 F. Les marchés des changes redevenaient très nerveux, tandis que l'or a repris son ascension à Londres, où le cours de l'once frôlait 1,85 dollar.

Le gouvernement canadien va procéder à des emprunts massifs sur les marchés internationaux pour raffermir le dollar canadien, qui a perdu 10 % en un an par rapport au dollar américain, au plus bas niveau depuis quarante ans.

LE DÉFICIT DES PAIEMENTS COURANTS FRANÇAIS : 15,7 MILLIARDS EN 1977

Le déficit de la balance des paiements courants de la France s'est élevé à 15,7 milliards de francs en 1977. Ce déficit avait atteint 29,1 milliards de francs en 1976. Des sensibles variations ont été enregistrées au cours des trimestres de l'année dernière : — 8,1 milliards au premier trimestre ; — 2,4 milliards au deuxième ; — 5,9 milliards au troisième ; — 0,5 milliards au quatrième.

La diminution du solde négatif des transactions courantes qui, en termes financiers, a été de 13 milliards de francs contre 22,7 milliards en 1976. Elle provient aussi d'une amélioration des services qui ont enregistré un excédent de 10,3 milliards au lieu de 4,5 milliards. Toutefois, le déficit des transferts a augmenté, ayant atteint 13,1 milliards de francs au lieu de 10,9 milliards.

En matière de mouvements de capitaux, il a été enregistré, en 1977, un excédent de 5,3 milliards de francs, en diminution par rapport à 1976. Les mouvements de capitaux à long terme se sont soldés par un déficit de 0,2 milliards ; les sorties de 3,4 milliards pour les investissements directs et de portefeuille, 18,1 milliards pour les crédits commerciaux et 1,6 milliard au titre du secteur public ont été compensés par 22,9 milliards pour les emprunts extérieurs et en devises des résidents. Les mouvements de capitaux à court terme ont eu un excédent de 5,5 milliards de francs.

En Inde

Mme Gandhi tente de faire sa rentrée politique à l'occasion d'élections régionales

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — Plus de quatre-vingts millions d'électeurs sont appelés à renouveler, samedi 25 février, les Assemblées législatives de trois grands Etats du sud de l'Inde (Maharashtra, Karnataka, Andhra Pradesh), de deux Etats de l'est (Assam, Meghalaya) et d'un territoire de la même région, l'Arunachal-Pradesh. Les quatre premiers Etats constituaient depuis plus de trente ans des places fortes du Congrès ; l'ancien parti gouvernemental avait réussi à y maintenir son emprise aux élections législatives nationales en mars 1977, malgré la victoire écrasante du Janata, le Parti du peuple de M. Desai, dans le reste de l'Union.

Les choses ont cependant changé depuis que Mme Gandhi a provoqué, au début de l'année (le *Monde* du 4 janvier), la scission du Congrès. Les suprématies de cette formation dans le Sud est maintenant remise en cause. Les plus fortes personnalités du mouvement sont restées fidèles au Congrès officiel de M. B. Reddy, mais le « Congrès-Indira », comme est appelé le groupe de l'ancien premier ministre, a pu présenter un nombre presque égal de candidats.

L'intérêt de ces élections, un an après la prise du pouvoir par le Janata à New-Delhi, est double. D'une part, celles-ci doivent permettre de mesurer l'influence des dissidents congressistes. Les révolutions continuelles qu'apporte la commission enquêtant sur les excès commis sous le régime de Mme Gandhi ne semblent pas affecter la popularité de l'ancien premier ministre.

D'autre part, ces élections offrent l'opportunité au Janata de prouver qu'il n'est pas un mouvement dépourvu d'emprise dans le sud de la péninsule. Les populations dravidiennes notamment (telles que les Tamils, les Kannas, les Malayalam) ont des volontés de domination linguistique de la part du nord, où la langue prédominante est le hindi. Le parti de M. Desai doit renforcer ses positions dans la perspective des élections par les parlementaires provinciaux, en avril, d'une partie des membres de la Chambre haute (Rajya Sabha). La formation gouvernementale ne dispose pas, pour le moment, dans cette assemblée, de la majorité lui permettant d'avoir les coudées franches jusqu'à la fin de la

GÉRARD VIRATELLE.

RUMEURS DE DÉMISSIONS MINISTÉRIELLES A MADRID

Madrid (A.F.P.). — La presse espagnole fait état, ce jeudi 23 février, de rumeurs de démissions ministérielles touchant des portefeuilles des secteurs économiques. Le quotidien *A.B.C.* citant des sources « de toute confiance » interrogées « très tôt jeudi matin », affirme que M. Enrique Fuentes Quirós, vice-président du gouvernement chargé des questions économiques, a présenté sa démission au président Adolfo Suárez. Les autres journaux évoquent également ces rumeurs, mais affirment que le vice-président du gouvernement est finalement revenu sur sa décision.

● Selon Amnesty International, cent treize personnes ont été assassinées ou enlevées au Guatemala pendant le dernier trimestre de 1977. Amnesty International fournit une liste de la plupart des victimes de ces groupes, sur lesquels, regrette-t-elle, les autorités guatémaltèques ont enquêté sans aboutir à aucun résultat. Le rapport d'Amnesty rappelle que plus de vingt mille personnes sont mortes dans ce pays entre les mains de groupes paramilitaires. Ces groupes, appelés Escadrons de la mort, ont été formés, à l'origine, pour répondre aux activités de la guérilla d'extrême gauche, et jouissent d'une totale impunité. — (A.F.P.)

LE NICARAGUA CHERCHE A ACHETER DES ARMES EN FRANCE

Nous recevons du poète nicaraguayen Ernesto Cardenal le télex suivant en provenance de San-José-de-Costa-Rica : « Le dictateur Somoza a annoncé qu'il recadrer des armes de la France. Ces armes sont uniquement destinées à tuer des Nicaraguayens. Nous vous prions de le faire savoir. »

Des contacts sont effectivement en cours entre Paris et Managua pour d'éventuels achats par le Nicaragua de mortiers de 60, 81 et 120 millimètres, et de lance-roquettes.

Ernesto Cardenal est l'auteur, notamment de « Cri-Panamas politiques » — en français aux éditions du Cerf, qui ont également publié une « Anthologie poétique » de l'écrivain nicaraguayen. Considéré comme l'un des plus grands poètes actuels vivant en Amérique latine, E. Cardenal, qui est prêtre, a récemment annoncé qu'il avait rejoint les rangs du Front sandiniste de libération nationale — la plus importante organisation de guérilla du pays. Depuis le récent assassinat de Pedro Chamorro, journaliste et principal opposant politique au président Somoza, grèves et manifestations d'hostilité au régime se sont succédées toujours sévèrement réprimées par la garde nationale. — J.-P. C.

● M. Vladimir Klebanov, qui a récemment constitué en U.R.S.S. un syndicat non officiel, a été interné dans une institution psychiatrique, déclarait-on dans les milieux dissidents à Moscou. M. Klebanov a été arrêté par la police de Moscou le 7 février et envoyé à Dombass, dans le sud de la Russie. Il s'agit de sa seconde incarcération dans une institution psychiatrique. Il avait déclaré à des journalistes qu'il avait déjà été interné pendant une semaine à la fin de l'année dernière, après avoir pris contact avec la presse occidentale. — (A.F.P.)

DU NOUVEAU CONTRE LA SURDITE
Est-il possible de retrouver l'audition intégrale ?
Réponse à cette question vous sera donnée lorsque, sans engagement, vous viendrez faire l'essai de ce très petit appareil électronique, déjà utilisé par d'innombrables sourds dans le monde entier, chez **ACOVOX**.

3, rue du Cirque, 75008 PARIS
Téléphone : 225-45-47 +
Ecrivez ou téléphonez EN VOUS RECOMMANDANT DE CE JOURNAL pour recevoir gratuitement la documentation AX - CT

Investissement immobilier
cica 227.04.30
45, rue de Courcelles - 75008 Paris

HEWLETT-PACKARD
A LA POINTE DE LA TECHNOLOGIE
Démonstration et assistance dans la programmation et les applications aux problèmes techniques, scientifiques, financiers... par ingénieur qualifié chez un nouveau distributeur agréé **MAUBERT ELECTRONIC**
49, bd St-Germain, PARIS-5e
Place et Métro MAUBERT. 229.40.04

ittell
Eau minérale naturelle.

jusqu'au 25 février
offre spéciale d'avant-saison
NICOLL
COSTUME SUR MESURES
formule **990 F**
industrielle
avec gilet 1150 F
NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN
29, RUE TRONCHET / PARIS 8*

CERRUTI 1881
collection printemps
27, RUE ROYALE - PARIS 8*

Le numéro du « Monde » daté 23 février 1978 a été tiré à 550 428 exemplaires.

REVISION FÉVRIER
6 jours du 27/2 au 4/3
math, phys
de la 6^e en Terminale
MATH ASSISTANCE
9^e SAINT-LAZARE - 526-37-17
15^e VAUGHARD - 521-31-12
20^e NATION - 573-89-38

سكس امان للتميز